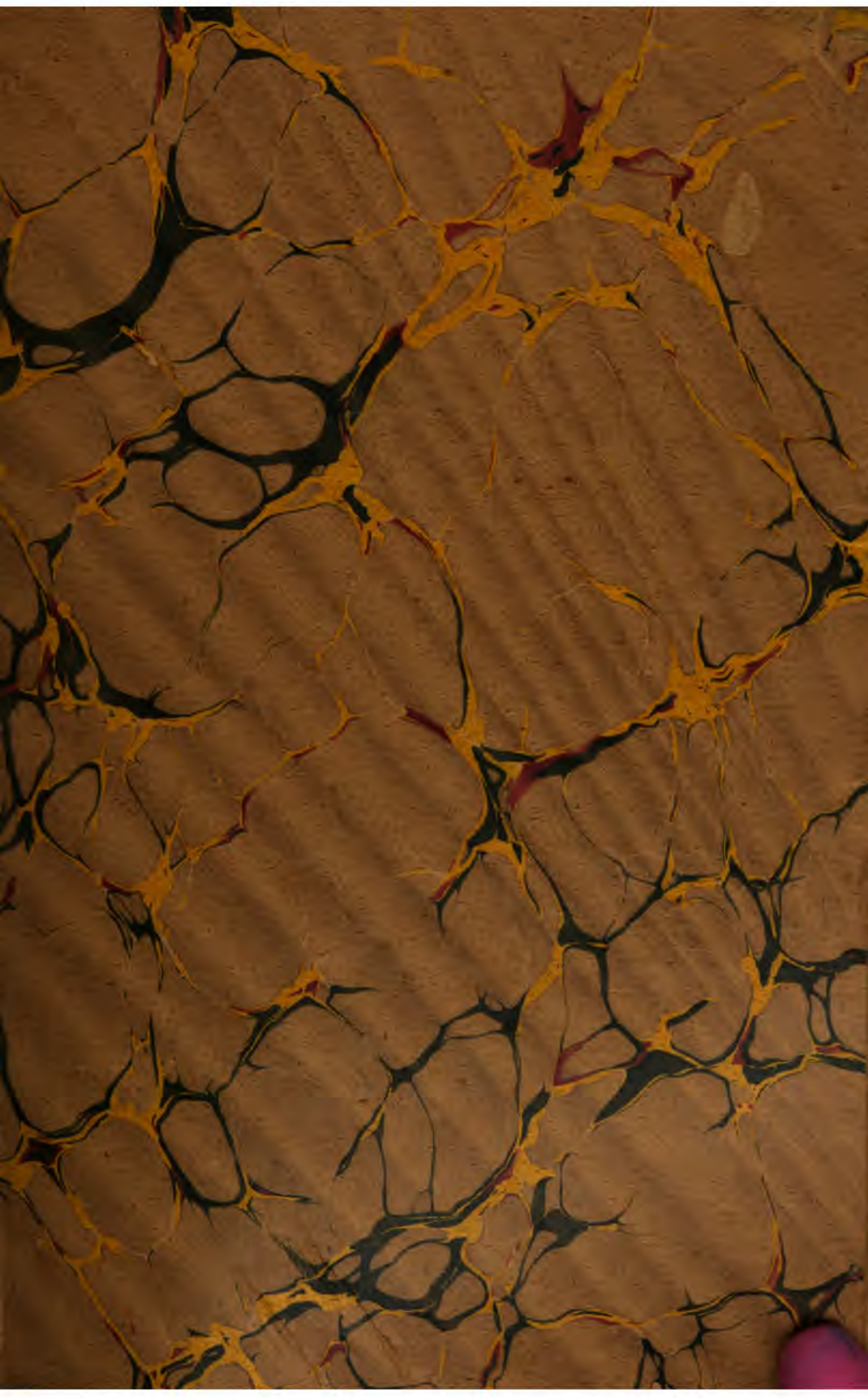
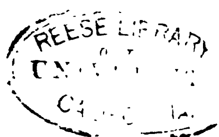






HISTOIRE

DE LA

GUERRE DU PACIFIQUE

(1880-1881)

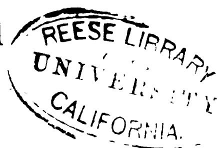
SCEAUX. — IMPRIMERIE CHARAIRE ET FILS.

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DU PACIFIQUE

1880-1881



PAR

DIEGO BARROS ARANA

DEUXIÈME PARTIE

AVEC DEUX CARTES ET UN PLAN



PARIS

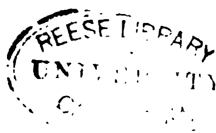
LIBRAIRIE MILITAIRE DE J. DUMAINE

LIBRAIRE-ÉDITEUR

L. BAUDOIN ET Cie, SUCCESSEURS

Rue et passage Dauphine, 30

1882



HISTOIRE

DE LA

GUERRE DU PACIFIQUE

(1879-1880)

TROISIÈME PARTIE

LA CAMPAGNE DE LIMA

CHAPITRE PREMIER

LES RÉPUBLIQUES BELLIGÉRANTES APRÈS LES BATAILLES DE TACNA ET D'ARICA, JUIN 1880.

Confiance du Pérou dans le succès de ses armes. — Décrets du dictateur Piérola contre ses ennemis. — La presse de la dictature accuse Montero d'être coupable des dernières déroutes. — On retire cette accusation. — Erreurs et exagérations dans le récit fait par la presse de Lima des batailles de Tacna et d'Arica. — Rectifications. — Exactitude des documents chiliens concernant la guerre. — La presse étrangère subventionnée par le Pérou. — Proclamation belliqueuse de Piérola. — La Bolivie reçoit la nouvelle de la défaite de son armée. — Noble attitude du peuple bolivien pendant les premiers jours qui suivent le désastre : Campero est confirmé dans la présidence de la république. — Les fausses nouvelles qui arrivent du Pérou raniment les Boliviens et les poussent à proclamer la continuation de la guerre. — Attitude de la Bolivie pendant la nouvelle campagne. — La domination du Chili s'affermit à Tacna et à Arica. L'opinion au Chili à la suite des dernières victoires. — La presse demande la marche sur Lima.

Le dénouement de la seconde expédition de l'armée chilienne au Pérou, les triomphes éclatants qu'elle avait obtenus

sur la coalition péru-bolivienne à Tacna et à Arica, le blocus du Callao par l'escadre chilienne, et l'impuissance de l'ennemi à lui résister, faisaient espérer que la guerre du Pacifique touchait à son terme. Telle fut pendant quelques jours l'opinion qui eut cours au Chili et à l'étranger; mais on sut bientôt que l'heure de la sagesse n'était pas encore arrivée pour les provocateurs de cette lutte meurtrière.

En effet, à en juger par le ton de la presse et des documents officiels, on conservait à Lima une confiance entière et absolue dans le résultat définitif de la guerre; on croyait à la supériorité du Pérou, et à l'épuisement complet dans lequel devait se trouver le Chili malgré ses victoires. Cette confiance, comme nous le verrons dans le cours de ce récit, ne provenait pas de cette résolution suprême du patriotisme prêt aux plus grands sacrifices pour sauver un peuple d'un irrémédiable désastre; Elle avait simplement son origine dans une ancienne vanité nationale qui faisait regarder le Chili comme un rival insignifiant, méprisable même, dans l'ignorance où l'on tenait systématiquement le peuple sur la marche des opérations, et sur la véritable situation du Pérou, et plus que tout le reste peut-être, dans le chimérique espoir de trouver de puissants alliés qui se chargeraient de battre l'armée victorieuse du Chili.

Avant de continuer le récit, il convient de revenir sur nos pas pour faire connaître l'état des partis politiques à Lima au moment où les événements militaires se précipitaient au sud du Pérou, et où ses armées subissaient de si grands désastres.

Pendant les derniers jours de l'expédition des Chiliens sur Tacna et Arica, c'est-à-dire pendant le mois de mai 1880, la presse et le gouvernement de Lima n'avaient cessé de montrer la plus grande confiance dans le succès. Les journaux, dont les colonnes ne pouvaient insérer que ce qui plaisait au dictateur, publiaient de temps en temps de prétendues correspondances de Tacna contenant le récit de quelque combat d'avant-garde, où les Chiliens avaient été battus[1]. Un journal de

1. Une de ces correspondances que l'on prétendait écrite de Tacna le 23 mai et publiée par *la Patria* de Lima, faisait connaître que le 12 de ce mois, une division chilienne avait été battue par les « grand' gardes péruviennes ». On sait que non seulement cette défaite n'a jamais existé, mais encore qu'il n'y a eu d'autre combat partiel que la désastreuse déroute des avant-gardes péruviennes le 18 avril.

Lima, *El Nacional*, disait à ses lecteurs, à la date du 22 mai, que l'armée péruvienne n'avait à craindre les Chiliens que dans le cas d'une surprise où de quelque embûche d'ailleurs fort peu probables. « S'il se livre un combat général en bonne forme, ajoutait-il, ce que nous pourrions appeler une grande bataille, nous avons la conviction que le triomphe sera pour les alliés. » De son côté le gouvernement péruvien se vantant de ne rien craindre pour l'armée du Sud, lançait à la même époque de nombreux décrets, se rapportant plus ou moins directement à la guerre, mais complètement étrangers aux périls du moment.

Le dictateur Piérola avait institué la Légion du mérite, espèce d'ordre de chevalerie, divisé en trois classes, pour récompenser les héroïques défenseurs du Pérou. On devait aussi ouvrir un registre appelé « le grand-livre de la République », pour y inscrire leurs exploits. Un décret du 28 mai ordonnait une enquête sur la perte du monitor *Huascar* dans le combat d'Angamos, du mois d'octobre précédent, pour en faire l'inscription dans le grand-livre, et sans attendre le résultat de cette enquête, distribuait, par le même décret, les décorations de la Légion aux officiers tués dans la défense de ce navire [1].

Ces mesures, destinées à flatter la vanité nationale, avaient, comme on le voit, le caractère le plus inoffensif. Il n'en était pas de même de cinq autres décrets qui portent la date du 22 mai, et qui révèlent l'esprit politique du dictateur. L'un d'eux lui conférait le droit de nommer lui-même son remplaçant ou son successeur au gouvernement du Pérou, dans le cas où il serait empêché temporairement ou absolument d'administrer lui-même la République. Un autre déclarait inhérent à son caractère de chef suprême de l'État, celui de « protecteur de la race indigène », « laquelle a été et est encore dans le pays, dit le décret, l'objet d'injustices et d'exactions qui réclament une réparation efficace. » Par cette mesure, le dictateur espérait consolider son influence sur les classes inférieures de la société, qui étaient le plus ferme appui du pouvoir. Enfin,

1. Il est à remarquer que ce décret n'accorde au portrait ou à la mémoire de Grau, que la décoration de 2e classe de la Légion du Mérite, alors que deux de ses subalternes obtenaient celle de 1re classe. Telle est l'équité des partis politiques !

les trois autres décrets étaient dirigés contre ses ennemis politiques : le général Mariano Ignacio Prado, auquel on prodiguait toutes sortes d'outrages, et qui était privé pour toujours du titre et des droits de citoyen péruvien, et condamné à la dégradation publique[1]; contre le général Lopez Lavalle et d'autres officiers qui avaient abandonné Iquique et s'étaient réfugiés sur les navires neutres, au mois de novembre précédent, et qui étaient également tous dégradés; et enfin contre les chefs et officiers qui, après la défaite de Dolores, avaient pris le chemin d'Arica, et contre quelques-uns des officiers de l'escadre.

Ainsi, ces mesures, qui semblaient calculées pour rétablir la moralité dans l'armée péruvienne, retombaient toutes sur des ennemis personnels de Piérola; aussi, soulevèrent-elles, comme on doit le supposer, un vif mécontentement dans le parti politique qui, l'ayant combattu, était maintenant sous sa domination. Il accusait Piérola de ne s'être pas mis à la hauteur des circonstances solennelles que traversait le Pérou, de n'avoir pas oublié de vieilles rancunes en présence du péril de la patrie et de vouloir sacrifier Montero dans le sud pour se débarrasser d'un rival dangereux[2]. Pour les hommes de ce parti,

1. Le général Prado se trouvait à New-York, lorsqu'il eut connaissance de ce décret si outrageant pour sa personne, il rédigea immédiatement une violente protestation, qui fut publiée en espagnol et en anglais, et dans laquelle il se justifie d'avoir quitté le Pérou dans un moment si critique. Il répète qu'il l'a fait avec l'autorisation du congrès, les ministres en ayant connaissance, et dans le but de chercher à l'étranger des ressources pour la continuation de la guerre contre le Chili. Dans la même protestation, il qualifie Piérola de traître à sa patrie pour avoir profité des troubles soulevés par la guerre extérieure dans le but de s'emparer du pouvoir; « d'impudent, de misérable », parce que même au milieu des embarras du Pérou « il n'oublie pas ses ignobles et viles passions » et qu'il persécute ses ennemis pour dissimuler son incapacité et le discrédit où il avait commencé à tomber dans l'opinion du pays. La protestation du général Prado laisse voir sa profonde conviction que Piérola n'était qu'un chef bouillant et inconsidéré, incapable de tirer le Pérou de la situation où il se trouvait.

Quelques mois plus tard, le général Prado publia un long manifeste dans lequel il veut justifier sa conduite pendant la guerre et il formule contre Piérola les plus foudroyantes accusations. Il l'appelle spoliateur de la fortune publique, il le traite de vindicatif, de sot, et affirme qu'il est incapable de faire rien de bon pour son pays.

2. Pour confirmer cette situation, nous transcrivons ici une lettre

qui appartenaient pour la plupart aux classes riches et élevées, la campagne de Tacna allait aboutir à une nouvelle défaite des troupes péruviennes; mais ils ne pouvaient exprimer publiquement leurs craintes et leurs méfiances. La dictature leur avait fermé toutes les voies de la publicité, et la populace, entièrement dévouée à Piérola, n'aurait pas manqué de faire peser sa vengeance sur quiconque eût essayé de le combattre.

Telle était la disposition des esprits à Lima lorsqu'on y reçut la nouvelle de la défaite de Tacna. Nous avons dit plus haut qu'au premier moment la presse avait voulu donner cette affaire comme une bataille qui avait duré trois jours sans résultat définitif, mais dans laquelle tous les avantages avaient été en faveur des armes péruviennes, dont le triomphe complet ne se ferait guère attendre. La vérité ne pouvait se cacher longtemps, et la presse de la dictature elle-même dut déclarer

d'une dame de la famille du contre-amiral Montero à une de ses parentes, qui résidait dans une province voisine.

« Lima, 8 mars 1880. — Chère N. Je réponds avec beaucoup de plaisir à ta lettre, par laquelle je vois que tu es bien comme N.

« Tu n'as pas idée de la vie pleine d'angoisses que je mène depuis longtemps, attendant à chaque instant de mauvaises nouvelles d'Arica. Montero et son armée manquent de tout : ils n'ont point de vêtements, point de vivres; et point d'argent non plus. Celui qu'on appelle le dictateur ne fait pas la guerre aux Chiliens, mais à Montero. Celui-ci est rempli de patriotisme et croit qu'il en est de même de Piérola, dont l'unique désir est de s'enrichir des dépouilles de tout honnête homme, comme tu le verras par ses derniers décrets, et d'éblouir ce peuple imbécile.

« Le gouvernement se débarrasse indirectement de Carlos : On dit qu'il y en a quarante d'inscrits, parmi lesquels figurent Candamo, Carranza, Alvarez, Miro i Riva Agüero et beaucoup d'autres. Il y a ici contre ce Gouvernement une haine comme il n'y en a jamais eu contre aucun autre; mais on se contente de parler. L'espionnage est organisé partout et avec la plus grande impudence. »

Les vols attribués au dictateur et auxquels cette lettre, ainsi que le manifeste du général Prado font allusion, sont les arrangements sanctionnés par les décrets que nous avons rapportés, au chapitre XI de la 2e partie de cette histoire. A la date du 18 mai, Piérola résolvait lui-même et de sa propre autorité d'autres questions pendantes entre le trésor du Pérou et les anciens consignataires du guano en Europe contre lesquels le grand tribunal des comptes de Lima dirigeait des accusations fort graves. L'arrêt du dictateur péruvien était entièrement favorable aux intérêts de ces négociants, anciens amis de Piérola et qui étaient suivant l'opinion générale du pays, les pourvoyeurs de fonds pour les diverses révolutions soulevées par ce chef pendant les deux précédentes administrations du Pérou.

avec plus ou moins de franchise que tout avait abouti à une effroyable défaite.

Les partisans de Piérola voulurent alors faire retomber toute la responsabilité du désastre sur le contre-amiral Montero. « Tant qu'on ne prouvera pas le contraire, disait *La Patria* de Lima du 8 juin, toute défaite est une faute grave dont le chef est responsable. Cette faute doit être vérifiée et réparée par un exemple sévère. La perte d'une bataille est par elle-même une formidable accusation contre ceux qui la dirigeaient. Tant qu'ils ne prouvent pas leur innocence, l'accusation pèse sur eux et les accable. Les chefs vaincus sont et doivent être considérés comme coupables : le peuple a le droit de leur demander un compte rigoureux. Le peuple péruvien, noble, patriote, dévoué et confiant, ne saurait supporter avec résignation les soufflets que se permettent de lui donner en plein visage, ceux qui, étant ses chefs, ses sentinelles avancées, gardiens du dépôt sacré de son honneur, ne savent ni rester sur le champ de bataille, ni se percer de leur épée comme les vaincus de Rome... Que justice soit faite et que le châtiment soit sans merci. C'est là notre unique salut. »

Les menaces que nous venons de transcrire étaient dirigées contre Montero ; il est vrai que ce n'était pas lui qui avait le commandement suprême de la bataille, mais on croyait à Lima qu'il avait été le véritable directeur de la campagne, et en outre que le général Campero était blessé et presque mourant. Ces menaces produisirent cependant l'effet le plus funeste pour la dictature elle-même. Montero appartenait à un parti politique fort nombreux et composé en grande partie d'hommes riches et d'une position élevée. Sans voix dans la presse, sans aucun moyen de protester publiquement, ils s'indignèrent néanmoins de cette vengeance du dictateur et ils accentuèrent davantage dans leurs cercles leurs accusations contre lui. « Celui qui est responsable de la défaite, disaient-ils, ce n'est pas le chef qui conduisait nos troupes à la bataille, mais le gouvernement qui, par un misérable esprit de parti, s'est obstiné à le sacrifier en lui refusant les secours dont il avait besoin. »

Piérola se vit obligé de céder devant cette tempête naissante. Sa presse ne parla plus des responsables auteurs de la déroute ni

du procès terrible dont elle les avait menacés. Le lendemain, 9 juin, le même journal, *La Patria*, changeait de ton. Après avoir protesté énergiquement contre ceux qui augmentaient les difficultés de la situation par de malveillantes critiques et d'inutiles déclamations, il ajoutait : « Personne n'a jamais douté de la bravoure de nos troupes. » Et ensuite, pour détourner l'attention de ces dangereuses accusations, et pour raviver les illusions populaires ou retremper le patriotisme, suivant la phrase consacrée, ce même journal et ceux qui se publiaient à Lima en venaient à démontrer que le Pérou était plus fort après la défaite qu'auparavant, et qu'alors comme toujours il était plus puissant que le Chili. « Nous n'avons pas encore épuisé toutes les ressources qui assurent la victoire, disait-il dans ce but; nous en avons plus qu'hier, et il est hors de doute que le triomphe est à nous. » — « Le Chili, disait un autre article, ne peut supporter les charges que lui impose la prolongation de la guerre; s'il ne manque pas de ressources, les hommes lui font défaut, et le Pérou, lui, a plus de soldats et de ressources qu'il n'en faut pour arriver au triomphe définitif. »

La population de Lima ne revenait pas encore de la stupeur où l'avait jetée la défaite de Tacna, étonnement d'autant plus facile à expliquer que la presse de la dictature lui avait fait espérer une éclatante victoire, lorsqu'arriva la nouvelle tout aussi inattendue de la prise d'Arica, que l'on croyait inexpugnable. On inventa immédiatement des télégrammes, des correspondances, et peu après des déclarations faites par les 500 blessés péruviens, qu'un navire chilien avait reconduits au Callao, comme il est dit à la fin du chapitre précédent. Les détails donnés par les journaux sur cette dernière défaite étaient non seulement faussés et exagérés, mais de tout point invraisemblables et absurdes. Les soldats chiliens qui avaient attaqué Arica étaient, selon ces récits, plus de 9,000; et encore n'avaient-ils osé le faire qu'à l'abri de retranchements, comme s'il était possible de monter à l'assaut d'une place sans sortir des tranchées ; on sait d'ailleurs que les Chiliens ne pouvaient en avoir à Arica. L'assaut aurait été inutile sans la trahison d'un officier péruvien qui aurait vendu aux chefs chiliens le plan des fortifications et des mines de la place. Bolognesi et

Moore, tombés sous les balles en défendant le Morro, avaient été faits prisonniers et égorgés, et leurs cadavres avaient été affreusement mutilés. Les officiers chiliens, sans s'exposer au danger, excitaient de loin leurs soldats à massacrer ceux qui se rendaient. » « Tous nos marins, est-il dit textuellement, les autres chefs et les troupes, ont été passés au fil de l'épée au nombre de 2,500. A Arica les infâmes Chiliens ont massacré bon nombre d'étrangers de toute nationalité, principalement des Espagnols et des Italiens, femmes, vieillards et enfants ; ils ont saccagé et pillé la ville sans faire grâce à personne. » — « Les Chiliens, dit encore un autre journal, ont assassiné plus de soixante femmes après les avoir violées. Ni les étrangers, ni les étrangères, ni même les enfants n'ont pu se soustraire à leur férocité. »

On sait ce qu'il y a de vrai dans toutes ces assertions. A Tacna, où les fuyards péruviens avaient tiré sur un parlementaire chilien, et où ils avaient commencé le pillage des magasins, le corps consulaire étranger s'était présenté devant l'un des chefs vainqueurs pour demander l'occupation immédiate de la ville, et la répression des vols et des excès d'une soldatesque démoralisée par la défaite ; et, en effet, une division chilienne rétablissait l'ordre le jour même.

A Arica, le soldat chilien furieux contre un ennemi qui ne combattait que derrière de formidables fortifications, et qui employait des armes déloyales telles que les mines de dynamite, aurait voulu être inexorable pour le châtiment ; mais les chefs réprimèrent son ardeur, et leurs généreux efforts furent couronnés de succès à tel point que des 2,200 ou 2,300 défenseurs de la place, 1,328 furent faits prisonniers, dont 118 chefs ou officiers. Les pertes des Péruviens, ce jour-là, sont aussi dues, au moins en grande partie, à la précipitation et à l'incapacité des officiers qui mirent le feu aux mines dont l'explosion causa plus de ravages parmi les défenseurs de la place que dans les rangs des assaillants. Il y eut aussi quelques officiers qui, pour éviter la mêlée, se précipitèrent en bas du Morro et se brisèrent les membres dans la chute. On se rappelle également que les marins péruviens, qui se rendirent, sans opposer la résistance héroïque dont parle la presse de Lima, furent faits prisonniers et qu'il n'y eut pas parmi eux un seul homme tué ou blessé.

Les dommages causés à la ville d'Arica sont la conséquence naturelle et logique du combat pendant lequel quelques poignées de défenseurs de la place retranchés dans des édifices particuliers, tiraient par les fenêtres sur les Chiliens, les obligeant à incendier des maisons converties en dangereuses forteresses. En somme, les prisonniers et les blessés furent généreusement traités par les vainqueurs.

Voilà les faits tels que doit les consigner l'histoire sérieuse de cette guerre. Les rapports officiels des chefs vainqueurs les firent connaître au Chili ; et nous devons faire remarquer ici que le gouvernement de ce pays avait toujours enjoint à ses subordonnés de ne dire, quoiqu'il advint que la vérité sans déguisement et sans exagération. C'est grâce à cette recommandation que les agents du Chili, à l'intérieur ou au dehors, n'ont jamais publié aucune fausse nouvelle, aucun triomphe fictif. De là vient qu'au bout de quelques mois, la presse étrangère, et particulièrement celle d'Europe et des Etats-Unis rendant justice à la loyauté chilienne, accepta comme vraie toute communication émanée des agents officiels du Chili [1].

Cependant le gouvernement et la presse du Pérou adoptant un funeste système de publicité, et croyant, comme ils disaient, « retremper le patriotisme », propageaient sciemment de fausses nouvelles, annonçant des triomphes imaginaires, des résistances héroïques qui n'avaient jamais eu lieu, des crimes et des horreurs qu'on n'avait pas commis. La presse chilienne, par un excès de mépris pour ces nouvelles, les reproduisait sans daigner les refuter, et contribuait ainsi à les mettre en circulation.

Le Pérou avait encore d'autres moyens de propager ces mensonges systématiques. Malgré la pénurie du trésor qui parvenait à peine à subvenir aux premiers besoins de l'armée, ses

1. Dans l'étude attentive que nous avons dû faire de tous les documents relatifs à la guerre, nous n'en avons trouvé aucun d'un caractère officiel émanant du gouvernement du Chili, qui rapportât un seul fait qui ne fût rigoureusement exact. Les agents du gouvernement communiquèrent plusieurs fois des nouvelles douteuses venant d'informations vagues, mais ils avaient soin d'en avertir le public de manière que cette réserve même pût faciliter les investigations de l'historien; généralement, la presse chilienne mit aussi le plus grand soin à ne reproduire que des nouvelles exemptes d'exagération.

agents subventionnaient des journaux à l'étranger, à Buenos-Aires, à Guayaquil, à Panama, dans l'Amérique centrale, à New-York et même en Europe, pour publier des nouvelles défavorables aux Chiliens, des défaites qu'ils n'avaient pas subies ou des atrocités qui n'avaient pas été commises. Lorsque les archives du gouvernement péruvien tombèrent au pouvoir des soldats du Chili, on put juger de la sottise d'une administration dont les faibles revenus étaient l'objet de la convoitise de quelques agences de publicité qui touchaient de fortes sommes pour lancer de fausses nouvelles ou même pour retarder la publication de celles qui contrariaient les projets de la dictature péruvienne. Nous aurons l'occasion de revenir plus loin sur ce sujet.

En face de la situation embarrassante que lui suscitait la nouvelle défaite de ses troupes, le dictateur du Pérou voulut se donner une attitude franche et résolue : il publia le programme de sa conduite à venir. Il lança donc de Lima une fière proclamation datée du 14 juin.

On sait que l'armée péruvienne battue et détruite à Tacna et à Arica avait mis cinq mois à se fortifier derrière ses tranchées, sans s'éloigner même de quelques lieues. On se rappellera, en outre, que pour arriver jusqu'au camp retranché où se tenaient les alliés, l'armée chilienne avait dû faire pendant trois mois les marches les plus pénibles, occuper des vallées malsaines qui décimaient ses soldats, traverser des déserts affreux où la faim et la soif épuisaient également les hommes et les animaux obligés de transporter les vivres et même l'eau, de porter eux-mêmes les canons sur les hauteurs et d'endurer toutes les fatigues de cette marche écrasante sans que l'ennemi tentât de leur barrer le chemin. Piérola, voulant expliquer à ses administrés les défaites de ses troupes les leur présente d'une manière entièrement opposée. Nous copions ses paroles. « Ces revers, dit la proclamation, ne peuvent s'expliquer que par l'impatience qui poussait notre armée à la rencontre de l'ennemi, ce qui a procuré à celui-ci l'avantage stérile et d'ailleurs chèrement payé d'occuper Tacna et Arica après y avoir rencontré une résistance héroïque et à jamais mémorable. »

Après une appréciation des faits accomplis à peu près aussi exacte que celle qui précède, le dictateur expose la situation

du Chili, et lui fait sentir le poids de sa colère. « Le Chili, dit-il, par ses triomphes éphémères, travaille à sa ruine, et il dépense dans chacun des coups qu'il nous inflige, les forces qui pourraient lui servir à nous résister plus tard. Nos ressources n'ont pas diminué. Les leurs sont épuisées ; ils se soutiennent par des emprunts qui les ruinent, et avec eux les imprudents qui ont foi en leurs stériles triomphes [1]. Ils ont tout risqué pour un coup de hasard qui leur est complètement inutile, qui les abat, et qui nous permet de nous relever plus forts et plus résolus qu'auparavant... Mon devoir est de poursuivre la revendication de nos droits, de la poursuivre sans relâche, de la poursuivre jusqu'à ce que je les aie recouvrés. Six millions d'hommes me soutiennent. » Avec une semblable proclamation, l'attitude du dictateur et celle du peuple péruvien étaient nettement définies. On voulait la guerre à outrance, et on montrait la confiance la plus absolue dans un prochain triomphe. Dès lors les journaux du Pérou ne parlèrent plus des succès du Chili sans y ajouter les épithètes d' « inutiles, d'éphémères et de ridicules. » Les menaces d'une prompte revanche furent plus ardentes qu'au commencement de la guerre.

L'attitude de la Bolivie en face des derniers revers fut beaucoup plus sérieuse et plus digne que celle du Pérou. On ne prétendit pas tromper le pays par de fausses nouvelles de combats indécis et de triomphes partiels. On publia d'abord la vérité pleine et entière, le peuple l'apprit avec douleur, mais sans proférer de menaces ridicules ou de vaines fanfaronnades, et sans lancer contre ses chefs ou ses alliés des accusations injustes ou aventurées.

La Bolivie avait fait un effort suprême pour réunir les troupes qu'elle avait envoyées au sud du Pérou. Elle s'était imposée des sacrifices en hommes et en argent, et si ces troupes ne formaient pas une armée respectable, c'était pourtant tout

1. Nous avons déjà dit que le gouvernement du Chili avait résolu dès le commencement de la guerre de ne solliciter aucun emprunt extérieur afin de ne pas compromettre son crédit par une négociation qui devait nécessairement être plus ou moins onéreuse. Néanmoins, le gouvernement et la presse du Pérou persistèrent dans l'opinion que plusieurs négociants de Londres fournissaient secrètement des fonds au Chili. C'est à eux que Piérola fait allusion en cet endroit de sa proclamation.

ce qu'on pouvait exiger du pays. Il n'y avait pour ainsi dire pas de famille aisée dans la République qui n'eût un ou plusieurs enfants en campagne. Il régnait partout une anxiété vraiment indescriptible ; mais bien que tout le monde, comme c'était naturel, désirât la victoire, personne ne se faisait d'illusions sur le résultat de la lutte. Contrairement à ce qui arrivait sous le gouvernement de Daza, on n'envoyait pas en Bolivie du camp de Tacna des nouvelles de victoires imaginaires dans des prétendus combats d'avant-garde, comme celles que l'on publiait à Lima. Loin de là, les correspondances reproduites par les journaux de la Paz étaient toujours exactes, et forment par conséquent un précieux document historique que nous avons consulté avec fruit.

Il se répandit le 29 mai dans la capitale de la Bolivie, la vague rumeur d'une défaite. Qui l'avait apportée? Personne ne le savait, et pourtant tout le monde ajoutait foi à cette funeste nouvelle. Le lendemain il arriva des détails plus circonstanciés, et bientôt après le rapport officiel du général Campero, écrit sur une demi-feuille de papier dans l'un des endroits où il avait pu s'arrêter pour se reposer des fatigues de la retraite. « Hier, disait le rapport, sur un des plateaux situés à deux lieues de Tacna, sur la route de Sama, l'armée alliée que j'avais sous mes ordres a été détruite après une lutte acharnée et meurtrière qui avait duré quatre heures. » Excepté le calcul des forces chiliennes, tout dans ce document est conforme à la vérité. Campero terminait cette courte exposition des faits, en acceptant la responsabilité de la direction de la campagne et en se soumettant au jugement de la Convention nationale. Le contre-amiral Montero dans son rapport officiel au gouvernement de Lima, avait essayé de faire retomber toute la responsabilité du désastre sur la division bolivienne, et cette injuste accusation fut nettement reproduite par d'autres officiers péruviens [1]. Le général Campero n'accusait personne, et il faisait au contraire un égal éloge des Péruviens et des Boliviens.

La Convention nationale se rassembla le même jour,

1. Nous publierons plus loin un de ces rapports péruviens dans lequel les Boliviens et même le général Campero sont traités de lâches, de voleurs et de traîtres.

30 mai. Après avoir pris lecture, au milieu d'un religieux silence, des détails que l'on connaissait jusqu'alors de la défaite, on confirma par 46 votes sur 64 votants, le général Campero dans la dignité de président de la République, et l'on convint d'envoyer une commission de trois membres au-devant de lui. Le peuple de la Paz organisa rapidement une espèce d'ambulance pour aller à Tacna soigner ses blessés et pour transporter en Bolivie ceux auxquels la générosité des vainqueurs permettrait de regagner leurs foyers.

Campero entra à la Paz dans la soirée du 10 juin, accompagné seulement de ses aides de camp. Le peuple alla au-devant de lui et le reçut presque en vainqueur, en l'entourant des marques du plus profond respect. Les restes de l'armée vaincue à Tacna arrivèrent quelques jours après ; mais la confusion avait été telle que le préfet de la Paz dut envoyer la police à la poursuite des déserteurs. De même que les blessés, les soldats furent reçus avec toute l'émotion que pouvait exciter un pareil désastre. Dans les discours qui furent prononcés alors, dans les premiers articles de la presse, on n'accusa personne que Daza, qui avait entraîné le pays dans cette funeste guerre.

Mais cette dignité dans l'attitude de la Bolivie ne devait pas durer longtemps. Comme si cette sagesse d'un moment se fût envolée avec les premiers instants de patriotique douleur, la presse recommença à croire et à publier les nouvelles les plus invraisemblables qui arrivaient du Pérou. Montero, disaient-ils, avait rejoint Leiva à Locumba et il menace les Chiliens qui ont occupé Tacna. Le Pérou a mis trente, quarante, cinquante mille hommes sous les armes. Les Chiliens sont perdus et ils auront succombé dans quelques mois. La prolongation de la campagne les ruine irrémédiablement, le devoir des alliés est donc de proclamer contre le Chili une guerre à outrance. Les journalistes boliviens, grands admirateurs des souvenirs historiques, se remirent à parler des Grecs et des Romains, de la France et de l'Allemagne, et d'une manière aussi pompeuse qu'incompréhensible, ils se déclarèrent prêts à imiter Mucius Scœvola qui, suivant eux, aima mieux se brûler la main que de signer la paix.

Malgré leur adhésion à l'alliance, les hommes d'État boli-

viens adoptèrent un plan d'opérations qui équivalait à l'abandon de leurs alliés du Pérou en face des nouveaux revers qui les attendaient. Pendant la dernière campagne l'un d'eux avait déjà proposé comme le meilleur plan contre le Chili, de lui abandonner tout le littoral et de se retirer à l'intérieur du pays, où l'ennemi loin de pouvoir y conduire ses vaisseaux ne pouvait que difficilement y transporter ses canons. Après la défaite, ce plan fut religieusement suivi ; et dans tout le reste de la campagne, l'armée chilienne n'aperçut plus un seul soldat bolivien. Ainsi le Pérou, dans ses plus sérieux embarras, n'a pas reçu la moindre coopération de son allié. Ainsi, malgré les enthousiastes proclamations de Campero, où il parlait de faire une guerre de huit siècles, comme celle des Espagnols contre les Sarrasins, malgré les articles pleins d'allusions historiques de tous ses journaux, la paix a existé de fait entre la Bolivie et le Chili à partir du jour où les armées de la première de ces deux républiques furent taillées en pièces sur les hauteurs de Tacna.

Les illusions des alliés dont la presse bolivienne s'était faite l'écho, manquaient de tout fondement sérieux. Les revers de Tacna et d'Arica avaient été parmi les plus accablants dont l'histoire de ces pays ait gardé le souvenir. Les soldats péruviens, dispersés après la bataille de Tacna arrivèrent en désordre au petit village de Tarata le 29 mai ; 1,500 hommes s'y réunirent peu à peu, épuisés de fatigue et de besoin, et presque sans armes et sans vêtements. Parmi eux se trouvaient un général et vingt-trois colonels, proportion d'officiers inconcevable pour d'autres armées, et fort commune dans celle du Pérou. Le 31 mai tous ces chefs tinrent un conseil de guerre ; et reconnaissant l'impossibilité absolue de rester plus longtemps en cet endroit, ils convinrent de continuer leur route par les montagnes jusqu'à Puno, et ensuite de se diriger sur Arequipa. Ils eurent à endurer les plus grandes souffrances pendant cette retraite. Le contre-amiral Montero se sépara des siens dans cette ville, et se rendit à Lima par les chemins les plus affreux que l'on puisse imaginer. Plusieurs bandes péruviennes s'étaient organisées dans les montagnes les plus proches de Tacna, mais les troupes chiliennes en eurent raison en quelques jours ; les chefs furent faits prisonniers et leurs sol-

dats se dispersèrent. La domination chilienne sur ces provinces fut aussi pacifique que s'il n'y avait jamais existé un seul ennemi. Arica fut rouvert au commerce, et Tacna devint le quartier général des vainqueurs et le centre de leurs futures opérations.

Comme il est facile de le supposer la nouvelle des triomphes de l'armée dans ces deux mémorables combats causa un transport universel au Chili. On y voyait quelque chose de plus que la satisfaction de l'orgueil militaire de la République ; c'était aux yeux de tous le rapprochement du terme de cette longue guerre, qui était venue arracher le pays aux tranquilles labeurs de la paix à laquelle il était habitué. On ne voulait pas croire que l'ennemi pousserait la folie jusqu'à prolonger une lutte stérile qui ne lui avait rapporté que des défaites, et qui désormais devait lui faire encore éprouver des revers plus irréparables.

Mais l'opinion publique s'abusait lorsqu'elle croyait que la raison n'avait pas abandonné complètement les alliés. Un jour, le 29 juin, le télégraphe d'Iquique transmit à Santiago, l'arrogante proclamation de Piérola dont nous avons rendu compte plus haut. Les menaces du dictateur péruvien provoquèrent les railleries de la presse chilienne ; mais elles prouvèrent que l'heure de la sagesse n'avait pas sonné pour ses ennemis, et qu'il était indispensable de leur porter un coup plus rude et plus décisif encore.

« A Lima ! s'écria la presse et la partie la plus fougueuse du pays. Ce n'est qu'à Lima que nous obligerons nos ennemis à signer la paix. » D'autres crurent néanmoins qu'il n'était pas nécessaire d'imposer au pays de nouveaux sacrifices d'hommes et d'argent, et qu'on arriverait à la paix par des voies moins onéreuses ; mais personne ne doutait de l'heureuse issue qu'aurait cette opération si on arrivait à la tenter.

En prévision d'une éventualité quelconque, le gouvernement remplit les vides occasionnés dans les différents corps d'armée par les dernières batailles ; et il renouvela les commandes d'armes et de munitions afin d'être prêt à tout.

Il y eut alors au Chili un changement de ministère qui fit espérer un moment aux alliés péru-boliviens qu'il y aurait un revirement dans la marche politique de leur ennemi, ou

quelque complication intérieure. Il n'en fut rien. Incomplet depuis la mort subite du ministre de la guerre, don Rafaël Sotomayor, le ministère envoya sa démission collective quelques jours après les victoires de Tacna et d'Arica, afin de laisser au président de la République la liberté d'organiser le cabinet comme il lui conviendrait. Les nouveaux ministres que le président Pinto appela auprès de lui étaient animés des mêmes sentiments que ceux qui sortaient du pouvoir, et ils obéissaient à un programme identique, celui de faire une guerre sérieuse aux ennemis de la patrie, afin d'arriver à conclure une paix non moins solide qu'honorable.

CHAPITRE II

PROJET DE CONFÉDÉRATION PÉRU-BOLIVIENNE, JUIN 1880.

Le Pérou sollicite en vain l'alliance de la République Argentine. — Instructions données au ministre plénipotentiaire du Pérou. — Insuccès de ces négociations. — La légation péruvienne à Buenos-Aires travaille à exciter la presse périodique contre le Chili. Le Pérou, à la recherche d'alliés contre le Chili, conclut un traité avec l'Espagne. — Inutilité de ce traité pour les plans du Pérou. — Le dictateur péruvien imagine alors le projet de confédération péru-bolivienne. — Antécédents historiques de cette confédération. — Le Pérou et la Bolivie sur le point de se déclarer la guerre, en 1878, même après le pacte d'alliance secrète. — Le général Daza fait au Chili, en 1879, des propositions pour rompre l'alliance. — Haines réciproques des Péruviens et des Boliviens pendant la guerre. — Bases de la confédération projetée. — Le conseil d'État de la dictature péruvienne approuve le projet; mais l'opinion publique le reçoit mal. — On le désapprouve également en Bolivie. — Insuccès naturel de ce projet.

Dès les premiers jours de la guerre, les républiques coalisées du Pérou et de la Bolivie avaient cherché partout de nouveaux alliés qui adoptassent leurs plans contre le Chili. Nous avons dit autre part qu'aussitôt après la rupture, on s'était proposé en Bolivie d'offrir à la République Argentine trois degrés du territoire chilien, depuis le 24° parallèle, jusqu'au 27°, lui assurant ainsi soixante lieues de littoral sur l'Océan pacifique dans le cas où elle marcherait avec ses armées jusqu'au complet anéantissement des Chiliens [1]. Mais ce projet, disions-nous alors, n'avait même pas fait l'objet de proposi tions en bonne forme.

Une fois que le Pérou, avouant le traité secret qui le liait à la Bolivie, dut accepter le rôle de belligérant, il renouvela ses

1. Voir le chapitre V, deuxième partie.

efforts pour se créer de nouvelles alliances, et envoya des missions diplomatiques à plusieurs états américains. Ses plus solides espérances reposaient sur la République Argentine, engagée depuis plusieurs années dans une épineuse question de limites avec le Chili. Les hommes d'État péruviens étaient convaincus que le gouvernement Argentin ne pouvait manquer de profiter des embarras du Chili aux prises contre deux républiques alliées, pour l'obliger à accepter les conditions qu'on voudrait lui imposer.

Ce fut l'objet d'une mission diplomatique que le Pérou, gouverné alors par le général Prado, confia à don Annibal de la Torre. Celui-ci fut écarté par le dictateur Piérola au commencement de 1880, et remplacé par don Evaristo Gomez Sanchez. Ces deux diplomates, anciens ministres d'État dans leur pays, étaient chargés d'obtenir du gouvernement de Buenos-Aires qu'il prît les armes contre le Chili, ou au moins qu'il simulât une attitude hostile capable d'effrayer ce pays.

Les instructions données au dernier par le dictateur Piérola, à la date du 21 janvier 1881, étaient du caractère le plus réservé; mais elles tombèrent au pouvoir des Chiliens, et elles furent publiées, ce qui nous permet de jeter quelque lumière sur cette négociation. Nous commencerons donc par insérer intégralement ses principaux articles. Les voici :

« 1° Ce qu'on s'efforcera tout d'abord d'obtenir, c'est l'alliance de la République Argentine dans la guerre actuelle du Pérou et de la Bolivie contre le Chili.

« 2° Dans ce but, on offrira à ladite République l'appui du Pérou pour les questions de limites pendantes avec le Chili, et on traitera avec la Bolivie de la cession à la République Argentine, par le désert d'Atacama, de la partie du territoire que le général Melgarejo avait cédé au Chili par le traité de délimitation de 1866.

« 3° Si une alliance déclarée soulevait des objections de la part du gouvernement Argentin, on proposerait d'en tenir la conclusion secrète, jusqu'à l'achèvement des préparatifs militaires de cette République ; et si cette proposition, était encore repoussée, on tâcherait d'obtenir au moins la promesse formelle de conclure le traité aussitôt que lesdits préparatifs seraient terminés.

« 4° Notre représentant au Brésil comprendra la nécessité d'insister, maintenant plus que jamais, sur le maintien de la neutralité de l'Empire, même dans le cas où la République Argentine prendrait parti pour le Pérou et la Bolivie dans leur lutte actuelle avec le Chili.

« L'esprit des présentes instructions est d'obtenir, dans la plus large mesure possible, la coopération politique et sociale de la République Argentine, par n'importe quels moyens ou quels sacrifices, pourvu que cette coopération soit positive et efficace; et de procéder à cette grande affaire sans retard et avec toute la rapidité que comporte la nature même des choses. »

Il y a à remarquer dans ces instructions trois choses différentes que nous allons indiquer. Premièrement, l'illusion des mandataires du Pérou, s'imaginant qu'ils pouvaient faire servir le gouvernement du Brésil à leurs plans, en lui demandant une déclaration de neutralité, dont il n'avait que faire, et qui, sous la forme et à l'époque désignées, aurait servi à consolider une nouvelle alliance contre le Chili. Le gouvernement du Brésil, sage et discret, s'abstint habilement, comme on devait l'espérer, de s'engager dans les plans de la dictature péruvienne.

En second lieu, le Pérou cherchait encore à conclure des traités secrets, malgré les conséquences du pacte de 1873 qui auraient dû le corriger pour toujours de cette dangereuse manie.

Enfin, le Chili possédait le territoire dont il est parlé à l'article 2, non par cession de Melgarejo ni de personne, mais par droit propre, indéniable, et reconnu de tout temps par tous les traités et par tous les géographes. Le Pérou et la Bolivie avaient imaginé cette forme de revendication pour justifier le projet conçu par eux dès les premiers jours de la guerre, ainsi que nous l'avons dit, d'enlever au Chili trois degrés de son territoire pour les donner à la République Argentine en récompense de la coopération qu'ils lui demandaient. Il convient de remarquer que cette offre de territoire était tellement chimérique, que nous croyons qu'elle ne fut même pas proposée sérieusement au gouvernement Argentin, lequel en tout cas, même en acceptant l'alliance, l'eût accueillie avec mépris.

On ne connaît pas jusqu'à présent tous les incidents de cette négociation d'un caractère essentiellement privé; mais les archives du ministère des affaires étrangères du Pérou étant tombées entre les mains de l'armée chilienne, les plus curieuses révélations ne tarderont pas à se faire jour. On sait actuellement avec certitude que le gouvernement argentin n'a pas voulu faire partie de la ligue péru-bolivienne, et qu'il a refusé de jouer la comédie qui consistait à feindre, de se mettre à la tête d'un mouvement contre le Chili; et l'on sait quelles appréciations cette conduite désintéressée et honorable valut à la diplomatie argentine. Voici ce qu'en disait Gomez Sanchez à son gouvernement dans une note du 12 novembre 1880.

« A mesure que j'avance dans l'étude de la politique internationale argentine, je vois de plus en plus clairement, que non seulement elle est égoïste, mais ce qui serait encore pire, qu'elle manque d'ordre, de prévoyance, de jugement et de fermeté. Son égoïsme est manifeste dans la conduite du gouvernement Avellanada à l'égard du Pérou et de la Bolivie.

« Non seulement elle n'a fait aucune observation au Chili sur la conquête, sur les hostilités illicites, les cruautés ou les destructions arbitraires et barbares, mais elle n'a pas même trouvé depuis plus d'une année un moyen de conciliation à proposer aux belligérants; loin de là, elle a conçu et caressé l'idée de tirer parti de sa neutralité exagérée et de son silence inqualifiable pour obtenir la solution avantageuse de la question de limites qu'elle soutient contre notre ennemi.

« L'absence des qualités qui caractérisent une politique habile s'est fait sentir pendant le cours des négociations que sa diplomatie a poursuivies avec celle du Chili à propos des mêmes questions, pendant la lutte du Pacifique.

« Le gouvernement aurait pu feindre d'activer les traités d'alliance avec le Pérou et la Bolivie, ou faire croire au Chili qu'il allait se mettre à la tête d'un mouvement américain; mais il est demeuré inactif, sans paraître s'occuper le moins du monde des questions extérieures.

« Le moment était propice, il avait le temps d'exploiter la situation du Chili ou de lui déclarer la guerre pour une cause légitime, mais il a laissé passer les jours, et les occasions, et a

dédaigné non seulement l'honneur et la gloire, mais même le profit.

« Donc, dans l'impossibilité de poursuivre les négociations, je me suis borné, pendant les derniers jours, à insister sur la nécessité de multiplier les démonstrations belliqueuses où le Chili pourrait voir les symptômes d'une invasion prochaine de l'armée argentine, et de presser les préparatifs maritimes, car je me suis aperçu que l'état de l'escadre appelée à défendre le Rio de la Plata laisse fort à désirer.

« Ce qui est exposé dans ce rapport, ce que j'apprends chaque jour des hommes publics les plus éminents, les armements inachevés et même insuffisamment avancés après une si longue période de préparatifs, tout me fait craindre d'échouer dans la mission importante et délicate qui m'est confiée. »

Dans tout le cours de sa note, le ministre Gomez Sanchez traite les hommes d'État argentins de novices et d'égoïstes, sans même chercher à adoucir ses expressions. Le crime dont il les accuse est tout simplement celui de ne pas seconder le Pérou dans la réalisation de ses plans et de ne pas commettre une félonie internationale en profitant de la situation du Chili pour résoudre leurs questions de limites.

Frustré dans ses espérances de faire entrer la République Argentine dans la ligue contre le Chili ; convaincu que le gouvernement de ce pays ne se prêterait même pas à simuler une attitude belliqueuse qu'il ne voulait pas prendre, Gomez Sanchez se borna à suivre la même ligne de conduite que son prédécesseur. Elle consistait à faire publier dans quelques journaux les articles et les nouvelles qui étaient écrits ou arrangés à la légation du Pérou, afin que le ton menaçant de ces publications, à défaut de l'attitude du gouvernement argentin, effrayât le Chili. Mais ces articles, tant dans ce pays que dans ceux où se trouvaient des agents du Pérou, coûtaient d'autant plus cher qu'ils étaient plus menaçants et le jour arriva où l'argent manqua pour soutenir cette guerre. « Comme le temps devient chaque jour plus rude pour nous, disait tristement Gomez Sanchez dans une de ses notes, je me désespère de n'avoir pas entre les mains les ressources dont j'ai besoin [1]. »

1. Ces pressantes demandes d'argent pour subventionner la presse, pour payer des banquets et pour d'autres motifs aussi futiles et aussi

On ne connaît pas encore avec certitude les propositions de la diplomatie péruvienne aux autres peuples américains; on ne sait pas si elle voulut alors que d'autres gouvernements fissent ce qu'elle demandait à la République Argentine, c'est-à-dire une adhésion franche et résolue à la ligue péru-boli-

superflus que ceux-là, sont le thème obligé d'une grande partie de la correspondance officielle que la légation péruvienne à Buenos-Aires adressait à son gouvernement. On nous permettra de transcrire ici un passage d'une autre note où il exige de son gouvernement à force d'instances que la légation soit pourvue d'un fonds spécial afin de subvenir aux frais d'imprimerie, pour remplir les engagements contractés et pour étendre au Brésil la propagande contre le Chili. Voici ce passage :

« Quoique quelques-uns des nombreux journaux de cette capitale défendent déjà nos intérêts avec vigueur, il en est d'autres, fort accrédités et fort répandus, qui leur font du tort par une propagande si tenace contre l'intervention de cette république dans les affaires du Pacifique, qu'il devient indispensable de les combattre pied à pied, non seulement dans un journal entièrement dévoué à notre cause, mais dans d'autres qui jusqu'ici sont restés indifférents ou neutres.

« Afin que Votre Seigneurie comprenne bien ma situation à cet égard, je dois ajouter qu'en plusieurs occasions je n'ai pu obtenir ici la publication des écrits rédigés à la légation pour combattre cette dangereuse propagande, et que j'ai été obligé de les envoyer à Montevideo ou même de ne pas les publier.

Il importerait beaucoup qu'au Brésil, principalement à Rio-Janeiro, on excitât la presse, car tout entière elle reste muette au sujet de nos affaires. Dans cet important pays, dont le nôtre recherche l'appui pour le présent et pour les éventualités de l'avenir, la presse, et par conséquent le public a manifesté depuis longtemps ses sympathies pour le Chili; il est donc plus urgent que jamais de travailler à nous attirer cet élément, qui nous gagnerait l'opinion, et avec l'appui de celle-ci la franche coopération du gouvernement impérial.

« Je prie donc Votre Seigneurie de vouloir bien prendre cette affaire en considération, et écarter les obstacles contre lesquels ma mission se heurte en cette matière. »

Les obstacles que rencontrait la mission de Gomez Sanchez, comme il le dit dans cette note et dans plusieurs autres, proviennent du manque de fonds pour les subventions à la presse. Il semble, pourtant, que le gouvernement du Pérou, dont les embarras financiers allaient chaque jour en augmentant, ne se montra pas fort empressé de remettre les fonds qu'on lui demandait. Ainsi, l'on voit qu'en décembre 1880, Gomez Sanchez répétait qu'il se trouvait poursuivi par le directeur d'un journal pour l'acquittement d'une dette qui remontait au milieu de l'année 1879.

Nous ignorons si la diplomatie péruvienne tenta réellement de subventionner quelque journal au Brésil pour étendre sa propagande contre le Chili, mais si elle l'a fait, ses propositions ont été repoussées. La presse brésilienne s'est généralement montrée réservée sur cette matière, et quand elle en est venue à déclarer ses sympathies, elles ont été toujours en faveur du Chili.

vienne, ou tout au moins une manifestation officielle qui fût de nature à intimider le Chili. Si tels étaient ses desseins, le résultat de ses travaux ne répondit pas à ses désirs. En compensation, les agents du Pérou, moyennant de fortes rétributions en argent, destinées à subventionner un grand nombre de journaux dans plusieurs villes, réussirent à faire circuler les nouvelles de triomphes qui n'avaient jamais existé, et à simuler, dans presque toute l'Amérique, une opinion franchement hostile au Chili.

Cependant le Pérou, dès les premiers mois de la guerre, s'était flatté de trouver des alliés en Europe. Par suite de la guerre de 1865-1866, les quatre républiques riveraines de l'Océan pacifique du Sud se trouvaient en état de rupture diplomatique avec l'Espagne. En 1871, les représentants de la Bolivie, du Chili, de l'Équateur et du Pérou avaient fait, à Washington, un pacte de trève indéfinie avec l'Espagne. Les quatre républiques américaines croyaient qu'elles ne pouvaient renouer leurs relations avec l'Espagne que d'un commun accord.

Le Pérou crut pourtant que l'état de guerre avec le Chili l'autorisait à procéder en cette matière sans l'aveu de ses anciens alliés; et dans l'espoir de trouver un appui plus ou moins efficace dans le gouvernement espagnol, il résolut d'aller frapper à la porte de la cour de Madrid. Il paraît que cette mesure fut conseillée au Pérou par quelques-uns de ses nationaux qui résident dans cette capitale; ils croyaient que l'Espagne ne laisserait pas échapper cette occasion de faire du tort au Chili, qui s'était toujours obstiné à ne pas renouer ses relations avec l'antique métropole, ou à ne le faire que sous certaines conditions. Quoi qu'il en soit, le ministre plénipotentiaire du Pérou à Paris concluait dans cette ville avec l'ambassadeur d'Espagne (14 août 1879), et sans la moindre difficulté, un traité d'amitié, de commerce et de navigation que le congrès péruvien ratifiait par acclamation et aux cris de : Vive le Pérou! Vive l'Espagne! le 1er octobre suivant. Les poètes liméniens chantèrent la réconciliation, mieux encore, l'union des deux peuples dans les mêmes vers par lesquels ils maudissaient le Chili, qu'ils traitaient de Caïn, de pirate, de sauvage et d'infâme galé-

rien [1]. Les hommes d'État péruviens se faisaient les mêmes illusions que les poètes : l'Espagne, croyaient-ils, allait leur fournir les forces navales qu'ils n'avaient pas pu trouver autre part.

Mais le Pérou allait être plus cruellement déçu à Madrid qu'il ne l'était dans le même moment à Buenos-Aires. On fit publier contre le Chili dans un journal espagnol plusieurs articles qui passèrent inaperçus ; et lorsque les agents officieux du Pérou laissèrent discrètement percer leur espoir d'obtenir des vaisseaux ou des armes au moyen d'achats apparents ou réels, ils éprouvèrent le refus le plus formel. Par suite de la rupture des relations entre l'Espagne et le Chili, il n'y avait alors à Madrid aucun agent diplomatique ou consulaire de ce dernier pays ; mais une personne influente qui conservait des relations en Espagne, reçut, d'un correspondant bien informé, cette déclaration franche et explicite : « Le gouvernement espagnol ne consentira pas à ce que l'on tire d'ici une seule baïonnette pour s'en servir contre le Chili. »

Cependant, après la prise du *Huascar*, en octobre 1879, quelques agents du Pérou en Europe, encouragés par les illu-

1. Don R. Palma, écrivain distingué du Pérou, publia alors des stances qui, à plus d'un point de vue, méritent d'être conservées. Qu'il nous soit permis d'en reproduire ici quelques-unes.

« Jamais il ne s'est éteint, le soleil qui produit les affections mutuelles : toujours le Péruvien et l'Espagnol n'ont formé qu'une famille...

« Espagne, notre cœur se souvient que nous avons été tes fils, et que notre histoire se confond avec ton histoire...

« Les pavillons étant unis par des nœuds bénis du ciel, que cette union symbolise toujours l'union des cœurs.

« Et s'il s'élève une voix ennemie qui vomisse l'insulte et la malédiction, qu'elle soit couverte par ce cri vainqueur : « Vive le Pérou ! vive l'Espagne ! »

En Espagne, la conclusion du traité avec le Pérou n'éveilla pas le même enthousiasme. La presse n'attribua aucune importance à ce fait, qui, à la cour même, n'attira l'attention de personne. Il fut regardé avec une indifférence voisine du dédain, comme le fait voir l'anecdote suivante, comuniquée de Madrid par une personne bien informée. Le gouvernement du Pérou rendit l'instrument de la ratification du traité dans une boîte superbe, qui pouvait valoir quelques milliers de piastres.

A la vue de cette cassette, un des ministres de l'Espagne dit, le sourire sur les lèvres : « Comme on voit bien que c'est un pays de joueurs ! Ils ne payent pas leurs dettes, et ils dépensent l'argent à pleines mains pour de telles bagatelles. »

sions qui ont été la maladie incurable de leur patrie pendant toute la guerre, avaient l'espoir d'organiser une escadre puissante en Turquie, en Italie et en Espagne. Le ministre plénipotentiaire du Chili à Paris, don Alberto Blest-Gana, se rapprocha alors de l'ambassadeur espagnol, M. le marquis de Molins, pour s'informer des dispositions de son gouvernement. Dès le premier moment, ce haut fonctionnaire l'assura de la complète neutralité de l'Espagne; et comme si ce n'était pas suffisant, quelques jours après, il lui communiqua une note du ministère de Madrid où cette déclaration était consignée avec la plus grande franchise. En vertu de cette promesse, le gouvernement espagnol empêcha quelque temps après, un navire chargé d'armes pour les ennemis du Chili, de sortir de Barcelone. Les espérances que le Pérou avait fondées sur ses négociations avec l'Espagne furent ainsi frustrées.

Voyant avec douleur qu'il lui était impossible de trouver des alliés en Amérique ou en Europe, le gouvernement péruvien dut concentrer son action sur l'emploi des seules ressources que pouvaient lui fournir les deux pays en guerre contre le Chili. Mais le dictateur du Pérou crut qu'il lui était possible d'alarmer vivement son ennemi victorieux, et d'exciter l'admiration de l'Amérique entière par une création du plus grand effet. Dans ce but, il proclama l'établissement de la Confédération péru-bolivienne, destinée, suivant les documents publics, à devenir l'état le plus fort et le plus puissant du Pacifique.

Avant de poursuivre, nous devons nous écarter encore pour un moment du programme que nous nous sommes imposé d'éviter dans ces pages toute digression de nature à rompre le fil de la chronique de la guerre que nous racontons. Nous nous voyons obligés de grouper ici certains antécédents, indispensables pour la complète intelligence des faits dont nous nous occuperons dans ce chapitre.

Le territoire qui, dans notre siècle, a formé la république de Bolivie, faisait presque en totalité partie de la vice-royauté de Buenos-Aires dans les derniers temps de la domination espagnole. Bien que connu alors sous le nom de Haut-Pérou, et malgré l'association et le rapprochement des races indigènes, les *quichuas* et les *aimaraes*, aucun lien ne l'unissait au Bas-

Pérou. Loin de contribuer à rapprocher les deux peuples, la guerre de l'Indépendance les sépara davantage. Les habitants du Bas-Pérou lancèrent le cri révolutionnaire en 1809, et eurent à soutenir une lutte de quinze ans. Ceux du Haut-Pérou, au contraire, restèrent pendant longtemps fidèles au roi d'Espagne ; ils s'enrolèrent dans les armées organisées par le vice-roi de Lima et firent à leurs voisins une guerre implacable, qui engendra chez les deux peuples une haine profonde et réciproque.

Quand l'armée colombienne consomma l'indépendance de ces pays par la mémorable journée d'Ayacucho, Bolivar eut l'idée de les réunir en un seul état; mais les habitants du Haut-Pérou, craignant ce résultat, prévinrent le *libérateur*, et déjouèrent ses plans avec autant de décision que d'habileté.

Une assemblée nationale, réunie à Chuquisaca, proclama à l'unanimité l'indépendance et la souveraineté du Haut-Pérou sous la forme républicaine, le 6 août 1825, et elle donna au nouvel état le nom de Bolivar. Le *libérateur* ne se tint pas pour battu par ce refus respectueux d'adopter ses vues. Il se présenta personnellement dans le Haut-Pérou ; il parcourut quelques-unes de ses provinces et fut reçu partout au milieu des applaudissements et des démonstrations les plus enthousiastes, mais il dut se convaincre que la réunion des deux peuples en un seul État était impossible. Son épée victorieuse fixa les limites des deux républiques, et il leur donna leurs premières institutions libres.

La Bolivie et le Pérou menèrent chacun de leur côté la vie orageuse de presque toutes les républiques hispano-américaines. Une succession non interrompue de révolutions sanglantes et de scandaleuses rivalités militaires qui renversèrent du pouvoir les plus illustres de leurs mandataires ; Sucre en Bolivie et La Mar au Pérou, commencèrent cette longue suite de désordres, qui n'est pas encore parvenue à son terme. La Bolivie arriva avant sa voisine à une période de tranquillité relative sous le gouvernement du général Santa-Cruz, qui s'efforça d'organiser une administration stable et qui atteignit en partie son but. Mais les troubles et les soulèvements du Pérou allaient réveiller l'ambition de ce chef et le jeter

dans une suite de bruyantes aventures où son pouvoir et son prestige devaient s'abîmer.

Appelé en 1835 au Pérou par un des partis politiques qui se disputaient le commandement, Santa-Cruz se met à la tête de son armée, remporte des victoires décisives qu'il ternit par d'injustes exécutions, et fonde, sur les cadavres de ses rivaux, la confédération péru-bolivienne (28 octobre 1836). La présidence resta aux mains de Santa-Cruz avec le titre de protecteur.

Le Chili se remplit d'émigrés péruviens. Anciens présidents de la république, ministres, généraux et colonels allèrent demander au gouvernement chilien de les aider à renverser un pouvoir qui opprimait et déshonorait le Pérou. La république chilienne était alors occupée à consolider la paix intérieure, à réformer ses institutions, à ouvrir de nouvelles routes et à fonder des écoles, et elle n'aurait pas consenti à entreprendre une guerre extérieure pour le plaisir de s'immiscer dans les affaires domestiques de ses voisins et pour complaire aux émigrés péruviens. Mais le protecteur de la confédération péru-bolivienne commit l'imprudence de provoquer le Chili. Ses mesures financières avaient pour principal objet d'inquiéter le commerce chilien. Pensant pouvoir jouer le même jeu qu'avec le Pérou, il prétendit fomenter des révolutions militaires dans cette autre république. Ayant découvert la trame, le Chili sortit de son calme habituel, il leva des troupes, et après une courte et brillante campagne, il détruisit pour toujours la confédération péru-bolivienne dans les champs de Yungay le 20 janvier 1839.

Le temps vint bientôt démontrer que le Chili n'avait fait qu'avancer d'un ou deux ans une catastrophe fatalement inévitable. « La confédération, dit un historien distingué, n'était qu'un édifice sans fondements, une belle décoration de théâtre adaptée à un drame qui devait peu durer, car ni les peuples, ni les hommes qui figuraient sur la scène ne possédaient les antécédents et les capacités nécessaires pour donner à ce drame la consistance et la vie historique [1]. » En effet, précisément au moment où le Chili détruisait l'armée de Santa-

1. Sotomayor Valdes, *Estudio histórico sobre Bolivia*, page 72.

Cruz, la révolution qui aurait mis fin à la confédération même dans le cas d'une victoire sur les armes chiliennes, commençait déjà au Pérou et en Bolivie. Quarante ans s'écoulèrent sans que personne, même au milieu de la fièvre révolutionnaire qui a englouti tant de constitutions, prétendît faire revivre ou même défendre ce régime abhorré. La confédération qui n'était pas parvenue à s'installer à demi, n'avait laissé que des souvenirs odieux au Pérou et en Bolivie.

La rivalité des deux peuples s'accentua davantage après ces événements. Au milieu des guerres civiles qui ont été leur maladie chronique, la Bolivie et le Pérou ont trouvé le temps de se dresser mutuellement des embûches, et de se faire la guerre chaque fois qu'elles en ont eu les moyens ou le prétexte, comme il arriva deux ans après, en 1841, alors que le Pérou essuya une des plus grandes défaites dont il soit question dans son histoire, et en 1860, quand les deux peuples se préparaient à recommencer la lutte, ce qui promena entre eux un état d'hostilité latente qui dura trois longues années.

Qu'on ne croie pas que cette attitude de maveillance et de haine réciproque entre le Pérou et la Bolivie eût disparu lors de la conclusion du traité secret de 1873, qui établit l'alliance des deux peuples contre le Chili. Il y eut un moment en 1878 où la guerre parut imminente entre ces deux États. La plus grande partie du commerce bolivien se faisait par le port péruvien d'Arica. Le gouvernement du Pérou percevait les droits de douane et donnait annuellement à son alliée une somme que celle-ci jugeait inférieure à celle qui devait lui revenir. Le gouvernement du général Daza fit des réclamations si pressantes pour modifier cet état de choses, qu'on parla sérieusement des deux côtés d'une prochaine rupture. Le Pérou céda pourtant aux exigences de la Bolivie et les bonnes relations se rétablirent. En vertu du pacte secret de 1873, les deux pays combinèrent alors leurs machinations pour nuire au Chili.

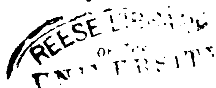
Même après que l'alliance eût été resserrée par la déclaration de guerre au Chili et au milieu des manifestations extérieures de fraternité, les gouvernements et les peuples du Pérou et de la Bolivie continuèrent à se détester aussi cordialement qu'auparavant. De récentes révélations faites par les

agents mêmes que le président de Bolivie employait à ses négociations, ont démontré jusqu'à quel point les liens qui unissaient les deux peuples étaient fragiles. Au mois de mai 1879, ce président, le général Hilarion Daza, envoyait au Chili un agent confidentiel qui devait offrir en son nom les conditions suivantes. La Bolivie abandonnerait son allié et même retournerait ses armes contre lui, dans le cas où le gouvernement chilien accepterait le plan que voici : La Bolivie prendrait définitivement possession des provinces péruviennes de Tacna et d'Arica. Le Chili conserverait d'une façon incontestable le territoire situé jusqu'au parallèle 23 de latitude sud. L'escadre péruvienne serait partagée entre le Chili et la Bolivie, en réservant à celle-ci au moins deux vaisseaux de guerre. Le Chili donnerait une certaine somme d'argent dont on ne fixait pas le montant et sans indiquer si ces fonds étaient pour le trésor bolivien ou constituaient une prime personnelle pour le président Daza. L'agent confidentiel était chargé de ne rien laisser par écrit jusqu'à ce que toutes les bases de la convention fussent posées et approuvées. Le gouvernement du Chili commit l'énorme faute de prêter l'oreille à des propositions semblables qui lui étaient nuisibles à tous les points de vue. Cela se passait au mois de juin 1879.

Vu l'état de la guerre et l'impuissance de l'escadre chilienne à s'emparer du *Huascar*, Daza crut que le Chili était définitivement perdu et qu'il allait succomber dans la lutte. Il préféra rompre les négociations et les communiquer au Pérou, se présentant comme son ami fidèle, qui repoussait avec indignation les offres de l'ennemi [1]. La diplomatie péruvienne douta peut-être de la sincérité de son allié, mais elle s'empressa de donner une grande publicité à la négociation, la présentant comme une perfidie du Chili, dont les prétentions avaient été repoussées par la loyauté chevaleresque et inattaquable du président Daza.

Pendant le cours de la guerre, et malgré les fougueuses manifestations de la presse et de quelques-uns des documents officiels des deux peuples, ces faibles liens se relâchèrent bien

1. Voir à ce sujet les révélations et les documents publiés en Bolivie au commencement de 1881, par don René Moreno, qui fut l'agent de ces négociations.



davantage. Péruviens et Boliviens se reprochaient réciproquement leurs revers. Ces inculpations étaient plus ou moins voilées de la part des chefs, mais dans les écrits de la presse la rivalité et la haine se laissaient voir à chaque pas; et dans la correspondance confidentielle des généraux, des préfets et des personnages les plus caractérisés, on lâchait la bride à ces passions [1].

1. La publication des documents pris par les Chiliens après leurs victoires ne peut manquer de nous fournir les révélations les plus curieuses et les plus importantes. Le document que nous allons reproduire jettera, cela nous semble, assez de lumière sur ce point.

(*Privée.*)

« Tarata, 29 mai 1880.

« SEÑOR DON NICOLAS, DE PIÉROLA.

« Mon cher ami :

« Comme préfet je communique au gouvernement le rapport officiel du malheureux événement du 26; comme chef de division, je l'ai passé au général en chef par la voie régulière, et je l'envoie pour qu'il soit publié.

« Je vous ferai part ici de mes appréciations et de mes remarques particulières.

« Les forces effectives qui sont entrées en bataille de notre côté ont été, selon le rapport de la veille de 5000 hommes et pour les Boliviens de 4,000.

« D'après les renseignements fournis par les prisonniers et les calculs des personnes compétentes, les forces ennemies s'élevaient à 18 ou 20,000 hommes. C'est ainsi que leur première ligne de bataille nous entourait sous la forme d'un demi-cercle qui dépassait notre front. Cette ligne seule prit part au combat et la masse des troupes, leur nombreuse artillerie et leurs formidables mitrailleuses nous mirent en pièces sans employer la réserve.

« Le nombre a donc été la première cause de nos revers. Mais ce qui y a contribué également, c'est la mauvaise direction donnée par Campero, le manque de plan, ou pour mieux dire, l'abandon du plan tracé d'avance.

« Nos troupes se sont conduites sur le champ de bataille avec une valeur héroïque; mais les corps boliviens s'étaient dispersés en moins de dix minutes sans qu'il fût possible de les retenir : j'y ai employé les coups de lance, les coups de fouet, les menaçant même le revolver à la main; c'était peine perdue, ils tiraient sur nous. J'ai souffleté un major bolivien du nom de Martial pour le faire retourner au combat, mais il s'est agenouillé en me suppliant de ne pas l'y forcer et de ne pas le tuer; je lui ai fait arracher les galons qui lui restaient et je l'ai jeté par terre retenant à grand peine ceux qui m'entouraient et qui voulaient le mettre à mort.

« Le nombre effrayant des chefs et officiers péruviens morts ou blessés et celui des boliviens, qui se réduit à peu près à la mort du

Ce fut justement lorsque cette haine était la plus profonde, lorsque tout le Pérou accusait les Boliviens d'être les auteurs de la défaite de Tacna, et alors que les Boliviens se retiraient de l'autre côté de leurs montagnes, que le dictateur Piérola conçut l'idée d'intimider le Chili par le rétablissement de la confédération péru-bolivienne.

Cette question avait été traitée en Bolivie quelques mois auparavant dans les conseils du gouvernement, à l'instigation de Piérola. Mais il paraît qu'elle avait rencontré une forte

général Perez et à la dangereuse blessure de Camacho, en sont la meilleure preuve.

« Mais il y a quelque chose de plus grave. Quatre jours avant le combat, l'ennemi exécuta une reconnaissance assez hardie, et à partir de ce jour le général Campero envoya son bagage et quelques vivres à Palca. Le jour du combat, le premier ordre qu'ils donnèrent, lui et les siens, ce fut de mettre les tentes et les bagages hors de danger, et de les faire conduire dans cette direction. A la fin du combat, il abandonna le champ de bataille avant moi et avant beaucoup d'autres; et lorsque j'arrivai à la ville, tout son désir était de partir du côté de Palca. Il désigna d'abord la colline de Lima, ensuite Pacollay, et quand nous y fûmes, Pachia; arrivés en cet endroit, il me manifesta sa résolution de regagner la Bolivie par Palca; alors, je me séparai de lui et je continuai avec les forces que je commandais, ma marche sur Tarata.

« Deux chefs l'accompagnèrent : ils sont revenus aujourd'hui de Palca et ils m'affirment tous les deux qu'à l'arrivée de Campero ses domestiques l'attendaient avec un magnifique équipage et de bonnes provisions.

« Les troupes boliviennes ont pillé et dévasté tous les endroits par où elles ont passé. Elles ont emmené des brigades entières, chargées de tout ce qu'elles trouvaient et tirant sur ceux qui se défendaient. Une seconde édition de San-Francisco, revue et augmentée.

« L'opinion unanime de toute l'armée, la mienne et celle de tout le monde, c'est de ne plus nous battre en compagnie des Boliviens.

« Pour cette raison, et par suite du manque absolu de dispositions militaires et de ressources, l'armée vaincue n'a pas pu se rassembler. Quant à moi, je resterai sur le territoire de ma juridiction tant qu'il me sera possible d'y tenir, et à la dernière extrémité je me retirerai par Puno. La plupart des armes, presque toute l'artillerie et les munitions sont perdues, et la démoralisation du corps des officiers et des troupes est incalculable.

« Je désire que les affaires marchent là-bas d'une autre manière et que les résultats répondent à vos efforts.

« Mes amitiés P. A. DEL SOLAR. »

L'auteur de cette lettre est don Pedro Alejandrino del Solar, ami intime de Piérola. Il était préfet de Tacna le jour de la bataille de ce nom, et il fut ensuite nommé par Piérola préfet d'Aréquipa, un des postes les plus importants de l'administration, en même temps que chef militaire supérieur des départements du sud du Pérou.

opposition chez un grand nombre de membres influents de l'Assemblée nationale. Cette opposition, néanmoins, n'avait pas grande importance pour le dictateur péruvien qui ne voyait pas dans son projet une œuvre réalisable, mais simplement un fantôme propre à effrayer l'ennemi.

En effet, un nouveau ministre plénipotentiaire de Bolivie, capable de seconder les vues de Piérola, était arrivé à Lima au commencement de juin. C'était le docteur don Melchor Terrazas, lequel avait été ministre des affaires étrangères en Bolivie, en 1873, à l'époque où l'on signait à Lima, sans qu'il en eût connaissance, le traité secret d'alliance qui a produit tant de désastres pour les deux pays [1]. Ces antécédents posés, on comprendra que l'élaboration des bases du projet ne devait pas être lente. Le 11 juin tout était arrêté, rédigé et signé. La Bolivie et le Pérou formeraient une seule nation appelée ***États-Unis péru-boliviens*** [2]. « Cette union, dit le premier article du projet de constitution de la nouvelle confédération, repose sur le droit public de l'Amérique, et elle est formée pour assurer l'indépendance et l'inviolabilité, la paix intérieure et la sécurité extérieure des États qu'elle comprend, et pour contribuer à leur développement et à leur prospérité. »

Chacun des départements de la Bolivie et du Pérou deviendrait un État fédéré, avec un gouvernement propre et une législature spéciale. Mais il survint alors une grave difficulté : Les départements de Tacna et de Tarapaca étaient occupés par les Chiliens, et ces derniers n'étaient pas disposés à les céder gracieusement à la confédération projetée. Le génie du dictateur péruvien, fécond et inventif dans ces sortes de combinaisons, proposa un expédient que les contrôleurs de la négociation trouvèrent excellent, mais qui en réalité était bien peu efficace. Les départements de Tacna et d'Oruro, de Potosi et de Tarapaca, formeront les États appelés *Tacna de Oruro*, et ***Potosi de Tarapàca.*** » On croyait de cette manière diminuer l'importance des triomphes du Chili et de l'occupation par ses

1. Voir à ce sujet le chapitre IV, première partie.

2. Le plénipotentiaire bolivien, rendant compte à son gouvernement de cette négociation, explique en ces termes l'origine du nom donné à la république projetée : « On a adopté la dénomination d'Etats-Unis péru-boliviens, pour éviter les fâcheux souvenirs qui se rattachent au nom de confédération. »

armes victorieuses d'une partie assez étendue du territoire péruvien. Le Chili, se disait-il, n'occupe qu'une partie de deux États des États-Unis péru-boliviens. Cependant la constitution, malgré cette manière excessivement simple d'annuler les effets et les conséquences de la guerre, oublia de dire auquel des États fédérés appartenaient les vastes territoires occupés par le Chili dans tout le désert d'Atacama. Mais, excepté cette omission, ce code avait tout prévu, et il avait même déterminé la forme, la couleur et les symboles de l'écusson et du drapeau de la nouvelle confédération. Son président provisoire serait celui du Pérou, c'est-à-dire Piérola, et le vice-président le chef qui gouvernait la Bolivie, c'est-à-dire Campero. Le dictateur péruvien était si persuadé du succès de cette combinaison, que dans sa proclamation du 14 juin, il disait arrogamment qu'il était soutenu par six millions d'hommes.

Lorsque tous ces détails furent réglés, le dictateur convoqua le conseil d'État le 16 juin. Il se présenta lui-même dans la salle des séances, pour rendre compte d'un « événement de la plus grande importance, disait un journal de Lima (*la Patria*), destiné à changer la face des choses et à inaugurer pour l'histoire de la patrie et de l'Amérique une ère nouvelle et brillante ». Le discours de Piérola, qui abonde dans le même sens, est un manifeste semi-personnel, semi-politique, que nous ne saurions qualifier équitablement. Rappelant sa carrière de dix-ans comme conspirateur et révolutionnaire, il demande à ne pas être confondu avec « un de ces nombreux séditieux de l'Amérique espagnole », parce qu'il est « exempt de toute ambition autre que celle de la régénération de sa patrie ». « Je ne suis et je n'ai été, ajoute-t-il, que l'instrument de ses aspirations, et le docile exécuteur de ses projets ». Dans la partie politique de son discours, et au milieu de phrases dont nous ne parvenons pas à bien saisir le sens, le dictateur se félicite des revers essuyés par les alliés dans la guerre contre le Chili, revers qui ont donné naissance aux nouveaux États-Unis. Ensuite il se prononce hautement pour la forme de gouvernement fédéral, comme l'unique qui ait donné de bons résultats en Amérique, et qui puisse assurer la liberté et le progrès. Prévoyant, sans doute, qu'on pouvait objecter l'exemple du Chili, république unitaire, qui s'était tirée du

néant avant aucune de ses sœurs pour former sans révolutions ni émeutes une nation florissante et libre, il ajoute cette observation : « La république *centrale* (sic) ne peut être que la transition inévitable du régime monarchique à la vie nouvelle des nations. »

Trois jours après cette cérémonie, le 19 juin, eut lieu la réception solennelle du plénipotentiaire bolivien. « Le Chili, sans l'avoir prévu, et bien malgré lui, dit le docteur Terrazas dans son belliqueux discours, va être le ressort providentiel de la naissance et de la grandeur des États-Unis du Pacifique, en même temps que le complice prédestiné de sa propre expiation ». « Le Chili, selon ce diplomate, était le perturbateur du continent, parce qu'il s'était décidé, bien malgré lui, à accepter la guerre à laquelle il était provoqué par des alliances secrètes conclues depuis sept ans déjà ; mais il allait sous peu recevoir un châtiment terrible et inexorable. Le dictateur, de son côté, lui répondit en annonçant les jours d'effusion et de réjouissances qui allaient suivre les grands triomphes qu'ils allaient remporter bientôt « sous l'étendard victorieux des États-Unis péru-boliviens ».

Quoique cette idée eût été dès le principe aussi impopulaire que stérile on en reparla encore dans plusieurs documents officiels. Le président du conseil d'État, qui était l'archevêque de Lima, avait annoncé au dictateur que ce corps s'occuperait d'étudier le projet, discutant sur « ce qui était le plus conforme aux exigences du patriotisme, aux intérêts de l'alliance et au triomphe des armes nationales. » En effet, le 8 juillet, trois des conseillers d'État présentaient un rapport informe plein d'allusions ou de citations, se rapportant plus ou moins à l'histoire ancienne et moderne, et d'éloges décernés « aux lumières et au patriotisme » de Piérola ; ils s'y déclarent les zélés partisans du système fédéral et concluent en faveur de la confédération, sans même examiner les bases du projet soumis à leur étude. Feignant de connaître à fond l'histoire de ces pays, les conseillers d'État de la dictature en tiraient cette conclusion : « Le Pérou et la Bolivie ont été une même chose ; ils doivent l'être désormais, sous peine de marcher au suicide, ou tout au moins à la languissante prostration de l'égoïsme ».

Comme on ne pouvait alors produire au Pérou aucun

document qui ne contînt pas d'insultes au Chili, les conseillers d'État payaient également leur tribut à cette mode. « Le Chili, disaient-ils dans le rapport, fait la guerre parce que dans sa position écartée et son isolement il porte envie aux peuples qui, comme le Pérou et la Bolivie » le devancent en tout ce qui peut faire la grandeur d'une nation. « Ces principes, bien que fort goûtés du peuple péruvien, ne donnèrent pas plus de prestige au projet de confédération. On continua à le considérer comme une arme de parade, un épouvantail et peu de temps après on cessa d'en parler.

Les souvenirs du passé étaient plus vivaces en Bolivie, et le projet de confédération y fut généralement mal accueilli. Écoutons ce que disait à ce sujet *la Patria* de La Paz, dans son numéro du 26 juillet : « Croire, dit-elle, qu'un protocole de confédération suffise à unir deux nations, c'est supposer qu'une toile d'araignée bien tissée, aurait assez de consistance pour joindre deux fougueux coursiers. L'union de deux peuples déjà constitués séparément ne doit pas se confier à la diplomatie qui forme entre les quatre murs d'un cabinet des pactes plus ou moins bien calculés. De même que le bonheur des peuples ne se décrète pas dans leurs codes, ainsi leur union ne se réalise pas par de simples pactes signés par les pouvoirs qui les gouvernent ». Et plus loin elle ajoutait encore : « La communauté d'origine et de traditions du Pérou et de la Bolivie et les conditions topographiques des deux territoires ne sont pas des bases solides pour élever une république colossale, — d'autant plus qu'à travers ces traditions d'unité et d'origine coulent de part et d'autre des torrents d'amertume, et que sur ce territoire siffle un vent qui pourrait bien être, ce qu'à Dieu ne plaise, le précurseur des plus sinistres tempêtes. Pour sauver l'avenir des deux républiques au moyen de la confédération péru-bolivienne, il faut d'abord corriger les vices de chacune, détruire les principes dissolvants qui les rongent, et les préparer par l'éducation à leur future alliance. Pour devenir des géants il ne suffit pas de se hausser sur la pointe des pieds. Pour former une république colossale, ce n'est pas assez de coucher deux nations malades sur le lit commun d'un « protocole « de confédération ! »

Ces observations simples et naturelles que tout le monde

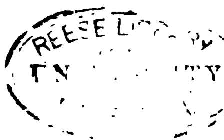
pouvait faire, entretenaient l'opposition générale qu'inspirait le projet. Néanmoins, il s'était organisé une association patriotique, sous la présidence du docteur don Ladislao Cabrera, le même qui commandait les forces boliviennes au combat de Calama (mars 1879), et cette société prétendait donner du prestige à la confédération, en haine du Chili, croyant que cette pensée chimérique donnerait à l'alliance péru-bolivienne une force merveilleuse. La convention nationale ne partageait pas la même confiance, et il existait dans son sein une opposition tenace à la poursuite de cette idée, qui, même étant réalisable, eût été funeste pour la Bolivie, au dire d'un grand nombre de ses hommes politiques. Mais il n'était pas possible, dans la situation actuelle, de repousser les avances du Pérou, et l'on préféra adopter une autre voie. A la date du 13 juillet, une commission de l'Assemblée proposa l'approbation générale du projet, sans se prononcer sur les détails d'organisation, et demanda qu'on soumît ensuite à la décision des citoyens inscrits sur les registres civiques s'ils acceptaient ou non l'union fédérale des États péru-boliviens. La convention, disait-on, s'occupera plus tard de la discussion des bases organiques consignées dans les protocoles.

Cependant, le projet sur lequel le dictateur du Pérou avait fondé tant d'espérances était si impopulaire, qu'il ne put passer même sous cette forme. Au bout de quelques mois, personne n'en parlait plus en Bolivie; et la conduite observée par cette république pendant la dernière période de la lutte guérit complètement de leurs illusions ceux en petit nombre qui, au Pérou, attendaient quelque chose de ce projet.

La confédération péru-bolivienne de 1836, avons-nous dit plus haut, fut la décoration d'un drame sanglant dont le dénouement devait être tout autre que ses auteurs et ses metteurs en scène ne s'y attendaient. Le projet de confédération de 1880 fut une misérable comédie qui n'obtint même pas d'être représentée. Elle avait pour but d'intimider le Chili; et le Chili l'accueillit avec le sourire du plus suprême dédain. « Quelle valeur et quelle signification, disait un journal de Santiago, peut avoir pour le Chili, ou pour le développement des opérations de la guerre, un projet de confédération, qui loin de fortifier nos ennemis et de leur donner quelque prestige, ne

serait qu'une nouvelle preuve de la prostration morale de la Bolivie et de la folie incurable du Pérou? « Et en effet, quelle force la confédération projetée pouvait-elle ajouter à l'alliance péru-bolivienne?

Personne ne s'en préoccupa au Chili. L'histoire, de son côté, n'aurait nul besoin d'en faire mention, puisqu'elle n'a laissé aucune trace dans la marche postérieure des faits, si quelques mois plus tard la diplomatie chilienne n'avait rappelé ce projet, lorsqu'elle eut à proposer quelques bases pour arriver au dénouement de la guerre.



CHAPITRE III

BLOCUS DU CALLAO : COMBATS DEVANT CETTE PLACE DEPUIS AVRIL JUSQU'A SEPTEMBRE 1880.

Les fortifications du Callao. — L'escadre chilienne établit le blocus du port. — Premiers combats contre les forts de terre (22 avril). — Second combat (10 mai). — Blocus des ports voisins. — Combat des chaloupes canonnières (25 mai). — Conduite calme observée par l'amiral chilien pendant ces combats. — Les attaques contre la place sont suspendues. — Une torpille péruvienne coule le croiseur *Loa*. — Arrivée des blessés péruviens d'Arica. — Troisième combat contre les forts (fin d'août et commencement de septembre). — Perte de la canonnière *Covadonga* occasionnée par une torpille péruvienne (13 septembre). — Les Péruviens essayent de débarquer pendant la nuit dans l'île de San-Lorenzo et sont repoussés (16 septembre). — Bombardement des ports voisins du Callao (22 septembre). — Le gouvernement et la presse de Lima chantent victoire après chacun de ces combats, et annoncent l'anéantissement et la ruine du Chili.

Pendant les premiers mois qui suivirent les triomphes des Chiliens, les opérations de la guerre se bornèrent exclusivement au blocus du Callao. Comme nous l'avons dit précédemment [1], ce port était observé p[illegible] les navires chiliens depuis le mois d'avril; et ce blocu[illegible]a lieu plus tard à une série de péripéties que nous [illegible]posons de raconter dans ce chapitre.

Le port du Callao, qui compte une population de 35 à 40,000 habitants environ, est, comme on le sait, la place maritime la plus importante du Pérou au point de vue commercial. Comme port militaire c'est sans aucun doute le premier du Pacifique.

1. Chapitre X, deuxième partie.

En le fermant par la petite île de San-Lorenzo, la nature a favorisé d'une manière extraordinaire les efforts de l'homme pour faire de ce port une formidable place militaire, et sous ce rapport il a été à juste titre célèbre dans toute l'histoire des guerres civiles et des guerres extérieures du Pérou. Les rois d'Espagne l'avaient entouré d'un luxe de forteresses formidables, pourvues d'une nombreuse artillerie, de magasins et de casemates qui le rendaient imprenable de vive force, soit par mer soit par terre. La république avait détruit quelques-unes de ces fortifications qui étaient devenues inutiles par suite des progrès opérés dans la construction des engins d'attaque, et on les avait remplacées par de nouvelles batteries, pourvues d'artillerie moderne et de parcs abondamment fournis de munitions. Si, pendant les trois siècles de la domination coloniale, les forteresses du Callao avaient coûté aux rois d'Espagne des sommes incalculables, la république avait peut-être dépensé davantage pour les approprier aux nécessités de la guerre telle qu'on la fait à notre époque.

Au moment de la déclaration de guerre entre le Chili et les républiques alliées du Pérou et de la Bolivie, le Callao était déjà une place militaire de premier ordre. Dans le but de servir les intérêts du commerce on y avait construit, outre les batteries, un ouvrage très coûteux dont on pouvait facilement se servir pour la défense du port. C'est un magnifique bassin solidement revêtu, pouvant aisément contenir jusqu'à vingt-cinq navires et par conséquent mettre à l'abri tous les bâtiments de guerre qui formaient l'escadre du Pérou [1].

Dès les premiers bruits de rupture, en février 1879, le gouvernement péruvien avait augmenté les défenses du port et grossi son armement, grâce aux envois considérables qu'il recevait de l'étranger par la voie de Panama [2]. En avril 1880,

1. Ce bassin a 250 mètres de longueur et 200 mètres de largeur.

2. Dans le chapitre V de la deuxième partie, nous avons dit que d'après la presse de Bogota, le gouverneur de l'État fédéral de Panama avait été acheté par le gouvernement péruvien afin de permettre le passage de ses armements par l'isthme, au mépris de la neutralité. Plus tard on a trouvé dans les archives de Lima des documents qui prouvent d'une manière irréfutable cette subornation. Le président de l'État fédéral de Panama reçut plusieurs sommes d'argent du gouvernement péruvien en récompense « des importants services qu'il a prêtés au Pérou : »

le Callao était en état de repousser une escadre quatre fois plus forte que ne l'était celle du Chili [1].

Le gouvernement chilien ayant résolu le blocus de ce formidable port militaire, le contre-amiral Riberos partit du port d'Ilo avec une division navale composée de la frégate cuirassée *Blanco Encalada*, du monitor *Huascar*, de la corvette *O'Higgins*, des croiseurs *Loa* et *Angamos*, de deux chaloupes torpilles, la *Janaqueo*, et la *Gualcolda* (nom légendaire de deux héroïnes araucaniennes) et d'un transport charbonnier. Dans la soirée du 9 avril il se trouvait en face du Callao, et là il décida que, pendant la nuit, les deux chaloupes porte-torpilles entre-

ainsi sont conçus les décrets de paiement auxquels nous faisons allusion. Ce ne fut pas le seul fonctionnaire étranger qui se vendit au Pérou. Les documents trouvés dans les archives de Lima ont démontré cet autre fait qui prouve l'esprit de démoralisation qui depuis de longues années a régné dans l'administration publique du Pérou. La compagnie anglaise des vapeurs du Pacifique, avait déclaré rester neutre, en se refusant à transporter des armes ou autres engins de guerre pour l'une ou l'autre des nations belligérantes. Le gouvernement corrompit un des capitaines de ces vapeurs, et celui-ci prêtait ses services au gouvernement du Pérou, désobéissant ainsi aux ordres des directeurs et administrateurs de la Compagnie.

1. D'après les rapports certains que possédait le gouvernement du Chili lorsqu'il ordonna le blocus de Callao, cette place était défendue de la manière suivante :

1° *La Punta*, batterie à découvert, 2 canons Delgreen de 1000 livres — 2° *Maipú*, fort armé de 6 canons Amstrong à âme lisse de 32. — 3° *Merced*, tour blindée tournante, 2 canons Amstrong rayés de 300. — 4° *Zepita*, fort armé de 6 canons Amstrong à âme lisse de 32. — 5° *Santa Rosa*, batterie, 2 canons Blakeley de 500. — 6° *Provisional*, fort armé de 10 canons Amstrong, à âme lisse de 32. — 7° *Abtao*, fort armé de 8 canons à âme lisse de 32. — 8° *Manco Capac*, bastion armé de 4 canons Vavasseur de 300. — 9° *Independencia*, tour armée de 2 canons Blakeley de 500. — 11° *Ayacucho*, batterie, 2 canons Blakeley de 500. — 12° *Pichincha*, fort de 4 canons Blakeley de 500. — 13° *Junin*, tour blindée de 2 canons Amstrong de 300.

Lorsque l'escadre chilienne arriva en face du Callao elle trouva en effet toutes ces fortifications qui étaient marquées sur ses plans et en outre une autre batterie de construction récente. Pendant le blocus, les Péruviens augmentèrent encore les défenses de la place.

Outre ces batteries et ces fortifications, le Callao avait d'autres défenses qui augmentaient considérablement sa puissance. Dans l'intérieur du port se trouvaient les navires de guerre qui formaient les derniers restes de son escadre; trois d'entre eux, l'*Union*, l'*Oroya* et le *Rimac* étaient en état de tenter un coup de surprise; l'autre, le monitor *Atahualpa*, presque inutile à cause de sa faible marche, était une puissante batterie flottante armée de 2 canons de 500.

raient dans le port et iraient appliquer leurs terribles engins de destruction sur les navires péruviens qui demeuraient ancrés au milieu de la baie et assez près de terre.

Cette opération fut conduite avec toute l'audace possible par le lieutenant Louis A. Goñi, commandant de la *Gualcolda*. Cet officier pénétra dans le port à la faveur des ténèbres, parcourut le mouillage pour chercher les navires ennemis au milieu des vaisseaux neutres qui s'y trouvaient, et enfin arriva devant la corvette l'*Union*. Mais en ce moment l'alarme était donnée à terre, nouvelle qui avait été communiquée par des pêcheurs. La chaloupe chilienne appliqua la torpille qui produisit une formidable explosion; mais la corvette péruvienne se trouvait défendue par une épaisse palissade, et le coup fut manqué. Les navires péruviens ouvrirent un feu bien nourri sur la *Gualcolda*, mais celle-ci se retira sans avoir reçu la moindre avarie.

Le blocus du port fut établi le lendemain (10 avril) avec toutes les formalités requises ; on donna aux vaisseaux neutres le temps nécessaire pour abandonner la baie, et même, sur la demande du corps consulaire, on leur accorda généreusement quelques jours de plus. Les familles riches du Callao, craignant un bombardement prochain, abandonnèrent aussi leurs demeures et se retirèrent à la ville voisine, c'est-à-dire à Lima. La terreur s'était répandue de tous côtés, et cependant la presse de Lima, redoublant ses insultes contre le Chili et contre les Chiliens, annonçait que le blocus du Callao allait être la ruine de la puissance et de l'orgueil de ces derniers. Pendant les premiers jours, les navires qui faisaient le blocus capturèrent quelques embarcations qui voulaient entrer dans le port et dont les papiers n'étaient pas en règle [1].

Les navires chiliens avaient l'ordre de ne pas engager de combat sérieux contre les forts de terre. On savait parfaitement qu'une lutte dans ces conditions devait leur être funeste,

1. Le récit que nous allons faire dans ce chapitre, du blocus du Callao et de tous les petits combats qui s'y rapportent, ne présentera peut-être pas un grand intérêt, parce que c'est l'exposé de faits d'une minime importance ; mais nous avons cru devoir les raconter, en supprimant beaucoup d'incidents, pour fournir le tableau complet des opérations maritimes et militaires de la guerre du Pacifique.

ou du moins leur coûter un ou deux navires sans leur procurer aucun avantage appréciable sur les nombreuses batteries bien armées du port. Le contre-amiral chilien devait cerner l'ennemi, lui couper toute communication par mer et le harceler par de fréquentes attaques dans lesquelles il devait surtout faire usage du petit nombre de canons à longue portée dont étaient armés quelques-uns des navires de sa division. Afin d'exécuter ce plan, Riberos mit sa petite flotte hors de portée des forts, et attendit douze jours avant d'entreprendre quoi que ce fût.

Enfin le 22 avril, le second délai accordé aux neutres étant expiré et les navires marchands ayant abandonné la baie, le contre-amiral Riberos ordonna la reconnaissance des forts ennemis et de leur artillerie. Trois de ses vaisseaux, armés de canons à double chambre, s'avancèrent vers le port et ouvrirent le feu sur les navires péruviens qui avaient été placés dans l'intérieur du bassin ou *Darsena*. La canonnade, à laquelle répondirent immédiatement les forts de terre, dura trois heures; mais les pièces de ces derniers n'avaient pas une portée suffisante, de telle sorte qu'un seul boulet vint tomber auprès du *Huascar*, celui des navires chiliens qui s'était le plus avancé. Ainsi tandis que les Chiliens se retiraient sans avoir souffert la moindre avarie, leur puissante artillerie en avait causé plusieurs aux vaisseaux péruviens et avait atteint quatorze hommes de leurs équipages.

L'escadre qui faisait le blocus était exposée aux torpilles qu'on pouvait à tout moment diriger contre elle. Les Péruviens avaient au Callao d'excellentes chaloupes à vapeur. Les nuits toujours sombres et obscures qui règnent dans ces mers, se prêtaient admirablement à ces coups de surprise qui n'exigent qu'un moment d'audace. Cependant ceux qui dirigeaient la défense préférèrent employer un autre moyen qui n'offrait pas le moindre danger. Ils construisirent des torpilles flottantes de la forme de bouées, et les lancèrent à la mer sans s'inquiéter si elles pouvaient éclater ou non près des navires de guerre neutres qui restaient dans le port. Le 5 mai un des croiseurs chiliens aperçut deux de ces torpilles et parvint, non sans danger, à les détruire sans souffrir aucun dommage.

Ce stratagème, bien que déjoué, provoqua une nouvelle

attaque de la place, qui eut lieu le 10 mai. Les navires chiliens ouvrirent leur feu contre les batteries de terre et les navires ennemis qui restaient dans l'intérieur du bassin, et entretinrent pendant quelques heures une vive canonnade. Le *Huascar*, sous les ordres de l'audacieux commandant Condell, s'approcha des batteries ennemies plus qu'aucun des autres navires chiliens, et reçut un boulet au-dessous de sa ligne de flottaison, sans perdre aucun homme. Les navires se retirèrent sans autre avarie vers leur ancien mouillage. A terre les dommages furent plus considérables, et plusieurs personnes, soldats, pompiers et civils, furent tuées ou blessées.

Le lendemain 11 mai, l'escadre, qui se trouvait renforcée de nouveaux bâtiments, étendit le blocus aux autres ports voisins du Callao. La corvette *O'Higgins*, restée à Ancon, quelques jours après, empêcha, au moyen de ses canons, la circulation sur la voie ferrée qui, en suivant la plage, relie ce port à Lima. Les communications de la capitale du Pérou avec les provinces du Nord et du Sud, et même avec l'étranger, devinrent de plus en plus pénibles à cause des difficultés que présentent les chemins de terre, âpres et peu praticables. Le 25 mai, les Chiliens remarquant qu'une chaloupe à vapeur ennemie se mettait en mouvement avec une attitude hostile, envoyèrent contre elle deux petites embarcations, et lui appliquèrent une torpille qui la détruisit et la fit couler bas ; huit marins péruviens périrent. Les Chiliens, de leur côté, perdirent dans cette rencontre une de leurs chaloupes, et eurent un homme tué ; mais ils rallièrent l'escadre en emmenant sept prisonniers parmi lesquels se trouvait l'officier qui commandait l'embarcation péruvienne. Ce dernier était blessé ; le chef ennemi eut l'humanité de le renvoyer à terre afin qu'il fût soigné par sa famille.

Pendant quelque temps, les marins péruviens se bercèrent de l'espérance de remettre à flot la chaloupe chilienne qui avait coulé pendant ce combat. Quatorze jours durant, leurs plongeurs y travaillèrent ; ils croyaient toucher au terme de leurs travaux et tenaient déjà la chaloupe amarrée à une bouée pour achever le lendemain leur tâche, lorsque les Chiliens pénétrèrent pendant la nuit du 7 juin, dans l'intérieur de la baie, et la détruisirent.

Ces fréquentes attaques interrompaient la monotonie du blocus, mais elles ne pouvaient avoir aucun résultat important, du moment que l'escadre chilienne ne pensait pas à protéger un débarquement, ni même à entreprendre un combat sérieux contre les fortifications de la place ; celles-ci, comme nous l'avons dit, étaient armées de manière à résister avec avantage à des forces quatre fois plus considérables. Ces attaques n'eurent d'autre résultat que de couler trois pontons péruviens chargés de charbon, de causer quelques dommages à terre et d'entretenir dans de constantes alarmes la garnison du Callao. L'escadre chilienne, au contraire, n'eut à supporter dans tous ces combats que des avaries insignifiantes et ne perdit qu'un seul homme.

Cependant, à la suite de chacun de ces combats, il y avait dans la presse de Lima une recrudescence d'insultes et de provocations. On inventait les histoires les plus extraordinaires sur les pertes qu'avaient subies les navires chiliens ; et ces nouvelles étaient d'autant plus singulières que, dans ces mêmes articles, on disait que les ennemis du Pérou, abusant de la portée prodigieuse des canons de quelques-uns de leurs navires, se tenaient lâchement hors de la portée de l'artillerie de terre, bien certains qu'on ne pouvait leur faire aucun mal. En effet, les canons à chambre double que possédaient les Chiliens, leur permettaient d'atteindre avec leurs bombes les forteresses du Callao, tandis que les obus lancés par ces dernières n'arrivaient pas jusqu'à eux. Or cette supériorité du matériel de guerre de leurs ennemis, augmentait la fureur des journalistes péruviens à tel point que leurs articles n'étaient plus qu'une insolente provocation [1].

Le contre-amiral Riberos qui, dans d'autres occasions pendant cette même guerre, avait prouvé qu'il ne ménageait pas sa personne quand un coup d'audace était nécessaire, ne

1. Les provocations et les insultes de la presse de Lima avaient acquis longtemps auparavant une juste célébrité dans toute l'Amérique et même en Europe. Le *Daily Telegraph* de Londres, dans son numéro du 8 juillet 1879 publiait une correspondance de Lima dans laquelle nous trouvons les mots suivants : « La presse de Lima est incorrigible. Elle nous a offert le spectacle répugnant de l'ignorance et de la maladresse qui caractérise ces journaux. En voulant décrier les qualités véritables de leurs ennemis, elles les insulte de la manière la plus grossière en les traitant incessamment de lâches. »

perdit pas un seul moment son sang-froid. Sa mission n'était pas alors d'exposer ses vaisseaux dans un combat qui devait nécessairement être désastreux pour lui, mais de serrer de près l'ennemi, de le fatiguer et de préparer ainsi les futures opérations de la campagne, lorsque, d'après le plan convenu, le moment serait venu d'attaquer le Callao avec les forces combinées de mer et de terre. Une attaque sérieuse contre les fortifications de ce port eût été une témérité tout à fait injustifiable, dans laquelle les Chiliens avaient quatre-vingt-quinze chances sur cent d'être complètement écrasés; or une lutte ne peut s'engager dans ces conditions que lorsqu'il ne reste plus d'autre ressource, et non lorsqu'il n'y a aucune nécessité de combattre, et quand on obéit à de grandes combinaisons qui doivent conduire un peu plus tard à une victoire assurée.

Le contre-amiral chilien savait parfaitement que la perte d'un seul de ses puissants navires, compromettrait sérieusement les opérations postérieures de la campagne. Aussi, malgré les provocations de la presse ennemie et malgré l'impatience manifestée par les journaux chiliens, il ne se départit pas un seul instant de son attitude calme et froide, réservant la bouillante ardeur de ses marins pour un moment plus opportun.

Après les grands triomphes de l'armée de terre à Tacna et à Arica, les marins chiliens avaient voulu donner au Pérou quelques jours de répit, afin qu'il eût le calme d'esprit nécessaire pour apprécier sa véritable situation, et qu'il fût amené à suivre un chemin plus sensé que celui de la folle prolongation d'une guerre qui lui coûtait tant de sacrifices inutiles.

Tout le mois suivant (juin) se passa donc sans que l'on renouvelât les attaques dans la baie du Callao. « L'aspect tranquille qu'a pris le blocus, n'offre rien de nature à donner de l'intérêt aux lettres que j'adresse d'ici au *National* », écrivait à Lima le correspondant de ce journal, à la date du 1er juillet. Mais en ce moment le gouvernement du Pérou préparait contre les vaisseaux chiliens une de ces embûches qui ont l'avantage de n'exposer à aucun danger celui qui les tend.

Dans l'après-midi du 6 juillet, le croiseur *Loa* étant de service courait des bordées dans la baie du Callao; ayant aperçu près de la côte une embarcation à voile, il s'en rappro-

cha et envoya une chaloupe pour la reconnaître. L'embarcation était mouillée, toutes voiles hissées, avec un chargement de comestibles et sans un seul homme d'équipage à bord. Cette circonstance fit soupçonner un piège à plusieurs officiers chiliens. Le commandant du *Loa* ordonna néanmoins d'accoster la chaloupe et de la décharger. Au moment de terminer cette opération, une terrible explosion se fit entendre, et le *Loa* dont le flanc avait été ouvert, commença immédiatement à sombrer; cinq minutes plus tard il avait disparu sous les flots. On peut s'imaginer quelle confusion se produisit alors parmi les hommes de l'équipage; beaucoup d'entre eux parvinrent cependant à se maintenir sur l'eau et donnèrent ainsi le temps de les secourir. Le contre-amiral Riberos, dont les vaisseaux étaient assez éloignés du lieu du désastre, envoya immédiatement ses chaloupes au secours des naufragés; mais les marins neutres, anglais, français et italiens, qui étaient mouillés beaucoup plus près, accoururent promptement et purent sauver cinquante-cinq personnes, tant officiers que marins et soldats. Le commandant du navire, trois aspirants de marine, deux mécaniciens et environ cent matelots périrent dans ce naufrage.

Le *Loa* était un excellent navire marchand que le gouvernement du Chili avait loué et armé provisoirement pour l'employer comme croiseur; il était monté par des officiers et des matelots de la marine nationale. La perte du vaisseau, surtout celle de l'équipage, causèrent une profonde impression dans l'escadre, et pendant plusieurs jours tous les visages en furent assombris. Le contre-amiral chilien mit immédiatement à l'œuvre ses plongeurs et ses travailleurs; ils réussirent à retirer du fond de la mer les canons, une partie du chargement et beaucoup d'objets importants qui provenaient du vaisseau naufragé.

Par contre, la catastrophe du *Loa* fut pendant deux jours le thème des railleries en vers et en prose de quelques journaux de Lima, mais le 5 juillet un événement d'un caractère tout différent, détourna leur attention.

Nous avons raconté plus loin qu'après les victoires de Tacna et d'Arica, le général en chef de l'armée chilienne avait envoyé au Callao un de ses vaisseaux portant un nombre

considérable de blessés péruviens pour qu'ils fussent soignés par leurs familles. L'archevêque de Lima, président des ambulances de la Croix-Rouge établies au Pérou, sollicita du contre-amiral Riberos la permission de faire sortir du port le transport *Limeña* pour qu'il allât à Arica chercher les blessés qui restaient, et ramenât les cadavres des chefs morts en défendant cette place. La permission fut immédiatement accordée. Le 5 juillet, le transport péruvien revenait au Callao après s'être acquitté de sa mission. A Mollendo il avait laissé quelques blessés et plusieurs familles qui désiraient se transporter à Arequipa, et il arrivait au Callao avec 140 malades et les cadavres de Bolognesi, de Moore et de plusieurs autres. Le débarquement des blessés et les honneurs funèbres rendus aux morts occupèrent pendant quelques jours la population de Lima et du Callao, et détournèrent pour un moment l'attention des journaux de leur propagande d'insultes contre le Chili. *Le Nacional*, de Lima, lui-même, alla jusqu'à publier les lignes suivantes : « Le gouverneur chilien d'Arica, commandant Valdivieso, a ordonné que l'on rendît les honneurs dus aux restes de nos héros. Il a procuré en outre toutes les commodités possibles pour l'embarquement des blessés ; il les a accompagnés personnellement jusqu'à bord, et a même envoyé deux bœufs afin que pendant le voyage ils pussent avoir de la viande fraîche. La bravoure n'exclut pas la galanterie. La délicatesse des sentiments, même entre ennemis, sera toujours respectée et elle ennoblit ceux qui la possèdent. »

Ces éloges accordés à la générosité des vainqueurs, les premiers et peut-être les seuls que nous ayons découverts dans la presse du Pérou, ne furent pas de longue durée. Quelques jours plus tard, les journaux péruviens renouvelaient la guerre d'outrages et de provocations qu'ils soutenaient depuis dix-huit mois déjà, et avant que deux mois se fussent écoulés, la lutte sanglante et meurtrière avait recommencé.

Les opérations militaires, devant le Callao, avaient été suspendues, avec intention, par l'escadre chilienne pendant près de trois mois, même après avoir été provoquées par le stratagème qui avait occasionné la perte du *Loa;* elles recommencèrent aussitôt que le Chili fut convaincu que son ennemi ne croyait pas encore que l'heure de la sagesse eût sonné pour lui.

En effet, pendant les journées des 30 et 31 août, des 1er et 3 septembre, le croiseur chilien *Angamos*, armé d'un canon de longue portée, lança à intervalles calculés sur le port intérieur et contre les batteries de la place, jusqu'à quatre-vingt-dix bombes qui détruisirent un ponton, causèrent quelques dommages et maintinrent la garnison et les habitants du Callao dans la plus vive inquiétude. Les forts de terre ne pouvaient répondre aux feux du croiseur chilien, mais le dernier jour du bombardement, les marins de la place firent sortir contre ce bâtiment les chaloupes canonnières qu'ils avaient à leur disposition; un des vaisseaux chiliens, la corvette *O'Higgins*, se mit en marche sur elles et les obligea à virer de bord et à se mettre à couvert sous le feu de la place.

Pendant ce temps, l'escadre chilienne maintenait rigoureusement le blocus des ports voisins du Callao. La canonnière *Covadonga* qui bloquait le port de Chancay, situé un peu plus au nord, aperçut dans l'après midi du 13 septembre une chaloupe et une barque qui se trouvaient près de terre. La barque fut coulée d'un coup de canon et la chaloupe, qui était abandonnée, fut amenée au côté de la *Covadonga*. Le commandant de ce navire donna l'ordre de la hisser; mais au moment d'exécuter cette opération, une torpille de dynamite éclata. La canonnière chilienne, dont le flanc avait été ouvert, commença immédiatement à sombrer; à peine vingt-neuf hommes de l'équipage eurent-ils le temps de se jeter dans une des embarcations du navire. Ils ramèrent vigoureusement dans la direction du sud, et malgré les coups de carabine qui pleuvaient sur eux du rivage, ils arrivèrent heureusement à Ancon où la canonnière *Pilcomayo*, qui bloquait ce port, les prit à son bord. Vingt naufragés, entre autres le commandant de la *Covadonga*, périrent noyés ou tués par la fusillade péruvienne; le reste de l'équipage, 43 hommes, parvint à gagner la terre et fut fait prisonnier.

La perte de la *Covadonga* avait peu d'importance par elle-même. C'était un navire de faible dimension et déjà vieux, mais on y tenait, au Chili, à cause des glorieux souvenirs qu'il rappelait. La perte d'une partie de l'équipage ramena le deuil sur les navires qui faisaient le blocus. Les plongeurs de

l'escadre, protégés par la canonnière *Pilcomayo*, laquelle mit en fuite les troupes de terre qui voulurent s'opposer à cette opération, retirèrent du fond de la mer, pendant les jours suivants, les canons, les fusils et autres armes du navire perdu.

Ce tragique accident fut célébré à Lima et au Callao comme une victoire. « La phase commence à passer de l'actif au passif, disait avec gaieté *le Nacional* à la date du 15 septembre. Le char triomphal du Chili s'est arrêté. Aux armes, citoyens ! Aux armes ! La *Covadonga* est pour toujours ensevelie. Les triomphes passagers du Chili ont commencé avec elle : avec elle va commencer la glorieuse campagne qui mettra un terme à tant de crimes, à tant de comédies, et à tout ce déploiement d'héroïsme menteur [1] ».

Cet enthousiasme eut pour effet d'enhardir les marins péruviens et de les pousser à des entreprises plus audacieuses que celles qu'ils avaient tentées jusqu'alors. Les Chiliens étaient débarqués dans l'île de San-Lorenzo, qui, ainsi que nous l'avons dit, se trouve située en face du port, et laisse entre elle et la terre ferme un canal d'environ deux milles de large. Dans cette île, ils avaient établi leurs magasins de dépôt protégés par un faible détachement. Le 16 septembre, quelques heures avant le point du jour, environ deux cents soldats péruviens embarqués dans plusieurs chaloupes canonnières, traversèrent le canal, et débarquèrent dans le plus

1. Pendant ces mêmes jours, la presse de Lima publiait la nouvelle du naufrage du monitor *Huascar*, qui alors se trouvait à Valparaiso où l'on nettoyait ses fonds pour l'armer de canons plus puissants que ceux qu'il avait eus jusqu'alors. D'après l'*Opinion nationale* de Lima du 17 septembre, un bâtiment suédois avait vu, à hauteur du port de Cobre, quelques mâts flottants, et comme quelques jours auparavant il y avait eu là une grande tempête, et que le *Huascar* était passé par ces parages pour aller à Valparaiso, il était certain qu'il avait fait naufrage et que les débris aperçus étaient les derniers restes de sa mâture. Le peuple de Lima, très enclin à se laisser tromper par ces illusions, ajouta complètement foi à la nouvelle du naufrage du monitor chilien.

Un mois plus tard, les plénipotentiaires péruviens, qui s'étaient rendus à Arica pour les négociations dont nous parlerons plus loin, virent entrer dans le port le monitor qu'ils croyaient perdu et qui cependant arrivait peint à neuf et avec une nouvelle artillerie ; ils n'en pouvaient croire leurs yeux.

profond silence. La garnison de l'île, inférieure en nombre, gagna aussitôt une hauteur voisine et de là elle ouvrit à l'improviste ses feux sur les assaillants.

Ces derniers, surpris dans l'exécution de leur coup de main, s'enfuirent immédiatement abandonnant quelques-unes de leurs armes, regagnèrent leurs embarcations et se dirigèrent rapidement vers le Callao. Les chaloupes chiliennes, averties par la fusillade du projet de l'ennemi, accoururent rapidement au lieu du danger, mais elles parvinrent seulement à tirer quelques coups de canon sur les fugitifs qui couraient se mettre sous la protection de leurs forts.

Pendant la nuit suivante, les embarcations péruviennes, encore en nombre très considérable, préparèrent une surprise contre les navires du blocus; ils voulaient sans doute leur appliquer quelques torpilles. Mais les chaloupes chiliennes sortirent à leur rencontre, les arrêtèrent dans leur marche, les poursuivirent à coups de canon et de carabine, et les obligèrent à virer de bord en toute hâte pour chercher leur salut près de terre. Les batteries du port ouvrirent aussi leur feux sur les chaloupes chiliennes, mais l'obscurité de la nuit, qui augmentait la confusion du combat, rendit leurs coups à peu près inefficaces; les Chiliens n'eurent qu'un seul blessé, tandis que les pertes des Péruviens malgré l'obstination de la presse à les dissimuler durent être bien plus considérables. Après ce second revers, non moins inattendu que le premier, les défenseurs du Callao, convaincus qu'ils ne pouvaient tromper la vigilance de l'ennemi, s'abstinrent désormais de coups de surprise de ce genre.

L'opiniâtreté des Péruviens à prolonger cette guerre, malgré tous les désastres qu'ils avaient subis, la jactance de leur presse et de leurs proclamations, qui ne parlaient que des triomphes qu'ils allaient bientôt remporter, l'application de torpilles par des moyens réprouvés même en temps de guerre, en ce qu'ils n'exposent à aucun danger ceux qui les lançent, avaient décidé le gouvernement chilien à procéder avec plus d'énergie, comme nous le raconterons plus loin. C'est ainsi qu'il ordonna le bombardement des ports voisins du Callao défendus par des troupes, et où s'organisaient les torpilles.

Afin d'exécuter ces ordres, le 22 septembre la frégate *Cochrane* mouilla en face de Chorillos, la canonnière *Pilcomayo* devant Chancay, et la frégate *Blanco Encalada* vis-à-vis d'Ancon; et ces navires commencèrent le bombardement de ces trois ports. Les deux derniers éprouvèrent quelques dommages, mais il n'en fut pas de même du premier qui était le plus important des trois. Chorillos est situé sur une hauteur et protégé au sud par des collines plus élevées encore. Le *Cochrane*, pour éviter les torpilles que l'on disait exister dans la baie, dut se poster à une distance considérable de terre et diriger ses feux en haut, et par conséquent avec un pointage si peu sûr que de quatre-vingts bombes qui furent lancées, treize seulement tombèrent dans la ville et y causèrent quelques dommages. Les Péruviens avaient placé sur ces hauteurs dix canons de campagne, mais leurs coups, lors même qu'ils eussent été mieux dirigés qu'ils ne le furent, ne pouvaient causer de grandes avaries à un vaisseau dans les conditions où se trouvait la frégate cuirassée *Cochrane*. Un seul de leurs coups la toucha et lui occasionna une avarie insignifiante dans ses œuvres de bois.

Ainsi donc, le bombardement du 22 septembre n'eut d'autre résultat positif que d'exalter la vanité nationale des défenseurs de ces ports. On crut fermement que les canons de campagne placés à Chorillos avaient avarié sérieusement la frégate chilienne, et la presse de Lima, si disposée à convertir en triomphes insignes les plus grands désastres de ses armes, ne manqua pas de pousser des cris de victoire. « La marine du Chili, disait à ce sujet le journal officiel de la dictature péruvienne, a ajouté hier une nouvelle page de honte à son histoire ignominieuse de la présente guerre ». Et ensuite, attribuant à Piérola ce triomphe imaginaire : « Chorillos doit son salut à l'énergie et à l'activité du chef de l'État, environné de nos marins et de nos soldats, qui ont démontré de nouveau ce que le pays doit attendre d'eux pour punir, en un jour qui n'est pas loin, ces ennemis perfides qui nous ont si gratuitement attaqués, de leur insolence et de leur crime. »

« Ce que le gouvernement a conçu et exécuté, disait un autre journal de Lima, *La Patria*, le pays doit le considérer comme une révélation de ce que l'on concevra et exécutera

pour sa défense lorsqu'arrivera le jour de la vengeance. Le pays doit donc conserver une confiance inébranlable dans le triomphe définitif, et telle sera la récompense de ceux qui ne se seront pas défiés de leurs propres efforts. Non, le Pérou ne peut-être vaincu dans la guerre actuelle, parce que le Pérou défend la justice, et que la justice c'est Dieu. »

Les illusions du gouvernement de la dictature et du peuple de Lima, après ce prétendu triomphe, se changèrent enfin en une véritable démence. Le journal officiel de Piérola, dans son numéro du 4 octobre, prophétisait que le président du Chili devait être à cette heure, ignominieusement déchu, victime d'une révolution populaire, et, chose plus forte encore, il avait la générosité de plaindre cet « homme infortuné. » « L'explosion d'un si juste ressentiment, disait-il à ce propos, a dû être terrible au Chili, et il est difficile que le gouvernement chancelant de Pinto ait pu y résister. A cette heure, le malheureux président aura descendu les marches du palais de Santiago, emportant le remords d'avoir déchaîné dans son pays les orages populaires dont il a été la première victime... Le Chili se trouve maintenant sur une pente où rien ne peut dorénavant l'arrêter. L'heure du désenchantement, du châtiment a sonné pour lui... Si le repentir et un noble propos de réparer les dommages causés par son ambition insensée ne font pas entendre au Chili leurs avertissements, il recevra bientôt un châtiment exemplaire bien mérité ». Le journal officiel du Pérou finit par recommander au Chili de profiter « des bons offices d'une nation amie » pour implorer la clémence de son heureux rival.

Alors que cela s'écrivait à Lima dans le journal officiel de la dictature, doit-on s'étonner que les agents du Pérou à l'étranger aient publié chaque semaine un triomphe fantastique de ses armées? Y avait-il le moindre sérieux dans un gouvernement qui s'était tracé une pareille ligne de conduite?

Après ces combats, le blocus du Callao et des ports voisins retomba dans une longue période de monotonie et de calme, que n'interrompirent pas les nouveaux efforts des autorités péruviennes pour appliquer des torpilles aux navires chiliens. Le 10 octobre, la frégate *Cochrane* fit éclater à 200 mètres de son bord une torpille automatique lancée contre

elle. Deux jours plus tard, la canonnière *Pilcomayo* coulait à Ancon une balandre péruvienne qui paraissait cacher un engin de guerre de la même espèce. La vigilance intelligente des marins chiliens allait rendre inutiles tous les coups de surprise que l'on préparait contre eux.

En ce moment les opérations de la guerre attiraient aussi l'attention des belligérants sur d'autres points. C'est ce dont nous allons parler dans les chapitres suivants.

CHAPITRE IV

OPÉRATIONS ET PRÉPARATIFS MILITAIRES SUR TERRE, DE JUILLET A SEPTEMBRE 1880.

Expédition d'une faible division chilienne à Tarata; elle détruit et disperse les bandes péruviennes. — Le dictateur du Pérou appelle aux armes toute la population de Lima, et il crée l'armée de réserve. — La presse accueille cette idée avec enthousiasme. — Le gouvernement péruvien annonce partout sa prochaine victoire sur les Chiliens. — L'archevêque de Lima offre au gouvernement le trésor et les ornements des églises. — Importance réelle de cette offre. — Singulière organisation donnée à l'armée de réserve. — Menaces continuelles contre le Chili ; elles redoublent après la première revue de la réserve. — Organisation de l'armée d'Arequipa. — Préparatifs du Chili pour la campagne de Lima. — Fausses nouvelles qu'on faisait circuler à Lima au sujet de ces préparatifs.

Après les batailles de Tacna et d'Arica, l'armée victorieuse resta campée dans ces deux villes pour se reposer des rudes fatigues de la campagne précédente. Les marches pénibles à travers les sables brûlants du désert, les privations qu'il avait fallu supporter, et jusqu'à l'épuisement des bêtes de charge, tout exigeait quelque temps de repos sous un climat qui, en cette saison (juin et juillet), était assez doux. L'ennemi avait abandonné cette région, et tout faisait croire pour le moment que le gouvernement, éclairé par ses nouveaux revers, se déciderait à mettre fin à une guerre qui lui avait coûté tant de sacrifices inutiles et des défaites si répétées.

Un jour, on apprit au camp de Tacna qu'une bande ennemie avait attaqué à l'improviste quatre officiers et un médecin de l'armée en excursion dans les environs de la montagne voisine. Pris au dépourvu, deux des officiers avaient été faits prisonniers; mais ceux qui s'étaient sauvés avaient

pu apporter la nouvelle de cette surprise bien inattendue. Le détachement qui se mit à la poursuite de cette bande ne parvint pas à l'atteindre. Mais on sut bientôt que quelques forces péruviennes s'étaient réunies dans le village de Tarata, au milieu des montagnes, et qu'elles préparaient d'autres attaques de même nature.

Le général Baquedano donna immédiatement l'ordre de diriger un détachement sur ce point. Cette colonne, composée d'un bataillon d'infanterie, de 75 hommes de cavalerie et de deux canons, se mit en marche le 19 juillet sous les ordres du colonel don Orozimbo Barbosa. La marche était excessivement pénible et périlleuse. Les montagnes offraient à chaque pas d'étroits défilés où l'artillerie ne passait que fort difficilement, mais où il était facile à l'ennemi d'organiser la résistance ou de préparer une surprise. Le colonel Barbosa avança pourtant pendant plus de deux jours sans rencontrer autre chose que quelques vestiges laissés par des partisans péruviens qui semblaient fuir en se repliant sur Tarata.

Le troisième jour de marche, c'est-à-dire le 21 juillet, et lorsqu'on n'était plus qu'à une lieue et demie du village, la colonne chilienne fut arrêtée, près d'un passage assez escarpé, par une fusillade bien nourrie quoique mal dirigée. Embusqué derrière des rochers, qui le rendaient presque invisible, l'ennemi occupait d'excellentes positions, et il fermait entièrement le chemin qui conduit à Tarata. L'artillerie ne pouvait faire feu de l'endroit où se trouvait le colonel Barbosa, et il fallut chercher un autre moyen de déloger l'ennemi. Un détachement de 200 hommes d'infanterie et de 50 cavaliers fit un pénible détour par les montagnes, alla occuper les environs de la ville afin de prendre l'ennemi entre deux feux, et le reste de la division commença à escalader le défilé. Après une fusillade de trois quarts d'heure, les forces péruviennes se débandèrent et prirent la fuite laissant 26 morts et 24 prisonniers, parmi lesquels leur chef, le colonel don Leoncio Prado, fils de l'ex-président du Pérou, et un sous-lieutenant. Le reste des troupes péruviennes parvint à échapper à la poursuite, grâce à l'escarpement des montagnes, mais Tarata fut ouvert aux vainqueurs. On peut juger de ce que valaient les troupes péruviennes qui défendaient cet

endroit, lorsqu'on saura que, malgré les positions avantageuses occupées par l'ennemi, les Chiliens ne perdirent qu'un seul homme dans le combat.

Ayant occupé Tarata le jour même, le colonel Barbosa avança jusqu'à Ticaco; il envoya des détachements dans plusieurs directions sans rencontrer d'ennemis, et il resta en cet endroit jusqu'à ce qu'il eût pu se convaincre qu'il n'y avait plus dans tous les alentours un seul homme capable d'organiser ou d'opposer la moindre résistance[1]. En effet, à partir de ce jour, on ne vit plus une seule bande dans un rayon de plusieurs lieues auprès des territoires occupés par les Chiliens. Les troupes péruviennes qui, à cette époque, cherchaient à se réorganiser étaient bien loin de là, à Lima et à Arequipa.

En effet, le dictateur Piérola déployait alors la plus grande activité pour organiser une armée formidable dans la capitale du Pérou. On savait qu'on parlait au Chili d'une expédition prochaine et inévitable sur Lima, qu'on formait de nouveaux corps de troupes dans ce but, et que l'opinion demandait une action énergique et décisive dans la marche des opérations; et quoiqu'on n'ajoutât pas entièrement foi à ces nouvelles et que la presse ne cessât de répéter que le Chili n'était pas en état de se lancer dans une entreprise aussi importante, le gouvernement de la dictature voulait être prêt à toute éventualité.

Il y avait alors entre Lima, Callao et les alentours une armée effective de dix ou douze mille hommes, qui pouvait facilement être portée au double ou même plus au moyen de nouvelles levées de troupes dans ces villes ou dans les provinces voisines. Sans doute, pour résister aux troupes chiliennes qui, pendant le cours de la guerre, avaient fait preuve d'une solidité et d'une discipline incontestables, il fallait une armée régulière, des soldats habiles à la manœuvre et au maniement des armes, des chefs compétents et animés d'un véritable esprit militaire. Mais il fallait aussi pour cela des ressources d'argent que le gouvernement du Pérou n'avait pas à sa dis-

1. Le plan que nous avons adopté pour cet ouvrage ne nous permet pas d'entrer dans plus de détails sur cette expédition. Le lecteur peut les trouver dans une intéressante relation publiée dans les journaux de Santiago du mois d'août 1880.

position. La prise de possession par les Chiliens des salpêtrières de Tarapaca et de presque tous les dépôts de guano, d'un côté, l'occupation ou le blocus des principaux ports de la république, de l'autre, avaient presque complètement tari la source de ses revenus. Outre cela, le Pérou subissait alors les conséquences de trente années d'imprévoyance et de désordres financiers ; il lui était impossible de contracter un emprunt soit à l'intérieur, soit à l'extérieur. Le papier-monnaie était tombé en discrédit, et de nouvelles émissions auraient encore aggravé, si c'eût été possible, une si déplorable situation. Dans le change sur l'Europe la valeur de la piastre était descendue à cinq ou six pence (de 55 à 60 centimes). Le commerce traversait une crise terrible que la guerre aggravait encore. En présence d'un pareil état de choses, Piérola dut renoncer à l'idée d'organiser une véritable armée, qui, même en admettant qu'on ne payât pas les soldats, eût exigé des dépenses auxquelles il lui était impossible de faire face. Il se borna donc à augmenter les troupes autant que le permettaient les circonstances, et il appela tous les citoyens aux armes, créant ainsi l'institution qui prit le nom de « l'armée de réserve. »

Tel fut l'objet du fameux décret du 27 juin 1880, qui enjoignait à tous les habitants de Lima de prendre du service. Mais il fallait que cet appel aux armes fût accompagné de quelque pompeuse affirmation de la puissance et des ressources militaires du Pérou, c'est pourquoi il commençait par ces lignes : « Nicolas de Piérola, chef suprême de la République, et protecteur de la race indigène, — Considérant que la ville de Lima possède plus d'éléments qu'il ne lui en faut pour repousser elle-même toute tentative d'agression de la part de l'ennemi, et qu'il est convenable de la mettre en état de le faire sans efforts; qu'il importe de la préserver d'une attaque et de permettre au gouvernement de se servir de l'armée active de manière à pousser les opérations avec toute la rapidité désirable, je décrète, etc., etc. »

On déclarait ensuite la ville et la province de Lima sur le pied de défense militaire, et on ordonnait que tout péruvien y résidant, de l'âge de seize à soixante ans, sans distinction de condition, de classe ou d'emploi, s'enrôlerait dans le délai

de quinze jours dans la réserve mobilisable ou sédentaire; tous les réservistes étaient tenus d'assister tous les jours à l'exercice, depuis dix heures du matin jusqu'à deux heures de l'après-midi, et pendant ce temps, les magasins, les boutiques et les établissements industriels devaient être fermés. La pénatité applicable aux réfractaires devait être terrible. Seuls, les ecclésiastiques, les médecins, les pharmaciens, les employés des hôpitaux et quelques fonctionnaires de l'administration publique étaient exemptés du service. Par le même décret, le dictateur exigeait la livraison de toutes les armes qui se trouvaient en la possession des particuliers, avec menace d'être considérés comme traîtres à la patrie et punis comme tels « à ceux qui ne les livreraient pas ou n'en dénonceraient pas les détenteurs ». Cette dernière mesure était bien superflue, car le Pérou avait d'abondants dépôts d'armes et il continuait à recevoir de nouveaux envois par les ports du nord.

La presse de Lima applaudit à ce décret avec autant d'enthousiasme qu'elle l'eût fait pour célébrer la plus éclatante victoire. Le Pérou est sauvé! se disait-on partout. Rendant compte de cet enthousiasme, le journal officiel de la dictature s'exprimait en ces termes : « L'appel que le chef suprême a fait aux habitants de la province de Lima pour organiser la défense de la capitale, a été accueilli avec tout l'enthousiasme patriotique auquel on devait s'attendre dans les circonstances actuelles... La confiance que leur attitude inspire au gouvernement lui laisse non seulement toute sa liberté d'action, mais elle pourra donner davantage à réfléchir à nos envahisseurs, et les faire douter de la réalisation de leurs chimériques projets... Ce tendre et imposant appel satisfait en grande partie les aspirations du patriotisme, il répond aux exigences du présent et ranime le courage là où les derniers revers l'avaient affaibli ou anéanti. »

Les autres journaux poussaient encore plus loin leur confiance dans le succès et leurs menaces contre le Chili. « La guerre commence aujourd'hui, disait la *Patria* de Lima, puisqu'on la considère avec tout le sérieux qu'elle réclamait dès le principe. » « Les Chiliens, disaient les autres, trouveront fatalement leur tombeau à Lima. » Ces journaux paraissaient oublier que cette même menace avait été adressée aux

Chiliens, et dans les mêmes termes, avant la campagne de Tarapaca, et qu'on l'avait répétée avec une insistance toute particulière avant celle de Tacna. « Notre ferme conviction d'obtenir un prochain triomphe, disait *El Nacional* de Lima à ce sujet, vaut mieux que les escadres et que tous les canons de l'ennemi. »

Depuis cette époque, le gouvernement de la dictature se montra plein de la confiance la plus absolue dans la puissance de ses ressources et dans son prochain triomphe. Ce fut l'origine d'un vrai déluge de notes et de circulaires lancées de tous les bureaux du gouvernement, dans le but d'annoncer partout la défaite inévitable des Chiliens dans la prochaine campagne[1]. Le ministre des cultes s'adressa à l'archevêque de Lima pour lui donner cette assurance dans les termes ci-après : « Le gouvernement ayant la ferme conviction de notre triomphe, est résolu à ne s'arrêter devant aucune considération ni devant aucune espèce d'obstacle, afin de réunir tous les éléments nécessaires pour le combat, et à poursuivre ce résultat sans repos ni trêve, sans reculer devant aucun sacrifice de temps ni d'argent. Quelles que soient les difficultés que

1. Il paraît que les religieuses de Lima, voyant les choses avec plus de lucidité que le gouvernement, ne partageaient pas sa confiance dans la victoire, et prenant au pied de la lettre toutes les absurdes exagérations de la presse, elles étaient persuadées que les Chiliens allaient envahir et saccager leurs cloîtres. Le sous-préfet de Lima voulut calmer leur inquiétude en leur annonçant la victoire sûre et prochaine des armes péruviennes; et dans ce but, il adressa aux abbesses de tous les monastères la circulaire suivante : « A la supérieure du couvent de... Ma révérende Mère, la médisance, toujours pleine de ressentiment contre les innocents et les gens vertueux, répand des nouvelles alarmantes qui irritent ou inquiètent les esprits, et qui se propagent jusque dans les cloîtres, où elles obtiennent plus facilement créance, à raison de la difficulté qu'on y éprouve à se mettre au courant de la politique. Le désir de tranquilliser l'esprit de votre Révérence et des dignes épouses de Jésus-Christ qui forment la communauté de cet inviolable asile, m'a décidé à m'adresser à Elle pour la rassurer, en lui déclarant qu'elle n'a à craindre aucune profanation de ses cloîtres par suite de la guerre, car la capitale est parfaitement en état de contenir l'ennemi, dans le cas où celui-ci, dans sa criminelle perfidie, essayerait de l'attaquer. Nos désastres du sud ne se renouvelleront pas à Lima; que votre Révérence en soit persuadée et qu'elle vive en paix auprès de ses vertueuses sœurs, en implorant du Tout-Puissant le prochain triomphe de nos armes.

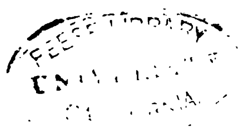
« J'ai l'honneur d'être, etc.

« Mariano C. Bustamante. »

nous ayons à surmonter, la résistance n'aura d'autres limites que celle de l'existence même des Péruviens, et si l'ennemi veut nous vaincre, qu'il sache dès à présent que pour assurer son triomphe, il devra ne pas laisser un seul homme debout dans tout le Pérou. »

La confiance en la victoire avait également gagné l'archevêque de Lima. En réponse à la note du gouvernement, il se félicite de la ferme résolution de vaincre qu'avait prise le chef suprême de l'État, persuadé, ajoute-t-il, que Dieu accordera définitivement la victoire au Pérou. A cet effet, il offrait au gouvernement les ornements précieux des églises; mais il exigeait en même temps que les dames offrissent leurs bijoux et les personnes riches une partie de leur fortune. » « L'Église offre les trésors de ses temples, dit-il à ce propos, est-ce trop demander que les dames offrent les leurs, que les gens riches donnent une partie de leur fortune, que tous apportent leur offrande, si faible qu'elle soit, pour conserver sans tache le front de la patrie et le couvrir de lauriers à la fin de la journée? » Nous verrons plus tard ces mêmes exigences se renouveler en des termes menaçants. La presse de Lima, excitant les mauvais instincts de la plèbe, qui constituait la force du pouvoir de la dictature, stigmatisa les capitalistes péruviens qui ne se défaisaient pas de leur fortune en faveur du pays, en les appelant des voleurs enrichis par la spoliation du trésor public; elle provoquait ainsi imprudemment les crimes et les pillages qui devaient suivre la défaite.

La mystérieuse réserve du gouvernement de la dictature dans tout ce qui avait rapport à l'administration des fonds publics, car il n'avait à rendre compte à personne des dépenses qu'il faisait, ne nous permet pas de juger de l'importance de cette offre des ornements des églises, dont on fit néanmoins beaucoup de bruit pour provoquer de nouvelles offrandes et pour inspirer de la crainte et de la défiance à l'ennemi. Mais nous avons des raisons de croire qu'elle n'apporta pas un grand contingent de ressources au trésor péruvien. Les églises de ce pays, fort riches sous le régime colonial, étaient bien déchues de leur ancienne splendeur. La guerre de l'indépendance, en premier lieu, et ensuite de continuelles guerres civiles avaient consommé une grande partie de leurs



trésors ; mais leur plus redoutable ennemi avait été le gaspillage, qui avait pénétré depuis longtemps dans toutes les branches de l'administration publique. Nous croyons cependant que les biens des églises fournirent quelques ouvrages d'orfèvrerie qui servirent au dictateur à tenter une opération financière aussi compliquée qu'infructueuse, par laquelle il espérait donner quelque valeur au papier-monnaie. Cette opération consistait à faire frapper quelques milliers de piastres en argent, de la valeur de vingt sous chacune, sous le nom d'*incas* et avec cette inscription en rapport avec les circonstances : *Prospérité et puissance par la justice* [1].

L'exécution des décrets du dictateur touchant l'organisation de la réserve ne se fit pas attendre longtemps. Don Juan M. Echeñique, « colonel d'infanterie de l'armée, préfet du département de Lima et commandant en chef de l'armée de

1. Les deux faits que nous allons rapporter feront mieux comprendre la déplorable situation financière du gouvernement de la dictature.

Il y avait alors au Chili plus de 3,000 prisonniers péruviens, officiers, soldats et marins, auxquels leur gouvernement devait plusieurs mois de solde. Le gouvernement du Chili s'était chargé de les nourrir et de les loger moyennant douze piastres mensuelles par soldat, vingt-trois par officier au-dessous du grade de capitaine, et vingt-huit piastres par capitaine ou oficier supérieur, ce qui occasionna un déboursement considérable. Durant près d'une année et plus que dura la détention des prisonniers de Tacna et de Tarapacá, ils ne reçurent qu'un seul envoi de deux mille livres sterling, qui ne suffisait même pas à payer un demi-mois de solde à chacun d'eux. Le gouvernement de Bolivie, de son côté, n'envoya jamais une seule piastre à ses prisonniers.

Voici l'autre fait. L'ancien archevêque de Lima, Mgr Joseph de Goyeneche, décédé en 1871, avait laissé une fortune colossale de plusieurs millions, et il avait légué 50,000 piastres aux établissements de bienfaisance de Lima et 150,000 à ceux d'Arequipa. Le dictateur Piérola, par décret du 6 juillet 1880, considérant, dit-il, que l'immense fortune de la famille de l'archevêque s'est faite au Pérou, que le prélat a eu l'usufruit du riche siège archiépiscopal de Lima et du siège épiscopal d'Arequipa, que l'intégrité, l'honneur et l'autorité du Pérou sont compromis dans la guerre, et enfin que la dictature est revêtue de pouvoirs de toute espèce, entre autres de celui de législateur, et a par conséquent le droit « d'interpréter la volonté des testateurs », ordonne que le versement des 200,000 piastres de ces legs soit effectué dans trois jours, en argent comptant, d'après le taux de la circulation monétaire à l'époque du testament, et que cette somme soit appliquée aux besoins de la guerre, par voie d'emprunt, remboursable dans des temps meilleurs. Le versement devait se faire en or ou en argent monnayé, ou en bonnes lettres sur Londres, pour une valeur égale et sans perdre sur le change.

réserve », et don Julio Tenaud, chef d'état-major de cette même armée, ordonnèrent, à la date du 9 juillet, que du dimanche 11 au samedi 17 du même mois, tous les Péruviens habitant Lima se fissent inscrire dans leurs corps respectifs, sous les peines les plus sévères. L'inscription devait commencer, « pour lui donner plus de solennité », par une grande fête militaire, salves d'artillerie, musique, etc. D'après les dispositions de ce décret, la réserve formait dix divisions et deux brigades, composées chacune d'hommes de professions ou d'emplois analogues ou semblables [1].

1. Afin de mieux faire comprendre la curieuse distribution des soldats de l'armée de réserve du Pérou, nous copions ici intégralement les articles 2 et 3, du décret du préfet de Lima à la date du 9 juillet 1880. Les voici :

« Art. 2. Les citoyens de la 1re division, commandée par le colonel don José Unánue, et qui sera composée de MM. les députés, des juges, des avocats et des bacheliers, des employés de justice, des procureurs, des notaires et des clercs d'avoué et de notaire, se rassembleront au Palais de Justice.

« Ceux de la 2e division, aux ordres du colonel don Pedro Correa y Santiago, et composée des propriétaires, des banquiers, des chefs de maisons de commerce et de magasins et de tous leurs employés, se rassembleront à la place de San-Pedro.

« Ceux de la 3e division, commandée par le colonel don Serapio Orbegozo, et qui sera composée des professeurs et des étudiants, se réuniront dans les cloîtres de l'Université.

« Ceux de la 4e division, commandée par le colonel don Juan de Abaga y Puente, et qui sera composée des architectes, des entrepreneurs de travaux publics, des charpentiers et des maçons, se réuniront à la place de Santa-Ana.

« Ceux de la 5e division, commandée par le colonel don Juan Peña i Coronel, et qui sera formée par les tailleurs, les chapeliers, les cordonniers, les bourreliers et les nattiers, se réuniront à la place de San-Agustin.

« Ceux de la 6e division, commandée par le colonel don Ramon Montero, et qui se composera des orfèvres, des ferblantiers, des machinistes, des forgerons, des chaudronniers, des fondeurs et des meuniers, se réuniront à la place de Bolivar.

« Ceux de 7e division, commandée par le colonel don Dionisio Derteano, et qui se composera des employés de l'administration publique et des bureaux de bienfaisance, des journalistes, des typographes et autres employés d'imprimerie, se réuniront à la place principale.

« Ceux de la 8e division, commandée par le colonel don Juan Arrieta, et qui sera composée des confiseurs, des pâtissiers, des boulangers, des domestiques, des garçons d'hôtel, des aubergistes, des hôteliers, se réuniront à la place du théâtre.

« Ceux de la 9e division, commandée par le colonel Bartolomé Figari, et qui se composera des tapissiers, des peintres, des barbiers, des

La presse de Lima ne trouvait pas d'expressions pour louer convenablement les auteurs de ces dispositions. Suivant elle, ces décrets, ainsi que les démarches faites pour reconstituer la confédération péru-bolivienne, allaient porter l'étonnement et l'épouvante au Chili, en lui faisant voir combien il serait insensé de songer à attaquer Lima. « Le Pérou, disait *la Patria* du même jour, renaît à chacun de ses revers; il relève sa cause, en même temps qu'il pose les fondements d'une révolution colossale de la constitution internationale du continent... Mais on pourrait encore attribuer cette attitude au gouvernement; pour qu'il ne reste aucun doute sur les véritables sentiments du pays, Lima présentera dimanche prochain le spectacle le plus grandiose en accourant, à l'appel de l'autorité, s'enrôler dans l'armée destinée à la défense nationale. L'ordonnance indiquant le lieu de l'enrôlement a donné une seule et même impulsion à toute la ville, et il n'y en a pas un seul, parmi ses habitants, qui ne s'engage, quel que soit le

marchands ambulants et de tous ceux dont l'état n'est pas spécialement déterminé ici, se réuniront à la place de Santo-Domingo.

« Ceux de la 10e division, commandée par le colonel don Antonio Bentin, et qui sera composée des employés et des ouvriers du chemin de fer et des tramways, de ceux des entreprises du gaz et de l'eau potable, de même que les plombiers et les gaziers, se rassembleront à la place de Monserrate.

« Les citoyens de la brigade d'artillerie, commandée par le colonel Adolfo Salmon et qui se composera de la compagnie des pompiers de Lima, des carrossiers, de la compagnie Cosmopolite, des charretiers et des appareilleurs, se réuniront à la place de la Micheo.

« Les citoyens de la brigade de cavalerie, commandée par le colonel don Juan Francisco Elizalde, qui sera composée des porteurs d'eau, des propriétaires de remises et de leurs employés, des vétérinaires, des cochers et des pêcheurs, se rassembleront à la place de San-Lázaro.

« Art. 3. Tout citoyen qui ne serait ni chef ni officier de quelqu'un des corps en formation, est forcément obligé de s'inscrire dans le corps de métiers auquel il appartient, avec défense de le faire dans tout autre. »

Il est utile de donner ici quelques chiffres sur la population qui devait fournir les soldats de la réserve.

Selon le recensement de 1876, le département de Lima avait 226,992 habitants, et la ville 100,156. La population de la ville se composait de 15,398 étrangers, 19,630 indiens, 9,008 nègres, 23,120 métis, et 33,020 péruviens blancs. En lisant le décret du préfet de Lima on croirait que cette ville était une espèce de ruche, dans laquelle tout le monde avait une profession; mais selon le recencement de 1876 il y avait 62,243 personnes sans occupation avouée. On voit, que l'oisiveté était une des plus graves maladies du Pérou, et l'on comprendra que tant de désœuvrés ne songeassent qu'à la politique et à la révolte.

poste qui lui est assigné. La réponse la plus éloquente aux illusions et à la vanité chiliennes, c'est l'organisation d'une magnifique armée de réserve, qui, dans un bref délai, deviendra une réalité; cette armée doit être le précurseur de la bonne fortune qui couronnera enfin la cause de la justice et compensera la mauvaise chance qui jusqu'à présent a fait triompher l'ennemi. »

Les journaux avaient annoncé que la réserve s'élèverait à 50,000 hommes. Néanmoins, les inscriptions effectuées en vertu des décrets, montèrent nominalement à 18,000 hommes et se réduisirent à un effectif de 15,000, d'après les calculs les plus exacts. L'assiduité aux exercices, qui étaient annoncés par les cloches de la cathédrale, fut exemplaire pendant quelques jours; mais l'enthousiasme des uns, la frayeur qu'inspiraient aux autres les peines dont ils étaient menacés, commencèrent bientôt à disparaître, et les absences devinrent si nombreuses et si répétées, que le gouvernement dut menacer de nouveau les soldats de la réserve des châtiments les plus sévères, mais sans obtenir plus que les chefs le résultat qu'il attendait de ces menaces. Les exercices de l'armée appelée réserve commencèrent à Lima le 18 juillet. Les soldats reçurent de bonnes armes et quelques corps arrivèrent à s'en servir passablement; mais rien ne put établir cette solide discipline à laquelle des troupes organisées dans de pareilles conditions n'ont jamais pu atteindre.

Deux mois après, l'opinion publique était pourtant persuadée que le Pérou était non seulement prêt à repousser une invasion de l'ennemi, mais aussi à envahir le Chili et à en occuper militairement la capitale Santiago. « Qu'on juge, disait un journal de Lima, le 22 septembre, quels doivent être le dépit et la fureur des Chiliens, en reconnaissant qu'ils ont perdu leur temps, leur sang et leur argent en coups inutiles et que lorsqu'ils croyaient avoir écrasé le Pérou, celui-ci se relève, plus fier et plus imposant que jamais... Ainsi qu'une bande de voleurs qui guettent le moment opportun de se jeter sur la proie convoitée, les Chiliens se croient aux portes de Lima; mais comme la justice, comme la force vengeresse qui poursuit le criminel jusque dans les profondeurs de sa retraite pour lui faire expier ses crimes, nous sommes plus près de Santiago qu'ils ne le sont de Lima. »

Cette confiance aveugle dans la force irrésistible du Pérou et dans le triomphe de ses armes lors de la prochaine campagne, augmenta encore après le 24 septembre. Ce jour-là, anniversaire de la patronne des armes nationales, le dictateur passa une revue magnifique qui remplit toute la population de Lima d'enthousiasme, et qui, d'après un journal, « montra sa puissance et la grandeur de son patriotisme... » « Tout citoyen, ajoutait-il plus loin, est aujourd'hui un soldat qui n'a d'autre objectif qu'une guerre à mort aux hordes envahissantes. Le désir de combattre est unanime, et l'on craint seulement que nos perfides adversaires ne s'approchent jamais des postes de la capitale où leur perte est déjà préparée. Un peuple qui a de tels sentiments est un peuple invincible. Il possède en lui tous les secrets de la victoire et toutes les splendeurs de la liberté. C'est le Paris de 93 qui envoie les meilleurs de ses fils contre les armées aguerries du despotisme, pour les détruire dans les champs de Jemmapes et de Valmy. C'est Moscou, qui par l'incendie de ses palais, arrête au milieu de ses triomphes Napoléon stupéfait et épouvanté. »

De cette orgueilleuse confiance dans la force de leurs armées, les journalistes péruviens, s'enthousiasmant chaque jour davantage, en vinrent bientôt aux plus violentes menaces. « Le Pérou, disait un journal, le 25 septembre, s'est levé comme un seul homme, et la capitale de la République a vu s'accomplir le plus grand des prodiges de la vie démocratique : le peuple se défendant par lui-même. Le Chili peut-il, en réparation de ses crimes, offrir au monde un spectacle semblable? Le Chili pourra-t-il jamais élever au rang de citoyen libre ce type de perversité morale, qui est son modèle, et qui s'appelle le *roto*?... Sont-ce ces hordes de sacrilèges, de violateurs, d'incendiaires et d'assassins, qui forment la fleur de ses troupes, que le Chili lancera contre nous pour saisir ce butin tant célébré par ses orateurs aux cris de : A Lima !... Qu'ils viennent ! un châtiment terrible, historique et exemplaire les attend ! »

Et renforçant ce ton provocateur et menaçant, le 30 septembre on écrivait ce qui suit : « Le sentiment national veut que la résistance à l'ennemi n'ait ni trêve ni repos, qu'on ne 'occupe ni du nombre, ni des armes; que chaque ville, cha-

que village, chaque citoyen se défende contre le Chili, comme on défend l'honneur et la vie, comme on défend la civilisation contre la barbarie. L'honneur national veut que dans la présente guerre, le monde voie l'immense supériorité morale du Pérou sur le Chili, supériorité qui a toujours existé et qui subsiste encore. Il faut châtier d'une main vigoureuse les attentats du Chili contre les droits les plus sacrés; il ne faut plus user davantage avec lui d'une générosité qui le pousse à commettre de plus grands crimes; il faut déployer toute la vigueur de la justice indignement traitée pour que le châtiment du Chili soit terrible et exemplaire. Pour y arriver, et aller encore plus loin, s'il le fallait, nous avons deux vaillantes armées qui ont été organisées dans la capitale au moyen des contingents fournis par les autres départements; nous avons la réserve, et une autre armée dans le sud, petit nuage qui dans peu de temps déchargera sur les armées du Chili une horrible tempête [1]. »

Le petit nuage auquel il est fait allusion dans les lignes précédentes était un corps de quatre ou cinq mille soldats organisés d'une manière telle quelle, et réunis à Aréquipa.

En effet, le Pérou complétait alors avec moins d'ostentation et aussi avec de moins bons résultats une autre armée sur le territoire d'Aréquipa. On craignait que ce ne fût réellement là le théâtre choisi par les Chiliens pour une nouvelle campagne, et l'on pensait parvenir à mettre cette ville et toute la province en état de repousser l'invasion avec les troupes échappées aux premiers désastres et avec les contingents que pouvaient fournir les provinces voisines. On convint tout d'abord de donner à ces troupes la dénomination de « première armée du sud », nom fatidique durant tout le cours de la guerre. C'était celui que portait le corps qui, sous les ordres du général Buendia, avait été battu à Tarapaca; et plus tard, on avait donné le même nom aux forces alliées qui avaient péri à Tacna. Mais le gouvernement de la dictature croyait effacer jusqu'au souvenir de ces revers par des puérilités, et au lieu d'appeler les

1. Tout en craignant de fatiguer nos lecteurs, nous avons rapporté ces citations et ces fragments des journaux de Lima comme le meilleur moyen d'en faire connaître le ton hautain et menaçant et la folle confiance dans la force de leurs armées.

troupes d'Aréquipa troisième armée du sud, il continua à les désigner comme nous l'avons indiqué.

Depuis la fin de juin, les débris de l'armée de Tacna, après la marche la plus pénible que l'on puisse imaginer dans les défilés des montagnes, étaient arrivés par groupes jusqu'à la ville de Puno, où ils avaient le chemin de fer pour Aréquipa. Ils étaient au nombre de 1,500, dans le plus affreux dénûment, démoralisés par la défaite, épuisés de fatigue et peu disposés à rétourner au combat. La presse de l'endroit, prenant le ton emphathique des publicistes de Lima, les comblait tous d'éloges, même les bataillons qui, à Tacna, avaient tourné le dos à l'ennemi dès le commencement de la bataille, et qui, pour cette raison même, arrivaient à Aréquipa presque au complet, et elle les excitait tous à combattre de nouveau. » Ces forces, reliques sacrées de notre première armée, disait-on, se remettent de leurs fatigues pour entreprendre une nouvelle guerre, aussi terrible que l'infamie sans pareille des Chiliens. Vous tous qui avez juré au pied de l'étendard national, de défendre l'intégrité de la patrie, retournez au plus tôt affronter les balles ennemies, jusqu'à la délivrance de notre territoire profané par l'envahisseur. » Le chef des forces vaincues, et chacun des vingt-trois colonels que l'accompagnaient, avait sa part dans les pompeux éloges que l'on prodiguait. « Des capitaines comme le général Montero, disait-on, sont l'immortel honneur de nos légions. » Toutefois, bien peu de temps après, Montero et quelques-uns des colonels qui l'avaient suivi, continuaient leur route vers Lima. Aréquipa garda les débris des vaincus, et bientôt après elle y ajouta les corps qui formaient la division dite du colonel Leiva, sur laquelle les défenseurs de Tacna avaient fondé tant d'espérances peu de temps avant la défaite. Là se réunirent également d'autres contingents qui complétèrent le nombre de quatre ou cinq mille hommes, bien que les journaux de la ville aient parle d'un effectif presque double. Malgré la présence à Aréquipa d'un certain nombre de chefs militaires, colonels ou lieutenants-colonels, le véritable commandant était le préfet du département, le docteur don Pedro A. del Solar, ami intime et dévoué partisan de Piérola.

L'armée du Chili était d'ailleurs provoquée à Aréquipa

dans les mêmes termes violents et injurieux qu'employait la presse de Lima. Là aussi on allait répétant : « Que les Chiliens viennent quand ils voudront, ils trouveront ici leur tombeau ! phrase tant de fois répétée, comme nous l'avons déjà dit, à Iquique, à Tacna, à Lima et dans toutes les villes du Pérou où se publiait un journal. On croyait à Aréquipa, qu'au moment du danger, le chemin de fer de Puno, qui arrive près des frontières de la Bolivie, amènerait de ce pays quelques milliers de soldats prêts à défendre l'alliance. Néanmoins, lorsque un peu plus tard on annonça comme chose certaine que les Chiliens préparaient une expédition sur Aréquipa, non seulement personne ne se remua en Bolivie, mais la presse de ce pays accusa le gouvernement du Pérou d'imprévoyance, parce qu'il les laissait, eux (les Boliviens), exposés à supporter les conséquences d'une invasion.

Mais le Chili n'avait pas pensé un seul instant à une pareille expédition. Il savait parfaitement que, malgré les menaces de la presse d'Aréquipa, elle ne présentait pas de sérieuses difficultés ; mais il ne voulait pas entreprendre une campagne qui n'aurait servi qu'à satisfaire une puérile vanité. Le Chili cherchait dans la guerre le moyen d'arriver à une paix solide et durable avec le moins de sacrifices possible et il repoussait toute combinaison qui ne conduisait pas à ce résultat.

Deux avis différents se partageaient l'opinion publique au Chili. Les uns, et c'étaient les plus nombreux, voulaient que la guerre fût portée résolument sur Lima, afin de donner un seul coup, terrible et décisif, au centre de la puissance et des ressources de l'ennemi. L'entreprise, disait-on, doit coûter du sang et de l'argent, mais il ne faut pas la différer, afin d'éviter de plus grands sacrifices d'hommes et des dépenses plus considérables.

D'autres pensaient que le Chili devait garder les positions conquises dans les deux campagnes précédentes, harceler l'ennemi par le blocus de ses ports, lui démontrer son impuissance à sortir de ses retranchements pour reprendre les provinces qu'il avait perdues, et l'obliger enfin à demander la paix. La dictature péruvienne, disaient ceux-ci, se soutient parce que le Pérou a l'espoir de battre les armées chiliennes, si elles vont le chercher jusque dans son camp retranché. Le

jour où le Chili déclarera qu'il ne veut pas l'attaquer, elle comprendra qu'elle n'a ni la force, ni les ressources nécessaires pour sortir de ses positions, et encore moins pour recouvrer les territoires perdus. Ce plan, ajoutaient-ils, sera peut-être moins brillant et moins rapide, mais il est plus sûr et plus économique.

Le gouvernement entendit ces opinions, mais quand il vit que la grande majorité du pays, représentée par la presse et par les chambres, optait pour la marche sur Lima, il se décida à tenter l'entreprise et se mit résolument à l'œuvre. Pour réussir, il fallait envoyer à Lima une armée de 25,000 hommes, parfaitement armés et équipés, et pourvus de tout ce dont ils pouvaient avoir besoin durant l'expédition, laisser entre Tarapaca, Tacna et Arica une division de 6,000 hommes, pour parer à toute éventualité, et avoir au Chili une réserve de 10 à 12,000 soldats, prêts à accourir où besoin en serait. Sans bruit apparat, on procéda à la mobilisation de nombreux bataillons de garde nationale, leur donnant pour premiers ou pour seconds chefs des officiers qui avaient déjà fait leurs preuves; on créa de nouveaux corps, et l'on déploya une telle activité pour les instruire et les discipliner, qu'en moins de trois mois, ils étaient en état d'entrer en ligne. Toutes les provinces rivalisèrent d'ardeur pour envoyer leur contingent, en plus de celui qu'elles avaient fourni dès le commencement de la guerre. Grâce à cet enthousiasme et à l'action énergique de l'administration, le personnel requis pour l'exécution du plan fut au complet dans le plus bref délai.

Mais tout cela n'aplanissait encore qu'une partie des difficultés. Pour transporter cette armée, les vaisseaux de l'escadre n'étaient pas suffisants, d'autant plus qu'il fallait en laisser quelques-uns continuer le blocus d'un certain nombre de ports du Pérou. Le gouvernement acheta ou loua tous les vapeurs qu'il put trouver sur la côte du Pacifique pour faire des transports ; et lorsque les navires de cette espèce lui manquèrent, il prit aux mêmes conditions des navires à voiles pour les faire remorquer par les premiers.

Les armes et les munitions ne manquaient pas, mais il fallait organiser les nombreux services et l'administration militaires. Le ministre de la guerre, don José Fran-

cisco Vergara, se rendit à Tacna pour activer les préparatifs de la campagne, et ce fut là qu'arrivèrent successivement les contingents de troupes et de matériel partis de Valparaiso. Le général en chef, don Manuel Baquedano, répartissait l'armée de manière à l'avoir prête au moment du départ. Mais ce n'est pas ici le lieu de parler de ces préparatifs, que nous devons raconter plus tard.

Ces travaux, entrepris et exécutés avec la confiance la plus inaltérable, préoccupaient, tout naturellement, l'opinion publique, et ils furent l'objet de nombreuses discussions au congrès et dans les journaux. L'impatience portait un certain nombre de ces derniers à faire des reproches au pouvoir qu'ils accusaient de lenteur dans la direction des opérations et dans l'achèvement des préparatifs. Ces accusations furent plus d'une fois embarrassantes pour le gouvernement qui ne pouvait se décider à divulguer les préparatifs et les plans de campagne.

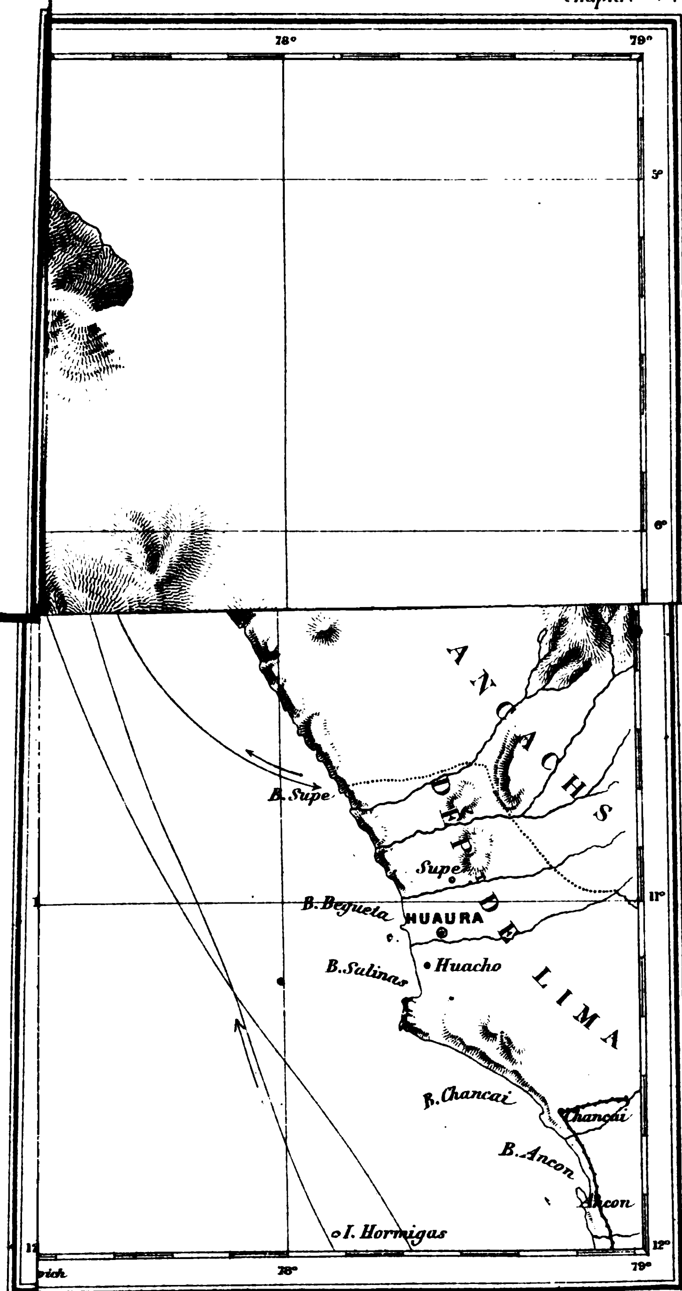
Tout cela n'avait en vérité rien d'extraordinaire. C'était le libre exercice du régime parlementaire, qui n'avait pas souffert au Chili la moindre altération par suite de la guerre. La presse et le congrès, comme nous l'avons dit auparavant, continuaient à jouir des mêmes attributions et des mêmes garanties que pendant la paix la plus profonde. Néanmoins, le gouvernement du Pérou, toujours bercé par d'étranges illusions, donnait de ces faits, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les explications les plus erronnées. Il crut que le gouvernement chilien, impuissant à continuer la guerre, allait succomber sous le poids de l'indignation du pays qui se voyait trompé par ses mandataires. Bien plus, le journal officiel de la dictature, continuant d'obéir au déplorable système de tromper le pays, entretenait ces rumeurs, et il en vint à ajouter foi aux fausses nouvelles qu'il propageait lui-même. « Le peuple chilien, écrivait-on officiellement à Lima dans les premiers jours d'octobre 1880, s'est soulevé pour exiger l'accomplissement des promesses qu'on lui a faites en lui demandant son sang, promesses que le gouvernement ne peut pas tenir ».

Ce n'était pas tout. L'armée chilienne de Tacna était fatiguée de la vie de caserne et de celle des camps, et elle aspi-

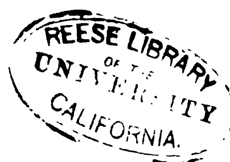
rait à poursuivre les opérations militaires. Quand il lui fut annoncé qu'on n'entreprendrait probablement pas la marche sur Lima, vu qu'on pensait suivre une autre ligne de conduite, quelques chefs supérieurs, beaucoup d'officiers et un grand nombre de soldats, qui n'avaient pris du service que pour obéir à la voix du patriotisme, satisfaits d'avoir ainsi rempli leur devoir, demandèrent à regagner leurs foyers; mais ils renoncèrent à leur dessein quand ils surent que l'expédition sur Lima aurait lieu immanquablement.

Les agents que le Pérou entretenait à Tacna parmi les habitants péruviens de la ville, communiquèrent à Lima ce mouvement de l'opinion, en le présentant à travers le prisme de leurs illusions. « Les officiers et les soldats chiliens, disaient-ils, ne veulent pas aller à Lima; ils craignent le résultat de cette campagne, et ils ne pensent qu'à retourner chez eux. » Ceci explique que, lorsqu'on en vint à embarquer les troupes et à se mettre en marche, on écrivait sérieusement à Lima, et l'on croyait généralement qu'une division de l'armée chilienne s'était soulevée et avait formellement refusé de s'embarquer. Le gouvernement du Pérou mettait en circulation toutes ces inventions, croyant ainsi retremper le patriotisme !

Contrairement à l'espoir et aux illusions du gouvernement péruvien, l'expédition sur Lima était décidée au Chili depuis le mois d'août; on faisait patiemment tous les préparatifs nécessaires, et elle devait s'effectuer avec une régularité et une précision vraiment mathématiques.



Paris, Imp. Dufrénoy, 34, rue du Four.



CHAPITRE V

L'EXPÉDITION LYNCH, SEPTEMBRE ET OCTOBRE 1880.

On prépare une division chilienne pour l'envoyer en expédition dans les provinces du nord du Pérou. — Le commandement en est confié au capitaine de vaisseau don Patricio Lynch. — Elle débarque dans le port de Chimbote, pénètre dans l'intérieur du territoire ennemi et impose une contribution de guerre à un riche propriétaire de cette contrée. — Décret absurde de Piérola qui frappe de fortes peines les personnes qui paieront cette contribution. — Lynch fait détruire l'établissement qui se refusait au paiement. — Il marche sur Supe et s'empare d'une quantité de munitions de guerre appartenant à l'ennemi. — Les capitalistes péruviens font intervenir en leur faveur la diplomatie étrangère en prétendant que leurs propriétés appartenaient à des neutres. — Lynch découvre l'erreur dans laquelle on avait fait tomber les ministres de la diplomatie étrangère. — Prise de sept millions de piastres en papier-monnaie du Pérou. — Débarquement à Paita et destruction des propriétés de l'État. — Plan d'opérations proposé par la presse de Lima pour détruire la division du commandant Lynch. — Débarquement pénible au port d'Eten. — Proclamations et menaces du préfet de Lambayeque. — Malgré ces proclamations, les Chiliens parcourent tout le département sans trouver la moindre résistance. — La division pénètre dans le département de la Libertad, dont les habitants paient ponctuellement la contribution de guerre. — Désorganisation et fuite des forces réunies pour résister aux Chiliens. — L'expédition retourne au Sud après une campagne de deux mois. — Ses résultats. — Nouvelle expédition sur Moquegua. — Cette ville paie la contribution de guerre. — Sur qui pèse la responsabilité de ces exécutions? — Violations du droit des gens commises par les Péruviens.

Pendant que le Chili faisait les préparatifs dont nous avons parlé dans le chapitre précédent, il n'avait pas complètement perdu l'espoir de faire comprendre à l'ennemi que le moment était venu de mettre fin à une guerre si funeste déjà pour l'alliance péru-bolivienne et dont celle-ci n'avait à attendre que de nouveaux et de plus grands désastres. C'est dans cette

pensée qu'il avait accordé, nous le répétons, aux alliés après ses dernières victoires une espèce de trêve, à tel point que les navires chiliens qui faisaient le blocus du Callao, passèrent des mois entiers sans lancer une seule bombe sur la place malgré les provocations dont ils étaient l'objet journellement.

Mais les alliés s'obstinaient à ne pas reconnaître leur situation et à ne pas vouloir comprendre ce que signifiait l'attitude du Chili. Dans leur arrogance invétérée, les Péruviens surtout crurent que cette attitude était le résultat de son impuissance, de l'épuisement de ses ressources et du manque d'hommes et d'argent. A cette suspension des hostilités, ils répondirent, comme nous le savons, par un chimérique projet de confédération, par des proclamations insultantes pour l'ennemi, par l'emploi d'engins de guerre dont l'application ne demandait pas le moindre déploiement de courage, commé la torpille qui coula le *Loa*, et enfin par l'organisation d'une armée de réserve. Le gouvernement du Chili dut donc se préparer, ainsi que nous l'avons dit, à diriger les opérations contre la capitale du Pérou.

Il résolut même de démontrer à l'ennemi par les faits l'impossibilité où il se trouvait de défendre le territoire péruvien, non plus contre une nombreuse armée, mais contre de petites divisions. Tel fut l'objet d'une expédition qu'ont rendue célèbre les plaintes, les insultes et les lamentations que l'on trouve dans les documents officiels du Pérou ainsi que dans les articles des journaux de ce pays. Cette circonstance nous oblige même à entrer dans quelques détails.

A la fin d'août 1880, les forces qui devaient faire partie de cette expédition étaient prêtes dans les ports d'Iquique et d'Arica. Elles se composaient de 1,900 hommes d'infanterie, 400 cavaliers, trois canons Krupp de montagne avec leur contingent respectif de soldats et d'officiers, une section du corps du génie, une ambulance complète avec ses médecins, chirurgiens et employés; en tout, 2,600 hommes. Deux grands transports escortés par la corvette de guerre *Chacabuco* » devaient conduire ces forces qui furent également soutenues bientôt par la corvette *O'Higgins*. Le commandement général fut confié au capitaine de vaisseau don Patricio Lynch. En dehors des

indications qu'on lui donna sur les points qu'il convenait d'attaquer, le commandant Lynch devait régler sa conduite d'après les dispositions générales qui formaient le code militaire de l'armée du Chili [1].

1. Le gouvernement du Chili avait distribué dès le commencement de la guerre à tous ses officiers, ainsi que nous l'avons dit plus haut, *Les instructions pour les armées des États-Unis en campagne*, afin qu'ils y conformassent leur conduite. Pour que l'on connaisse le caractère de ces règles, il nous paraît convenable de reproduire ici le jugement de Bluntschli dans l'introduction de son *Droit international codifié :* « Ce fut pendant la guerre civile qui ravagea les États-Unis, que parurent ces instructions que l'on peut considérer comme la première codification des lois de la guerre continentale. Le canevas de ces instructions fut préparé par le professeur Lieber, l'un des jurisconsultes et des philosophes les plus estimés d'Amérique. Ce projet fut revisé par une commission d'officiers et ratifié par le président Lincoln. Il contient des prescriptions détaillées sur les droits du vainqueur en pays ennemi, sur les limites de ces droits, etc., etc., en un mot sur tout ce qui concerne la guerre... Elles sont beaucoup plus complètes et beaucoup plus développées que celles qui sont en usage dans les armées européennes. Comme depuis le commencement jusqu'à la fin, elles contiennent des règles générales relatives au droit international dans son ensemble, et comme de plus elles tiennent compte des idées actuelles d'humanité et de la manière de faire la guerre entre nations civilisées, les effets s'étendront bien au delà des frontières des États-Unis et contribueront puissamment à fixer les principes de la guerre. »

Dans l'impossibilité de reproduire ici toutes ces instructions, nous allons en citer quelques extraits qui sont les articles sur lesquels le commandant Lynch appuyait sa manière de procéder :

« Art. 1er. — Une place, un district, une contrée occupés par l'ennemi sont placés par le seul fait de l'occupation, sous l'empire de la loi martiale de l'armée envahissante ou occupante. Il n'est pas nécessaire qu'une proclamation ou tout autre avertissement public ait fait ou n'ait pas fait savoir aux habitants qu'ils sont régis par cette loi. La loi martiale est l'effet immédiat et direct, la conséquence spontanée de l'occupation ou de la conquête.

« La seule présence d'une armée ennemie entraîne la mise en vigueur de la loi martiale de cette armée.

« Art. 7. — La loi martiale s'étend aux propriétés et aux personnes, sans distinction de nationalité.

« Art. 8. — Les consuls des nations américaines et européennes ne sont pas considérés comme agents diplomatiques. Néanmoins leurs chancelleries et leurs personnes ne seront assujetties à la loi martiale que si la nécessité l'exige. Leurs propriétés et leurs fonctions n'en sont pas exemptes. Toute infraction qu'ils commettraient contre le gouvernement militaire établi, peut être punie comme si elle avait pour auteur un simple citoyen, et cette infraction ne peut servir de base à une réclamation internationale.

« Art. 10. — La loi martiale donne, en particulier, à l'occupant le droit d'exercer la police et de percevoir les revenus publics et les

Les journalistes péruviens et leurs agents à l'étranger ayant souvent dit que le commandant Lynch était un soldat grossier et brutal, nous devons, malgré notre intention bien arrêtée de ne pas nous occuper de faits étrangers à la guerre, commencer par rectifier ce point. Cet officier, après être entré presque dans son enfance dans la marine chilienne, et après avoir servi pendant la guerre contre la confédération péru-bolivienne, en 1838, compléta ses études, sur la recommandation du gouvernement du Chili, dans la marine militaire de la Grande-Bretagne. Il servit avec distinction pendant la guerre contre la Chine, et retourna dans son pays avec une solide instruction nautique et avec le grade de lieutenant de la marine anglaise [1]. Doué d'un courage calme et froid, d'une phy-

impôts, que ceux-ci aient été décrétés par le gouvernement expulsé ou par l'envahisseur. Elle a principalement pour objet d'assurer l'entretien de l'armée, sa sécurité et le succès des opérations militaires.

« Art. 13. — La guerre autorise à détruire toute espèce de propriétés ; à couper les routes, canaux ou autres voies de communication ; à intercepter les vivres et les munitions de l'ennemi ; à s'emparer de tout ce que le pays ennemi peut fournir pour la subsistance et la sécurité de l'armée.

« Art. 21. — Tout citoyen ou natif d'un pays ennemi est un ennemi, par cela seul qu'il est membre de la nation ou de l'état ennemi, et comme tel, il est sujet à toutes les calamités de la guerre.

« Art. 37. — L'envahisseur victorieux a le droit de mettre à contribution les habitants du territoire envahi ou leurs propriétés, de faire des emprunts forcés, de loger ses soldats chez les habitants, de faire servir temporairement à des usages militaires les propriétés, spécialement les maisons, les bateaux ou navires, les églises.

« Art. 45. — Toute prise ou butin, appartient en principe, d'après les lois modernes de la guerre, au gouvernement de celui qui a fait cette prise ou ce butin. »

1. De la feuille de service du capitaine de vaisseau don Patricio Lynch, élevé au grade de contre-amiral, le 5 avril 1881, nous extrayons ce qui suit : « En 1838, Lynch sortit de Valparaiso, faisant partie de la division navale destinée à bloquer le port du Callao. Pendant le blocus il assista aux combats partiels contre les forts du Callao, sous les ordres du commandant don Leoncio Señoret, et il prit part à l'abordage et à la prise de *Socabaya*, à la destruction du brigantin *Congress*, et navigua constamment dans les eaux de la République péruvienne, protégeant les opérations de l'armée restauratrice jusqu'à son retour à Valparaiso.

« En 1840, il s'embarqua sur un vaisseau de guerre de S. M. B. et partit pour l'Angleterre afin de s'instruire dans le service de la marine du Royaume-Uni.

« Il était sur un navire de l'escadre que l'Angleterre envoya contre la Chine dans la guerre que cette nation soutint pendant trois ans ;

sionomie ouverte qui prévient en sa faveur, la distinction de ses manières, sa connaissance des langues étrangères, la franchise et la simplicité de son caractère lui ont fait des amis dévoués parmi les étrangers et parmi les consuls avec lesquels il dut négocier pendant son expédition, et cependant il eut à traiter avec quelques-uns d'entre eux des questions sérieuses. Après l'occupation d'Iquique, il avait rempli la charge de gouverneur de cette place. Là il s'était fait aimer des nationaux et des étrangers par son zèle dans l'accomplissement de ses devoirs, et par la douceur et la droiture de son administration.

Le 4 septembre, la division expéditionnaire partit d'Arica. Sachant que peu de temps auparavant on avait débarqué des armes pour le gouvernement péruvien dans le port de Chimbote, le commandant Lynch se dirigea vers ce port, où il arriva effectivement dans la matinée du 10. Il fit débarquer immédiatement une partie de ses forces sans rencontrer de résistance, le peu d'hommes qui formaient la garnison de la place ayant fui précipitamment. Puis il prit possession de la ville en la déclarant centre de ses opérations et s'empara du chemin de fer et du télégraphe. Sans s'arrêter aux avis alarmants de certaines personnes qui prétendaient que des troupes péruviennes se trouvaient dans les environs, il pénétra le même jour à la tête de 400 hommes dans l'intérieur jusqu'aux domaines « del Puente » et de « Palo Seco », magnifiques propriétés destinées à la culture de la canne à sucre et à la fabrication de ce produit. Il s'y trouvait d'excellentes machines et de vastes dépôts. Ces domaines étaient la propriété de M. Denis Derteano, ami personnel de Piérola, et commandant, comme nous l'avons vu, de l'une des divisions de la réserve qui s'organisait à Lima. Lynch frappa ces propriétés d'une contribution de guerre de cent mille piastres, en donnant trois jours aux administrateurs pour se procurer soit de l'argent, soit de bonnes traites sur Londres ou sur Valparaiso.

assista à neuf combats et à la prise de *Canton*, *Chusan*, *Wampoo* et *Nankuto*, ce qui lui mérita une médaille du gouvernement de S. M. B.

Plus tard, il eut le commandement de différents vaisseaux de la marine chilienne, et remplit l'emploi de gouverneur maritime de Valparaiso.

Pendant ce temps quelques détachements de cavalerie de la division chilienne parcouraient les campagnes et les villes voisines, sans rencontrer la moindre résistance. Les autorités péruviennes fuyaient vers l'intérieur sous prétexte d'organiser la défense. Un de ces détachements alla jusqu'à Viru, à onze lieues de Trujillo, ville importante de plus de vingt mille habitants, et qui aurait pu se défendre contre les envahisseurs. Personne cependant n'eut d'autre pensée que celle de fuir à l'intérieur, à l'exemple des autorités du département. Le chemin de fer de l'État avait été mis gratuitement à la disposition de tous ceux qui abandonnaient la ville au milieu de la plus grande confusion. Les Chiliens auraient pu entrer sans brûler une seule cartouche.

La nouvelle de ces faits fut transmise à Lima par le télégraphe. Elle y produisit une profonde impression et une fureur indescriptible. Sans hésiter un seul instant, Piérola lança le 11 septembre le décret suivant : « La remise à l'ennemi de toute somme d'argent par le propriétaire du domaine « Puente », sous quelque forme qu'elle se fasse, sera poursuivie et punie comme crime de haute trahison. Toute propriété qui aura fourni à l'ennemi de l'argent ou des espèces, sans qu'il s'en soit emparé par lui-même et de vive force, est déclarée *ipso facto* incorporée au domaine de l'État ».

Ce décret donne lieu à de sérieuses observations. Piérola paraissait ignorer complètement que, d'après le droit des gens, il ne conservait plus aucune juridiction sur les territoires dont l'ennemi avait pris possession, et que les habitants de ce territoire étaient tenus d'obéir au chef qui l'occupait [1]. Le décret du 11 septembre était, à ce point de vue, la répétition textuelle des décrets du mois de mars de la même année, par lesquels il avait prétendu empêcher l'exportation du guano et du salpêtre des provinces occupées par l'armée du Chili, en condamnant à la confiscation les vaisseaux de n'importe quelle

1. Bluntschli (*Droit international codifié*) dit textuellement ce qui suit : « Art. 544. Lorsque l'ennemi a pris possession effective d'une partie du territoire, le gouvernement de la nation vaincue cesse d'y exercer son pouvoir. Les habitants du territoire occupé sont exempts de tous les devoirs et de toutes les obligations envers le gouvernement antérieur et sont tenus d'obéir aux chefs de l'armée d'occupation.

nationalité qui feraient l'exportation de cet article [1]. D'ailleurs, le dictateur péruvien avait-il le droit d'imposer de lui-même la confiscation à ses nationaux qui, sous le coup de l'occupation étrangère, payeraient une contribution de guerre quelconque? Si loin qu'on veuille étendre les attributions de la dictature, elles n'arrivent cependant pas à violer les droits de la propriété par un simple décret. Aussi verrons-nous plus tard qu'après les premières rigueurs exercées par le commandant Lynch contre ceux qui désobéissaient à ses ordres, personne ne se souvint plus du décret du dictateur.

Il semblerait que le propriétaire des domaines de « Puente » et de « Palo Seco » n'eût pas la même foi dans l'efficacité de la résolution dictatoriale. Dans la réponse qu'il adressa à ce sujet à son administrateur, il lui dit qu'il y a des tiers neutres qui ont « d'importants intérêts dans ces établissements ; que lesdites tierces personnes ont été engagées sur sa parole et par des obligations commerciales, et qu'il les a mises au courant de ce qui se passe afin qu'elles pussent sauvegarder ces intérêts autant que possible. » Ces mots voulaient simplement dire qu'il avait de fortes dettes contractées vis-à-vis de neutres, et que cette circonstance devait l'exempter du paiement de la contribution de guerre. Mais ce qui démontra plus clairement que ce n'était là qu'un expédient, ce fut la reproduction de la même ruse par tous les commerçants ou propriétaires. En effet ils étaient unanimes à déclarer que leurs biens appartenaient aux neutres, de manière que quelques jours plus tard il n'y avait pas dans le nord du Pérou, une maison, une ferme, un chemin, un canal qui ne fût proclamée la propriété ou d'un Anglais, ou d'un Français, ou d'un Italien.

Le délai qu'avait fixé le commandant Lynch pour le paiement de la première contribution étant expiré, il reçut de l'administrateur des domaines en question, lequel était un des propres fils du propriétaire, une lettre contenant un refus absolu. On lui donnait, à l'appui de ce refus, deux raisons : le décret de Piérola qui défendait de payer, et les dettes que M. Derteano avait contractées vis-à-vis d'un autre. Mais le

1. Voir le tome I, pages 168 et suivantes.

commandant Lynch n'était pas homme à se laisser ébranler par de semblables résistances. Le même jour, 13 septembre, il répondit au réclamant une lettre très courte contenant ces lignes: « Sur le vu de votre communication, j'ai déjà donné les ordres nécessaires pour que l'on procède à la destruction de la propriété de monsieur votre père. Je n'ai pas considéré comme une atténuation de votre refus de payer la contribution exigée, l'ordre du chef suprême de la république, que vous me communiquez dans votre lettre, vu que cet ordre n'a aucune valeur d'après les prescriptions du droit de la guerre. Monsieur le chef suprême de la République du Pérou pourra ordonner ce que bon lui semblera sur le territoire soumis à son autorité ; mais il ne peut exiger l'obéissance dans la partie du territoire occupée par nos armes. Supposer le contraire, serait rendre illusoire le droit de la guerre. Le chef suprême du Pérou ne sauvegarde pas par son décret les intérêts de votre père. S'il a prétendu par ce moyen empêcher nos forces d'obtenir le paiement des contributions qu'elles sont en droit d'exiger, il s'est trompé ; il eût beaucoup mieux fait de protéger avec ses armes le territoire menacé par nos troupes. »

L'ordre de destruction fut inexorablement exécuté. La troupe enleva une quantité considérable de sucre, de riz et autres denrées, et ensuite on fit sauter les bâtiments avec de la poudre et de la dynamite. Dans l'un de ces bâtiments on avait trouvé enfermés environ deux cents travailleurs chinois employés à la culture de la canne à sucre; quelques-uns d'entre eux avaient les fers ou les chaînes aux pieds. C'était le châtiment arbitraire appliqué par leurs maîtres, sans l'intervention de la justice et suivant des pratiques barbares, à ces travailleurs dont la condition est analogue à celles des anciens esclaves [1], si elle n'est pire. Ces malheureux rendus préalablement à la liberté, se déclarèrent prêts à suivre l'expédition. Quoique absolument ignorants du maniement des armes, plusieurs d'entre eux devaient cependant rendre d'importants services par leur connaissance des localités.

1. Le lecteur peut se former une idée de la brutalité avec laquelle étaient traités les Chinois au Pérou, en parcourant ce que dit M. Ch. Wiener à la page 34 et suivantes de son livre *Pérou et Bolivie, récit de voyages*, Paris, 1880, 1 vol. gr. in 4°.

Avant d'aller plus loin, nous devons consigner un fait qui révèle le peu d'efficacité que les propriétaires du nord du Pérou attribuaient au décret du dictateur Piérola. Le 14 septembre, et par conséquent le jour qui suivit la destruction de ces établissements, arrivait à Chimbote un navire italien, l'*Arquimède*. A son bord se trouvait un envoyé du propriétaire, chargé de payer la contribution de guerre imposée à ses domaines. L'attitude prise par Piérola avait été cause que le propriétaire n'avait pu demander par le télégraphe le délai qui aurait sauvé ces établissements.

Le décret arrogant du dictateur du Pérou n'avait fait qu'aggraver la situation en provoquant les troupes expéditionnaires à exécuter d'autres actes auxquels peut-être ils ne pensaient pas au commencement. Le même jour, 13 septembre, le commandant Lynch, après avoir fait enlever de la douane de Chimbote les marchandises appartenant à des neutres qui y étaient déposées, fit brûler cet édifice qui était une propriété fiscale. En dehors de ces rigoureuses exécutions militaires, on ne commit dans ce pays aucune autre violence. Les soldats chiliens obéissaient aux ordres de leurs chefs sans y ajouter aucun abus. Les étrangers et entre autres le consul des États-Unis, félicitèrent le commandant Lynch de la discipline de ses troupes, qui s'étaient abstenues des excès qui accompagnent presque toujours l'occupation d'une ville.

A Chimbote, Lynch apprit ces jours-là même qu'on avait débarqué à Supe, port du département de Lima situé à trente lieues de la capitale, une grande quantité d'armes et de munitions pour le gouvernement du Pérou. Sans perdre un seul instant, il s'embarqua dans l'après-midi du 13 septembre avec 400 hommes, et se dirigea vers ce point avec un transport et une corvette de guerre, laissant à Chimbote le reste de ses forces.

En débarquant à Supe, le 14 septembre, il sut que la veille les propriétaires voisins du port avaient transporté vers l'intérieur du pays les armes et les munitions, pour les envoyer à Lima. Pendant la même nuit, Lynch se mit en marche vers l'intérieur jusqu'au domaine de Saint-Nicolas, et là il trouva en effet trois cents caisses qui contenaient 200, 000 cartouches de carabine; c'était le reste du chargement envoyé sur la ca-

pitale. Se trouvant, par suite du manque de bêtes de somme, dans l'impossibilité de faire transporter ces caisses, il les fit détruire. Il aurait aussi voulu imposer une contribution de guerre à cette propriété qui était devenue un grand magasin de dépôt pour le gouvernement du Pérou ; mais ne trouvant personne avec qui traiter, car les propriétaires ou les administrateurs s'étaient cachés, il ordonna de détruire rapidement les établissements et édifices. Ayant ensuite fait prendre dans les campagnes voisines le bétail nécessaire à l'alimentation de ses troupes, il retourna à Supe où il se rembarqua. Le 16 septembre il était de retour à Chimbote [1].

A son arrivée le commandant Lynch apprit deux fâcheuses nouvelles. La canonnière chilienne *Covadonga* avait été coulée à Chancay par une torpille péruvienne appliquée au moyen d'un stratagème que réprouvent les lois de la guerre. En outre, la nuit précédente, un de ses soldats qui s'était quelque peu écarté du campement de Chimbote, avait été lâchement tué à coups de poignard et à coups de bâton. Sur le premier moment, il fit saisir trois individus que l'on soupçonnait de complicité dans cet assassinat ; il était disposé à les faire fusiller, mais craignant de commettre une injustice, il recula devant cette extrémité arbitraire et se contenta de recommander à sa troupe d'éviter dorénavant les embûches de cette nature.

Le séjour de la division chilienne à Chimbote n'avait plus d'objet. Aussi, après avoir détruit une partie du matériel du chemin de fer qui conduit à Huaraz, tout en respectant le môle et la station, Lynch remit au consul des États-Unis les clefs des magasins où étaient déposées les marchandises des neutres, retirées de la douane, recommandant aux étrangers

1. Comme nous l'avons vu, Lynch s'était rendu à Supe avec 400 hommes sans rencontrer la moindre résistance dans tout le district, et il n'avait abandonné cette place qu'après s'être convaincu qu'il n'y avait rien à faire dans ce canton. Deux mois plus tard, le 9 novembre, le journal officiel de la dictature péruvienne, toujours prêt à chanter victoire à tout propos, publiait un long article pour démontrer la lâcheté des Chiliens dans chacune de leurs opérations. Voici ce qu'on y lisait : « A Supe, les trois mille hommes de Lynch fuient précipitamment à la seule nouvelle de l'approche des forces parties de cette capitale. » Si Piérola a pensé à défendre Supe, située à une si faible distance de Lima, Lynch n'eut pas la moindre nouvelle de cette velléité du dictateur.

de maintenir l'ordre au milieu de la population abandonnée par les autorités, et dans la matinée du 17 septembre il mit à la voile avec toutes ses forces.

A quelque distance du port, il fut rejoint par un navire de guerre nord-américain qui lui apportait des communications des ministres résidents d'Angleterre, de France et des États-Unis à Lima. Ces communications étaient des réclamations, ou pour mieux dire, des requêtes dans lesquelles on lui demandait d'exempter de l'impôt de guerre telles ou telles propriétés qui appartenaient à des neutres, ou dont les propriétaires devaient de grandes sommes d'argent à tel ou tel étranger. D'après quelques-unes de ces réclamations, plusieurs de ces établissements étaient mentionnés comme propriété d'un étranger qui n'en était simplement que le majordome ou l'administrateur. Suivant d'autres réclamations, le matériel roulant du chemin de fer de Chimbote à Huaraz, bien qu'étant la propriété du gouvernement péruvien, avait pour maître un américain du nord qui, en réalité, était l'usufruitier de son exploitation.

Le commandant Lynch aurait pu répondre que, suivant les règles du droit des gens, la propriété des neutres en pays ennemi, court les mêmes risques de guerre que celles des citoyens du pays même [1], principe que reconnaissait franchement le ministre des États-Unis, dans sa note du 14 septembre 1880, et que ne niait aucun des réclamants. Mais il avait entre les mains les déclarations et les documents suffisants pour prouver l'erreur dans laquelle avaient été induits les agents consulaires et diplomatiques. Il ne voulut pas perdre l'occasion de révéler la vérité à ces fonctionnaires, en leur présentant à cet effet des preuves incontestables qui ne pouvaient laisser aucun doute.

Le commandant Lynch reçut également dans cet endroit

1. « Sont sujets à payer la contribution de guerre, dit Bello, non seulement les citoyens, mais les propriétaires d'immeubles, quoiqu'ils soient étrangers, parce que ces biens étant une partie du territoire national, leurs propriétaires doivent se considérer comme membres de l'association civile, bien qu'ils ne le soient pas à d'autres points de vue. » Bello, *Principes du droit international, deuxième partie, chapitre IV, numéro* 3. Voir à ce sujet l'article n° 7 des instructions du gouvernement des États Unis, dont nous avons donné copie dans une note précédente.

une communication du ministre des Etats-Unis, écrite, sans aucun doute, sur la demande du gouvernement péruvien. Dans cette note, ce fonctionnaire disait que l'on avait fait les premières démarches pour la négociation de la paix sous la médiation de son gouvernement ; et qu'en vue de ces circonstances « il serait prudent et dans l'intérêt de la prompte conclusion de la paix, » d'éviter toute déprédation ou toute cause d'animosité, que les ordres dont le chef chilien était porteur ne rendaient pas obligatoires. Soit que Lynch n'eût pas été au courant de ces faits, soit qu'il eût su déjà sous quelle réserve le gouvernement du Chili avait indiqué qu'il ne repousserait pas la médiation (dont nous parlerons dans le chapitre suivant), il se borna à répondre poliment que tant qu'il ne recevrait pas d'autres instructions, il devait obéir aux seules qu'il avait reçues jusqu'alors.

En sortant de Chimbote, Lynch savait par les communications enlevées à l'ennemi, que le gouvernement du Pérou attendait un important chargement que devait lui apporter de Panama le vapeur *Islai*, de la compagnie anglaise, lequel était sur le point d'arriver à ce port. Sûr du fait, il attendit ce navire à peu de distance de la côte, l'arrêta le 18 septembre et retira de la cale les vingt-huit caisses attendues. Quatre de ces caisses contenaient des timbres-poste fabriqués aux États-Unis pour une valeur de 375,000 piastres. Dans les vingt-quatre autres on trouva la somme considérable de 7,290,000 piastres en billets, papier-monnaie de valeurs diverses, fabriqués également aux États-Unis. Ces billets portaient toutes les indications et contre-marques nécessaires pour pouvoir être mis immédiatement en circulation ; toutefois, ils n'étaient pas destinés à servir pour une nouvelle émission légale puisqu'ils portaient la date des années antérieures, et que par leurs dessins et leurs marques, ils étaient la reproduction de ceux qui circulaient depuis longtemps au Pérou. Tout paraissait décéler une opération illicite. On pouvait croire qu'on se proposait de les faire circuler comme papier-monnaie d'une émission antérieure, en laissant ignorer au commerce et au pays que l'on avait augmenté de plus de sept millions de piastres, l'émission autorisée par les lois antérieures. Le commandant Lynch comprit immédiatement l'importance de la

prise qu'il venait de faire, et plus tard il put voir se confirmer ses soupçons Les billets capturés circulaient dans tout le Pérou comme monnaie courante, avec une dépréciation, il est vrai, mais une dépréciation qui n'était point du tout supérieure à celle qui frappait tout le papier-monnaie péruvien alors en circulation.

La réalité de ce projet financier de la dictature devint évidente quelque temps après. La presse de Lima soumise au régime dictatorial, ne donnait d'autres nouvelles que celles que le gouvernement voulait rendre publiques. Depuis le premier débarquement des Chiliens à Chimbote, chaque jour elle publiait les actes de ces derniers, en exagérant extraordinairement les destructions des propriétés, et en vomissant contre l'ennemi les plus grandes insultes, les provocations et les menaces les plus arrogantes. Cependant cette presse garda le plus grand silence sur la capture des sept millions de piastres en papier-monnaie; et le Pérou n'en sut rien pendant deux mois entiers, jusqu'à ce qu'enfin les journaux du Chili leur eussent révélé le fait.

Après cette importante prise, l'expédition se dirigea vers les îles de Lobos pour y empêcher tout chargement de guano effectué pour le compte du Pérou, et dans la matinée du 19 septembre elle mouillait dans le port de Paita. Elle ne rencontra dans ce port pas plus de résistance qu'ailleurs. Les autorités avaient fui à l'intérieur, en emmenant le matériel roulant du chemin de fer. Avant de débarquer, Lynch captura presque dans la baie même, le petit vapeur *Isluya* qui faisait tous ses efforts pour échapper à la flottille chilienne. Les papiers de ce petit vapeur n'étaient pas en règle et quoique portant indûment le pavillon nord-américain, il avait été employé au transport d'armes pour le Pérou. Après cette capture il débarqua dans le port, et y laissa ses troupes de pied; il avança lui-même avec la cavalerie jusqu'à la station de Huaca. Là il détruisit tout le matériel roulant du chemin de fer qui conduit à Piura, afin d'isoler l'ennemi et de rendre ses mouvements sinon impossibles, du moins difficiles et lents. A Paita, il imposa à la ville une contribution de guerre de 10,000 piastres, en nommant à cet effet une commission de négociants avec laquelle il put s'entendre. Cette commission exposa que

les habitants se refusaient à payer l'impôt par crainte des châtiments dont les avait menacés le gouvernement du dictateur. Lynch fit alors sortir de la douane les marchandises qui appartenaient aux neutres, chargea sur ses navires une partie considérable de celles qui étaient de propriété péruvienne et ordonna de mettre le feu à l'édifice, ainsi qu'à la préfecture et à la station du chemin de fer qui appartenaient à l'État. Il s'abstint d'incendier les propriétés particulières parce que si une seule avait brûlé, elle eût communiqué le feu à toutes les autres uniformément construites avec des matériaux fort inflammables.

Que faisaient pendant ce temps les autorités péruviennes de ce pays ? Un colonel, le sous-préfet de Paita, avait fui dès qu'il avait aperçu les Chiliens dans le port. Le préfet de Piura en avait fait autant et avait emmené avec lui les forces qui s'y trouvaient, laissant la ville aux soins du maire. Nous n'avons trouvé dans les documents aucune trace qui indiquât que les fugitifs se préparassent à faire la moindre résistance. Pour ce qui est du maire de Piura, le seul acte qui lui soit particulier et que nous ayons découvert, c'est une proclamation en date du 23 septembre dans laquelle il annonçait que les Chiliens s'étaient retirés de Paita. Cette nouvelle tranquillisa la ville ; mais les habitants qui avaient vu la fuite de toutes les autorités de la province, à l'annonce de la présence des Chiliens dans le port voisin, ne devaient pas avoir une grande confiance dans les derniers mots de la proclamation à laquelle nous faisons allusion.

« Habitants de Piura, disait le maire, M. Arca, vous pouvez toujours compter sur la protection des autorités chargées de veiller sur vos intérêts : » Quelle amère raillerie pour des populations qui voyaient fuir tous les mandataires du pouvoir à la seule annonce de l'approche des Chiliens !

A Lima, ces événements avaient produit la plus grande irritation ; mais à en juger par les articles de la presse et par les décrets du gouvernement, le public ne voulait pas comprendre que le Pérou ne se trouvait pas en état de continuer la guerre, et encore moins de recouvrer les provinces qu'il avait perdues dans le sud, ni d'expulser les Chiliens des départements du nord. Loin de penser à un arrangement accep-

table dans ces circonstances, la vanité nationale continuait à rêver des triomphes sur toute la ligne et comptait sur les immenses ressources nationales pour remporter une victoire définitive. Relativement aux opérations dont les provinces du nord étaient le théâtre, la presse de Lima proposa un moyen que l'on considérait comme merveilleusement efficace.

Les propriétaires de ces provinces, alors résidant à Lima, devaient constituer en cette ville un comité central; celui-ci à son tour, former d'autres comités locaux qui se chargeraient d'armer tous les habitants, hommes et femmes, pour faire aux Chiliens une guerre d'extermination implacable, sans reculer devant aucun moyen, pourvu qu'on réussît à détruire jusqu'au dernier de ces lâches envahisseurs[1].

1. *La Opinion nacional de Lima*, du 19 septembre, traçait dans les termes suivants le plan d'opérations le plus convenable : « Il est indispensable actuellement d'organiser les guerillas et de ne pas laisser de relâche aux armées ennemies. La surprise, la ruse, l'embûche, tout doit être mis en pratique pour achever les agresseurs. On doit employer n'importe quel moyen pour ne laisser aucune trace de ces légions qui surpassent en perversité les Cafres et les Bédouins. Ces guerillas organisées avec les éléments procurés par les agriculteurs peuvent rendre de très importants services. Bien montés, régulièrement armés et connaissant parfaitement jusqu'au dernier coin de terre de nos contrées, non seulement ces francs-tireurs tiendront en échec nos ennemis, mais ils les décimeront, en semant la panique parmi eux. A la faveur des ombres de la nuit ou de l'épaisseur de nos bois, ils détruiront les envahisseurs. Il n'est pas possible, répétons-nous, de s'occuper des moyens. Notre but, notre seul objet doit être d'en finir avec les Chiliens. Que la balle, la lance, le poignard, la pierre, le bâton, le feu, tout ce que peut enfin inventer notre haine, notre vengeance, serve à extirper de l'Amérique cette race maudite. Que sur les plages comme dans le désert, que dans les villages comme dans les villes, dans les bois comme dans les vallées, ces maraudeurs ne rencontrent que la mort. — Que nos femmes deviennent autant de Judiths, et que notre haine, notre vengeance, notre simple regard soient capables d'empoisonner les eaux qu'ils boivent dans les ruisseaux de nos vallées; que les torpilles et les machines infernales détruisent dans nos ports leurs navires, et que sur les plages ou en quelque endroit où ils s'établiront, il n'y ait qu'un labyrinthe de mines. Que les ingénieurs et les mécaniciens, que les péons de nos domaines se changent en autant de sapeurs. Il est nécessaire de faire sauter leurs parcs, d'enlever ou de détruire leurs armes, leurs moyens de transport, de tuer leurs chevaux, d'empoisonner l'eau qu'ils boivent, en un mot, de semer dans les armées chiliennes la mort, la désolation et l'épouvante, en mettant en jeu un raffinement de ruse soutenue par un courage spartiate. Il faut qu'ils n'aient ni une heure, ni un moment à l'abri de la mort! Qu'ils marchent sur un abîme prêt à les engloutir dans les noires profondeurs de

Ces conseils pouvaient être fort patriotiques, fort héroïques même, car à cette époque les conseillers foisonnaient; mais ce qui manquait, c'était les exécuteurs des plans si chaleureusement recommandés. Aussi les propriétaires des provinces du nord résidant alors à Lima, au lieu d'en venir au dangereux moyen d'organiser les guérillas, que l'on croyait si efficaces contre l'expédition Lynch, persistèrent dans un autre plan qu'ils croyaient plus pratique. Ce plan consistait à simuler le transfert de leurs propriétés au nom de quelques étrangers, et à mettre ainsi leurs biens sous la sauvegarde des agents diplomatiques.

Pendant ce temps, le commandant Lynch était sorti de Paita le 22 septembre, et après avoir touché de nouveau aux îles Lobos, il était arrivé au port d'Eten dans la matinée du 24; il s'attendait à y trouver une vigoureuse résistance, et il croyait que ses troupes auraient enfin un ou plusieurs combats à livrer. Quelque jours auparavant, le préfet du département de Lambayeque avait publié une proclamation belliqueuse, dans laquelle, après avoir traité les Chiliens de sauvages, de voleurs, d'affamés, il rappelait à ses administrés, « qu'ils avaient juré de tout sacrifier pour la patrie, » et il faisait appel à tous ceux qui brûlaient de marcher avec lui contre l'ennemi. Sa proclamation finissait par ces promesses emphatiques :

« Citoyens de la réserve, l'honneur et le devoir que le patriotisme nous impose arrivent à leur moment d'épreuve. L'invasion chilienne approche, et dans cet instant suprême, nous devons régler notre conduite sur celle qu'ont observée nos frères du sud qui, avec un courage et un héroïsme inimitables, ont su rester fidèles à leur consigne de mourir pour la patrie. Dans cette circonstance comme en toute autre, comptez que votre concitoyen et ami sera toujours à l'avant garde. — Aguirre ».

Lynch pensait en conséquence être attaqué dans ce port ou dans les environs, et il se confirma dans cette idée, quand il approcha du mouillage. Le port d'Eten, à cause de la violence de

son sein. Que le toit qui les couvre, le terrain sur lequel ils marchent, la lumière qui les éclaire et l'air qu'ils respirent soient infestés, corrompus et mettent fin à leur perfide existence. Nous devons nous changer en dieux vengeurs et inventer des moyens terribles, des fléaux qui les accablent. Que les jeunes gens, les femmes, les enfants et même les vieillards se convertissent en véritables machines de destruction! »

la mer dans ces parages, offre un débarcadère des plus difficiles. Pour obvier à cette difficulté, on y avait construit quelques années auparavant un môle d'une grande étendue par où il était possible d'arriver à terre avec commodité. Les échelles et les grues de ce môle, sur lequel flottait le pavillon anglais, avaient été retirées d'avance ; et les locomotives du chemin de fer qui conduit dans l'intérieur commencèrent, malgré quelques coups de canon tirés par la corvette *Chacabuco*, à s'éloigner entraînant avec elle tout le matériel roulant de la ligne. Tout faisait croire que les troupes expéditionnaires allaient rencontrer sur ce point la vigoureuse résistance qu'il était si facile d'y organiser pour repousser le débarquement ; mais le commandant Lynch n'était pas homme à se laisser effrayer par ces difficultés ni par les proclamations menaçantes du préfet de Lambayeque. Il fit appliquer une échelle contre la paroi du débarcadère et, sans nul souci du danger, fit grimper deux hommes sur le môle et ordonna de commencer le débarquement coûte que coûte, en faisant monter un par un ses soldats.

A peine les hommes de la première chaloupe, au nombre de 30 à 35, avaient-ils mis pied à terre, que du côté de la ville parut une colonne d'environ 200 à 300 hommes d'infanterie et de cavalerie qui ouvrit son feu à une grande distance. Les Chiliens se déployèrent immédiatement en tirailleurs et se disposèrent à défendre pied à pied le terrain sur lequel ils marchaient, donnant ainsi le temps de débarquer de nouvelles troupes. Il ne fut cependant pas nécessaire de tirer un seul coup de fusil. En voyant l'attitude résolue des Chiliens, la colonne du préfet de Lambayeque s'enfuit dans le plus effroyable désordre, laissant libre le débarcadère. Telle était la violence de la mer que, lorsque le soir arriva, on n'avait réussi à débarquer qu'un bataillon de 550 hommes. Cette troupe aurait pu être surprise et taillée en pièces pendant la nuit ; elle ne fut pas même attaquée.

Une fois à terre, le commandant Lynch envoya au préfet de Lambayeque une note dans laquelle il lui disait que, résolu à ne causer aucun dommage aux populations de ces départements, il espérait que les autorités civiles resteraient à leur poste, et qu'on lui payerait une contribution de guerre de

150,000 piastres moyennant quoi il ne commettrait aucun acte d'hostilité. Il le prévenait en outre qu'il était décidé à châtier avec une grande sévérité tout acte illicite, tel que l'application de la dynamite ou de matières explosibles au chemin de fer ou aux endroits par où passeraient ses troupes, et qu'il était résolu à fusiller trois Péruviens pour chaque soldat chilien qu'il perdrait de la sorte. Le préfet répondit d'une manière négative en déclarant au chef chilien, dans les termes les plus arrogants, qu'il était résolu à résister avec toute l'énergie possible aux prétentions des Chiliens. Après cette belliqueuse déclaration, le préfet Aguirre se retira à l'intérieur, en s'éloignant de plus en plus des envahisseurs, à mesure que ceux-ci avançaient.

Le débarquement des troupes dans ces conditions demanda trois jours d'un travail sans relâche. Il fut nécessaire de construire des grues pour enlever un à un les soldats, et par ce moyen on accéléra l'opération. Dans l'après-midi du 26 septembre, 100 soldats d'infanterie, ayant à leur tête don Frédéric Stuven, chef des ingénieurs de l'expédition, se mirent en marche à la recherche des locomotives et des wagons du chemin de fer. Sans attendre l'arrivée de ces moyens de transport, le commandant Lynch avec 600 hommes se mit résolûment en marche pour Chiclayo, chef-lieu et ville la plus importante du département; il y arriva dans l'après midi du 27 septembre. Il fut reçu par les étrangers qui seuls gardaient les propriétés, car toutes les autorités s'étaient enfuies. On le logea convenablement lui et ses troupes, bientôt renforcées par un autre bataillon, ainsi que par de la cavalerie et de l'artillerie. Mais lorsqu'il voulut imposer au pays une contribution de 20,000 piastres, on lui objecta qu'en vertu des ordres du dictateur, personne ne pouvait payer la moindre somme en argent. Ce refus eut pour résultat dès le lendemain la destruction de plusieurs édifices publics ou particuliers.

Ce dernier acte brisa toute résistance. Le commandant Stuven qui, à la tête de ses 100 hommes, s'était audacieusement avancé dans l'intérieur à la recherche du matériel roulant du chemin de fer, traversa plusieurs bourgs sans trouver d'opposition; il y reçut même des vivres pour sa troupe. Grâce à l'activité qu'il déploya, il retrouva les wagons et les locomotives,

et bien que ces dernières fussent démontées et que les pièces qui les formaient eussent été cachées dans différents endroits, il sut les découvrir, et en peu d'heures ses ouvriers les eurent mises en bon état de service. Il ne rencontra nulle part la moindre résistance, et quoiqu'il eût cependant été bien facile de tenir tête à une colonne si réduite. Loin de là, la petite ville de Lambayeque paya sans la moindre difficulté la contribution de 4,000 piastres dont on l'avait imposée ; le bourg de Ferriñafe en paya 1,000. Beaucoup de propriétaires de ces parages suivirent cet exemple ou livrèrent des denrées d'une valeur correspondante.

Les forces chiliennes, transportées par la voie ferrée, retournèrent à Eten le 4 octobre. Pendant les huit jours qu'elles étaient restées dans le département de Lambayeque, elles avaient attendu en vain les effets des hostilités dont le préfet Aguirre les avait menacées dans ses notes et dans ses proclamations. De faibles détachements de troupes avaient parcouru divers points du territoire, sans rencontrer nulle part un seul ennemi, ni brûler une seule cartouche. A Eten, le commandant Lynch, en rendant les wagons et locomotives, exigea de la compagnie du chemin de fer une contribution de guerre de 3,250 livres sterling. Le cas était prévu, et depuis quelques jours les directeurs de l'entreprise avaient pris leurs précautions pour présenter ce matériel comme étant la propriété de deux négociants étrangers, l'un Italien, et l'autre Anglais, cherchant de cette manière la protection des légations correspondantes. Mais Lynch s'était emparé à Eten des livres et des papiers de l'exploitation, et il y avait trouvé l'origine de ces faux transferts, le plan des hostilités à exercer contre les Chiliens en détruisant les moyens de débarquement et en faisant replier sur l'intérieur le matériel roulant, et enfin le contrat signé en 1867 avec le gouvernement du Pérou pour la construction de la voie ferrée, contrat dans lequel la compagnie s'était textuellement engagée à ne « changer jamais son caractère permanent de société nationale, à n'avoir recours en aucun cas à des réclamations diplomatiques ». En présence de ces preuves qui déjouaient complètement le plan de l'entreprise, il fallut que cette dernière payât la contribution exigée.

Dans la même soirée du 4 octobre, les forces expédition-

naires sortirent d'Eten par la route de terre en prenant la direction du département voisin, « La Libertad ». Ils passèrent par Pueblo Nuevo, Guadalupe et San-Pedro, s'arrêtant dans chaque endroit pour percevoir les contributions de guerre imposées aux riches domaines de ces localités. Tous payaient les sommes assignées, soit en bonnes traites sur Londres ou sur Valparaiso, soit en argent monnayé, soit en lingots ou en denrées. Enfin le 16 octobre, on se mit en marche sur la ville de Trujillo. Un mois auparavant, lorsque les forces expéditionnaires se trouvaient à Chimbote et dans les environs, et lorsque quelques détachements chiliens avancèrent jusqu'à Virú, les autorités de Trujillo et un grand nombre d'habitants avaient abandonné la ville dans le plus grand désordre. On disait maintenant qu'il y avait là 4,000 hommes prêts à opposer une défense héroïque, et on ajoutait même que Piérola en personne était sorti de Lima avec un renfort de troupes pour châtier d'une manière exemplaire les impudents envahisseurs. Le préfet du département de « La Libertad », colonel A. Salmon, avait annoncé au gouvernement de Lima, à la date du 7 octobre, les mesures de défense qu'il prenait, et il terminait par ces mots : « La population de Trujillo, bien renseignée sur ce qui se passe, reste tranquille, ce qui prouve qu'elle a pleine confiance dans le zèle que je mets à veiller à sa sécurité. » La presse de Lima avait publié ce télégramme comme étant l'annonce d'une prochaine victoire.

Le commandant Lynch finit par croire que ces préparatifs étaient sérieux, surtout lorsqu'en s'approchant de la vallée de Chicama, le 17 octobre, sa division fut accueillie par six coups de carabines qu'on lui tira d'un bois voisin. Sur-le-champ il fit ranger ses troupes, et comme il apercevait sur la colline voisine sept hommes armés qui paraissaient appartenir à une avant-garde, il fit tirer un coup de canon dans cette direction. Les éclaireurs ennemis prirent la fuite, et les tirailleurs chiliens, qui se mirent à leur poursuite, revinrent bientôt avec deux prisonniers et en annonçant que les forces du préfet Salmon s'étaient dispersées dans toutes les directions en apercevant la division chilienne. Le chemin de la vallée de Chicama jusqu'à la ville de Trujillo restait donc libre. La colonne avança en effet jusqu'à Paijan, et ce fut de ce point que le

commandant Lynch décréta les contributions qu'on devait lui payer.

Malgré l'impossibilité de toute résistance, quelques paysans, qui étaient cachés dans un bois des environs de ce bourg, firent feu sur un groupe de soldats chiliens qui passaient sans défiance. Ces derniers, qui n'avaient eu aucun blessé, répondirent à la fusillade; un des assaillants tomba et les autres se dispersèrent. Dans un autre endroit, quelques paysans tombèrent à l'improviste sur un soldat chilien qui s'était séparé de la division, le conduisirent dans un bois, et l'ayant attaché à un arbre, ils l'accablèrent de coups et le laissèrent grièvement blessé. Le commandant Lynch captura deux des auteurs de cet attentat et leur fit donner 120 coups de fouet. Après cela il ne se produisit plus aucun acte d'hostilité.

Pendant ce temps-là, la presse de Lima était dans l'attente des événements de Trujillo, et attribuait la plus grande importance à la résistance probable de cette ville. Le 20 octobre, elle annonçait que le préfet Salmon était avec ses forces à Ascope, et menaçait le flanc de la division chilienne qui se trouvait à deux lieues de distance. La bataille, disait-on, était imminente. Le fait était exact quant à la distance, mais toute bataille était impossible. Lynch occupait ce jour-là le bourg de Chocope; de là il fit sortir environ 500 hommes pour occuper Ascope. Ce mouvement suffit pour amener la dispersion complète et définitive de l'ennemi. Le préfet Salmon, qui avait cru pouvoir organiser quelque résistance, s'était vu abandonné de tous. Il ne lui resta plus d'autre moyen que de traiter, et il fit valoir pour cela les liens d'amitié qui l'avaient autrefois uni au commandant Lynch.

Plusieurs jours auparavant, quelques étrangers établis dans ces parages, avaient servi de médiateurs dans ces négociations, et ils avaient obtenu que le commandant Lynch réduisît le montant des contributions imposées aux propriétés. Il faut ajouter à cela qu'il venait d'arriver au port de Malabrigo quelques navires chiliens qui apportaient à Lynch l'ordre de retourner immédiatement au sud du Pérou afin d'être prêt pour la nouvelle campagne qui allait s'ouvrir. Il lui fallut donc suspendre sa marche à trois lieues de Trujillo, ce qui présentait d'autant moins d'inconvénients que la ville et

les propriétaires des alentours avaient payé en entier ou du moins en grande partie les contributions qu'on leur avait imposées[1]. Les forces expéditionnaires, après avoir détruit le pont du chemin de fer qui se trouvait dans la vallée de Chicama, pour ne pas être inquiétés dans leur retraite, retournèrent à la côte et s'embarquèrent le 26 et le 27 octobre dans les ports de Malabrigo et Pacasmayo. Leur flotille s'était renforcée de quelques vaisseaux venus du Chili, et ils purent embarquer, avec les marchandises prises comme contribution, environ 400 Chinois qui, après leur avoir servi de guides pendant la campagne, ne voulaient pas rester dans le pays, par crainte des châtiments et des vengeances qui n'eussent pas manqué de les frapper. Le 1er novembre les troupes expéditionnaires arrivaient au port de Quilca, un peu au nord d'Islai où elles devaient attendre les ordres de leur gouvernement.

Telle est l'histoire de l'expédition Lynch. Une division de 2,600 hommes avait parcouru pendant deux mois les départements les plus riches et les plus peuplés du Pérou sans qu'il se fût organisé nulle part une force capable de lui opposer la

1. Rien ne démontre mieux que le fait suivant le peu de cas que l'on faisait alors des décrets de Piérola du 11 septembre contre ceux qui payeraient la contribution de guerre. Le domaine de Mocan, propriété de M. Orbegoso, ministre de l'intérieur et de la police du dictateur, paya la contribution qu'on lui avait imposée. Lorsqu'on eut connaissance de ce fait à Lima, les propriétaires qui avaient souffert des préjudices énormes pour avoir obéi à ce décret, se révoltèrent contre cette manière d'agir d'un ministre d'Etat. Orbegoso déclara qu'il ignorait ce qui s'était passé, et demanda des renseignements au préfet de Trujillo, qui, à son tour, feignit de ne rien savoir. Mais bientôt on chercha une explication appropriée au cas qui venait de se présenter. Un respectable propriétaire allemand, M. Louis G. Albrecht, avait servi de médiateur dans ces négociations entre le préfet de Trujillo et le commandant Lynch. Grâce à son honorabilité et à la considération dont il jouissait, il avait obtenu de ce dernier qu'il diminuât l'imposition et que la ville de Trujillo ne fût pas occupée. On prétendit que ce digne homme avait payé pour lui et pour tous les autres la contribution de guerre. Dans une note du 2 novembre, le ministre Orbegoso expliquait ainsi les faits au dictateur, en ajoutant que comme sa propriété devait des sommes considérables à une maison allemande, il n'était pas impossible qu'Albrecht sans en faire part ni au propriétaire, ni aux administrateurs, eût voulu sauvegarder les intérêts de cette maison en effectuant le paiement. Ainsi donc les propriétaires péruviens faisaient servir les dettes vraies ou fausses en faveur des étrangers, pour s'excuser ou bien de payer la contribution de guerre, ou bien de l'avoir payée malgré les décrets du dictateur.

moindre résistance, et sans autre perte que celle de trois hommes, dont l'un fut assassiné à Chimbote et deux se noyèrent en s'embarquant au port de Pacasmayo, par suite de la violence de la mer. Comme résultat financier de l'expédition, et comme produit des contributions de guerre, on rapportait 29,050 livres sterling, 11,128 piastres en argent, 5,000 piastres papier-monnaie du Pérou, un peu d'or et d'argent en lingots, un chargement considérable de marchandises et de produits de ces provinces parmi lesquels figuraient plus de 2,500 sacs de sucre, 600 sacs de riz, beaucoup de balles de coton, et du tabac. Il faut compter en outre, comme produit de l'expédition, les 7 millions de piastres de papier-monnaie enlevés au gouvernement péruvien et qui circulèrent sans aucune difficulté pendant le reste de la guerre. Les provinces du nord, à part ces pertes et les destructions qui furent le résultat des décrets lancés par le gouvernement de la dictature qui n'avait pas su ou qui n'avait pas pu les défendre d'une manière efficace, eurent à supporter les conséquences du soulèvement des travailleurs chinois, qui les privait des bras nécessaires à l'agriculture.

La presse de Lima, qui avait annoncé chaque jour la défaite prochaine et la destruction des forces que commandait Lynch, reconnut à la fin que les excursions d'une division de moins de 3,000 hommes dans ces provinces était une honte pour le pays. Elle demanda alors un châtiment terrible et exemplaire pour les autorités desdites provinces, comme si elles étaient responsables de l'abandon où le gouvernement de la dictature avait laissé ces districts, pour concentrer à Lima tous les éléments de la puissance. A la date du 16 décembre, un journal de cette ville, *La Opinion Nacional*, faisait dans les termes suivants le tableau de cette campagne, sans oublier les insultes ordinaires contre le Chili et les Chiliens : « L'opinion publique a dévoré avec le rouge de la honte et le grondement de la colère, les détails de l'expédition chilienne au nord du Pérou, honte et colère qu'elle avait jusqu'alors cachées avec une discrète compassion, mais qu'elle témoigne aujourd'hui dans toute sa force pour aider l'action répressive du gouvernement. Nous sommes en présence de l'incroyable, de l'inattendu, de l'invraisemblable : une bande de brigands a

parcouru notre littoral depuis Paita jusqu'à Supe, a pénétré dans nos vallées, a détruit de précieuses richesses, a rempli ses navires d'un butin considérable; ils s'éloignent avec leurs portefeuilles gonflés de fortes sommes, et sans que tout cela leur coûte ni un homme, ni une goutte de sang, ni même la moindre représaille. L'esprit traditionnellement courageux de ces contrées s'est montré cette fois indigne de son histoire et de sa renommée [1]. »

Une autre expédition analogue à la précédente quoique dans des proportions moindres, s'effectuait en même temps dans une autre partie du territoire péruvien. Le théâtre des opérations fut la vallée de Moquegua que les Chiliens avaient déjà occupée.

Nous avons raconté d'autre part [2] qu'en avril 1880, pendant que l'armée chilienne entreprenait la campagne de Tacna, les troupes qui devaient rester en ces endroits évacuèrent la ville et la vallée de Moquegua à cause de l'insalubrité du climat. Elles s'installèrent en effet dans le port de Pacocha et y restèrent des mois entiers dans la plus complète tranquillité. Les forces péruviennes revinrent quelque temps après occuper Moquegua et enlevèrent même un officier qui dirigeait les conducteurs de quelques têtes de bétail. Un peu plus tard, cette ville en communication avec les troupes péruviennes d'Aréquipa, servait d'objectif aux illusions du gouvernement du Pérou, qui croyait que par là on pouvait harceler l'armée chilienne de Tacna. En effet, à Moquegua on essayait entre autres choses de provoquer la désertion dans l'armée chilienne. Sur des affiches imprimées, on offrait vingt piastres aux soldats qui se présenteraient armés et dix à ceux qui viendraient sans armes, en leur assurant de plus, qu'ils trouveraient du travail

1. Pour calmer l'irritation des esprits, Piérola ordonna de citer devant un conseil de guerre les préfets de Lambayeque et de La Libertad pour « n'avoir pas opposé aux forces de l'invasion la moindre résistance, la moindre hostilité comme ils pouvaient et devaient le faire avec les éléments dont ils disposaient en vertu des ordres qu'ils avaient reçus. » Ce décret identique à ceux qui se lançaient au Pérou après chaque désastre, fut publié le 13 décembre, mais on lui mit la date du 18 novembre pour que l'on ne crût pas qu'il avait été arraché par l'excitation que produisit à Lima la lecture des rapports du commandant Lynch, publiés dans les journaux du Chili.

2. Tome I, page 172.

partout où ils voudraient. On croyait, et la presse de Lima le répétait chaque jour, que les troupes chiliennes, fatiguées de l'inaction dans laquelle on les retenait depuis quelques mois, étaient démoralisées et prêtes à se disperser.

Pour ce motif, on résolut dans le campement de Tacna de faire une nouvelle expédition à Moquegua. Le 1er octobre le commandant Salvo sortait d'Arica, et après une nuit de navigation, il arrivait à Pacocha où il organisait une colonne d'environ 600 hommes tirés des corps qui étaient en garnison dans ce port. Quelques heures plus tard il se mettait en marche sur Moquegua. Il fut rejoint en route par un escadron de cavalerie, une batterie de 6 canons de montagne et les bêtes de somme pour le transport des bagages qui étaient venus de Tacna par la voie de terre. Les postes avancés ennemis que les troupes expéditionnaires rencontrèrent dans leur marche s'enfuirent précipitamment en laissant le chemin complètement libre. Le 6 octobre à midi, ces troupes entraient à Moquegua sans tirer un coup de fusil. La garnison péruvienne de la ville avait fui rapidement, laissant de tous côtés des affiches imprimées destinées à provoquer la désertion des troupes ennemies [1]. On fit immédiatement notifier dans le pays aux propriétaires et aux autres habitants de se réunir le jour suivant pour s'occuper d'un sujet qui intéressait la localité.

Cette réunion eut lieu le 7 octobre. On nomma comme dépositaire de l'autorité publique le syndic de la municipalité. Ensuite le commandant Salvo déclara aux notables de la ville qu'ils devaient fournir des vivres à sa division pour huit jours et payer en outre dans l'espace de quarante-huit heures une contribution de guerre de 100,000 piastres. Toutefois cédant à la requête des habitants qui faisaient valoir les pertes qu'ils avaient souffertes dans leurs affaires par suite du blocus et des opérations militaires, il réduisit la contribution à 60,000 piastres.

1. Ces affiches disaient textuellement ce qui suit : « *Avis important.* La préfecture de la province littorale de Moquegua, offre aux déserteurs de l'armée chilienne qui se présenteront avec leurs armes une gratification de vingt piastres et de dix à ceux qui se présenteront sans armes; et de plus, on leur garantit le droit de travailler librement où ils voudront. »

Il déclara d'ailleurs, tant à cette réunion qu'à une députation de dames qui était venue s'adresser à lui, que sa troupe ne commettrait aucun acte de violence contre les personnes, et en effet, il punit avec la plus grande sévérité les désordres de trois soldats dont s'étaient plaints les habitants. Le paiement de la contribution commença à s'effectuer dès le lendemain, mais il fut nécessaire de proroger le temps marqué jusqu'au 14 octobre. La somme fut intégralement payée en argent monnayé; on ajouta quelques bijoux, et on remit également des troupeaux et quelques denrées pour l'alimentation de la troupe.

Pendant ce temps-là on annonça dans le pays que des forces péruviennes venaient d'Arequipa, et il fallut établir des postes avancés sur tous les chemins; on en donna également avis à Tacna. Le colonel Lagos sortit de cette ville avec les renforts suffisants pour repousser toute attaque des Péruviens. Mais personne n'était sorti d'Arequipa, et les renforts chiliens arrivés déjà à moitié chemin, durent retourner à Tacna. Lagos seul poussa jusqu'à Moquegua où il arriva au moment où la division chilienne abandonnait cette place (14 octobre) après avoir rempli sa mission. Les troupes chiliennes revinrent sans être inquiétées, les unes à Pacocha, les autres à Tacna.

La ville de Moquegua eut à subir bien d'autres épreuves après la retraite des Chiliens. Le préfet d'Arequipa, comme nous l'avons vu, n'avait pas su la défendre, lorsqu'elle était tombée au pouvoir de l'ennemi, et tout moyen de résistance lui étant devenu impossible, il lui avait fallu payer l'impôt de guerre. Lorsqu'il n'y eut plus de Chiliens à combattre, le préfet y envoya des troupes, et il imposa à la population une autre contribution de 60,000 piastres, pour la punir d'avoir payé à l'ennemi une somme égale. C'était le comble de l'injustice.

Quand on lit ces tristes pages de l'histoire de nos jours, on a le cœur oppressé et rempli d'amertume. Lynch dans les provinces du nord du Pérou, aussi bien que Salvo à Moquegua, chargés tous deux par le gouvernement de missions pénibles, avaient pris à tache de chercher à empêcher les outrages contre les personnes, et les dérèglements de leurs soldats.

Les étrangers, entre autres les consuls, donnèrent à cette occasion des renseignements très satisfaisants sur la moralité et la discipline de la troupe. Mais la levée de lourdes contributions qui retombaient souvent sur des personnes étrangères à la politique, nous fait un devoir de condamner la guerre et ses lois inexorables.

Qui donc est responsable de ces actes? Il n'est pas difficile de répondre à cette question. Ce sont les gouvernements qui, oublieux des véritables intérêts de leur pays, et abusés par les calculs les plus erronés, préparent la guerre, concluent des alliances clandestines dont ils abusent pour troubler la paix de leurs voisins, quelque pacifiques qu'ils soient. Le gouvernement responsable de tous ces dommages était celui du Pérou; il avait depuis 1873 préparé l'incendie qui devait le dévorer, et malgré les affreux revers subis par ses armées pendant la campagne, s'obstinait à soutenir une guerre insensée qui devait lui coûter de nouveaux désastres et de nouveaux sacrifices. Lorsque le vainqueur, en suspendant les hostilités pendant des mois entiers, avait voulu lui donner quelques jours de calme afin qu'il pût méditer sur sa situation, le Pérou avait de nouveau provoqué les rigueurs de la guerre par ses proclamations arrogantes, ses torpilles et ses chimériques projets d'alliance. Il n'était donc pas étonnant qu'il subît les conséquences de son étrange obstination [1].

1. Les contributions en argent imposées à l'ennemi, et les réquisitions en denrées, vivres, etc., pour suffire aux nécessités des armées, ont de tout temps été une des plus grandes calamités des guerres. Suivant un rapport du ministre de l'intérieur à l'assemblée nationale de France, peu de temps après sa dernière guerre avec l'Allemagne (1870-71), les trente-quatre départements de ce pays envahis par les Allemands payèrent à ces derniers 39 millions de francs comme contribution de guerre imposée en divers endroits, 49 millions comme impôts ordinaires perçus par les autorités allemandes, 327 millions à titre de réquisitions pour l'alimentation de l'armée ennemie, en tout 415 millions de francs, et cela en dehors de l'énorme rançon imposée comme indemnité au moment du traité définitif de paix. — Voir le *Journal des Économistes*, novembre 1871, page 324.

Dans la jurisprudence internationale, la *contribution* de guerre consiste dans la somme que les habitants du pays occupé sont obligés de payer, généralement en numéraire, pour l'entretien de l'armée d'occupation, et d'après une quote-part déterminée; la *réquisition* est la demande faite par les autorités de mettre à leur disposition, chevaux, bétail, charrettes, fourrages et autres objets.

Les journalistes, tant à Lima qu'à l'étranger, ont fait tout leur possible pour prouver que les contributions imposées par les Chiliens sont une violation de toutes les lois internationales. Il nous semble que ce système place la question sur un mauvais terrain. La faculté que s'attribue le chef d'une armée d'occupation d'imposer des contributions de guerre aux habitants d'un territoire envahi, et d'en exiger le paiement avec toute la sévérité possible en cas de résistance, quoiqu'on en dise, est autorisée par le droit international moderne, et mise en pratique par toutes les nations. Cette loi n'a d'autre limite que celle que fixe l'humanité et la prudence. Le Chili peut-être, a été sévère avec son ennemi, mais cette sévérité a surtout été provoquée par les imprudents décrets du gouvernement du Pérou qui défendait sous peine des plus terribles châtiments de payer ces contributions, prétendant ainsi contre toute justice, imposer ses lois à un territoire qui n'était pas sujet à sa juridiction effective, puisqu'il était occupé par l'ennemi, et que ce gouvernement ne pouvait pas défendre.

Mais puisque nous parlons de violations du droit international, nous voulons, avant de continuer notre relation, récapituler d'une façon sommaire celles que les Chiliens ont eu à souffrir de leurs ennemis, et dont quelques-unes méritent une attention particulière.

Le même jour où la Bolivie déclarait la guerre, le président Daza, par un simple décret, ordonnait la confiscation des biens des Chiliens, mesure qui fut exécutée avec toute la rigueur possible, violant ainsi les principes les plus évidents du droit des gens [1].

Les stipulations faites par deux états en prévision d'une guerre, et pour régler leurs relations pendant la lutte, obli-

1. « Les biens possédés sur le territoire de l'une des parties belligérantes par les citoyens de l'autre, continuent à être sous la protection des lois et ne peuvent être confisqués sans une violation du droit international ». HEFFTER. *Le droit international de l'Europe*. Berlin 1873, § 125.

Les défenseurs de l'alliance péru-bolivienne ont dit, qu'en 1865, le Chili avait confisqué les biens des Espagnols résidant dans ce pays; mais le fait est parfaitement inexact, parce que jamais on n'a exécuté, ni même décrété une telle confiscation.

gent les deux parties, et aucune d'elles ne peut les violer sans commettre une infraction au droit international [1].

Le Chili avait fait avec le Pérou, en 1876, un traité solennel, dans l'article 17 duquel on avait textuellement stipulé ce qui suit : « En cas de guerre entre les deux Républiques, celles-ci dans le but d'en diminuer les maux, stipulent dès à présent pour le cas échéant ce qui suit :

« Une fois les hostilités commencées, les citoyens de l'une d'elles résidant sur le territoire de l'autre, auront la faculté de pouvoir y demeurer, et d'y continuer leurs occupations habituelles, tant qu'ils se conduiront pacifiquement et qu'ils ne violeront pas les lois de la guerre. Dans le cas où leur conduite les rendrait justement suspects, et où le gouvernement jugerait à propos de les faire sortir, il leur accordera douze mois à compter du jour de la notification de l'ordre, afin que pendant ce temps ils puissent arranger leurs affaires et se retirer avec leurs familles et leurs biens meubles, en raison de quoi on leur donnera un sauf-conduit. Cette faveur ne sera pas accordée à ceux qui agiraient d'une façon hostile. » On peut se rappeler de quelle manière le Pérou observa cet article. Il déclara la guerre au Chili le 6 avril 1879, et neuf jours plus tard il décréta, sans aucune exception, l'expulsion des Chiliens résidant ou établis au Pérou, leur accordant huit jours pour se retirer; et même dans quelques endroits on ne leur donna que deux jours [2].

Le droit des gens condamne en temps de guerre l'emploi des moyens de destruction qui par des procédés mécaniques, pour ainsi dire, détruisent des masses entières en sacrifiant un grand nombre de personnes [3].

Les Péruviens employèrent à Arica, et plus tard dans leurs

1. Les conventions faites entre deux états pour régulariser leur situation en prévision d'une guerre, obligent les parties contractantes, et aucune d'elles n'a le droit de ne pas les remplir. — FIORE, *Nouveau droit international publié suivant les besoins de la civilisation moderne*. Part. II, livre II, chap. III.

2. Voir le tome I, page 59.

3. Les lois de l'humanité proscrivent encore l'usage des moyens de destruction qui, d'un seul coup, et par un procédé mécanique, abattent des masses entières de troupes, et qui, en réduisant l'homme au rôle d'un être inerte, augmentent inutilement l'effusion du sang ». — HEFFTER, ouvrage cité, § 125.

retranchements des environs de Lima, les mines de dynamite dont quelques-unes pouvaient être allumées au moyen de fils électriques qui partaient d'un hôpital placé sous la protection de la Croix Rouge, ce qui était contraire à la loyauté avec laquelle on doit faire la guerre.

Enfin si le droit des gens autorise aujourd'hui certains moyens de destruction contre les navires de guerre, comme les torpilles, il semble exiger dans leur emploi, de la part des belligérants, un acte d audace dans lequel celui qui les applique expose sa vie, et non pas un acte de lâcheté, comparable à celui d'empoisonner les eaux d'une source.

Tandis que les Chiliens bloquaient le Callao, leurs chaloupes entrèrent audacieusement dans le port, et allèrent appliquer des torpilles aux navires ennemis, en s'exposant à tous les dangers qui pouvaient résulter d'une semblable entreprise. Les Péruviens employèrent aussi les torpilles, mais d'une manière bien diffférente; ils les lançaient à la mer comme des bouées flottantes, ou bien les cachaient artificieusement dans de petites embarcations sans y laisser aucun homme qui pût courir le moindre danger.

S'il est vrai que dans presque toutes les guerres, même dans les opérations entièrement licites, on commette quelques transgressions plus ou moins graves du droit international, ce qui par cela même leur vaut quelque atténuation, on doit condamner absolument les violations du caractère de celles que nous venons de signaler.

CHAPITRE VI

LES NÉGOCIATIONS D'ARICA, OCTOBRE 1880.

Dès le commencement de la guerre, la Grande-Bretagne offre sa médiation aux belligérants. — Le Chili l'accepte, le Pérou la refuse. — Après les victoires répétées du Chili, le gouvernement des États-Unis offre la sienne. — Le ministre nord-américain accrédité auprès du gouvernement péruvien fait un voyage mystérieux au Chili. — La médiation est offerte à la Bolivie. — Le Chili accepte la médiation sous la forme non officielle, et propose les bases invariables sur lesquelles on pouvait traiter. — Plan du dictateur du Pérou en acceptant la médiation. — Le gouvernement du Chili l'accepte officiellement et nomme ses représentants. — Les plénipotentiaires des alliés se refusent à aller à Arica. — Les conférences s'ouvrent enfin à Arica. — Les représentants du Chili exposent leurs conditions. — Discussion à laquelle elles donnèrent lieu. — Rupture des négociations. — Attitude de la presse de Lima pendant les négociations. — Le gouvernement et la presse du Pérou font appel à l'Amérique, en exigeant d'elle son appui contre le Chili. — Démarches répétées de la chancellerie péruvienne et de la chancellerie bolivienne pour obtenir de nouvelles alliances.

Les nations étrangères qui entretiennent des relations commerciales avec les trois pays belligérants, avaient suivi avec un très vif intérêt la marche de la guerre du Pacifique. Cette guerre, en effet, leur causait de grandes inquiétudes à cause de la cessation de leur commerce et du préjudice qu'il souffrait, et plus d'une fois elles s'étaient senties poussées à offrir leurs bons offices pour arriver à un arrangement. Au commencement de la guerre, la Grande-Bretagne avait offert sa médiation. Le Chili accueillit favorablement cette proposition amicale; mais le Pérou, sûr comme il l'était de remporter la victoire, refusa cette offre d'une façon péremptoire. Il semblait donc que ce ne serait qu'après le dé-

noûment des opérations militaires, que les puissances amies pourraient faire valoir leurs bonnes intentions en faveur de la paix.

Quand on connut à l'étranger le résultat de la deuxième campagne de la guerre, c'est-à-dire la destruction à Tacna et à Arica de la seconde armée des alliés péru-boliviens, on crut qu'il était possible de persuader aux belligérants de faire la paix. Cette fois le gouvernement des États-Unis, d'accord à ce qu'il paraît avec quelques gouvernements européens, en prit l'initiative, et en effet, il chargea ses agents diplomatiques au Chili, en Bolivie et au Pérou d'offrir simultanément aux gouvernements de ces trois pays sa médiation amicale et sous forme de bons offices, pour arriver à une paix définitive. Des instructions conçues en ce sens, furent télégraphiées par le cabinet de Washington dans les derniers jours du mois de juillet 1880, c'est-à-dire peu de temps après qu'on eut en Europe et aux États-Unis des détails positifs sur les grands désastres subis par les alliés à la fin de mai et au commencement de juin.

Le 6 août, le ministre plénipotentiaire des États-Unis au Chili, M. Thomas Osborn, communiqua au cabinet de Santiago les visées de son gouvernement relativement à la paix et offrit sa médiation dans les termes que nous avons indiqués. Le gouvernement du Chili répondit de son côté qu'il croyait également que le temps était venu de mettre un terme à la guerre, et que, dans cet ordre d'idées, il était disposé à accepter la médiation; mais qu'à raison de l'attitude prise par le Pérou en déclarant la guerre à outrance, il était à croire que ce dernier refuserait d'entrer en négociations; et que lors même qu'il accepterait la médiation, il était possible que les alliés refusassent de se soumettre aux conditions que le vainqueur voudrait leur imposer.

A Lima, le représentant des États-Unis, M. Isaac P. Christiancy, faisait à la même époque des démarches identiques auprès du gouvernement de Piérola. Celui-ci déclara confidentiellement qu'il acceptait la médiation, mais qu'avant de le faire connaître officiellement, il désirait savoir ce que le gouvernement du Chili pensait à ce sujet. M. Christiancy n'hésita pas un moment, et dans la matinée du 16 août, il

partit du Callao sur la corvette de guerre américaine *Wachusetts*. Personne ne sut dans le principe l'objet de ce voyage qui était le thème de mille conjectures. Les incurables illusions du peuple péruvien, se donnèrent plus que jamais carrière ; suivant les uns le ministre nord-américain allait notifier au gouvernement du Chili que les États-Unis ne consentiraient d'aucune manière à ce que la guerre du Pacifique se changeât en une guerre de conquête; suivant d'autres il partait dans l'intention d'intimider le Chili, d'exiger de son gouvernement une réparation immédiate et péremptoire, pour les prétendus outrages subis, d'après les journaux péruviens, par le consul nord-américain d'Arica. La *Opinion Nacional* de Lima du 21 août, en rapportant ces deux versions, se réjouissait à l'idée des conflits dans lesquels le Chili allait se trouver enveloppé et elle terminait par ces mots : « Que ce soit pour une raison ou pour l'autre, ce qu'il y a de certain, c'est que le Chili aujourd'hui n'a que le cynisme de son orgueil, et le mépris des peuples civilisés et honnêtes qui ont déjà commencé à lancer sur lui leur terrible verdict ».

Le lendemain du départ de M. Christiancy, le 17 août, le dictateur Piérola eut à Lima une longue conférence avec les ministres de France, d'Angleterre et d'Italie, également intéressés dans la négociation de la paix. Cette conférence fut aussi l'objet de bien des commentaires, sans que personne pût cependant en expliquer le véritable but. Dans ladite conférence, le dictateur rendit compte des démarches faites pour arriver à la négociation; et comme les trois ministres voulaient également y coopérer, il obtint que deux jours plus tard, (19 août) la corvette de guerre française *Hussard* partit pour Arica afin de porter au gouvernement de Bolivie des communications relatives à ce sujet. En effet, le président de ce pays, se soumettant entièrement aux indications qu'on lui transmettait de Lima, accepta dans les mêmes termes que le Pérou, les propositions de médiation que le général Charles Adams, ministre des États-Unis en résidence à la Paz, lui fit au nom de son gouvernement.

Pendant ce temps, M. Christiancy, procédant avec la réserve la plus polie, remplissait sa mission au Chili dans les derniers jours du mois d'août. Il apprit alors que le gouver-

nement chilien, de son côté, était disposé à accepter la médiation et à faire des propositions de paix, mais sous des conditions invariables. L'une de ces conditions était l'incorporation définitive et absolue des territoires en possession desquels il se trouvait jusqu'au fleuve Camarones ; c'est-à-dire des provinces d'Antofogasta et de Tarapaca. Toutefois on déclarait au diplomate nord-américain que, à en juger par l'attitude du Pérou, ce pays hésiterait peut-être à traiter à ces conditions, et qu'alors le Chili était résolu à continuer la guerre jusqu'à ce qu'il obtînt ce résultat. — M. Christiancy voulut savoir si le gouvernement du Chili serait disposé à suspendre les hostilités pendant que la paix se négociait, ou du moins jusqu'à ce que le Pérou eût déclaré s'il acceptait ou non ces bases du traité, et il lui fut répondu négativement. Le Chili craignait que la négociation ne fût un moyen employé par la politique péruvienne pour gagner du temps, et il était résolu à ne rien changer dans son plan d'opérations. En vertu de cette franche déclaration, presque le même jour où le ministre nord-américain, M. Christiancy, quittait Valparaiso, l'expédition chilienne, dirigée par le commandant Lynch, sortait d'Arica pour les ports septentrionaux du Pérou.

Quoique M. Christiancy eût eu une entrevue avec le président du Chili et abordé la question avec ses ministres, ses conversations n'eurent rien de strictement officiel. Le président le mit lui-même au fait de la résolution du gouvernement, et le ministre nord-américain sut de plus que, dans le cas de négociations, le Chili acceptait que les conférences des plénipotentiaires eussent lieu à bord d'un navire de guerre nord-américain et en présence des ministres des États-Unis au Chili, en Bolivie et au Pérou, mais qu'il exigeait que ce navire fût mouillé dans le port d'Arica, et que les plénipotentiaires du Pérou et de la Bolivie s'y rendissent sur un transport désarmé, et avec un laisser-passer du contre-amiral chilien qui bloquait le Callao. Avant de poursuivre notre récit, nous devons faire remarquer que cette exigence du gouvernement chilien n'était pas dictée par un sentiment d'orgueil pour obliger l'ennemi à traiter devant un port où flottait le drapeau chilien ; Arica était relié à Santiago par le télégraphe, et le gouvernement chilien ne voulait pas perdre l'avantage

d'être au courant, jour par jour et presque même heure par heure, de la marche des négociations, et de pouvoir donner à ses représentants toutes les instructions qu'il jugerait utiles.

Le diplomate nord-américain était de retour à Lima le 11 septembre. Le jour suivant, la *Opinion Nacional*, en rendant compte du voyage de ce haut fonctionnaire, disait ce qui suit :

« Le Chili a accepté la médiation sous forme de bons offices; nous ne savons pas s'il a ou non proposé des bases de paix. » Mais ce que ne savait pas la presse de Lima, le dictateur Piérola le savait. Il n'ignorait pas les bases invariables que le Chili avait posées pour l'acceptation de la paix; et quoique résolu à repousser ces conditions d'une façon péremptoire, il voulut accepter la médiation et avancer les négociations, en obéissant à un plan qui ne manquait pas d'une certaine habileté, bien qu'il soit resté complètement inefficace. Les hommes d'État et les diplomates péruviens ne rêvaient qu'alliance de toutes parts. Le Trésor du Pérou payait des journaux à Buenos-Aires, à Guayaquil, à Panama, aux États-Unis, et ces journaux, dans chaque numéro, parlaient de la nécessité rigoureuse où se trouvait l'Amérique entière de s'allier avec le Pérou. Les intérêts de cette république, disait-on, sont les intérêts de l'Amérique; le Chili fait une guerre de conquête, et l'Amérique ne doit pas tolérer que l'on viole ainsi le droit public américain qui, suivant les doctrines de Piérola, ne reconnaît pas le droit de conquête[1].

1. Cette horreur du Pérou pour la conquête n'avait commencé qu'après ses défaites. Au commencement de la guerre, la presse de Lima et tous ses hommes publics ne parlaient que du démembrement et du partage du territoire chilien. Le 6 avril 1879, il y eut dans cette capitale un grand meeting auquel assistaient les autorités civiles, militaires et ecclésiastiques, et là on déclara que le but de la guerre devait être de réduire le Chili à la partie du territoire compris entre les 27e et 47e parallèles de latitude sud, « territoire suffisant, disait-on, pour la faible population de deux millions et demi d'habitants à peine, que possède cette petite république ». D'après ces déclarations, le Pérou devait prendre possession des territoires qui s'étendent au sud du 47e parallèle. « Le Pérou, disait-on, chargé de la direction des destinées continentales, doit posséder le détroit de Magellan, afin de tenir toujours le Chili sous sa surveillance. »

Plus tard encore, le Pérou persistait toujours dans son projet d'en

Les agents du Pérou à l'étranger, se laissant tromper par les articles qu'eux-mêmes suscitaient et payaient, entretenaient les illusions de leur gouvernement. Celui-ci en vint à croire que le jour où le Chili prononcerait les mots de conquête ou d'annexion, l'Amérique se lèverait comme un seul homme pour défendre le Pérou.

Se croyant sûr d'arriver à ce résultat, le dictateur Piérola accepta officiellement la médiation, à la date du 16 septembre. Dans la note qu'il adressa, à cette occasion, au représentant des États-Unis, il disait que, malgré « l'entière confiance du Pérou dans le résultat final de la guerre », il acceptait la médiation, uniquement par déférence pour ce gouvernement ami, et parce qu'elle avait déjà été acceptée par le Chili. Dans ce document, comme dans tous ceux qui émanaient du gouvernement péruvien, le ministre des affaires étrangères de la dictature s'était efforcé de réunir toutes les insultes possibles contre leur ennemi; M. Christiancy commit l'inadvertance de ne pas renvoyer une note d'une nature si contraire aux usages diplomatiques et à l'objet pacifique de la négociation, et à laquelle on accordait la plus retentissante publicité dans les journaux de Lima. Le gouvernement du Chili, pouvait, et peut-être aurait-il dû, rompre en ce moment toutes les négociations. Il ne le fit cependant pas, croyant, contre toute apparence, qu'on ne devait pas désespérer d'arriver à la paix.

Cependant, à la date du 29 septembre, le Pérou avait

lever au Chili une partie de son territoire. Un des premiers actes de la dictature de Piérola fut d'envoyer dans la république argentine un nouveau ministre plénipotentiaire à qui l'on donna ses instructions à la date du 21 janvier 1880. Ces instructions, trouvées à Lima par les soldats chiliens, ont été publiées, comme nous l'avons dit ailleurs:

Le premier devoir du nouveau plénipotentiaire serait « d'obtenir l'alliance de la république Argentine pendant la guerre actuelle que la Bolivie et le Pérou soutiennent contre le Chili ». Pour intéresser cette république, le Pérou lui offrait son appui pour résoudre à sa convenance la question de limites pendante avec le Chili, et dans le cas où cela serait nécessaire, il lui promettait, à titre de cession perpétuelle, une partie du territoire du nord du Chili (depuis le parallèle 24e jusqu'au 27e) afin qu'elle eût des ports dans le Pacifique. — Cette négociation était encore pendante, c'est-à-dire qu'on espérait toujours que la république Argentine entrerait dans l'alliance sous ces conditions, lorsque la dictature péruvienne affectait tant d'horreur pour le droit de conquête.

nommé ses représentants. C'étaient don Antonio Arenas, membre de la cour suprême de justice de Lima, et le capitaine de vaisseau don Aurelio Garcia i Garcia [1].

Le 1er octobre, la corvette de guerre nord-américaine *Lackawanna* sortit du Callao portant à son bord le ministre Christiancy; à son côté, s'avançait le transport péruvien *Chalaco* complètement désarmé et muni, suivant les conventions arrêtées, du sauf-conduit accordé par le contre-amiral chilien qui bloquait ce port. A son bord, se trouvaient les plénipotentiaires péruviens. Le *Nacional* de Lima, en rendant compte de ces faits, disait : « Les conférences auront lieu à bord du navire de guerre des États-Unis qui part aujourd'hui portant à son bord l'honorable Christiancy, et sur un point de la côte que désigneront les représentants des États-Unis entre Pacocha et le Callao. Les plénipotentiaires des nations belligérantes se rendront à l'endroit désigné sur des transports de guerre désarmés de leurs nations respectives. Les ministres des États-Unis en résidence à Lima, La Paz et Santiago, assisteront aux conférences. Le gouvernement du Pérou a déclaré que, puisque le Chili n'a pas suspendu les hostilités comme il devait le faire en acceptant la

1. La nomination de ce dernier offrait quelques difficultés que le dictateur, grâce à son esprit fécond en inventions de ce genre, aplanit aisément. Le capitaine de vaisseau Garcia i Garcia avait figuré dans toute la guerre avec peu de succès. A Chipana (12 avril 1879), lorsqu'il commandait deux navires, dont l'un était la corvette *Union* à bord de laquelle il se trouvait lui-même, il s'était enfui devant la canonnière chilienne *Magallanes*. Envoyé plus tard dans les mers du Sud à la recherche de deux navires qui venaient d'Europe chargés d'armes pour le Chili, il était revenu sans avoir atteint son but. A Angamos (le 8 octobre 1879), il abandonnait le *Huascar* pour s'enfuir en toute hâte à Arica. Enfin le 18 novembre de la même année, faisant partie d'un convoi avec la *Pilcomayo*, il abandonna ce navire qui tomba au pouvoir des Chiliens et il s'enfuit au Callao. En considération de ces retraites précipitées dont, à ce qu'il paraît, il était coutumier dans les guerres civiles, on l'appelait généralement au Pérou, *Corria i Corria* (il courait et courait). Comme il avait été autrefois l'ennemi politique de Piérola, ce dernier, en arrivant au pouvoir, l'avait fait mettre en jugement pour qu'il rendit compte de ses actes pendant la guerre. Garcia i Garcia se trouvait donc sous le coup d'une accusation ; mais le 1er octobre, le *Nacional* publiait un décret du dictateur qui portait la date du 30 juillet : par ce décret, on le déchargeait « définitivement de toute accusation et de toute responsabilité, sans que le procès pût jamais en aucun cas être une tache pour son nom ni un obstacle dans sa carrière ».

médiation, le Pérou les considère comme n'ayant pas cessé, sans préjudice des négociations. »

Il est facile de voir dans ces lignes l'intention d'éluder jusque dans ses moindres détails les conditions auxquelles le Chili avait accepté la médiation. Il avait exigé que les conférences eussent lieu dans la baie d'Arica, port occupé par les Chiliens, et la condition requise de s'y rendre sur un transport désarmé, ne s'appliquait qu'aux plénipotentiaires des deux républiques alliées. Le dictateur péruvien voulait faire de cette condition une question de dignité nationale [1].

Les plénipotentiaires du Pérou sortirent de Lima sans connaître les plans de Piérola et sans savoir les arrangements pris par les diplomates nord-américains pour fixer l'endroit où devaient avoir lieu les conférences. Le gouvernement péruvien leur avait donné des instructions écrites qui furent complétées par quelques notes supplémentaires; mais elles étaient conçues d'une manière très vague et dans un tel esprit, qu'il semblait que le Pérou fût vainqueur dans cette guerre. Elles se bornaient à recommander aux plénipotentiaires de soumettre à l'arbitrage toutes les difficultés pendantes, et en ajoutant que, dans le cas où l'on viendrait à traiter la question du paiement d'une indemnité de guerre, on autorisait

1. Le dictateur Piérola, parfaitement au courant de toutes les conditions exigées par le gouvernement chilien en acceptant la médiation, annonçait que ce dernier n'avait pas voulu suspendre les hostilités pendant les négociations; mais il se gardait bien de parler des bases immuables que le Chili avait proposées pour traiter. En même temps, Piérola faisait tout son possible pour éluder les conditions fixées par le Chili pour la tenue des conférences. Dans une note du 29 septembre, le gouvernement dictatorial disait au ministre plénipotentiaire des Etats-Unis : « Mon gouvernement entend que les conférences devront avoir lieu sur un point de la côte entre le Callao et Pacocha, point qui sera désigné par les plénipotentiaires des États-Unis, et où se rendront sur des transports désarmés, les plénipotentiaires des États belligérants. » M. Christiancy, lui, objecta le lendemain que ce n'était pas ce qui avait été convenu avec le gouvernement du Chili, qui entendait que les conférences eussent lieu à Arica, et il lui demandait ce qu'il devrait faire dans le cas où les représentants du Chili exigeraient l'accomplissement de cette condition. Le gouvernement de Piérola répondit le même jour, 30 septembre : « Mon gouvernement donne tellement d'importance à cette affaire, que, dans le cas très douteux où le Chili exigerait que les négociations eussent lieu à Arica, le Pérou se verrait dans l'obligation de ne pas assister à ces conférences ». Cependant Piérola dut plus tard abandonner ce projet.

l'arbitre à désigner lequel devait la payer, du Pérou ou du Chili, et à combien elle devait s'élever. En aucun cas, disaient les instructions, on ne soumettra à l'arbitrage, du côté du Pérou, la plus petite cession de territoire. Pour le reste, on n'y indiquait pas les autres points qui devaient être résolus en cas de traité de paix. Comme les plénipotentiaires péruviens comprenaient qu'avec de semblables bases on ne pouvait arriver à aucun résultat dans les négociations, Piérola leur donna d'autres instructions secrètes qui jusqu'aujourd'hui n'ont pas encore été publiées.

De son côté, le président de la Bolivie, également poussé par un sentiment d'orgueil national, s'était refusé à accepter officiellement la médiation, dans la crainte que le Chili ne la rejetât; mais ayant appris par la légation nord-américaine que le gouvernement de ce pays avait résolu de prendre part aux conférences, il s'était empressé de nommer don Juan C. Carrillo et don Mariano Baptista, ancien ministre d'État, comme plénipotentiaires. Bien que le gouvernement bolivien continuât à avoir d'intimes relations avec le dictateur du Pérou, ce dernier eut soin de lui cacher les bases proposées par le Chili pour la négociation de la paix. Le gouvernement de la Bolivie était alors persuadé que la médiation des États-Unis était presque une véritable intervention, et que les négociations seraient résolues, en soumettant à l'arbitrage toutes les difficultés qui entretenaient l'état de guerre. Ces plénipotentiaires se rendirent donc aux conférences complètement abusés mais de bonne foi.

Aussitôt que le gouvernement chilien apprit officiellement que le Pérou et la Bolivie avaient accepté la médiation, et que les conditions préalables avaient été remplies, il nomma, à la date du 7 octobre, pour ses représentants, don Eusebio Lillo, qui remplissait les fonctions de gouverneur civil de Tacna et d'Arica, l'intendant de Valparaiso don Eulojio Altamirano et le ministre Don Franscico Vergara, qui comme nous l'avons dit plus haut se trouvait au camp des armées du nord en qualité de représentant du gouvernement. Ainsi que cela avait été convenu d'avance, les trois délégués se trouvèrent réunis à Arica vers le milieu d'octobre avec M. Osborn, ministre des États-Unis au Chili, qui devait assister aux conférences.

Sur ces entrefaites les plénipotentiaires du Pérou et de la Bolivie étaient restés à Mollendo en réclamant que les conférences eussent lieu dans cet endroit. On perdit près d'une semaine dans cette question d'amour-propre, où, comme on le voit, la raison n'était pas du côté du Pérou. Le ministre Osborn, qui en sa qualité de doyen, devait présider les conférences, décida enfin d'une façon formelle qu'on s'en tiendrait à ce qui avait été convenu, c'est-à-dire que les conférences auraient lieu à Arica. Le gouvernement du Pérou, dut céder; mais alors même il trouva un expédient pour cacher cet abandon de ses prétentions. Il passa aux représentants du Pérou une note dans laquelle il les autorisait à aller à Arica, à raison, disait-il, de ce que le gouvernement de Bolivie s'y était engagé.

Cette question de simple vanité nationale retarda de quelques jours l'ouverture des conférences. Mais les représentants du Chili profitèrent de la leçon, et comprirent que pour lutter contre les artifices de leurs adversaires, ils devaient adopter une ligne de conduite franche et résolue, et diriger les affaires vers une solution immédiate et définitive.

En effet dans la première conférence tenue, le 22 octobre à bord de la corvette nord-américaine *Lackawanna*, après les discours d'usage, dans lesquels M. Osborn fit connaître dans un langage sincère, les vœux ardents des États-Unis pour le rétablissement de la paix dans ces pays, le représentant du Chili, don Eulojio Altamirano, déclara que pour faciliter et accélérer ce débat, il avait indiqué sur une minute les principales conditions de la paix, bien convaincu, qu'une fois ces conditions approuvées, le reste n'offrirait pas la moindre difficulté. Voici textuellement ce que contenait ce document.

1° Cession au Chili des territoires du Pérou et de la Bolivie qui s'étendent au sud du ravin de *Camarones* et à l'ouest de la ligne qui dans la chaîne de montagnes des Andes, sépare le Pérou de la Bolivie jusqu'au ravin de la Chacarilla, et également à l'ouest d'une ligne qui depuis ce point se prolongerait jusqu'à la frontière argentine, en passant par le centre du lac Ascotan.

2° Paiement solidaire par le Pérou et la Bolivie, de la somme de vingt millions de piastres dont quatre millions au comptant.

3° Restitution des propriétés dont les entreprises et les citoyens chiliens ont été dépouillés au Pérou et en Bolivie.

4° Restitution du transport *Rimac.*

5° Annulation du traité secret conclu en 1873 entre le Pérou et la Bolivie, laissant en même temps sans effet et comme de nulle valeur les démarches faites pour former une confédération entre les deux pays.

6° Continuation de l'occupation par les armées chiliennes des territoires de Moquegua, de Tacna et d'Arica jusqu'à l'accomplissement des obligations contenues dans les conditions antérieures.

« 7° Obligation de la part du Pérou de ne jamais armer le port d'Arica, quand il lui sera rendu, ledit port devant rester exclusivement un port commercial ».

Les diplomates de l'alliance n'étaient pas autorisés à accepter ces conditions. Le dictateur Piérola leur avait caché les bases que le Chili avait indiquées auparavant pour le traité. En raison des propositions que les plénipotentiaires chiliens avaient présentées en les déclarant irrévocables. les conférences d'Arica auraient pu en rester là ; mais les représentants des républiques alliées demandèrent du temps pour étudier ces propositions, et on se sépara après être convenus de tenir une seconde réunion.

Cette réunion eut lieu le 25 octobre. Tout le débat roula sur la première des bases dont nous avons donné copie plus haut. Les représentants du Pérou et de la Bolivie dans de longs discours bien étudiés, la repoussèrent formellement. Bien qu'ayant donné à l'appui de leur refus diverses raisons, entre autres que « si le Pérou avait souffert jusqu'ici quelques contre-temps », il n'avait cependant pas encore été vaincu, le principal argument de leur défense fut la condamnation du droit de conquête. A son appui ils invoquaient les théories du droit public américain, inventées par les Péruviens depuis leurs déroutes, théories d'après lesquelles toutes les républiques de la même origine devaient se garantir mutuellement l'intégrité [1]. Les plénipotentiaires du Chili ignoraient alors

1. L'un des plénipotentiaires péruviens, don Aurelio Garcia i Garcia soutint avec le plus grand sang-froid que le Pérou n'avait jamais songé

qu'en ce moment, pendant que deux représentants du Pérou faisaient parade à Arica de leur horreur pour la conquête, et de leur respect pour la conservation de l'intégrité territoriale, un autre plénipotentiaire péruvien était à Buenos-Aires, tout occupé à solliciter, sans obtenir de résultat, il est vrai, l'alliance de la République Argentine contre le Chili; et en échange de cette alliance le Pérou offrait de démembrer et de mutiler, le territoire Chilien. Le gouvernement de la dictature avait eu, comme on peut en juger, de très bonnes raisons pour s'entourer du plus profond secret, surtout en ce qui se rapportait à une démarche infructueuse de sa légation à Buenos-Aires.

Ne pouvant faire valoir cet argument, qui aurait détruit complètement tout le système de droit public américain établi par les hommes d'État du Pérou et de la Bolivie, les représentants du Chili défendirent avec autant de modération que de fermeté les propositions qu'ils avaient présentées. Il serait long et même inutile de reproduire ici les discours qui

à s'emparer de territoires étrangers, parce qu'il avait toujours voulu respecter ce qu'il appelait le droit public américain. Cette opinion ne fut pas acceptée par les représentants du Chili; mais ces derniers ne voulurent pas entrer dans cette discussion historique. Un mois plus tard, *le Phénix*, journal de Quito, dans son numéro du 27 novembre 1880, traitant des conférences d'Arica, disait ce qui suit : « Une des choses les plus remarquables de ces conférences, est l'affirmation donnée par M. Garcia, ministre péruvien, que son gouvernement, laissant de côté ses propres intérêts, a respecté l'intégrité du territoire équatorien, et cependant jusqu'aujourd'hui il retient sans aucun titre ni aucun droit la grande et riche province de Jaen; il s'est emparé d'Iquitus et a pénétré jusqu'à Andoas. En 1858 le général Castillo a déclaré la guerre à l'Équateur, sous prétexte de venger les injures que, disait-il, on avait faites au représentant du Pérou; mais sans avoir remporté aucune victoire, il a négocié avec le général Franco la possession des riches territoires de Canelos, en prenant pour bases un arrêt annulé par les armées colombiennes dans la campagne de Tarqui. Le peuple équatorien a protesté comme un seul homme contre cette inique négociation : l'armée et l'escadre péruvienne s'en retournèrent sans autre résultat que la perte de grands capitaux dans une campagne aussi injuste qu'inconsidérée. M. Garcia a également oublié la conduite du Pérou vis-à-vis de la Grande République de Colombie, ses maneuvres pour obtenir l'annexion de Guayaquil, et l'attaque à main armée qui mit fin au traité de Tarqui, attaque dans laquelle le général Sucre vainqueur, donna des preuves évidentes de sa générosité et des sentiments fraternels de la Colombie à l'égard du Pérou. On a fixé les bases de démarcation entre les deux républiques, mais le Pérou n'a jamais pensé à exécuter ce qui était stipulé; ce qui fit dire en certaine occasion à Bolivar, que Sucre savait vaincre, mais qu'il ne savait pas profiter de la victoire. »

furent prononcés et qui furent enregistrés dans les protocoles des conférences tant de fois publiés.

Les plénipotentiaires chiliens, sans sortir de la plus stricte modération, rappelèrent les faits qui avaient amené la guerre; et ces faits démontrèrent que le débat ne pouvait avoir d'autre solution que celle qu'ils avaient proposée. Le Chili avait, le premier, porté l'industrie de ses fils dans les territoires disputés, et grâce à cette industrie, on avait découvert des richesses dont personne ne soupçonnait l'existence. Loin de protéger ces industries en assurant la paix et la tranquillité aux travailleurs chiliens dans l'un ou l'autre pays, au Pérou, aussi bien qu'en Bolivie, on avait établi contre eux un régime arbitraire qui leur avait causé les plus grands ennuis, et qui avait fini par les dépouiller de leurs propriétés. Le Chili avait cru pouvoir vaincre ces difficultés par des traités irrévocables; mais les engagements n'avaient pas été remplis par les parties adverses. Loin de là, tandis que le Chili se montrait plus disposé à la paix, et à vaincre ces résistances par une discussion calme et modérée, la Bolivie et le Pérou avaient signé en 1873 une alliance secrète contre le Chili.

Persuadés que ce dernier ne pourrait leur résister, ces deux états avaient commis de nouvelles violences, et placé les Chiliens dans la dure nécessité de prendre les armes, ce qui était contraire à l'instinct profondément enraciné qui les poussait à éviter la guerre et à maintenir la paix à n'importe quel prix.

Fort surtout de la justice de sa cause, le Chili avait sérieusement accepté la guerre; en faisant des sacrifices immenses d'argent et d'hommes, il avait obtenu la victoire et il se trouvait dans la nécessité absolue de s'indemniser de ses sacrifices, et de se placer dans une situation qui le mît à couvert de nouvelles difficultés et de nouvelles complications, comme cela était arrivé lorsque l'industrie chilienne avait commencé à exploiter la richesse de ces territoires. L'indemnisation des frais immenses occasionnés par la guerre, et l'assurance de la paix et de la tranquillité pour l'avenir, ne pouvaient s'obtenir que par un seul moyen; c'était que le Chili entrât en possession définitive et absolue de ces territoires peuplés par ses enfants bien longtemps avant que ses soldats allassent

y arborer leur drapeau après de nombreuses et pénibles victoires. Telle était larésolution fixe et invariable du gouvernement et du peuple chiliens; et dans le cas où ils ne pourraient obtenir ce résultat par des négociations pacifiques, ils étaient résolus à poursuivre la guerre jusqu'à ce qu'ils y arrivassent. Bien que ce fût là le fond des discours prononcés par les représentants du Chili, ces derniers, cependant, gardèrent les formes convenables pour ne pas envenimer la discussion.

Les représentants de la Bolivie et du Pérou avaient prévu cette réponse, et même ils avaient essayé de défendre le traité secret de 1873. Mais ils avaient, dans cette réunion, un autre plan au moyen duquel ils avaient espéré mettre le Chili dans un sérieux embarras. Ce plan consistait à proposer que toutes les difficultés pendantes fussent soumises à un arbitrage, et que l'arbitre fût le gouvernement des États-Unis. Comme nous l'avons dit plus haut, les représentants de ce gouvernement au Chili, en Bolivie et au Pérou assistaient aux conférences d'Arica. Le rejet de la proposition d'arbitrage offrait donc quelque difficulté, mais les représentants du Chili déclarèrent avec toute franchise que leur pays avait demandé l'arbitrage avant la guerre; il l'avait ainsi stipulé dans des conventions antérieures; lorsqu'il vit le danger d'une rupture en 1879, il y eut encore recours, et à ce moment on n'avait point fait cas de sa requête; enfin aux démarches faites dans le bu de faire résoudre par un arbitre les difficultés pendantes avec la Bolivie, le gouvernement de ce pays avait répondu par un décret de confiscation des propriétés de la compagnie chilienne d'Antofagasta [1]. En rappelant légèrement ces faits, les pléni-

1. Tous ces faits, auxquels on fit allusion avec le plus grand calme dans les conférences d'Arica, ont été longuement racontés dans la première partie de ce livre. Nous devons consigner ici que les plénipotentiaires péruviens n'avaient aucune foi dans la proposition d'arbitrage, qu'ils la faisaient par pure convenance, et que si le Chili l'eût acceptée, il eût été très difficile de déterminer sur quel point devait porter l'arbitrage. Dans les instructions que Piérola leur avait données à la date du 27 septembre 1880 et qui ont été publiées plus tard, on trouve ces mots : « Il est bien entendu qu'en cas d'arbitrage, il ne sera jamais question, sous quelque forme que ce soit, de l'annexion au Chili d'une partie quelconque du territoire national. »

Et dans une note complémentaire de ces instructions, écrite à la même ate du 29 septembre, le ministre des affaires étrangères du Pérou s bases de l'arbitrage dans les termes suivants : « Messieurs les

potentiaires du Chili dirent que l'arbitrage qu'on n'avait pas voulu alors accepter, aurait servi à cette époque à empêcher la guerre, mais que c'était un mauvais moyen à employer pour y mettre fin, lorsque la justice et la victoire avaient augmenté et confirmé les droits de l'une des parties belligérantes. Le Chili, malgré tout son respect pour le gouvernement des États-Unis, ne pouvait pas soumettre à un arbitrage l'évaluation des sacrifices que lui coûtait la guerre, ni le sang de ses enfants.

On proposa encore un autre moyen pour arriver à la paix. Un des plénipotentiaires boliviens, reconnaissant loyalement que la victoire donnait au Chili le droit de réclamer une indemnité correspondant aux frais que lui avait occasionnés la guerre, fit une proposition pour que ce dernier restât en possession des territoires occupés, jusqu'à ce que les produits de ces territoires l'eussent remboursé de tous les frais qu'il s'était jusqu'alors imposés. Ce moyen aurait donné lieu plus tard à une série de nouvelles difficultés fort compliquées et que le Chili voulait éviter à tout prix. L'expérience lui avait appris depuis de longues années qu'avec les hommes politiques du Pérou et de la Bolivie on ne pouvait accepter aucune situation transitoire, ni aucun traité qui laissât quelques points à résoudre. Le souvenir de la conduite observée par la Bolivie dans les traités de 1866 et 1874 lui servait de leçon pour régler dorénavant sa conduite. Mais les plénipotentiaires chiliens n'eurent pas même besoin de discuter ces bases. Les plénipotentiaires péruviens qui, suivant leurs instructions, ne pouvaient les accepter, gardèrent à ce propos le plus profond silence, et laissèrent à entendre qu'ils n'étaient pas d'accord sur ce point avec leurs alliés.

La proposition d'arbitrage donna lieu à une franche déclaration de la part du ministre Nord-Américain qui présidait ces conférences. Il dit que le gouvernement des États-Unis n'avait

plénipotentiaires auront particulièrement soin, en rédigeant l'acte de soumission à l'arbitrage, dans le cas où l'on en arriverait là, de faire exprimer catégoriquement qu'on soumettra à l'arbitrage la question de savoir s'il doit y avoir ou non indemnisation entre les alliés et le Chili, et lequel des deux doit une indemnité à l'autre. »

On comprendra donc que les plénipotentiaires péruviens eurent bien raison de déclarer à Piérola, comme nous l'avons vu plus haut, qu'avec de semblables instructions il était impossible d'arriver à la paix.

pas la prétention de se faire l'arbitre du débat, et que sa médiation s'était bornée à rapprocher les parties afin qu'elles pussent s'entendre dans une discussion modérée et polie. Mais la conférence était terminée, et les négociations ne pouvaient aller plus loin. Toutefois les plénipotentiaires se réunirent de nouveau le 27 octobre, mais ils ne firent que signer les protocoles des conférences antérieures qu'ils déclarèrent terminées.

Ce résultat ne produisit pas une grande surprise au Chili où l'on n'espérait rien des négociations. Le gouvernement de son côté qui, avant d'accepter officiellement la médiation, avait fait connaître à la dictature du Pérou les bases invariables sous lesquelles il pouvait traiter, avait cru un instant que ce dernier en envoyant ses plénipotentiaires, était résolu à accepter les conditions, les seules d'ailleurs qui pussent le sauver de la situation que lui-même s'était faite. Mais quand il vit les plénipotentiaires du Pérou s'arrêter à Mollendo, et chercher le moyen d'éluder la condition de négocier à Arica, il comprit qu'on avait cherché à le tromper, tout en se jouant de la bonne foi que les États-Unis apportaient dans leur médiation. S'il avait pu se faire encore quelque illusion sur la loyauté de ses ennemis, la presse de Lima semblait prendre à tâche de le convaincre ces jours-là même, qu'il n'y avait rien à espérer.

En effet, dès le commencement des négociations, les journaux de Lima qui étaient l'expression fidèle du gouvernement dictatorial du Pérou, se montrèrent plus ardents et plus exaltés que jamais contre le Chili. La guerre d'insultes et de provocations recommença sur un ton plus élevé encore que celui dont ils s'étaient servis jusqu'alors.

« Pendant que nos plénipotentiaires font le sacrifice d'écouter les impertinences du Chili au sujet d'une paix déloyale, disait à la date du 6 octobre, *la Patria* de Lima, attendons résolument l'ennemi de notre fortune. Pourquoi nous faire des illusions! Les négociations de paix seront une chimère. — La paix n'est pas possible lorsque l'émulation est dégénérée en jalousie. Le Chili n'a pu voir avec indifférence la prépondérance et moins encore la prospérité évidente du Pérou. Le Chili a toujours été envieux : le Pérou a toujours causé son désespoir. Caïn n'a pas eu de meilleur disciple. Le grand jour

s'approche, jour fixé par la Providence, qui doit faire sentir au Chili l'énormité de son crime. »

Enfin, le 29 octobre, arriva à Lima la nouvelle de la rupture des négociations et de la déclaration faite par le Chili relativement aux territoires disputés.

La presse de Lima avait dû déclarer franchement que, dans la crise actuelle, le Pérou subissait les conséquences de soixante années de désordre, de ses révolutions journalières, de ses disputes et de ses guerres insensées avec tous ses voisins et d'une politique turbulente et querelleuse qui l'avait conduit à signer le traité secret de 1873. Mais dans l'espoir d'obtenir l'appui des autres républiques du Nouveau-Monde, la presse liméenne poussa la folie jusqu'à proclamer que, dans la guerre du Pacifique, le Pérou défendait les intérêts de l'Amérique. « Il ne s'agit plus d'une simple question d'honneur disait *le Nacional* à la date du 30 octobre ; il s'agit de sauver les intérêts américains. Le Pérou qui a toujours été le plus ardent défenseur des intérêts sud américains, lorsqu'ils ont été compromis, a un motif de plus pour ne pas rendre son épée à un ennemi plus fanfaron qu'audacieux ; mais plutôt pour continuer à défendre avec vigueur les intérêts transcendants de l'Amérique du Sud. »

La presse péruvienne ne s'en tient pas à cette proclamation de la guerre américaine. Le 3 novembre, un autre journal déclarait complices du Chili les États Américains qui, dans la lutte actuelle, ne porteraient pas secours au Pérou et à la Bolivie. Le lecteur nous permettra de copier encore quelques lignes de cet article.

« Le Pérou, disait-il, a toujours été la sentinelle avancée du droit public américain. Il est donc de toute nécessité que l'Amérique se lève tout entière pour protester contre la perversité du Chili. Le Pérou l'exige, non pour réprimer matériellement le Chili, mais pour faire tomber sur lui la sanction morale de l'Amérique... Le Chili ne vaincra pas dans la guerre, mais, s'il y a en Amérique des spectateurs n'ayant pas l'énergie de combattre des bandits qui font l'office de brigands, ils se font complices par omission [1]. »

1. Comme si tous les termes insultants que contient le dictionnaire n'étaient pas suffisants par eux-mêmes, les journalistes s'efforçaient au

Le Gouvernement dictatorial, prenant part à cet enthousiasme de sa presse, en vint à croire qu'il avait atteint le but qu'il s'était proposé en acceptant la médiation des États-Unis. Le journal officiel de la Dictature, dans son numéro du 4 novembre, se félicitait du résultat de sa combinaison dans les termes suivants : « Les prétentions exorbitantes du Chili, qui porteront le scandale et l'alarme dans tous les États d'Amérique, n'avaient cependant pas une forme officielle, et c'est là un des avantages des négociations d'Arica. »

Mais, craignant que toutes ces chaleureuses proclamations de la presse ne fussent pas suffisantes pour armer l'Amérique entière contre le Chili, le gouvernement de la dictature péruvienne eut recours aux communications diplomatiques et, à la date du 5 novembre, il lança deux circulaires qu'il est bon de rappeler en passant ; l'une était adressée aux représentants des puissances étrangères à Lima, et l'autre aux ministres et consuls péruviens à l'étranger. Le style inconvenant et haineux des articles de la presse était devenu contagieux ; il s'étendait aux actes officiels du Pérou, décrets, notes ou proclamations, et même à la correspondance diplomatique adressée aux ministres étrangers. Dans cette occasion, le ministre des affaires-étrangères de la dictature, don Pedro Calderon, s'efforça d'élever encore le diapason de ces notes. La circulaire adressée aux nations amies, avait pour objet, d'après ses propres paroles « de dénoncer le Chili à la communauté des nations civilisées, parce qu'il était bien temps de le réprimer avec une rigueur exemplaire. » La conduite « téméraire et déloyale » du Chili, enfantée par « le délire fiévreux de ses passions, » ajoutait-il, l'a précipité dans « cette guerre fratricide au mépris de la civilisation et de l'humanité, » foulant aux pieds le « droit public américain » que soutient le Pérou ; mais le « monde entier et particulièrement l'Amérique, jugera d'une manière définitive » les prétentions du Chili. Il est probable que les ministres étrangers se contentèrent d'accuser réception de cette communication. Celui de Bolivie, cependant, don Melchor Terrazas, répondait quelques jours plus tard ; il pa-

moyen de la typographie de les faire ressortir davantage, et ils faisaient imprimer, soit en italiques soit en majuscules, les notes ou les phrases qui avaient une signification plus dure et plus âpre.

raissait extrêmement satisfait des explications données par le gouvernement du Pérou, et il espérait, lui aussi, que l'Amérique entière se prononcerait bientôt contre le Chili.

Dans sa circulaire aux représentants du Pérou à l'étranger, le ministre Calderon faisait de nouveau l'histoire, peu exacte il est vrai, des causes de la guerre : Il établissait un parallèle entre « le Pérou qui se glorifie d'avoir initié presque depuis le commencement de sa vie indépendante, avec les vues les plus larges et les plus élevées, à la fraternité réelle et effective les Républiques américaines, » et le « Chili qui, rempli de haine contre le Pérou, dont il ne peut méconnaître la supériorité sans effacer l'histoire et sans étouffer la voix d'une renommée devenue universelle, ivre de sang et dévoré par la soif ardente de nos fabuleuses richesses, proclame l'assaut de cette capitale considérée comme le dernier rempart du Pérou. »

D'après une recommandation spéciale consignée dans cette circulaire, les représentants du Pérou à l'étranger devaient en donner lecture aux chancelleries auprès desquelles ils étaient accrédités, et même leur laisser copie de ce tissu d'injures grossières contre la république du Chili. Le plénipotentiaire péruvien à Buenos-Aires, don Evaristo Gomez Sanchez, crut cependant que ce document n'était pas suffisant et voulut le renforcer d'un manifeste entièrement de son crû. Sous le prétexte de combattre la circulaire du gouvernement chilien qui rendait compte du mauvais résultat des négociations d'Arica, Gomez Sanchez rédigea, à la date du 15 décembre, un long écrit dans lequel il entassait contre le Chili les plus véhémentes accusations. Le plénipotentiaire péruvien se trouvait dans un pays où la plupart des habitants ne pouvaient être au courant des faits qui avaient occasionné la guerre du Pacifique, et il se crut autorisé à présenter ces faits sous une face qui n'était certainement pas celle de la vérité. D'après lui, ni l'industrie ni les capitaux chiliens n'avaient pris part à l'exploitation des salpêtres de Tarapacá. Le Pérou n'était pas insolvable, puisque bien loin de là, il avait toujours ponctuellement payé ses obligations. Le ministre péruvien put corroborer cette affirmation par le fait que, depuis 1872, le Pérou avait suspendu le payement des intérêts et de l'amortissement de son immense dette extérieure. Mais la partie la plus sérieuse de sa

circulaire est celle dans laquelle il défendait le droit public américain inventé par le Pérou avant ses défaites. Comme on le sait, depuis un an, le diplomate péruvien s'efforçait d'obtenir pour sa patrie l'alliance argentine, à la condition de dépouiller le Chili d'une partie de son territoire, et sans se laisser intimider par le refus opiniâtre qu'on opposait à ses prétentions, il insistait toujours avec la plus grande obstination pour arriver à ce résultat. Et, cependant, dans la circulaire dont nous parlons, il consacrait les meilleurs passages de son éloquence diplomatique à condamner de toute son énergie le principe « barbare et absurde » d'après lequel la victoire donne des droits au vainqueur [1], et à supplier de nouveau la République Argentine de venir secourir le Pérou, dont la cause, d'après lui était devenue la cause américaine.

Tout cela était de l'éloquence et du papier perdus. Quelques journaux subventionnés par la légation péruvienne, appuyaient les prétentions du Pérou; mais les hommes les plus remarquables de la République... Argentine savaient trop bien ce que valait cet américanisme invoqué si mal à propos, et ils se refusèrent à engager leur pays dans une lutte qui ne les concernait pas. Ainsi donc, malgré tant d'efforts pour trouver

1. D'après cette théorie, le Chili, poussé à la guerre contre sa volonté par toutes sortes de machinations qui dataient de 1873, aurait fait les plus grands sacrifices de sang et d'argent et aurait obtenu les victoires les plus brillantes, pour laisser les choses dans l'état où elles se trouvaient avant la guerre, mettre ses ennemis en situation de l'offenser inpunément de nouveau, le lendemain de la signature de la paix et sans pouvoir même réclamer une indemnité pour les sacrifices auxquels ils l'avaient obligé, ni faire disparaître les causes qui avaient amené le conflit. Cette théorie, avons-nous dit, fut inventée par le Pérou, lorsque ses défaites successives ne lui permirent plus de faire valoir celles qu'il avait proclamées au commencement de la guerre, lorsqu'il pensait mutiler le Chili au nord et au midi afin que « le Pérou, chargé de diriger les destinées continentales, le tînt constamment sous sa vigilance ». Un journal sérieux et fort estimé à Buenos-Aires, la *Nacion*, dans son numéro du 25 janvier 1881, jugeait de la manière suivante la théorie péruvienne :

« Ils sont à la fois insensés et criminels, les gouvernements qui, après avoir engagé la guerre et avoir subi une victoire chèrement achetée, déclarent à la face de la nation qu'ils ont poussée à se sacrifier, que cette victoire n'accorde aucun droit; parce que cela revient à condamner la raison de la guerre en offrant comme compensation au vaincu le sang et l'or des vainqueurs. La guerre ne se fait pas en vue d'un pareil résultat. »

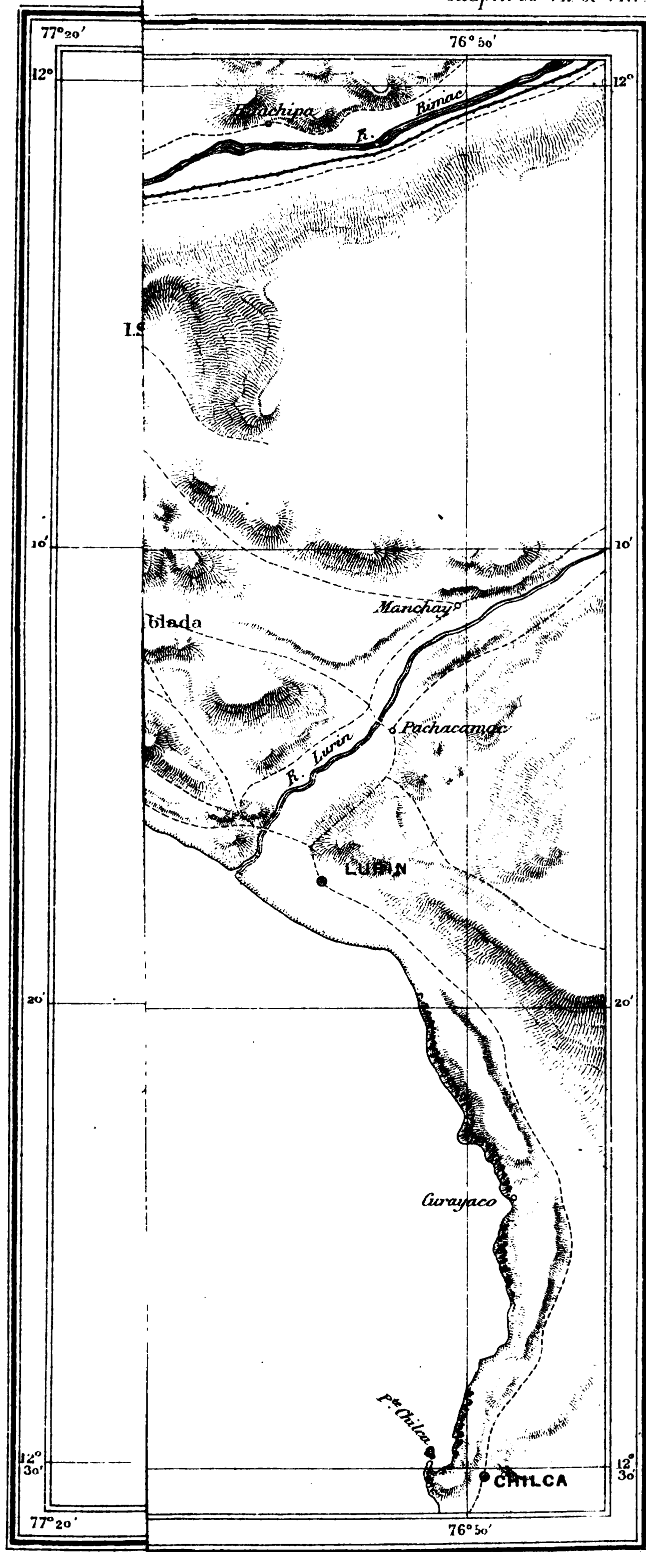
de nouveaux alliés, le Pérou devait rester seul au jour du danger, et ce qui était plus douloureux, abandonné par son ancien allié qui l'avait entraîné dans la guerre.

En effet le gouvernement de la Bolivie, depuis la déroute de son armée à Tacna, paraissait dégagé de toutes les obligations de la guerre. Il n'avait donné d'autre signe de sa fidélité à l'alliance du Pérou, que d'envoyer ses représentants aux conférences d'Arica. Mais il se crut également obligé de s'adresser aux nations américaines. Tel fut l'objet d'une longue circulaire signée par le ministre des affaires étrangères don Juan C. Carrillo, le 1er décembre 1880. Dans cette circulaire, il développait longuement les théories du droit public américain inventé par le Pérou, et proclamait que l'Amérique devait promptement accourir au secours de l'alliance péru-bolivienne, pour déjouer les plans du Chili[1].

Mais si, au dire des hommes politiques de la Paz, tel était le devoir de toutes les républiques américaines, quel était donc celui de la Bolivie, alliée du Pérou par le traité secret de 1873, et qui avait directement provoqué en 1879 la guerre dans laquelle le Pérou avait eu à souffrir tant de terribles désastres? Le ministre Carrillo se gardait bien de le dire; mais le gouvernement de la Bolivie se chargea de démontrer par les faits comment il comprenait sa mission de nation américaine et d'allié du Pérou. Au moment où la chancellerie de la Paz signait cette circulaire, la guerre avait pris des proportions colossales pour des pays de l'Amérique du Sud : 25,000 soldats chiliens marchaient sur Lima, et l'Amérique entière s'obstinait à ne voir dans la guerre du Pacifique qu'une querelle provoquée par les machinations imprudentes de deux républiques, qui ne peuvent vivre sans révolutions à l'inté-

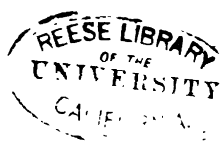
1. Cette longue circulaire est curieuse à plus d'un point de vue. Elle est un témoignage de la finesse et de la connaissance des usages diplomatiques de la chancellerie bolivienne. Le ministre Carrillo y rappelait quelques souvenirs historiques outrageants pour la Grande-Bretagne, et se permettait de censurer fortement l'Allemagne au sujet de sa conduite pendant la guerre 1870-71, dans les termes suivants : « La Prusse emportée par ses excès s'attira la réprobation universelle! »... Il n'existe certainement pas sur la terre un autre pays où le secrétariat des affaires étrangères soit capable de commettre de semblables inconvenances. Le ministre pouvait penser tout ce qu'il aurait voulu, mais il ne pouvait outrager les neutres dans une dépêche diplomatique.

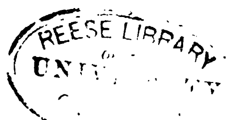
rieur, et sans difficultés à l'extérieur. La Bolivie resta dans ses montagnes, sans envoyer un seul soldat sur le théâtre des opérations, sans faire le moindre effort pour seconder un allié qui implorait alors des secours de toutes parts... C'est ainsi que le gouvernement de la Bolivie comprenait le devoir de défenseur de la cause qu'il appelait, « cause américaine. »



Gravé par L.Sonn

Paris. Imp. Dufrénoy, 34 Rue du Four.


REESE LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY



CHAPITRE VII

MARCHE DE L'EXPÉDITION CHILIENNE SUR LIMA, NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 1880.

L'armée chilienne reçoit de nouveaux corps de troupes. — Organisation de l'armée d'opérations. — De nouveaux transports viennent renforcer l'escadre. — Activité des préparatifs de l'expédition à Arica. — Départ de la première division de l'armée chilienne. — Son débarquement à Paracas. — Les Chiliens, malgré les menaces du chef péruvien de Pisco, s'emparent de cette place sans brûler une cartouche. — Occupation de la ville et de la vallée d'Ica. — Occupation de Chincha et de Tambo de Mora. — On annonce à Lima le débarquement des Chiliens à Pisco comme un triomphe du Pérou. — Menaces de la presse péruvienne. — Le reste de l'armée chilienne s'embarque à Arica. — On relâche à Pisco pour aller débarquer à Curayaco. — Une division chilienne avance jusqu'à Lurin, et elle occupe un campement propre à la réunion de toute l'armée. — Les forces péruviennes retranchées aux environs de Lima ne mettent aucun obstacle à ces mouvements. — Marche hardie et heureuse du commandant Lynch au milieu du territoire ennemi. — Concentration de toute l'armée chilienne. — Puissance et énergie déployées par le Chili en ces circonstances. — L'armée péruvienne d'Aréquipa.

Dans la soirée de 27 octobre 1880, alors que les représentants du Chili revenaient de la dernière conférence qui avait eu lieu dans la baie d'Arica, don Eulojio Altamirano communiqua par le télégraphe au chef de l'armée chilienne de Tacna que les négociations diplomatiques étaient rompues. « C'est bien ! répondit laconiquement le général Baquedano ; nous irons à Lima chercher la paix. » 20,000 soldats chiliens étaient alors réunis à Tacna ou dans les environs, perfectionnant leur instruction militaire par des revues et des exercices répétés.

En effet, les négociations d'Arica n'avaient pas suspendu

Jamais aucun peuple n'avait montré un patriotisme plus ferme, plus résolu et plus tranquille. On ne demandait pas les postes d'honneur, mais ceux du travail et du dévouement.

Pour faciliter le débarquement des troupes et le chargement du matériel militaire et des bagages, on avait construit un nombre considérable de chaloupes, de jetées portatives, de chèvres et de grues, de fourgons et de tonneaux pour le transport de l'eau. Tous ces engins, qu'on fabriquait avec la plus grande activité, étaient expédiés sur le port d'Arica, lieu désigné pour le départ de l'expédition.

La rupture des négociations, le 27 octobre, donna une nouvelle impulsion à ces travaux. Dès les premiers jours de novembre, presque toute l'armée expéditionnaire se trouvait réunie à Tacna ; et l'on faisait au port voisin les préparatifs du départ. L'aspect de la ville d'Arica et du port, écrivait le correspondant d'un des journaux chiliens, forme un contraste frappant avec l'air d'inaction qui régnait peu auparavant, lorsque les négociations de paix et l'ennui d'un casernement long et monotone avaient commencé à énerver plus d'un cœur. Maintenant l'enthousiasme renait, parce qu'on voit s'organiser enfin l'expédition de Lima appelée par tant de vœux. Les troupes de la première division, qui étaient désignées pour former l'avant-garde de l'armée arrivaient dès le 11 novembre à Arica dans de longs convois, et au milieu du bruyant enthousiasme des soldats ivres de joie. Les corps de musique remplissaient les airs des accords de l'hymne national, les rues étaient encombrées de militaires empressés, se rendant en différents endroits pour achever leurs préparatifs ou s'acquitter de leurs commissions. Dans les lieux d'embarquement, soldats, chevaux, équipages et artillerie se pressaient, pendant que le ministre de la guerre, donnant l'exemple de l'activité et du travail, présidait en personne à l'embarquement, tâche rude et pleine de difficultés. La rade avait pris un air de fête et d'allégresse ; les nombreux vapeurs lançaient vers le ciel d'épaisses colonnes de fumée ; les navires à voiles se voyaient entourés d'embarcations plus petites, et les remorqueurs, traînant leurs longues files de chaloupes pleines de soldats, de chevaux et d'attirails de toute espèce circulaient dans les intervalles des trente et quelques navires qui remplissaient la baie. »

Enfin, la première division partit d'Arica dans la matinée du 15 novembre. Elle se composait de 8,600 hommes, embarqués sur dix vapeurs et sept voiliers, et commandés par le général Villagran. Quoique plusieurs des transports eussent été pourvus d'une bonne artillerie pour résister en cas d'attaque pendant la navigation, le convoi était en outre protégé par les deux corvettes de guerre *Chacabuco* et *O'Higgins*. On craignait alors, et non sans raison, que les Péruviens ne profitassent de la rapidité des navires qu'ils avaient au Callao, et du brouillard qui enveloppe ce port pendant la nuit pour rompre le blocus et venir harceler les transports chiliens. Tel était le motif des précautions prises par l'état-major chilien.

Dans la matinée du 19 novembre, après quatre jours de la navigation la plus tranquille, les vaisseaux de l'escadre expéditionnaire commencèrent à entrer dans le port de Paracas, situé à dix milles au sud de Pisco, dont il est séparé par une petite presqu'île qui s'avance dans la mer. Ce jour était le premier anniversaire de la victoire de Dolores ou San Francisco, et les soldats regardaient cette circonstance comme d'un heureux augure pour la nouvelle campagne. C'était aussi en cet endroit que le général Saint-Martin, parti du Chili à la tête d'un peu plus de quatre mille hommes, avait débarqué le 8 septembre 1820 pour donner l'indépendance au Pérou.

L'escadre jeta l'ancre dans la baie de Paracas à dix heures du matin, et le débarquement des troupes commença aussitôt. On apercevait de là un mouvement extraordinaire de trains de chemin de fer dans le port voisin de Pisco, et l'explosion d'une mine de dynamite, au moyen de laquelle on avait prétendu couper la jetée qui s'y trouve. On disait aussi qu'il y avait beaucoup de torpilles et que les environs de la ville étaient sillonnés de mines explosibles. Malgré tout, un des vaisseaux de l'escadre, portant à bord le commandant Lynch, se rendit immédiatement à Pisco pour sommer cette ville de se rendre, et une petite colonne, commandée par le lieutenant-colonel don Roberto Souper, avança résolument par terre, coupa le télégraphe et interrompit toute communication par le chemin de fer. On apercevait, sur une petite montagne proche de la côte, un corps compacte de troupes péruviennes.

infanterie et cavalerie, mais quelques coups de canon tirés par la corvette *Chacabuco* les dispersèrent en un instant.

Cependant, le chef militaire de Pisco, le colonel don Manuel Zamudio, paraissait déterminé à se défendre vaillamment. A l'intimation verbale que lui avait faite du port le commandant Lynch, il répondit par écrit ce qui suit : « Votre Seigneurie peut s'emparer de la place de vive force : aucun Péruvien n'amènera le drapeau national devant les armées de l'invasion. » Il fit une réponse analogue au parlementaire que lui avait envoyé le commandant Souper, qui ignorait le résultat de la première sommation. Malgré cela, ce chef, doué d'une bravoure qui ne connaît jamais le danger, voulait occuper Pisco le soir même. Mais l'état-major de la division, croyant qu'il s'agissait réellement d'une résistance sérieuse, lui donna l'ordre de remettre l'attaque au lendemain, lorsque toutes les troupes seraient débarquées. Souper passa la nuit avec ses forces à une très courte distance du village, quoi qu'il eût appris de différentes sources que le colonel Zamudio disposait de près de 2,000 hommes ; mais personne ne l'inquiéta.

Le lendemain matin, le commandant Lynch s'avança à la tête de la première brigade de la division, bien décidé à occuper Pisco de vive force. Il ne tarda pas à rencontrer plusieurs étrangers qui lui apprirent que le colonel Zamudio s'était enfui pendant la nuit avec tous ses soldats, dans la direction du Nord, et que si les fugitifs avaient laissé quelques mines dans la ville ou aux environs il était facile de les détruire. Les troupes chiliennes entrèrent donc dans la ville sans tirer un coup de fusil ; elles se logèrent dans les vastes magasins du chemin de fer ou dans les métairies des propriétés voisines, et elles parcoururent la campagne environnante où elles trouvèrent des bestiaux et des volailles pour la nourriture des soldats, et des champs de luzerne pour les animaux. Des ouvriers chinois accouraient de toutes parts ; en voyant les champs abandonnés par les propriétaires et par leurs administrateurs, ils croyaient que le moment de recouvrer leur liberté était arrivé. Quelques-uns d'entre eux commencèrent à saccager plusieurs maisons, tentative que les chefs chiliens durent réprimer énergiquement. Ainsi donc, l'occupation de Pisco et de ses environs, malgré les menaces

emphatiques du gouverneur Zamudio, n'avait pas coûté une seule goutte de sang.

Le lendemain, 20 novembre, le colonel don Domingo Amunatégui, chef de la seconde brigade, partait de Paracas à la tête d'un régiment d'infanterie et d'un escadron de cavalerie. Le but de cette expédition était d'occuper Ica et ses environs, où l'on supposait que des troupes péruviennes pouvaient se réunir. Quoique cette ville fût reliée à Pisco par le chemin de fer, l'ennemi avait expédié son matériel à l'intérieur, et il fallut faire la route à pied. Après une marche pénible de deux jours et demi à travers le désert appelé *pampa de Chunchaga*, les troupes chiliennes entrèrent à Ica sans brûler une amorce. Les autorités avaient fui d'avance vers la montagne, et les étrangers qui résidaient dans la ville s'étaient chargés de maintenir l'ordre. Les locomotives et les wagons du chemin de fer se trouvaient bien là, mais les fugitifs les avaient démontés, cachant plusieurs pièces dans des lieux écartés et emportant les appareils télégraphiques. Les machinistes attachés à l'expédition firent des prodiges d'activité : ils remontèrent les locomotives, reposèrent les rails de la voie ferrée qui avaient été enlevés en trois endroits, et le 25 novembre les lignes du chemin de fer et du télégraphe furent rétablies. La division qui occupait Pisco put ainsi compter en cas de besoin sur les abondantes provisions que la riche vallée d'Ica pouvait lui fournir. On ne trouvait personne dans tous les environs qui cherchât à opposer la moindre résistance. Les soldats péruviens avaient tous pris la fuite.

Pendant que le colonel Amunatégui exécutait cette opération, une autre colonne chilienne, de 500 hommes seulement, sous les ordres du commandant de cavalerie don Tomas Yavar, s'était dirigée au Nord, en longeant la côte, pour occuper les villages de Chincha alta, Chincha baja et Tambo de Mora, dont les environs offraient de grandes ressources. Un navire de l'escadre se dirigea également vers ce dernier port avec deux cents hommes d'infanterie prêts à porter secours s'il était nécessaire. Cette expédition ne rencontra pas plus de résistance que les autres, et ne coûta la vie qu'au sous-préfet de Tambo de Mora, don Agustin Matuti qui avait été, paraît-il, la terreur de ces lieux. Fait prisonnier lorsqu'il fuyait,

il fut pris d'une telle peur qu'il en perdit la raison et se suicida en se coupant la gorge avec un rasoir, dans une maison qu'on lui avait donnée pour prison [1].

Les vivres et les troupeaux étaient également assez abondants de ce côté. De même qu'à Pisco et à Ica, les chefs chiliens achetaient tout à un prix convenable, et ils payaient avec les billets saisis par Lynch à bord du vapeur *Islai*. Ce papier-monnaie circulait partout aux mêmes conditions qu'il avait été émis quelques années auparavant par le gouvernement du Pérou.

La nouvelle du débarquement des Chiliens fut transmise à Lima le même jour, 19 novembre, par le télégraphe. Le public de la capitale s'informait, heure par heure, de tout ce qui se passait à Pisco; mais on ne lui disait pas ce qu'il en était. Le colonel Zamudio annonçait à deux heures du soir qu'il s'était refusé à capituler avec l'ennemi, et peu de temps après, il ajoutait : « Le bombardement a commencé. Chacun est à son poste. Nous résisterons jusqu'à la mort. » Les journaux publiaient ces télégrammes, en y joignant des commentaires destinés à prouver que les Chiliens seraient repoussés. Qu'on nous permette de reproduire ce qu'imprimait ce jour-là *la Patria* de Lima dans un bulletin : « Les Vandales de l'Amérique du Sud tiennent enfin leur promesse, nous aussi, nous tiendrons la nôtre. La résistance de Pisco sera aussi énergique et aussi sanglante que le patriotisme l'exige. Il y a là des forces suffisantes pour repousser toutes les attaques. Debout, citoyens ! Le jour que nous attendions avec tant d'impatience est proche. L'Amérique et le monde espèrent que le Pérou sera à la hauteur de la noble et juste cause qu'il défend. »

1. On a découvert plus tard dans la correspondance interceptée, que ce fonctionnaire était gravement compromis par un projet d'empoisonnement des eaux que devaient boire les soldats et les chevaux de l'armée chilienne. Croyant que ce plan était connu des officiers chiliens, Matuti ne cessait de leur demander grâce et de protester de son innocence de tout acte d'hostilité. Quoiqu'on lui eût assuré qu'il n'avait rien à craindre pour sa vie, il ne cessait de témoigner la plus grande appréhension d'être fusillé, et il finit par se suicider.

D'ailleurs, et quoique l'on sût qu'il y avait des forces péruviennes à l'intérieur, les habitants de ces localités ne se montrèrent nullement hostiles. Au contraire, ils procurèrent des vivres, du vin et des fourrages aux troupes chiliennes, les offrant souvent gratuitement ou à des prix très-modiques.

Mais le lendemain il n'était plus possible de cacher la vérité. Les Chiliens avaient occupé Pisco et s'étaient rendus maîtres de tout le pays d'alentour sans éprouver la moindre résistance. Mais il fallait exciter le patriotisme de la capitale et expliquer les choses d'une autre manière. Zamudio, disaient les journaux de Lima, s'est retiré en disputant le terrain pas à pas et en causant de grandes pertes aux envahisseurs. Ces nouvelles furent immédiatement transmises en Europe et aux États-Unis, présentant le débarquement des Chiliens à Pisco [1] comme un avantage signalé des armes péruviennes. L'abandon à discrétion de ce port, où l'on n'avait pour ainsi dire pas tiré un seul coup de feu contre les envahisseurs, et dont la garnison et les autorités avaient pris la fuite à la première menace de danger, fut préconisé comme une résistance héroïque et servit pendant plusieurs jours de thème aux journaux de Lima, pour proclamer leur ferme résolution de succomber plutôt que de permettre aux Chiliens de fouler le sol sacré de la patrie.

Les versions que l'on donnait du débarquement des Chiliens à Pisco, versions qui s'écartaient considérablement de la vérité, avaient pour but de relever l'esprit public, de « retremper le patriotisme, » comme on disait alors. « Nous ne connaissons pas encore les détails du débarquement des Chiliens à Pisco, disait *El Nacional* de Lima le 22 novembre ; mais il y a un fait certain et incontestable, c'est que le patriotisme péruvien a formulé, les armes à la main, la plus rigoureuse protestation contre l'invasion chilienne. Pisco a fait comprendre à l'ennemi, qu'on ne profane pas impunément le sol de la patrie lorsque la garde en est confiée à des citoyens à l'âme fortement trempée. Après l'impunité avec laquelle les armées chiliennes s'étaient promenées à Moquegua, à Quilca, et dans les départements de Huaraz, de Lambayeque et de Libertad, il fallait leur résister à Pisco, afin de prouver que le Pérou est encore debout, défendant vaillamment ses droits

1. Le *Journal des Débats* de Paris publiait dans le mois de décembre suivant les lignes ci-dessous : « D'après un télégramme reçu de Panama par la légation du Pérou, les Péruviens se sont opposés au débarquement des Chiliens à Pisco. Ils ont perdu 150 hommes et les Chiliens 450 ». Nous répétons ce que nous avons dit dans le texte : Le débarquement et l'occupation de Pisco n'ont coûté la vie à personne dans aucune des deux armées, parce qu'il n'y eut ni combat, ni résistance.

et l'équilibre de l'Amérique du Sud. Qu'à l'exemple de Pisco tous les villages, tous les hameaux, toutes les propriétés disséminées dans l'espace des soixante lieues qui nous séparent, convertissent toutes les journées de l'armée chilienne en un douloureux chemin de croix. Pas de ménagements pour l'ennemi, même dans le cas où il offrirait des garanties à la population paisible[1]. »

1. Les autres journaux de Lima mirent encore plus d'ardeur dans leurs menaces contre les Chiliens. Dans l'impossibilité de reproduire tous les écrits qui furent alors publiés, nous nous bornerons à en citer quelques fragments. On lit ce qui suit dans la *Patria* du 20 novembre :

« Le perfide ennemi qui prétend justifier ses crimes par le succès de ses armes foule déjà, de ses pieds impurs le département voisin de notre capitale. Soixante lieues nous séparent de lui, soixante lieues qu'il devra arroser de son sang avant de recevoir le châtiment exemplaire qu'il mérite. Ils viennent poussés par la convoitise ; ils viennent remplis d'envie ; ils viennent l'âme saturée de tous les appétits immondes qui font leurs délices... Qu'ils viennent donc ! nous noierons dans leur sang les germes de leurs turpitudes et de leurs infamies. Ce qu'il faut surtout, c'est concentrer tous nos efforts en un seul, c'est ne réunir qu'en un seul faisceau toutes nos volontés...Dès aujourd'hui la guerre doit être notre unique et constante préoccupation. Il est urgent que nous courrions tous aux armes et que l'aspect martial de la ville soit à chaque heure et à chaque moment la manifestation authentique de ce qui préoccupe notre esprit et de la ferme résolution que nous avons adoptée. D'autres ont le devoir d'organiser la défense afin de remporter la victoire ; à nous de faire docilement ce qu'on nous commande, pour nous rendre dignes du triomphe que nous attendons. Le fusil, l'exercice, la caserne : voilà dès à présent notre idole, notre culte, notre temple ! »

La Opinion Nacional du même jour n'était pas moins belliqueuse : « L'expédition contre Lima tant désirée des Chiliens est déjà un fait, disait-elle. L'heure de la vengeance est enfin arrivée : c'est par le plomb et la mitraille que notre patriotisme traduira toute la haine, toute l'indignation, toute la colère que nous renfermons dans nos âmes. Nous nous trouvons, heureusement, retrempés dans le feu sacré de cette noble enseigne ; nous y serons fidèles comme nous l'avons été partout. Le triomphe est la promesse de la force de Lima, de sa valeur, de son esprit légendaire. La perle du Rimac n'a pas été, n'est pas seulement le riche joyau de l'Amérique du Sud : elle a su se tranformer en Judith. C'est de son sein qu'est sorti le premier cri de guerre contre le Chili, c'est de là aussi que partira le dernier cri de châtiment... Personne ne restera en arrière ; tous voudront le poste le plus avancé. Et puisque nous sommes si résolus, est-ce que le Chili pourra pénétrer dans nos domaines? Non ! jamais, jamais ! Du moins, aucun péruvien n'en sera témoin, aucun ne saurait le supporter : plutôt la mort ! »

Il est à remarquer qu'aucun de ces journalistes fanfarons qui avaient été les principaux instigateurs de la guerre, ne succomba dans les sanglantes batailles qui se livrèrent aux portes de Lima.

Lorsque l'excitation du premier moment fut calmée, le journal officiel de la dictature commença à examiner la situation du Pérou dans son numéro du 24 novembre. « Le Chili, disait-il à ce propos, a fait des efforts désespérés qui n'ont abouti qu'à la réunion de quelques milliers d'hommes avec lesquels il prétend attaquer une des armées du Pérou, sans se rappeler que ce pays en a encore deux autres. Le Chili, ajoutait-il, est trop petit pour abattre, par deux ou trois victoires, des nations comme le Pérou et la Bolivie, qui disposent de ressources immenses et du patriotisme nécessaire pour défendre hardiment leur honneur et leur intégrité. Si pour obtenir le triomphe sur ses envahisseurs il faut qu'il coule encore des torrents de sang, le Pérou est prêt à tous ces sacrifices, et il voue la perfide et ingrate nation chilienne à l'anathème du monde et de l'histoire... Si les Chiliens sont unis par le vil sentiment de la convoitise, croyant avoir dans cette union honteuse un élément de victoire, la Bolivie et le Pérou le sont par le noble et généreux sentiment de l'amour de la patrie et de l'indépendance, qui élève les hommes à la hauteur de l'héroïsme. »

Cependant, on écrivait beaucoup moins de menaces au Chili ; on laissait même sans réponse celles que publiaient les journaux de Lima en se contentant de les reproduire ironiquement à Santiago et à Valparaiso ; mais on marchait droit à la réalisation des plans militaires. Donc, ces jours-là même, au lieu de perdre le temps à écrire et à lire d'arrogantes proclamations, la première division de l'armée occupait, sans tirer un seul coup de fusil, toute la vallée de Pisco et les districts voisins, et le reste de l'armée se préparait à partir d'Arica.

Des travaux importants et poussés avec la plus grande activité s'exécutaient alors dans ce port sous la direction des ingénieurs de l'armée. On faisait de nouvelles constructions sur la jetée pour faciliter l'embarquement des troupes et le chargement des canons et des autres bagages de l'armée ; on construisait de grands radeaux pouvant transporter cent chevaux chacun pour conduire les animaux ; enfin, on introduisait plusieurs modifications dans la disposition des navires de transport afin de ménager plus d'espace aux hommes et aux

bêtes. Grâce à ces efforts, et même sans attendre le retour des bâtiments qui avaient emmené la première division, la première brigade de la seconde division, composée de 3,400 hommes, s'embarquait et levait l'ancre le 27 novembre. Ce nouveau convoi se composait de six navires, escortés par deux vaisseaux de guerre, les canonnières *Magallanes* et *Abtao*. Ces troupes débarquèrent aussi à Pisco pour y attendre l'autre moitié de la division qui devait partir à bref délai du port d'Arica.

Malgré toute l'activité déployée par l'état-major pour faire partir le reste de l'armée expéditionnaire, on dut attendre encore plusieurs jours pour achever les grands préparatifs et réunir toutes les forces ainsi que les navires qui devaient les transporter. Une partie des renforts arrivaient à la même époque de Valparaiso, on terminait les réparations de différents transports, et on embarquait le parc d'artillerie et l'immense train des bagages. Tous les préparatifs étaient terminés avant la mi-décembre, et la seconde moitié de l'armée était prête à se diriger vers le nord.

Le plan du général Baquedano était de débarquer à Chilca, à 45 kilomètres au sud de Lima, avec la deuxième et la troisième division de son armée, pendant que la première, commandée par le général Villagran, ainsi que nous l'avons dit, s'avancerait par terre depuis la ville de Pisco. Cette combinaison avait le double avantage de faciliter le transport de l'armée que le nombre restreint des navires ne permettait pas d'embarquer au complet à Pisco, et de débarrasser les environs du port de Chilca de toute force péruvienne qui eût tenté de s'opposer au débarquement de la deuxième et de la troisième division. Dans ce but, le général en chef envoya ses ordres à Villagran, le 7 décembre, en lui recommandant de se mettre en marche avant le 14, pour que le mouvement s'exécutât régulièrement. Il ne devait rester à Pisco que l'artillerie de campagne et la première brigade de la deuxième division, qui partiraient par mer.

Dans la soirée du 24 décembre, la seconde moitié de l'armée, avec tout le train de l'état major, partaient d'Arica. Le convoi était composé de cinq vaisseaux de guerre, les frégates cuirassées *Blanco* et *Cochrane*, la corvette *O'Higgins*, et

les canonnières *Abtao* et *Magallanes* et de vingt-huit transports, vapeurs ou voiliers. La marche de cette escadre fut régulière malgré l'embarras que produisait la nécessité où l'on était de remorquer les quinze navires à voiles qui faisaient partie du convoi.

Le 18 novembre, après une navigation de quatre jours, l'escadre entrait dans le port de Pisco pour embarquer l'artillerie et la brigade de la deuxième division, qui, d'après les instructions du général en chef, devaient se trouver en cet endroit.

Le général Baquedano éprouva là une grande contrariété. La première division qui, d'après ses ordres, devait marcher sur Chilca par la voie de terre, avait pris cette direction dès le 13 novembre; mais, tandis que sa première brigade, aux ordres du capitaine de vaisseau don Patricio Lynch, avançait résolument de ce côté, une partie de cette division, ayant à sa tête le général Villagran, se trouvait encore à Tambo de Mora. Mécontent de ce retard, et sans vouloir admettre d'explications ou d'excuses, le général Baquedano rappela immédiatement ces forces à Pisco pour les embarquer de nouveau et il donna peu après l'ordre à leur chef de retourner au Chili. Il paraît que la cause principale de cette détermination fut que le général Villagran avait fait quelques objections au mouvement qu'on lui commandait, déclarant qu'il l'exécuterait sans prendre sur lui la responsabilité de ce qui pourrait arriver. « La responsabilité d'un ordre, dit le général Baquedano dans une de ses notes, retombe uniquement sur le général en chef qui le donne, sans que celui qui l'exécute ait le droit de le qualifier, puisqu'il remplit son devoir en se bornant à obéir. »

Cependant, l'embarquement des troupes qui étaient prêtes à marcher vers le nord, avait lieu à Pisco. Le 20 décembre, l'escadre levait l'ancre de nouveau et elle entrait le lendemain dans la baie de Chilca. Rien ne faisait supposer que le débarquement de l'armée dût rencontrer la moindre difficulté. La côte était déserte, et les premières nouvelles reçues annonçaient qu'il n'y avait pas d'ennemis dans les environs. Ces premières informations furent confirmées par une reconnaissance de vingt-cinq hommes qui se rendit à terre, occupa le petit village de Chilca et coupa le télégraphe qui le mettait en

communication avec Lima. Dans ces conditions, l'état-major chilien jugea convenable d'opérer le débarquement quelques lieues plus au nord, afin d'épargner aux troupes une marche fatigante par les sables brûlants de cette côte, qui offrait d'ailleurs, une grande difficulté pour le transport de l'artillerie.

Pour effectuer cette opération, une chaloupe à vapeur, appuyée par la frégate cuirassée *Cochrane*, alla reconnaître la côte du nord à la recherche d'un point favorable de débarquement. Elle trouva en effet un petit havre appelé Curayaco, complètement désert, où les troupes pouvaient aborder sans difficulté, quoiqu'il ne se prêtât pas au débarquement du parc et des bagages. Effectivement, dans la matinée du lendemain, 22 décembre, le débarquement de l'armée commençait dans le plus grand ordre et sans qu'on y rencontrât la moindre résistance. La ligne télégraphique qui communiquait avec la capitale du Pérou était coupée dès avant midi par les premières troupes qui étaient arrivées à terre.

Le débarquement, qui s'opérait avec une grande rapidité, continua encore heureusement le lendemain. La première brigade de la deuxième division, qu'on avait débarquée tout d'abord, avait poussé plus au nord sous les ordres du colonel don José Francisco Gana, et après une légère escarmouche dans laquelle les Péruviens lachèrent pied presque sans combat, elle occupa le 23 les bords du Lurin. Ce mouvement assurait la provision d'eau et établissait un campement commode pour opérer la réunion de toutes les divisions et pour effectuer sur la côte voisine, débarrassée de tout ennemi au sud de cette rivière, le débarquement de l'artillerie de campagne, des bagages, des vivres et des munitions. Le plan strictement défensif que s'était imposé le dictateur Piérola, sans consentir à éloigner son armée de ses retranchements et des fortifications, avait donc permis aux Chiliens de prendre une bonne position pour achever les préparatifs nécessaires dans ces localités.

La première division manquait encore. On se souvient qu'une partie avait suivi la route de terre sous les ordres du commandant Lynch. L'autre s'était embarquée à Pisco le 25 décembre sur deux navires de l'escadre et elle était arrivée à Curayaco le lendemain. Cette fraction était composée des

troupes qui avaient fait l'expédition d'Ica avec le colonel Amunategui, et qui, sous le commandement du général Villagran, avaient poussé au nord jusqu'à Tambo de Mora, d'où le général en chef les avait rappelées. Il ne restait à Pisco qu'un bataillon d'infanterie et quelques détachements de cavalerie.

La marche de la brigade du commandant Lynch à travers le territoire ennemi est un des épisodes les plus intéressants et les plus audacieux de cette campagne. Il était parti de Pisco le 13 décembre à la tête de cinq mille hommes. La marche n'offrit aucune difficulté jusqu'à Chincha et Tambo de Mora; il n'y avait en effet non seulement aucun ennemi à combattre, mais on trouvait encore dans le pays de l'eau, des vivres et des fourrages pour les hommes ou pour les animaux. Plus loin, le corps chilien se partagea en deux colonnes, parce que les puits que l'on devait trouver ne pouvaient fournir d'eau à toute la troupe. Un petit détachement accompagné de l'ingénieur don Arturo Villaroel dut même partir en avant pour creuser de nouveaux puits afin que l'eau ne manquât pas. Comme on approchait de la vallée de Cañete, l'avant-garde chilienne fut attaquée par des forces ennemies, et elle perdit même un homme fait prisonnier par suite de la mort de son cheval. Le commandant Lynch avança alors avec quelques troupes, et il dispersa facilement l'ennemi; mais il apprit alors que le dictateur Piérola avait envoyé de la cavalerie de Lima, sous les ordres du colonel don Pedro José Sevilla particulièrement chargé d'organiser des bandes de partisans et de harceler sans relâche les envahisseurs [1]. Le gouvernement

1. On aura une idée des instructions données au colonel Sevilla par les télégrammes suivants qui portent la signature du directeur général des télégraphes au Pérou, et qui tombèrent au pouvoir des Chiliens.

(Reçu à Cañete le 18 décembre 1880). Télégramme de Lima. — « Monsieur Romero : Est-il positif que l'ennemi avance? Dis à Sevilla que ce qui a perdu tous les autres dans l'opinion publique et dans celle du gouvernement, ce sont les retraites honteuses opérées sans avoir tiré un coup de feu. Qu'il résiste à l'ennemi, qu'il le harcèle, ne lui restât-il que dix hommes; et s'il ne peut faire davantage, qu'il se borne à une guerre de partisans. Nous avons tous confiance dans son intelligence reconnue, dans son courage et sa prudence. Je sais que le gouvernement, pour encourager officiers et soldats, est décidé à récompenser quiconque fera son devoir. — Paz Soldan. »

(Reçu à Cañete le 18 décembre). « Monsieur Romero : Dis à Sevilla en

de Lima, qui savait parfaitement que depuis le débarquement des Chiliens à Pisco, on ne leur avait nulle part opposé la moindre résistance, espérait néanmoins que le colonel Sevilla, qui dans les guerres civiles avait acquis la réputation d'un héros, défendrait en cette occasion l'honneur du Pérou.

En effet, la brigade du commandant Lynch trouva partout sur son passage des traces du plan d'hostilités de l'ennemi. Dans les vallées où il y avait de l'eau, les chemins étaient inondés et impraticables; dans tous les bois il y avait des bandes qui tiraient sur les soldats. Mais cette résistance était loin de l'héroïsme exigé par le gouvernement du Pérou, car dans les diverses affaires que les Chiliens eurent à soutenir contre des ennemis embusqués derrière des arbres et qui souvent les attaquaient pendant la nuit, ils n'eurent que deux hommes tués et trois légèrement blessés [1]. En revanche, le commandant Lynch ne se contenta pas de mettre ces bandes à la raison, mais il punit d'une manière exemplaire les villages et les propriétés où elles s'organisaient; il leur imposa une contribution de guerre, leur enleva des troupeaux pour sa brigade et pour le reste de l'armée, et accueillit dans ses rangs tous les travailleurs chinois qui se révoltaient contre leurs oppresseurs.

Bien qu'étant obligée de marcher avec beaucoup de pru-

mon nom que tout le monde ici a les yeux fixés sur lui, et qu'on espère qu'il fera honneur à notre drapeau et qu'il agira avec la prudence et le tact qu'on se plaît généralement à lui reconnaître. Dieu veuille que, dès à présent, les hostilités soient efficaces. — Paz Soldan. »

(Reçu à Cañete le 18 décembre). « Monsieur Romero : Je suis enchanté de la résolution du colonel Sevilla; rappelle-lui que personne n'attend de combats en rase campagne, ni de grands triomphes, mais une certaine résistance avant de battre en retraite; s'il parvient à faire des prisonniers et à les envoyer à Lima, il deviendra un héros et il ravivera l'enthousiasme qui augmente aujourd'hui à Lima. — Paz Soldan. »

1. Il est à remarquer que si la résistance recommandée au colonel Sevilla n'atteignit pas au degré d'héroïsme qu'on lui demandait, ce chef ne perdit aucune occasion de communiquer à Lima les nouvelles les plus singulières au sujet de ses exploits. Il faisait à chaque instant reculer les Chiliens qui prenaient honteusement la fuite. En lisant dans les journaux de Lima les télégrammes publiés avec la signature de Sevilla, et où de fréquents combats sont consignés comme autant de triomphes des Péruviens, auxquels, disait-on, il était arrivé d'enlever des drapeaux à l'ennemi en plusieurs occasions, nous avons pensé que les journalistes se plaisaient en les reproduisant, à y ajouter les ornements de leur invention, pour « retremper le patriotisme » de la capitale.

dence pour éviter les embûches de l'ennemi, de traverser des plaines brûlantes et sablonneuses, des côtes escarpées, ou des terrains intentionnellement inondés, de traîner son artillerie et ses bagages sans jamais aller plus vite que l'infanterie, la brigade du commandant Lynch continua à avancer en bon ordre et sans laisser un seul retardataire, et le 25 décembre, elle arrivait dès l'aurore à Curayaco. Le général Baquedano lui confia aussitôt le commandement de la première division, honneur dont sa dernière opération le rendait tout particulièrement digne. Cette marche de trente lieues ne lui avait coûté que trois hommes, ainsi que nous l'avons dit, malgré la résistance d'apparat déployée par le gouvernement du Pérou. En revanche, il amenait 200 bœufs, quelques chevaux, 600 ânes et plus de 1,000 Chinois, qui rendirent les plus grands services pendant le reste de la campagne pour le chargement et le transport des bagages de l'armée. Il apportait aussi une forte somme d'argent, produit des contributions qu'il avait imposées aux villages ou fermes qui abritaient les tirailleurs ennemis.

La première division s'étant ralliée à l'armée campée à Lurin, celle-ci comptait 25,800 hommes des trois armes, 80 canons et 8 mitrailleuses, et 361 employés civils, médecins, chirurgiens, pharmaciens et servants d'ambulance. Nous avons déjà dit qu'il était resté 800 hommes à Pisco, de sorte que l'armée qui marchait sur Lima et les environs pouvait s'évaluer approximativement à 26,500 soldats.

En ouvrant cette campagne, le Chili n'avait pas déployé, comme on l'a dit, toute sa puissance et toutes ses ressources pour les exposer dans un seul combat. Loin de là, si l'armée d'opérations eût subi un échec quelconque aux environs de Lima, elle aurait reçu avant quinze jours des renforts considérables qui lui eussent permis de reprendre l'offensive. Il y avait alors au Chili, sous le nom « d'armée du centre », un corps de près de dix mille hommes qui achevait son instruction militaire sous les ordres de chefs et d'officiers intelligents et actifs. Il se composait de trois régiments et de douze bataillons d'infanterie, d'un effectif de 9,200 hommes, d'une brigade d'artillerie et de deux escadrons de cavalerie. D'autre part, le Chili n'avait pas abandonné les territoires qu'il avait

occupés après ses victoires antérieures. Les garnisons de Tacna, d'Arica, de Pisagua, d'Iquique et d'Antofagasta, sous les ordres du colonel don Luis Arteaga, s'élevaient à plus de cinq mille hommes que l'on jugeait plus que suffisants pour protéger ces territoires ou repousser toute attaque qui pourrait se préparer en Bolivie ou à Aréquipa.

Ainsi donc, contrairement aux prévisions de ses ennemis qui croyaient que parce que le Chili avait constamment vécu en paix, parce qu'il n'avait pas eu à chaque instant des révolutions ou des soulèvements militaires, il n'aurait point assez de ressources pour résister à la coalition des Péruviens et des Boliviens, ce pays qui avant la guerre avait une armée permanente de 2,500 hommes seulement, avait trouvé des ressources assez abondantes pour mettre sous les armes plus de quarante mille hommes parfaitement équipés. Il les avait disciplinés avec le plus grand soin et en avait envoyé le plus grand nombre à travers les mers à une distance de près de cinq cents lieues, pour défendre son honneur et son drapeau. Cette entreprise, incompréhensible pour les peuples qui vivent au milieu des tempêtes de la guerre civile, jugée impossible par les ennemis du Chili, était néanmoins le résultat naturel de la paix, de l'organisation intérieure du pays, de la dignité et de l'honorabilité de l'administration. Ces conditions avaient créé le vrai patriotisme, non pas celui qui consiste à lancer des proclamations et des menaces, de ridicules insultes ou des provocations grossières, mais celui qui se fonde sur le dévouement pour accepter tous les sacrifices au nom sacré de la patrie. Ce patriotisme, certainement bien différent de celui des ennemis du Chili, avait permis au gouvernement de s'engager dans cette entreprise sans solliciter d'emprunts extérieurs, et sans suspendre le payement des intérêts de sa dette à l'étranger, payant au comptant tout ce qu'il achetait, et ce qui semble presque incompréhensible, surtout chez les peuples hispano-américains, respectant le régime constitutionnel, et la liberté de la tribune et de la presse, sans s'agiter ou se laisser émouvoir par l'exaltation de quelques orateurs ni par l'exagération de quelques journalistes, parce que tous les Chiliens, tous les orateurs du congrès, tous les écrivains de la presse, d'opinion divergente dans beaucoup de détails de la politique

intérieure, ou dans la manière de conduire la guerre, n'avaient tous qu'un mobile : le triomphe et la prospérité de la patrie.

Nous avons dit que les territoires occupés par les Chiliens, après leurs victoires précédentes étaient défendus par plus de cinq mille hommes. On avait cru, dans le principe, que ces forces seraient insuffisantes pour les mettre à couvert d'une attaque combinée des troupes qui pouvaient arriver de Bolivie et de l'armée péruvienne d'Aréquipa, dont la presse de Lima faisait tant de bruit. Le gouvernement chilien avait recueilli les meilleures informations, et il savait parfaitement qu'il n'avait rien à craindre, ni d'un côté, ni de l'autre.

La Bolivie n'était en état de rien entreprendre. Les soldats et les armes lui manquaient ; et la pénurie de ses ressources était arrivée au dernier degré. On prononçait beaucoup de discours, on écrivait de nombreuses proclamations, on faisait circuler à l'intérieur et à l'extérieur un grand nombre de manifestes pour soutenir la nécessité de maintenir l'alliance péru-bolivienne, et de pousser la guerre contre le Chili ; mais la confusion et le désordre continuaient à régner dans le pays. On comprendra facilement que tout en appelant les peuples américains aux armes pour secourir le Pérou, le gouvernement bolivien ne lui ait envoyé aucun soldat, ni d'autres ressources qu'un torrent d'écrits pleins de menaces contre le Chili.

L'armée d'Aréquipa, organisée d'après la tactique établie par les guerres civiles du Pérou, ne pouvait inspirer de craintes sérieuses. Elle comptait dix-sept colonels, mais les soldats manquaient, ou du moins le nombre et la discipline laissaient fort à désirer, tout en formant treize bataillons d'infanterie nominaux, cinq escadrons de cavalerie et un régiment d'artillerie. Le chef de toutes ces forces était le colonel don Segundo Leiva, celui-là même sur qui les généraux alliés du camp de Tacna avaient fondé tant d'espérances au mois de mai antérieur.

A l'imitation de ce qui se faisait alors à Lima, on tâcha d'organiser la réserve à Aréquipa, en appelant tous les hommes en état de porter les armes. Cette mesure souleva une grande opposition sur plusieurs points du département. A Quilca, d'après les télégrammes surpris par les Chiliens, il y eut vers la mi-octobre un soulèvement qui faillit coûter la vie au gou-

verneur de l'endroit, un M. Briseño qui prétendait faire exécuter ces ordres. Cependant, il fallait sans retard organiser la défense, car d'après une fausse rumeur répandue par les agents du Chili, une division de l'armée de ce pays avait choisi Aréquipa comme base d'opérations.

Ce fut alors que Piérola confia le gouvernement politique et militaire de toutes les provinces du sud au docteur Pedro del Solar, en qui il avait toute confiance, et qui revint à Aréquipa pour organiser la défense de ces provinces. On ôta ignominieusement à Leiva le commandement des troupes, et il fut remplacé par le colonel don José de la Torre. Solar distribua ses forces en cinq divisions; il fit des levées dans les provinces voisines pour organiser de nouvelles forces de cavalerie et d'artillerie; il créa une bande de francs-tireurs, qu'il mit aux ordres d'un officier cubain; il prescrivit d'enseigner la gymnastique militaire dans toutes les écoles et dans les collèges, et il commença les fortifications de la ville, en faisant tout d'abord creuser un large fossé qui, disait-il, allait être « le tombeau des Chiliens » phrase répétée à satiété dans tous les endroits menacés par l'ennemi. Plusieurs reconnaissances partirent dans toutes les directions pour annoncer l'approche des envahisseurs.

Toutes ces mesures, que la presse locale et les correspondances envoyées aux journaux de Lima, présentaient comme l'œuvre d'un grand génie militaire, n'auraient pas suffi pour mettre Aréquipa à l'abri de l'attaque d'une seule des divisions de l'armée chilienne. Mais celle-ci ne songeait pas à faire une opération complètement inutile, qui lui aurait imposé des marches fort pénibles à travers des montagnes escarpées ou des sables brûlants, et lui aurait fait perdre un temps précieux qu'elle devait consacrer à une autre campagne bien plus importante. Il suffisait au général en chef du Chili de savoir que ce qu'on appelait l'armée d'Aréquipa, composée de cinq à six mille hommes mal armés, encore plus mal vêtus, et qui ne recevaient aucune solde, ne pouvait quitter ses retranchements et encore moins tenter un retour offensif contre Tacna. L'armée chilienne marchait donc sur Lima avec la certitude la plus complète qu'elle ne laissait aucun danger derrière elle.

CHAPITRE VIII

LES PRÉPARATIFS DE DÉFENSE A LIMA ET AU CALLAO, NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 1880.

Démarches infructueuses du gouvernement péruvien pour augmenter son escadre. — Un inventeur nortd-américain propose au Pérou la construction de navires aériens. — Le dictateur Piérola laisse les navires qui restaient au Pérou renfermés au Callao, permettant ainsi aux transports chiliens de parcourir la mer sans le moindre danger. — Canonnade du 3 novembre. — Nouveau combat des chaloupes canonnières au Callao (6 décembre). — Bombardement de la place les 9, 10 et 11 décembre : le canon de l'*Angamos* éclate. — Le gouvernement du Pérou s'attribue l'avantage dans chacun de ces combats. — Organisation de l'armée de Lima. — La réserve est réduite de moitié par les permissions accordées par le gouvernement. — Plan de défense de Piérola. — Fabrication de canons, de mines et de bombes automatiques. — Construction de forteresses autour de Lima. — Inauguration somptueuse de la citadelle Piérola. — Bénédiction de l'épée de Piérola. — Proclamation singulière du dictateur. — Le nouveau bombardement du Callao vient troubler la fête. — La nouvelle du débarquement des Chiliens à Curayaco arrive à Lima. — Piérola prend le commandement de l'armée. — Description des ligues de fortifications péruviennes de Chorrillos et de Miraflores. — Confiance que ces travaux inspirent au gouvernement du Pérou. — Troubles produits à Lima par l'état de siège. — La presse se déchaîne contre les riches, qu'elle traite de voleurs. — Elle donne des conseils militaires pour battre infailliblement les Chiliens.

La dictature péruvienne avait aussi terminé ses préparatifs pour défendre Lima, et elle se croyait parfaitement sûre du triomphe. Nous allons rendre compte de ces travaux.

Le gouvernement du Pérou avait pendant longtemps caressé l'espoir d'acheter des navires à l'étranger et de former une escadre respectable pour résister à celle du Chili. Il entretenait dans ce but de nombreux agents en Europe et en Amérique ; agents qui occasionnaient au trésor du Pérou des débourse-

ments considérables, et nourrissaient les illusions du gouvernement. Piérola croyait depuis longtemps qu'il pourrait organiser une escadre avec des vaisseaux de guerre achetés en Portugal, en Italie, en Espagne, en Turquie, en Danemarck et jusqu'en Chine. Sans doute il était difficile de mener à bonne fin l'affaire dans laquelle étaient engagés les agents de la dictature, et ils auraient à peine pu y réussir en déboursant immédiatement des fonds beaucoup plus considérables que ceux dont le Pérou pouvait disposer. La réputation de mauvais payeur qu'il s'était acquis par la suspension du paiement de sa dette faisait qu'on n'aurait consenti nulle part à lui vendre à terme.

Quand même les menées des agents du Pérou auraient obtenu un résultat favorable, on se serait toujours heurté à la difficulté de faire sortir ces navires des ports européens. Don Francisco Canevaro, commissionné dans ce but en Angleterre, avait cru quelques mois auparavant pouvoir obvier à cet inconvénient en se servant du pavillon argentin. Il demanda donc, en janvier 1880, au ministre argentin à Londres, de prêter le nom officiel de sa légation afin que les navires de guerre destinés au Pérou qui sortiraient des ports européens, portassent le pavillon argentin, s'engageant à conduire cette affaire avec la plus grande réserve. La prétention de l'agent péruvien fut péremptoirement repoussée par le ministre argentin, comme on le voit par les propres communications de Canevaro (du 16 janvier de la même année), qui tombèrent au pouvoir des Chiliens. Le gouvernement péruvien crut alors que son représentant à Buenos-Aires pourrait obtenir ce résultat. Ses illusions furent telles à ce sujet, que la presse de Lima en vint à annoncer, comme nous l'avons dit ailleurs, que le Pérou aurait au mois de mai suivant, une puissante escadre, capable, disait-on, de reconquérir le domaine du Pacifique. Mais le gouvernement argentin confirma ce qu'avait fait son ministre, c'est-à-dire qu'il repoussa les prétentions péruviennes.

Le dictateur Piérola avait déjà perdu tout espoir de former une nouvelle escadre, lorsqu'il reçut des États-Unis une proposition qui, dans sa situation, était la plus amère raillerie. Un citoyen de l'Amérique du nord, M. Blackmann, de l'état de

Tennessee, offrait de construire un navire aérien, espèce de ballon de guerre, qui naviguant dans la région des nuages, marcherait avec une rapidité de vingt-cinq milles à l'heure, et pourrait détruire l'escadre chilienne. Le projet avait cet avantage que l'inventeur n'exigeait aucune avance d'argent. Le gouvernement du Pérou s'occupa de cette affaire dans les derniers jours du mois de juin de 1880; mais nous ignorons s'il accepta la proposition.

Il est vrai que le Pérou n'avait pas une escadre capable de recommencer la guerre maritime; mais il possédait dans la baie du Callao onze navires, dont trois auraient pu, par leur vitesse et leurs conditions, être facilement utilisés pour harceler les Chiliens. Commandés par des officiers habiles et résolus, ils auraient forcé le blocus à la faveur du brouillard qui s'élève fréquemment dans ces parages pendant les dernières heures de la nuit, et ils auraient entravé l'action des transports ennemis, occupés alors à conduire des troupes, sans jamais trouver le moindre obstacle à cette opération. Piérola ne voulut cependant exposer aucun de ses bâtiments; il les laissa constamment renfermés dans le bassin, et par conséquent exposés au feu de l'escadre chilienne dans les fréquentes canonnades dont la baie était le théâtre.

Dans les premiers jours de novembre, un des transports chiliens échoua accidentellement dans l'île de San Lorenzo. Les chaloupes de l'escadre travaillèrent aussitôt à le mettre à flot; et les batteries du port le plus voisin de cet endroit, commencèrent le 3 novembre à tirer sur les embarcations chiliennes pour mettre obstacle à cette opération. Ce fut le signal d'un petit combat. Le monitor chilien *Huascar* prit l'avance sur les autres navires de l'escadre; et avec le canon à longue portée dont il avait été pourvu récemment, il fit sur les fortifications quelques décharges auxquelles on répondit immédiatement. Cette canonnade ne fit pourtant aucun mal aux vaisseaux chiliens, et elle leur permit de retirer le transport de l'endroit où il avait échoué.

Après cet insignifiant combat, il se passa un mois entier sans aucun incident. Les chaloupes canonnières des Chiliens faisaient toutes les nuits des rondes pour empêcher les navires péruviens de forcer le blocus, et elles allaient se placer

près de la jetée pour surveiller ceux qui s'y trouvaient.

Le 6 décembre au point du jour, deux chaloupes péruviennes préparées d'avance, sortirent à l'improviste, et protégées par les feux dirigés de terre, engagèrent le combat avec les deux chaloupes chiliennes qui étaient de service. Les Péruviens ayant été bientôt renforcés par deux autres embarcations, deux chaloupes sortirent également de l'escadre chilienne, et la lutte se soutint avec acharnement à coups de fusil et de canon, sans avantages appréciables pour aucun des combattants, quoique les Péruviens fussent soutenus par l'artillerie et les mitrailleuses de terre. Mais les conditions étaient trop désavantageuses pour les Chiliens et il fallut faire avancer quelques navires de l'escadre pour tirer sur les fortifications de la place et protéger la retraite des chaloupes. C'est ce qui eut lieu après deux heures d'un combat, qui coûta la vie à deux Chiliens, dont un aspirant de marine, et à un plus grand nombre de soldats péruviens qui périrent dans les chaloupes et dans l'un des navires restés dans le bassin. Une des chaloupes chiliennes, qui avait reçu un boulet, coula bas en arrivant à l'île de San Lorenzo, mais on la mit bientôt à flot, et ayant été convenablement réparée elle continua à servir pour le blocus du port.

Le combat se renouvela le 9 décembre, dans la baie du Callao. Ce jour-là les forts péruviens célébraient l'inauguration d'une citadelle dans les environs de Lima. Les marins chiliens se figurèrent que les nombreuses salves du port étaient une provocation à un combat. Le croiseur *Angamos*, utilisant son canon à longue portée, dirigea ses feux sur les navires péruviens renfermés dans le bassin et causa quelques avaries à deux de ces bâtiments. Le combat se renouvela le 10 et le 11 décembre ; et le dernier jour, le monitor péruvien *Atahualpa* abandonna le mouillage en compagnie de quatre chaloupes canonnières, comme s'il eût voulu présenter le combat, mais en réalité pour détourner vers un autre point les feux du croiseur chilien. Quelques-uns des navires qui formaient le blocus avancèrent aussi de leur côté dans la baie et soutinrent le feu de ces embarcations et celui des forts sans avoir à en souffrir. Le combat n'eut pas d'autres conséquences; mais lorsque l'*Angamos* faisait sa dernière décharge, son canon

éclata par le milieu, tuant le lieutenant don Tomas Perez et blessant trois individus. « Le canon, dit un écrit technique que nous reproduisons, se fendit par le tube intérieur d'acier, et au milieu de l'anneau qui soutient les pivots, lançant à la mer, du côté de tribord, la partie antérieure du canon, et aussi à babord, la partie postérieure ou culasse [1]. » On n'a pas encore pu au moment où nous écrivons, déterminer la vraie cause de cet accident, quoi qu'on en ait fait l'objet d'une étude approfondie.

Il est facile de comprendre que ces combats n'avaient pas une grande importance et qu'ils ne pouvaient donner de résultats de quelque valeur. Leur unique but était d'occuper constamment la garnison du Callao et d'empêcher que les navires péruviens ne cherchassent à sortir du port comme on disait qu'ils pensaient le faire un jour ou l'autre. Cependant, la presse de Lima rendait compte de ces événements comme d'autant de triomphes pour ses armes. On racontait qu'à chaque canonnade, tel ou tel bateau chilien, qui n'avait rien eu à souffrir, avait vu sa coque percée, ou ses canons démontés, et avait eu un nombre considérable de morts et de blessés. Pour exciter encore l'enthousiasme produit par ces fausses nouvelles, le dictateur Piérola, après quelques-uns de ces combats, distribuait des récompenses et de l'avancement aux soldats et aux officiers qui y avaient pris part. Et ensuite, on communiquait à l'étranger les nouvelles les plus fantaisistes touchant ces prétendus triomphes.

Une correspondance écrite à Lima le 19 décembre et remise à un journal de Panama qui recevait une forte subvention du gouvernement du Pérou, racontait, à propos du dernier combat, que la canonnière *Pilcomayo* avait été trouée par une bombe qui avait tué un certain nombre d'hommes; qu'un des canons du *Huascar* avait éclaté en causant la mort de beau-

1. Le canon de l'*Angamos*, construit en Angleterre dans les célèbres usines d'Armstrong, se chargeait avec quatre-vingt-dix livres de poudre; c'était le premier modèle d'une invention récente. On l'avait essayé cinquante fois en Angleterre; et il avait tiré pendant la guerre du Pacifique deux cent-dix-sept coups, dont le dernier l'avait mis hors de service. Les ingénieurs se chargèrent d'étudier ces faits afin de mettre à profit les leçons de l'expérience pour la constuction des pièces d'artillerie du même système.

coup de monde, et que l'*Angamos* était fort endommagé. « Deux chaloupes péruviennes qui à elles deux atteignaient à peine une capacité de deux tonnes, ajoutait-on en résumant ces nouvelles, avaient mis en fuite six puissants navires, parmi lesquels se trouvait un monitor. » Il n'est donc pas étonnant que la populace de Lima, qui croyait fermement ces nouvelles qu'on publiait par ordre du gouvernement, fût persuadée que chacune de ces petites rencontres dans la baie du Callao était un splendide triomphe des armes péruviennes ; et qu'elle ait acquis la conviction que l'ennemi, déjà dominé par la peur, se débanderait lâchement dès le premier combat qui se livrerait sur mer ou sur terre. C'était ce qu'annonçait chaque jour la presse de Lima.

Piérola faisait alors les derniers préparatifs pour la défense de la capitale. Avec les contingents réunis avec tant de peine dans toute la république, l'armée de ligne du Pérou s'éleva au mois de novembre 1880, à un peu plus de vingt-six mille hommes. Piérola les distribua en trois corps auxquels il donna les noms d'armée du Sud, du Centre et du Nord. Le premier était formé par les cinq ou six mille hommes qui, comme nous l'avons dit dans le chapitre précédent, restaient à Aréquipa sous les ordres du colonel don José de la Torre. L'armée du Nord, commandée par le général don Ramon Vargas Machuca, n'avait pas été destinée comme son nom paraissait l'indiquer, à la défense des provinces septentrionales du Pérou, qu'une division chilienne avait parcourues sans rencontrer la moindre résistance. Au contraire, elle restait à Lima avec l'armée du centre qui était commandée par le colonel don Juan Nepomuceno Vargas. Quoique chacun de ces corps ne comptât pas un effectif de plus de dix mille hommes, il était partagé en cinq divisions composées de troupes des trois armes. Le grand nombre de chefs de l'état-major du Pérou et le désir de leur donner à tous des postes honorables peuvent seuls expliquer le fait du fractionnement en dix divisions d'une armée d'un peu plus de dix mille hommes. Cette armée, quoique en général mal équipée, était pourvue d'armes excellentes et possédait une assez bonne instruction militaire.

A côté de ces troupes, se trouvait l'armée de réserve, sous les ordres du colonel don Juan Martin Échenique. Elle était

composée des corps organisés à Lima avec tant de pompe au mois de juillet; leur effectif qui avait été de près de dix-huit mille hommes, n'en dépassait pas maintenant dix ou douze mille, également répartis en dix divisions. L'instruction de ces corps ne répondait pas aux espérances fondées sur eux par le gouvernement de la dictature. Quoique tous ceux qui en faisaient partie fussent obligés d'assister journellement aux exercices, et quoique les décrets qui avaient organisé ces corps eussent établi que personne n'en serait dispensé, le même désordre, qui existait dans toutes les branches de l'administration publique s'y introduisit dès les premiers jours de leur création. Le gouvernement consentit à ce qu'un grand nombre de soldats quittassent le pays, et les chefs de corps accordèrent de nombreuses dispenses d'exercices. Il en résulta que le plus grand nombre des hommes riches ou importants fut exempté du service militaire qui devint seulement obligatoire pour ceux qui n'avaient aucune influence à faire valoir auprès du gouvernement. Cette partialité révoltante produisit un sérieux mécontentement qui transpira jusque dans les écrits de la presse, quoique celle-ci fût soumise au régime dictatorial[1]. Tout cela avait contribué puissamment à la démoralisation de la réserve et à la diminution extraordinaire de son contingent.

1. Voir ce que disait à ce sujet *El Nacional* de Lima dans un long article de son numéro du 2 décembre, dont nous donnons le fragment suivant :

« Une des causes de mécontentement général a été l'injuste concession des dispenses du service militaire.

« Combien a-t-on accordé de permissions?

« Lorsque, sacrifiant toute espèce de bien-être, ceux qui ont une famille, ni plus ni moins que les fugitifs passent toute la journée l'arme au bras, exposés aux rigueurs du soleil, aux nuages de poussière, et enfin à toutes sortes de fatigues, quelle impression ont-ils dû ressentir en voyant que d'autres partaient en toute liberté avec leur fortune et leur famille, comme s'ils étaient les maîtres et que ceux qui restaient fussent leurs domestiques ?

« Quel est le privilège que les uns ont sur les autres?

« Leur fortune.

« S'ils partaient pour ne jamais revenir au Pérou, à la bonne heure: mais ils seront les premiers à revenir par bandes à l'heure du triomphe, les premiers qui auront le cynisme de venir demander les places vacantes de l'administration publique, places laissées vacantes par ceux qui succomberont dans la lutte; oui, ils reviendront les premiers nous exploiter, nous qui serons restés affamés et dénués de tout; oui, ils y reviendront ceux qui, à l'aide de protections, ont obtenu, en

L'armée dont Piérola pouvait disposer pour la défense de Lima s'élevait donc à un peu plus de trente mille hommes, sans compter les deux mille qui défendaient le Callao. Mais la presse de la capitale et des provinces, ainsi que celle que le gouvernement du Pérou subventionnait à l'étranger, parlait de quarante à cinquante mille soldats. Ces troupes avaient, comme nous l'avons déjà dit, de fort bonnes armes, et si leur trempe et leur discipline eussent été meilleures, elles auraient pu se mesurer avantageusement en rase campagne avec l'armée qui allait les attaquer. Mais le dictateur était résolu à profiter de tous les avantages de sa position et il voulait rester sur la défensive et se battre derrière des parapets et des retranchements formidables pour ne laisser aucune chance de triomphe à l'ennemi.

Dans ce but il fit étudier par des hommes compétents, tout le terrain des environs de Lima, afin d'utiliser les hauteurs, les canaux, les enclos de murs ou les haies, et de convertir en défenses militaires tous les accidents naturels et les ouvrages faits de main d'homme. Quoiqu'il eût une bonne provision de canons et de mitrailleuses, il ordonna de débarquer l'artillerie des navires de son escadre, et fit fabriquer de nouvelles pièces dans un établissement industriel de Lima. Bien qu'ils fussent de bronze, et dépourvus de cette sûreté et de cette précision de mouvements des produits des grandes fabriques, les canons fondus au Pérou donnèrent de bons résultats, et permirent au gouvernement de compter sur trois cents pièces de tous calibres pour la défense de la ville.

Lima possédait depuis longtemps de magnifiques arsenaux pour la fabrication des bombes, des grenades, des cartouches de fusil et de mitrailleuses. On y fabriqua un matériel de guerre qui avec celui qu'on avait fait venir de l'étranger, aurait pu subvenir aux besoins d'une armée deux fois supérieure

prétextant une absence de quelques jours, une permission définitive de ne pas contribuer à la défense de Lima.

« Qui sont-ils pour ne pas servir la patrie?

« Quels sont leurs titres?

« Ils voudront plus tard avoir les mêmes droits que ceux qui vont exposer leur vie.

« Nous avons besoin de savoir combien nous sommes de justes parmi deux cent mille habitants de Lima. »

à celle qui allait entrer en campagne. On fabriqua aussi des bombes automatiques pour en semer les routes que devait suivre l'ennemi. D'après leur construction, ces bombes devaient faire explosion au premier choc, à la simple pression du pied des hommes et des chevaux. C'étaient, avec les mines de dynamite, également préparées pour éclater sous les pieds des soldats, les moyens de défense qui inspiraient le plus de confiance au gouvernement du Pérou.

Quant à la fortification des environs de Lima, Piérola voulut d'abord reconnaître quelle direction prendraient les Chiliens, afin de concentrer de ce côté la plus grande partie de ses éléments de défense. Mais il ordonna de construire, sans attendre, plusieurs ouvrages qui, d'après ses calculs, devaient inévitablement servir quel que fût le point d'attaque des Chiliens, et qui néanmoins, furent complètement inutiles quand vint l'heure du combat. Deux de ces forts furent construits sur deux montagnes qui s'élevaient l'une au nord-est de la ville, sous le nom de San-Cristobal, et l'autre à l'est, sous celui de mont San-Bartolomé. Le premier surtout, qui a 420 mètres d'élévation et des pentes escarpées, fut changé en une redoutable forteresse à laquelle on donna le nom de citadelle Piérola. La presse de Lima, tout en évitant scrupuleusement de publier des détails sur ces travaux de défense, n'hésita pas à annoncer que cette citadelle serait la base de la régénération du Pérou et le tombeau des Chiliens, peuple infortuné, disaient les journaux, et qui marche irrésistiblement à sa ruine [1].

1. L'enthousiasme des journalistes de Lima pour la citadelle Piérola, qui, en fin de compte, ne rendit aucun service, devint un véritabe délire et inspira les plus singuliers écrits à la louange du dictateur. Qu'il nous soit permis de reproduire un fragment d'un article du journal *La Patria*, du 13 décembre. Le voici :

« La régénération n'est certainement pas l'œuvre d'un jour, mais c'est en une année seulement qu'ont été posées les bases colossales de granit que nous avons tous contemplées avec étonnement et admiration (la citadelle de Piérola).

« Cette œuvre colossale est en réalité une espérance ; parce que la régénération, c'est l'intelligence, l'activité et la moralité; et la conception grande et hardie qui y a présidé dépasse les plus hautes exigences et marque les véritables bornes entre l'ancienne ère et l'ère nouvelle de régénération.

« Il est vrai qu'entre le Pérou d'il y a un demi-siècle et l'ère nouvelle, il y a un abîme de sang et de larmes qui n'est pas encore comblé, mais nous pouvons espérer qu'il le sera avec le sang de vingt ou

L'inauguration de chacun de ces ouvrages, ainsi que chacune des revues de n'importe lequel des corps d'armée, donnait lieu à une grande joie militaire pendant laquelle le dictateur adressait à ses soldats les plus ardentes proclamations, toujours remplies de menaces contre le Chili et qui étaient appuyées par les écrits de la presse. Dès qu'on eut appris le débarquement des Chiliens à Pisco, ce mouvement des esprits devint encore plus intense. Enfin, le 1er décembre, les journaux publièrent un décret signé la veille par Piérola, qui ordonnait que tous les corps de la réserve fussent casernés dans le délai de six jours, les réfractaires étaient menacés des peines les plus sévères. Ce fut l'objet d'une nouvelle et pompeuse parade militaire qui eut lieu le même jour 1er décembre, pour donner lecture de l'ordre du chef suprême. « Tout le monde, disait *El Nacional* de Lima, reçut cette nouvelle avec une joie manifeste, et chacun exprima le désir de voir s'exécuter cette disposition. La réserve de Lima est appelée à être invincible comme la fameuse garde impériale de Napoléon Ier, beaucoup plus que cette garde impériale. »

Mais la fête la plus solennelle eut lieu le 9 décembre, à l'occasion de la bénédiction de la nouvelle citadelle et de l'épée que devait porter le dictateur le jour du combat. « Jamais la capitale du Pérou n'a vu, disait *La Patria* de Lima, depuis les trois siècles et demi qu'elle existe, un spectacle aussi grandiose ; la réalité surpasse tout ce qu'on pourrait s'imaginer d'extraordinaire ; la majestueuse solennité de l'acte que nous avons vu s'exécuter nous étonne et nous confond. Notre esprit est agité par l'enthousiasme patriotique que cette auguste cérémonie a ranimé chez tous les Péruviens ; la parole est impuissante à exprimer ce que nous éprouvons. Cent mille spectateurs, Lima

trente mille coupables (les Chiliens), les aveugles instruments du crime ; et avec les larmes d'un peuple infortuné, du Caïn de l'Amérique du Sud (le Chili).

« Les flancs de la montagne de granit sont déjà chargés de conserver à la postérité le nom de Piérola.

« Et lorsque dans cinq cents ans, une armée d'un million d'ennemis marchera sur la capitale du nouveau Pérou, cette armée sera arrêtée et étouffée par les cent géants de granit qui entourent la cité des Rois, et les échos de la montagne porteront d'une Amérique à l'autre un nom victorieux, un nom acclamé par un peuple reconnaissant, le nom de Piérola. »

entier qui a été acteur et témoin dans cette scène imposante, a ressenti les émotions indicibles de ce jour mémorable qui ajoutera une nouvelle page aux annales de son histoire. »

En effet, la ville était pavoisée dès l'aurore comme si on avait à célébrer une grande victoire. Toutes les troupes étaient sous les armes et rangées depuis le palais du gouvernement jusqu'à la citadelle Piérola. Toutes les corporations ecclésiastiques, civiles et militaires sortaient à huit heures du matin des salons du palais, formant le cortège du dictateur. Celui-ci était entouré d'un corps nombreux d'aides de camp, de généraux et de colonels, et il se dirigeait vers le mont San-Cristobal. On avait construit, au pied de la hauteur, une galerie spacieuse où prirent place les fonctionnaires civils et ecclésiastiques pendant que Piérola et son état-major continuaient leur marche jusqu'à la citadelle construite au sommet de la montagne. La musique remplissait les airs, de même que les salves d'artillerie, auxquelles répondaient les batteries lointaines du Callao, de Chorrillos et de Miraflores. Tous les étendards de l'armée avec leurs escortes respectives couronnaient la cime de la montagne. Là, l'aumônier militaire général, le docteur don Antonio Garcia, commença la cérémonie par un long et belliqueux discours, dans lequel il annonçait au nom du ciel la défaite inévitable des Chiliens.

La fête commença par la bénédiction des drapeaux et des armes de l'armée. Le docteur Garcia prit ensuite entre ses mains l'épée de Piérola, et il la bénit dans le plus grand recueillement. Puis il la rendit au dictateur avec toute la solennité exigée par la cérémonie. On passa alors à la bénédiction des forts et de l'étendard de la citadelle Piérola, et les salves d'artillerie et la musique militaire résonnèrent de nouveau. « Il est impossible d'exprimer dans toute leur grandeur et leur sublimité, disait un journal de Lima, les émotions qu'on éprouvait à cet instant solennel, en présence d'un spectacle si grandiose. » « La bénédiction de l'épée de Piérola, disait une correspondance écrite à cette époque, à Lima, a rempli de confiance cette ville qui voit l'oint du Seigneur dans le chef suprême chargé de la protéger contre ses pervers ennemis. »

La cérémonie ne s'arrêta pas là. On célébra au même endroit une messe solennelle pendant laquelle l'aumônier mili-

taire, l'hostie consacrée à la main, bénit de nouveau les armes du Pérou, au milieu de nouvelles salves d'artillerie. La messe achevée, le chef suprême, don Nicolas de Piérola, prononça un discours qu'il convient de reproduire en entier. Le voici :

« Concitoyens : La renaissance des peuples est toujours marquée par des périodes d'épreuves, qui sont d'autant plus cruelles que la transformation qu'elles amènent est plus radicale et plus complète.

« Voilà déjà un an et demi que nous supportons les douleurs et les blessures de cette épreuve, au bout de laquelle se trouvent la régénération au dedans et la victoire la plus complète au dehors.

« Entre le Pérou d'il y a un demi-siècle et l'ère nouvelle ouverte devant nous, il y a un abîme de larmes et de sang qui n'est pas encore comblé. Arrière l'ancien régime ! l'ancienne vie qui nous a réduits à voir notre sol foulé aux pieds, nos ports bloqués, nos populations sans défense saccagées, notre foyer profané par ceux que notre colère seule devrait faire trembler ! En avant ! le Pérou qu'ont rêvé nos pères, le Pérou qu'ils ont élevé sur le superbe piédestal d'Ayacucho, en donnant la liberté à un continent !

« Je vous parle du haut de la citadelle improvisée, bâtie sur le colosse de granit au pied duquel est assise la capitale de la République : colosse de granit qui, dès aujourd'hui sera la sentinelle imperturbable de nos droits souverains, marque cyclopéenne de l'immense avenir qui nous attend, comme la borne gigantesque de l'ère nouvelle.

« Je vous l'ai déjà dit plusieurs fois, et je ne me fatiguerai pas de le répéter parce que c'est ma conviction de chaque instant : — Pour être grand sur le continent et dans l'histoire, le Pérou n'a besoin que d'acquérir la conscience de sa propre force.

« Il peut et il doit l'être.

« Il faut qu'il le soit. Et il le sera.

« Le même soleil qui éclaire la sanglante et laborieuse tâche d'aujourd'hui est celui qui éclaira l'épopée légendaire d'Ayacucho. Et, comme alors nous avons cimenté l'émancipation d'un continent, nous consacrerons maintenant l'empire de la justice et du droit en Amérique.

« Un peuple fratricide, un peuple rebelle à la civilisation chrétienne, un peuple qui n'a pas conscience des destinées du monde de Colomb, a profité de notre négligence pour s'emparer d'une partie de notre sol et de nos trésors, appelant conquête ce qui n'est que l'œuvre misérable d'un voleur de grands chemins, et croyant durable la criminelle fortune d'une heure.

« Dans l'ivresse d'un succès éphémère dont personne n'a été plus surpris que lui-même, il s'est livré à des attentats et à des excès qui outragent le siècle où nous vivons et il est tombé dans l'aveuglement de celui qui court après son châtiment.

« Ce peuple est insensé.

« Il a rêvé d'occuper la ville de Pizarro, la cité des titans de l'an 21, et de là d'imposer la loi au Pérou et à l'Amérique du Sud.

« Il a rêvé de venir à Lima. Et il y viendra. Parce qu'il y a une loi de justice qui doit s'accomplir ; parce qu'il faut qu'il reçoive le châtiment exemplaire que méritent ceux qui attaquent le laboureur paisible et sans défense, ceux qui arrachent, comme le trophée d'un triomphe qu'ils n'ont pas remporté, les joyaux de la fiancée et la relique séculaire que la respectable matrone conserve comme un souvenir de famille. Les larmes de nos matrones et de nos vierges crient vengeance, et le sang de nos martyrs réclame le châtiment de leurs bourreaux.

« Camarades de l'armée active et de la réserve :

« C'est à vous d'être les exécuteurs de cette justice, les instruments choisis et bénis de la régénération d'un peuple et du châtiment de ceux qui l'outragent pour le dépouiller.

« Le Pérou et l'Amérique vous ont confié leur fortune. Le ciel vient de bénir vos armes, et les flancs de cette montagne de granit attendent vos noms pour les conserver, avec ce souvenir qui ne passe pas et ne meurt jamais, au respect et à l'admiration de nos descendants.

« Montrez-vous dignes de les porter, dignes de la patrie qui vous les a confiées, et de ceux qui l'ont rendue libre à Ayacucho, pour que vous la rendiez grande, respectée et heureuse.

« Péruviens :

« Le Chili peut manquer à toutes les lois et à tous les res-

pects, parce qu'il n'a pas de passé et qu'il n'aura pas de lendemain.

« Il dit qu'il va nous défier au combat. Courons à lui comme y volent les hommes loyaux et fidèles, comme y volent ceux qui conservent les glorieuses traditions de trois empires, ceux qui se sont assis sur le trône de Manco Capac, de Pizarro et des libérateurs de son continent.

« Nous venons d'arborer au sommet de cette montagne le glorieux pavillon de la République. Jurez ici avec moi que vous m'accompagnerez tous, sans exception, pour le porter triomphant au milieu de la bataille, ou pour succomber en le défendant [1]. — N. DE PIÉROLA. — Lima, 9 décembre 1880. »

1. Cette curieuse proclamation donne lieu à des observations que nous ne pouvons indiquer qu'en passant dans cette note. Piérola, comme la plupart des chefs d'aventure qui ont saisi le pouvoir après une révolution militaire se croyait sérieusement le régénérateur du Pérou. Ici, comme dans beaucoup d'autres documents de son gouvernement, il parle solennellement de l'ère nouvelle qu'il a inaugurée, et qui vient clore un abîme de larmes et de sang. Mais cette persuasion où il était de son importance militaire mérite à peine d'attirer notre attention.

Il n'en est pas de même des allusions historiques contenues dans sa proclamation. Il est indispensable de s'y arrêter un instant.

Piérola dit que le Chili, ce peuple rebelle à la civilisation, avait profité de la négligence du Pérou pour s'emparer d'une partie du territoire de ce dernier pays. Il n'est pas possible de concevoir une altération aussi audacieuse des faits. Le Chili avait pris possession des deux provinces péruviennes, de Tarapaca et de Tacna, non par surprise, mais à la suite de deux pénibles campagnes pendant lesquelles il avait taillé en pièces dans plusieurs batailles deux armées péruviennes dont les chefs avaient depuis longtemps provoqué les soldats chiliens par les mêmes insultes et les mêmes menaces que leur adressait maintenant Piérola.

L'occupation de ces provinces, après un an de guerre ne pouvait être le résultat d'une surprise.

Quiconque lirait la proclamation de Piérola sans connaître l'histoire de l'Amérique, pourrait croire par cette histoire des Titans de l'an 21, et par les autres allusions à l'époque de l'indépendance hispano-américaine que le Pérou avait été le vainqueur d'Ayacucho et le libérateur du Nouveau-Monde. Dans le cours de sa proclamation, Piérola le répète trois fois, cependant, rien n'est plus loin de la vérité.

Presque toutes les colonies espagnoles qui constituent aujourd'hui les républiques américaines, se séparèrent en 1810 de la métropole et se donnèrent un gouvernement propre. Néanmoins, non seulement le Pérou ne se détacha pas de l'Espagne, mais il demeura jusqu'en 1820 le centre des ressources et de la puissance des oppresseurs. Il fallut que l'indépendance fût solidement garantie dans les autres colonies pour qu'elles portassent au Pérou le feu révolutionnaire.

Une armée libératrice d'un peu plus de 4,000 hommes débarqua à

Après avoir prononcé ce discours, le dictateur descendit de la montagne et, suivi de tout son cortège, il revint au palais, où l'attendait un somptueux banquet. Pendant qu'on portait avec un fol enthousiasme des toasts aux triomphes futurs du Pérou, arriva la nouvelle que l'escadre chilienne, croyant sans doute que les salves de ce jour étaient une nouvelle provocation au combat, avait recommencé le bombardement du Callao. Les coups de canon qui venaient troubler la fête de ce jour, servirent à rappeler au gouvernement de la dictature péruvienne qu'il s'était beaucoup avancé en célébrant des victoires qu'il n'avait pas encore remportées.

Les nouvelles arrivées du sud ne tardèrent pas à révéler au gouvernement du Pérou que le moment de l'épreuve se rapprochait. Une partie de la division chilienne qui avait débarqué à Pisco s'avançait résolûment vers le Nord, et traversait le territoire péruvien sans trouver nulle part une résistance sérieuse. Quoique la presse de Lima publiât chaque jour les nouvelles des triomphes que les colonnes des *guerillas* péruviennes remportaient sur cette division, le gouvernement savait que ces victoires n'étaient que des inventions de ses agents, destinées à « retremper le patriotisme », suivant l'expression consacrée.

Enfin, dans la soirée du 21 décembre, le télégraphe an-

cette époque au Pérou. Elle avait été organisée au Chili par l'énergie vigoureuse et infatigable du chef suprême de ce pays, le général don Bernardo O'Higgins, et elle était commandée par l'amiral Cochrane, chef de l'escadre chilienne, et par l'illustre San-Martin, général en chef de l'armée de terre. Ce sont là les Titans qui, en 1821, prirent possession de Lima et proclamèrent l'indépendance du Pérou. Aucun de ces Titans n'était Péruvien.

L'étonnante victoire d'Ayacucho n'est pas davantage une gloire péruvienne. Elle fut remportée le 9 décembre 1824, par l'armée colombienne, commandée par le général vénézuélien don José A. Sucre, sur les troupes royalistes, qui, bien que dirigées par des chefs et des officiers espagnols, se composaient presque en totalité de soldats péruviens. Il est vrai qu'il se trouvait dans l'armée de Sucre une colonne péruvienne; mais ce fut la seule qui montra de l'indécision pendant la bataille et qui compromit la victoire.

Le lecteur trouvera la confirmation de ces faits dans tous les abrégés d'histoire de l'Amérique; et s'il désire les connaître dans leur détail, il peut consulter les importants *Mémoires du général Miller*, témoin et acteur dans ce grand drame, les *Mémoires de lord Cochrane*, ou le tome X de l'importante *Histoire du XIXe siècle*, par G. G. Gervinus, trad. Minssen).

nonça à Lima que l'escadre chilienne était dans la baie de Chilca, qu'elle reconnaissait la côte voisine, et qu'elle se préparait à commencer le débarquement. On crut encore un instant qu'il n'y avait là qu'une simple démonstration destinée à détourner l'attention de l'ennemi; mais, dès le lendemain matin le doute ne fut plus possible.

Les troupes chiliennes, disait le télégraphe, ont commencé à débarquer à Curayaco sans rencontrer la moindre résistance. Avant midi la transmission des nouvelles était suspendue. Les Chiliens s'étaient emparés du télégraphe et ils empêchaient toute communication avec la capitale du Pérou.

Piérola déploya immédiatement une grande activité. Le même jour, 22 décembre, il expédia neuf décrets qui se rapportaient tous à l'organisation de la défense. Le premier de ces décrets était conçu en ces termes :

« Nicolas de Piérola, chef suprême de la République et protecteur de la race indigène, vu les circonstances présentes, je décrète :

« Je prends dès ce jour le commandement de l'armée cantonnée dans le département de Lima.

« Dans tout ce qui se rapporte au service militaire, les ordres seront transmis directement par l'état-major général.

« Donné au palais de Lima, le 22 du mois de décembre 1880. — NICOLAS DE PIÉROLA. — *Miguel Iglesias.* »

Par le second décret, le dictateur ordonnait que les deux armées, celle du centre et celle du nord, au lieu de dix divisions ne formeraient plus que quatre grands corps sous les ordres des colonels don Miguel Iglesias, ministre de la guerre, don B. Suárez, don J. P. Dávila et don A. Cáceres. En même temps il nomma aides de camp le général Buendia qui, se trouvait en jugement depuis une année par suite de sa conduite lors de la campagne de Tarapacá, le colonel Leiva, à qui l'on venait d'enlever le commandement de l'armée d'Aréquipa, et le colonel Orbegoso, ministre du gouvernement. Les autres décrets avaient pour objet de mobiliser l'armée de réserve, de réunir tous les chevaux qui pouvaient se trouver dans la ville ou dans les environs, de réduire à deux trains par jour le trafic des chemins de fer pour que les voies ferrées fussent à la dis-

position du gouvernement et de suspendre la circulation des tramways, afin que les chevaux de cette compagnie fussent employés pour l'armée de réserve. Toutes ces mesures devaient être exécutées immédiatement sans donner lieu à aucune espèce de réclamations. La défense de la capitale devait justifier toutes ces mesures dictatoriales.

Depuis plusieurs jours, on annonçait à Lima une fête militaire. Le 24 décembre devait avoir lieu une grande revue de l'armée de réserve. Par suite du débarquement des Chiliens et de leur marche sur la capitale, le dictateur Piérola donna contre-ordre et ordonna que la réserve sortît de la ville pour occuper les positions qui lui étaient assignées. Une correspondance envoyée ce jour-là même de Lima à un journal de Panama rendait compte de ce mouvement dans les termes suivants. « L'enthousiasme est intense à Lima. Aujourd'hui pour la première fois j'ai entendu des acclamations spontanées lorsque les bataillons de réserve sont sortis pour leur campement, le 26 décembre. On y voit figurer presque tous les juges, avocats, médecins, banquiers, négociants, employés de commerce, commis et ouvriers de la ville. La moitié des propriétés du pays appartiennent aux membres de cette armée de réserve; par conséquent ils savent pourquoi ils se battent, et bien qu'ils ne soient que de simples recrues, ils pourront prêter à l'armée active un secours efficace [1]. Il est possible que ces troupes n'aient pas l'occasion d'avoir à respirer la poudre. En effet, l'armée de ligne se trouve dans d'excellentes conditions et brûle d'engager la bataille. Elle est égale ou supérieure en nombre à celle des envahisseurs, et elle a pu choisir ses positions : c'est un concours de circonstances qui doit lui assurer la victoire, si l'ennemi a la prétention d'entrer immédiatement à Lima ».

Alors, il n'y avait plus de doute que les Chiliens ne dussent

1. Dans un journal d'Arequipa, *la Bolsa*, du 7 janvier 1881, nous lisons ce qui suit : « Dans le bataillon des magistrats, avocats et docteurs de la réserve de Lima on compte trente ex-ministres d'État. » Ce fait, s'il est certain, suffirait pour donner une idée de la rapidité avec laquelle les gouvernements se succédaient au Pérou. Nous croyons qu'il y a peu de pays au monde où l'on puisse compter trente-deux individus qui aient été ministres d'État et qui soient encore en âge de porter les armes.

attaquer par le sud la capitale du Pérou. Sans négliger entièrement les retranchements et les batteries qu'il avait fait construire au nord de la ville, Piérola porta toute son attention sur les ouvrages du côté opposé. Aussi les travaux de fortifications du sud furent-ils accélérés et ceux qui étaient commencés furent rapidement terminés. On y plaça presque toute l'artillerie, les mitrailleuses, les mines de dynamite et les bombes automatiques qui avaient été préparées.

Les ouvrages péruviens de la région située au sud de la capitale formaient deux magnifiques lignes de défense qui devaient inspirer, comme elles le faisaient, en effet, la confiance la plus entière. On était persuadé que les assaillants ne pourraient jamais les emporter. On y avait fort habilement profité de tous les accidents du terrain, et on y avait exécuté de grands travaux qui rendaient ces positions presque inattaquables. Comme il est impossible de s'en former une idée exacte d'après une simple description, nous nous bornerons à donner quelques explications qui serviront de légende au plan annexé à ce livre.

La première de ces lignes située à douze kilomètres environ de Lima, présentait la forme d'un demi-cercle, dont le centre serait tourné vers le nord. Elle était formée par le couronnement d'une chaîne de hauteurs de médiocre élévation formées d'un terrain sablonneux et mouvant, et qui enveloppent au sud la vallée de Chorrillos. Cette chaîne part du *morro Solar* qui s'élève au sud de la petite ville de Chorrillos; elle se dirige vers l'est en formant une courbe; puis bientôt elle s'incline brusquement vers le nord. Dans toute cette étendue, elle n'offre que trois passages étroits dont la défense est des plus faciles. Sur la crête de ces hauteurs, on avait ouvert un large fossé qui en parcourait toute l'étendue. Les terres ameublies, retirées de ce fossé, formaient au bord un parapet d'une certaine épaisseur derrière lequel devait s'établir l'infanterie péruvienne, de manière à pouvoir faire feu sur l'ennemi sans que les soldats fussent obligés de se découvrir. De distance en distance, et sur les points les plus élevés, on avait construit divers réduits dont les épais parapets étaient formés de sacs de terre. On y avait placé plus de cent vingt canons de tout calibre, dont quelques-uns lançaient des boulets de cinq cents livres; les artilleurs se trouvaient suf-

fisamment abrités contre les feux de l'ennemi. Comme si ces ouvrages ne suffisaient pas encore pour la défense de ces positions, un peu en avant, sur la pente de ces hauteurs, et principalement en face des gorges qui livrent passage à travers les collines, on avait creusé un autre fossé assez large pour arrêter les assaillants. En outre, tout le terrain d'alentour était parsemé de mines et de bombes automatiques recouvertes d'une légère couche de terre, qui devaient porter la confusion et la mort parmi les colonnes ennemies assez téméraires pour tenter l'assaut de ces redoutables retranchements.

Pour enlever à l'ennemi tous les points où il pourrait se reformer, les sapeurs péruviens avaient abattu tous les murs, toutes les clôtures de la campagne environnante. De cette manière, pour aborder ces positions, les Chiliens devaient essuyer de loin une grêle de boulets et de balles que ferait pleuvoir sur eux un ennemi auquel ils ne pouvaient eux-mêmes faire aucun mal. Par contre, derrière la ligne de retranchements, aux environs des bâtiments de l'*hacienda* ou domaine de San Juan, situés en arrière du centre de cette ligne, se trouvaient des bois touffus, des clôtures et des murailles que l'on avait eu soin de laisser debout. On voulait que si par hasard les soldats péruviens se trouvaient dans la nécessité d'évacuer les tranchées et les réduits qui les couvraient, ils pussent continuer à se battre derrière ces nouveaux abris, ou du moins se retirer commodément presque sans avoir à craindre la poursuite de la cavalerie chilienne.

Ce fut derrière cette ligne de retranchements, d'un développement total de treize à quatorze kilomètres, que s'établirent les quatre divisions de l'armée régulière du Pérou. Bien que plusieurs documents chiliens, trompés par les exagérations mêmes des journaux et des documents péruviens publiés antérieurement aux deux batailles, aient fait monter la force de cette armée à 25,000 hommes, nous croyons qu'en réalité elle ne comptait pas plus de 22,000 combattants, même en y comprenant les corps arrivés à Lima dans les journées qui précédèrent immédiatement la lutte [1].

1. Une correspondance péruvienne de Lima datée du 21 janvier 1881, et publiée par l'*Etoile* de Panamá, décrit minutieusement les ouvrages de San Juan et de Chorillos, « derrière lesquels, dit-elle, il y avait de

La seconde ligne de défense était située à six kilomètres plus au nord et, par conséquent à mi-chemin entre la première ligne et la capitale. Elle suivait la direction du nord-ouest au sud-est, et formait une ligne plus ou moins droite de six à sept kilomètres de développement. Les parapets en étaient formés de solides murs de clôture, autrefois construits pour servir de limites aux propriétés rurales, et maintenant crénelés de manière à en faire de véritables fortifications, derrière lesquelles devait se placer l'infanterie. On avait disposé sur cette ligne six réduits pour l'artillerie. Ces ouvrages étaient formés par de larges et profonds fossés pleins d'eau, et par des parapets construits avec la même terre meuble et mouvante que l'on avait retirée des fossés. Soixante-dix pièces d'artillerie pouvaient y fonctionner à l'aise, à peu près sans danger pour les artilleurs qui les servaient.

Dans la plaine située en face de cette ligne, on avait rasé les arbres et les clôtures dans un rayon de plus d'un kilomètre, afin que l'ennemi ne pût y trouver aucun abri. Cet espace était également parsemé de mines et de bombes automatiques, destinées à éclater sous les pieds de ceux qui auraient l'audace de marcher à l'assaut par ce dangereux chemin. Derrière les ouvrages, comme on l'avait déjà pratiqué pour la première ligne de défense, on avait laissé debout les murs de clôture, afin que, dans le cas peu probable où l'on serait obligé de se replier sur Lima, on pût encore entraver la marche des Chiliens. Ce fut derrière cette seconde ligne de retranchements que l'on établit

vingt-quatre à vingt-six mille hommes. » Elle ajoute : « Aucun de ceux qui avaient visité ces fortifications avant la lutte ne s'imaginaient qu'il y eut dans l'Amérique du Sud une armée capable de les enlever en quelques heures. Personne ne croyait que les Chiliens pussent arriver à Lima à travers de pareils obstacles. » Cette correspondance, d'ailleurs fort hostile aux Chiliens, est riche en détails, et forme un important document historique pour la connaissance, au point de vue péruvien, des combats qui suivirent immédiatement.

Nous avons dit ci-dessus que la ligne des ouvrages péruviens présentait un développement de treize à quatorze kilomètres (trois lieues environ). Cette étendue même eut été une cause d'affaiblissement si cette ligne eut été plus ou moins droite de manière à ce que les divisions eussent à parcourir une longue distance pour se secourir mutuellement; mais elle formait une sorte de demi-cercle, dont la convexité faisait face à l'ennemi, de sorte que les points extrêmes n'étaient pas éloignés l'un de l'autre de plus de cinq kilomètres. On voit donc que, dans des positions si avantageuses, tout favorisait l'armée péruvienne.

l'armée de réserve. L'effectif de ces troupes ne dépassait pas dix mille hommes, quoique la presse péruvienne lui en attribuât plus du double[1].

Ces deux lignes de défense, bien que séparées entre elles par une distance qui peut paraître considérable, et destinées à ne servir que l'une après l'autre n'avaient besoin que de quelques minutes pour se soutenir. Elles étaient reliées entre elles aussi bien qu'avec la capitale par la voie ferrée qui conduit de Chorrillos à Lima. Pour le transport des armes, des munitions et des soldats pendant les heures de la bataille, on avait construit des wagons blindés, sortes de forteresses roulantes, d'où les défenseurs pouvaient tout en marchant, faire un feu de mousqueterie ou de mitrailleuses, et cela presque sans aucun risque.

La description sommaire que nous venons de donner des lignes de défense contre lesquelles devaient se briser l'effort des agresseurs, justifie la confiance absolue du gouvernement péruvien dans le succès de la résistance. Les correspondances tant officielles que particulières que, vers cette époque, Lima envoyait à l'étranger confirmaient cette opinion dans les termes

1. Les exagérations de la presse péruvienne et même des documents officiels sur le nombre de soldats sur lequel on comptait pour la défense de Lima, sont de nature à égarer le jugement de l'historien le plus scrupuleux et le plus circonspect. C'est ainsi que, dans une longue correspondance envoyée de Lima le 19 décembre 1880 à l'*Étoile de Panama*, journal subventionné par le gouvernement du Pérou, on décrit minutieusement la parade militaire qui eut lieu le jour de la bénédiction de la citadelle Piérola, et l'on ajoute ce qui suit : « Quand les cérémonies furent terminées dans la forteresse, le dictateur revint au palais et assista, de l'un des balcons, au défilé de l'armée. Les militaires disent que vingt-cinq mille hommes seulement prirent part à la revue; mais mon opinion est qu'il y en avait au moins trente mille. Comme il y a manqué des divisions entières de l'armée de ligne, et qu'un tiers seulement des réserves y ont figuré, on en peut conclure que cinquante ou soixante mille hommes pourront être engagés dans la bataille décisive. »

Bien entendu qu'après les batailles qui se sont livrées dans ces lignes fortifiées, les Péruviens ont diminué considérablement le nombre de combattants qui figurèrent dans chacune d'elles. Ainsi, dans une lettre écrite à Jauja, le 3 février 1881 au chef d'état-major de la réserve, don Julio Tenaud, Piérola affirme que dans la première de ces batailles il y avait dix-neuf mille hommes, et que dans la seconde se trouvait la réserve composée de quatre mille. Pour notre part, nous croyons que dans l'un et l'autre cas il y a eu exagération : avant la lutte, en augmentant le chiffre des troupes, et en le diminuant après coup, comme on avait fait lors de la campagne de Tacna.

les plus emphatiques et les plus solennels. « Le chef suprême du Pérou, disait une de ces correspondances, a juré que Lima sera la tombe des Chiliens qui n'y entreront qu'en qualité de prisonniers de guerre; et en vérité à en juger par l'état des défenses et par la nature des armes et des ressources qui existent ici, il faudra au moins 200,000 hommes pour prendre la ville. »

Pendant ce temps-là, la capitale du Pérou restait presque déserte. Les familles aisées s'en allaient à l'étranger, ou bien elles s'étaient retirées dans les villes de la montagne principalement à Tarma et à Jauja. D'autres allaient demander asile aux couvents de femmes ou aux vaisseaux neutres. Lima n'avait plus d'autres autorités que l'alcade municipal, ni d'autre garde de propriété que celle que les étrangers faisaient volontairement. Le commerce restait arrêté malgré les ordres répétés du dictateur pour que les petits trafiquants presque tous italiens ou chinois, tinssent leurs boutiques ouvertes au public. Les journaux mêmes ne paraissaient qu'avec une grande irrégularité, ou bien leurs numéros se réduisaient à de petits bulletins de nouvelles, remplis des inventions les plus extravagantes de triomphes partiels remportés sur l'ennemi ou de menaces furibondes contre les Chiliens. Ajoutez à tout cela que la disette de vivres, qui se faisait depuis longtemps sentir par suite du blocus des ports, avait pris dans les derniers temps des proportions encore plus alarmantes.

La guerre avait donc produit une horrible perturbation dans cette grande cité. Encore tout ce que l'on voyait, tout ce que l'on ressentait n'était-il qu'une partie du mal qui existait en réalité et des amertumes qu'un prochain avenir réservait au Pérou. A l'ombre de ce déplorable état de choses, les plus mauvaises passions avaient germé et grandi, et le gouvernement, qui ne tirait sa force que de l'appui de la populace, semblait intéressé à les stimuler et à les fomenter.

En effet, depuis quelque temps, la presse se déchaînait contre les personnes les plus considérables du Pérou, qu'elle prétendait accabler sous les charges les plus graves. Nous avons déjà dit que les journaux accusaient avec une grande violence les individus qui étaient sortis de la ville prétextant des maladies ou d'autres causes pour ne pas faire partie de l'armée de

la réserve. La presse continua à répéter ces accusations en des termes qui devaient amener plus tard les plus funestes conséquences. « Les pauvres, disait *La Patria* de Lima, ont contribué de tout leur avoir et ils ont sacrifié avec joie jusqu'à leur propre existence. Les riches ont trouvé, dans leur position sociale, dans leur santé, dans la faveur et jusque dans leur lâcheté même, des prétextes pour s'exempter des exercices de la réserve. » — « Il y a des individus, disait le même journal dans une autre occasion, et ce sont ceux peut-être à qui les faveurs dont la République les a jadis comblés imposent le plus d'obligations, qui, en prévision de la suprême angoisse, fuient et mettent à couvert leur personne et leurs biens, dérobant à la patrie précisément ce qu'ils lui doivent, ce dont elle a besoin pour fixer la victoire..... Eh bien, que pourra-t-on dire de ceux qui devant ce spectacle si grandiose, si digne de la patrie, abandonnent leur poste, désertent lâchement les rangs des citoyens, et fuient comme des coupables sous le coup de la justice?... Rien ne peut les sauver de la réprobation; car, ni leur vie, ni leur fortune ne sont à eux, puisque tout ce qu'ils sont, tout ce qu'ils valent, ils le doivent à la patrie; et c'est un crime affreux de lui refuser ce dont elle a besoin pour se sauver. Ce sont des reprouvés, et ils portent sur le front la marque de Caïn. Le remords qui poursuivait Caïn les poursuivra toujours, et cette sanction juste autant que terrible, ils la légueront à leurs fils et aux enfants de leurs enfants. La patrie, qu'ils ont abandonnée en des moments si solennels, les abandonnera aussi à son tour, afin que, comme les fils de la race maudite, ils aillent errants, sans Dieu, sans patrie et sans foyer. »

Le *Nacional* de Lima, se faisant l'organe des mêmes sentiments, écrivait le 30 novembre : « Malheur à ceux qui fuient le péril, parce qu'ils traîneront après eux pendant toute leur vie le mépris de leurs compatriotes. O vous qui allez mourir, laissez par écrit les noms de ceux qui vous abandonnent. Ce sont ceux-là qui, naguère, ivres d'orgueil, vous éclaboussaient avec les roues et les chevaux de leurs somptueux équipages, et maintenant ils battent honteusement en retraite. Qu'ils soient maudits! »

Une fois engagée dans cette voie, la presse de Lima en

arriva aux derniers excès. Elle avait exigé des dons en espèces pour subvenir à la défense nationale. « Il est urgent, disait à ce sujet un journal, que chacun de nous donne à la patrie ce qu'il possède, le pauvre, son obole, et le riche, sa fortune, son argent et ses bijoux. Ce sacrifice est d'autant plus urgent, qu'il est honteux qu'il n'y ait pas de cuivre pour la patrie et qu'il y ait de l'or et de l'argent pour le Chilien. » Et quand on vit que les personnes opulentes ne couraient pas verser leur fortune dans la caisse du gouvernement de la dictature, la presse les traita de voleurs enrichis par des trafics frauduleux aux dépens de l'État, et elle demanda à haute voix que ces gens-là fussent dépouillés de leurs biens. Or, la raison prochaine de cette colère, c'était que les capitalistes se refusaient à admettre le papier-monnaie d'une nouvelle émission.

Ce fut le thème d'un long article du *Nacional* de Lima, dont nous allons donner l'extrait suivant : « Il faut de l'argent pour la mobilisation des masses armées, de l'argent pour donner leur ration aux soldats. Le gouvernement a besoin d'argent et il y a encore à Lima bon nombre de riches qui cachent leurs capitaux, peut-être pour payer à l'ennemi une rançon ignominieuse quand ils n'ont pas su sauver leur honneur en les offrant noblement à la patrie. Ces grands négociateurs du fisc, ces juifs des marchés financiers, qui se sont gorgés aux dépens du trésor national, voilà les traîtres. Vils égoïstes qui ne peuvent sacrifier un quart de leurs biens pour sauver le reste de la ruine ! Ah ! malheureuse patrie, voile ton front et cache ta rougeur ! peut-être ceux qui t'ont prostituée aux heures des folles bacchanales, sont les mêmes qui s'enfoncent aujourd'hui dans leurs fauteuils en t'adressant un dédaigneux sourire. Misérables ! pour eux la justice sera terrible ! Alors il y aura le grincement de dents et le tremblement de tous les membres et le frisson de la mort. La patrie a le droit d'exiger d'eux la part proportionnelle qu'ils lui doivent. Ils doivent lui offrir comme citoyens leurs vies, comme négociants leurs capitaux. »

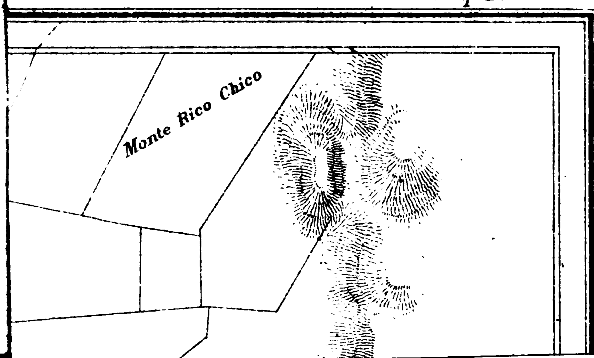
Ces imprudentes provocations, répétées en termes plus ou moins passionnés par les autres journaux, soulevaient les mauvais instincts de la populace, et préparaient à la ville de Lima des journées de honte et de deuil. Toutefois, cette ani-

mosité des journalistes péruviens contre les riches de leur propre pays, n'avait point paralysé un seul instant leur propagande de haines et de menaces. Loin de là, jamais la presse de Lima n'avait vomi plus d'insultes contre son ennemi et ne lui avait adressé plus de provocations; jamais elle n'avait montré une plus aveugle confiance dans un prochain triomphe. Le journal *La Patria* passait en revue toutes les ressources que le Pérou possédait pour assurer la victoire. « Nous avons, disait-il, tout ce qu'il faut pour infliger un châtiment terrible à ces bandes de brigands; nous avons la *force* nécessaire pour les exterminer; nous avons des carabines, qui les décimeront, des canons qui les foudroieront, des mines explosives qui lanceront leurs restes au vent, de profondes tranchées que nous inonderons de leur sang, que nous comblerons avec leurs cadavres. Nous avons tout cela, et plus que cela : le secret de notre *force.* »

Toutefois, il paraît qu'à Lima la discipline et la solidité du soldat péruvien n'inspiraient pas à tout le monde la même confiance. L'expérience de Tacna et d'Arica avait appris à chacun que les tranchées et les parapets sont de faibles remparts si l'on n'y joint la résolution de les bien défendre. Il en résulta que, vers cette époque il y eut un grand nombre d'écrivains qui, dans les colonnes de leurs journaux, donnaient des règles sûres et infaillibles pour battre les Chiliens. « N'oublions pas, disait le rédacteur militaire de *la Patria*, que nous courons à une grande chasse au tigre. Les Araucans (les Chiliens) ont l'agilité nerveuse, la férocité et la lâcheté de ces animaux. Le salut du chasseur ne dépend que de sa présence d'esprit. Qu'il ne se laisse étourdir ni par l'affreux rugissement, ni par l'assaut impétueux de la bête féroce; qu'il ne ferme pas les yeux en lui déchargeant son coup de carabine ou en lui plongeant le coutelas dans les entrailles. S'il recule d'un seul pas, s'il détourne la tête, il est perdu. Les soldats chiliens marchent sur Lima aiguillonnés par l'avarice, par la soif du pillage, par la sauvage lubricité de la brute, par la haine de notre race. Les faciles triomphes qu'ils ont jusqu'à présent obtenus les animent dans cette nouvelle campagne. Ils espèrent nous intimider et nous vaincre. Mais ils viennent avec cette crainte qui s'empare fatalement du voleur et de l'assassin avant qu'ils aient exécuté

leur crime ; ils viennent en tremblant à l'idée de notre force et de notre courage ; ils viennent en rêvant à l'explosion de nos mines. Une heure, une seule heure de bravoure réfléchie, de résistance ferme et bien ordonnée, et la victoire est à nous. C'est à notre valeur et à notre sang-froid que nous devrons les palmes de la victoire et l'admiration du monde. »

Les chapitres suivants nous montreront comment on sut appliquer ces règles qui devaient amener la perte inévitable des Chiliens.


Monte Rico Chico

CHAPITRE IX

SAN JUAN ET CHORILLOS, 13 JANVIER 1881

Débarquement du parc et des bagages de l'armée chilienne. — Le général Baquedano fait reconnaître les positions ennemies. — Combat de Pachacamac ; un régiment péruvien est coupé et dispersé. — Un détachement chilien fait avec succès une reconnaissance jusqu'aux fortifications situées à l'est de Lima. — Le général chilien décide l'attaque des positions ennemies. — État de l'opinion dans le camp péruvien. — On célèbre comme des avantages propres toutes les reconnaissances pratiquées par les Chiliens. — On annonce à Lima et au camp péruvien, que l'armée chilienne, découragée et démoralisée, se retire pour se rembarquer. — Proclamation du général Baquedano pour annoncer à son armée la prochaine attaque des positions ennemies. — Marche de l'armée chilienne. — Plan d'attaque des fortifications péruviennes connues sous le nom de San Juan. — Bataille acharnée sur ces positions. — Victoire complète des Chiliens. — Attaque du *Morro* Solar et de Chorrillos. — Déroute et destruction des divisions péruviennes qui défendaient ces positions. — Désordres et troubles que ces défaites produisent dans la seconde ligne de fortifications péruviennes. — Conséquences immédiates de ces combats.

A la fin de l'année 1880, les armées belligérantes du Chili et du Pérou étaient presque en présence. Il n'y avait entre elles que la distance de quatorze à quinze kilomètres qui séparent Lurin de Chorrillos. Des deux côtés on faisait les derniers préparatifs pour le combat.

Mais la situation de ces armées était bien différente. Celle du Pérou, campée depuis longtemps déjà dans une vallée délicieuse et fertile, avait d'excellentes positions, elle était protégée par des fortifications et des parapets formidables, et reliée à Lima par le chemin de fer. L'armée du Chili, au contraire, campée depuis peu sur les bords du Lurin, à découvert, n'avait alors débarqué qu'une partie de son matériel

de guerre, de ses vivres et de ses munitions : de sorte que si l'ennemi avait eu l'audace d'abandonner ses tranchées et d'attaquer résolument les Chiliens, toutes les probabilités de la victoire, en apparence du moins, eussent été pour le Pérou. Le dictateur Piérola, généralissime des armées de cette république, ne voulut pas s'écarter de la plus stricte défensive, fermement convaincu que ce système le conduisait à un triomphe sûr et certain.

Le débarquement du parc de l'armée chilienne, de ses chevaux, de ses bêtes de trait et de charge, de l'artillerie de campagne, des munitions et des vivres s'effectuait dans le petit hâvre de Curayaco, et sur la plage de Lurin avec la plus grande régularité, bien qu'on manquât en ces endroits des appareils nécessaires pour le déchargement. Le transport de ce matériel, de la plage jusqu'aux lieux où étaient campées les différentes divisions, ne souffrit non plus aucun retard, grâce à l'ordre avec lequel tout se faisait et aux mesures prises d'avance pour régulariser ce service. Mais comme il s'agissait du matériel complet d'une armée de 25,000 hommes, cette opération devait nécessairement se prolonger pendant plusieurs jours [1].

L'état-major chilien avait eu soin de faire débarquer tout d'abord ce qui était indispensable pour mettre l'armée en état de repousser toute attaque et pour satisfaire aux nécessités les plus urgentes de son alimentation. Mais tant que l'équipement des troupes ne se trouverait pas au complet, on ne pouvait songer à prendre l'offensive. Le général Baquedano employa ce temps d'immobilité forcée à reconnaître les positions ennemies, déployant dans ce travail autant d'activité que d'intelligence. Son intention n'était pas seulement d'étu-

1. On se formera une idée approximative de ce travail par les chiffres suivants. Les bagages de l'armée chilienne, sans compter les canons ni les harnais des animaux, formaient un total de 24,000 caisses. Les munitions de l'infanterie occupaient à elles seules 10,029 caisses ; la farine 2,530 sacs ; les haricots 1,664 sacs ; le *charqui*, viande séchée au soleil, 1,415 paquets ; le matériel des ambulances, 1,400 ballots ; le pain et le biscuit, 1,387 sacs. Tout cela, ainsi que les canons, les chevaux et les mulets, fut débarqué dans des endroits qui n'avaient point de débarcadère, et qui n'étaient fréquentés que par des contrebandiers. Les quais portatifs, les chèvres et les grues construites au Chili, servirent pour aciliter cett eopération qui, malgré cela, dura plusieurs jours.

dier le terrain et de reconnaître par quel point il devait attaquer les fortifications péruviennes, mais de chasser les avant-postes de l'ennemi afin de le tenir dans une ignorance complète des mouvements de l'armée chilienne. Les différentes expéditions qu'il ordonna dans ce but eurent le meilleur résultat. Des lignes télégraphiques, établies en toute hâte, tenaient le quartier chilien au courant de tout ce qui se faisait dans les environs.

En effet, le 24 décembre, une colonne de 500 hommes d'infanterie et de cavalerie, commandée par le lieutenant-colonel don Baldomero Dublé Almeida, suivant les bords du Lurin, occupa le village de Pachacamac et avança jusqu'à Manchay, en délogeant, après une fusillade assez nourrie, les avant-postes péruviens qui occupaient de bonnes positions et en leur faisant quatre prisonniers. A partir de ce jour, le flanc droit de l'armée chilienne était débarrassé des explorateurs ennemis, qui ne se laissèrent plus apercevoir qu'à une grande distance.

Le lendemain (25 décembre), le commandant don Ambrosio Letelier, à la tête d'un escadron de cavalerie, avança, en suivant la plage vers le Nord, jusqu'en vue des fortifications péruviennes, qu'il commença à reconnaître. Il eut une légère escarmouche avec des avants-postes ennemis, et il se retira après avoir rempli sa mission.

Cependant, on avait appris au camp chilien qu'un régiment de cavalerie péruvienne venait du Sud pour rallier l'armée de Lima, et que sachant les chemins de la côte occupés par les envahisseurs, il devait suivre la route de Pachacamac, située beaucoup plus à l'Est. Le colonel Barbosa, chef d'une des brigades de l'armée chilienne, fut chargé de lui barrer le passage; cet officier prit de si bonnes mesures, que dans la nuit du 27 décembre l'ennemi se trouva surpris par plusieurs compagnies d'infanterie chilienne, et fut forcé d'accepter le combat. C'était la colonne péruvienne qui, sous les ordres du colonel Sevilla, avait été chargée de harceler la division du commandant Lynch pendant toute sa marche, et qui retournait à Lima sans en être venue à bout. Le combat qui se livra au milieu de la nuit, fut fatal aux forces péruviennes qui perdirent un officier et 15 soldats. Le colonel Sevilla, 14 officiers et 97 soldats furent faits prisonniers. Le reste de la troupe se

dispersa dans les bois voisins pour ne plus se réunir. Du côté des Chiliens il y avait eu un officier de tué, le commandant don José Olano, et quatre soldats blessés.

Les reconnaissances des positions péruviennes continuèrent sans relâche pendant les jours suivants. Les colonnes qui en étaient chargées, toujours dirigées par des officiers intelligents, s'avançaient soit d'un côté, soit de l'autre et complétaient l'étude exacte du terrain où devait commencer la lutte. C'est ainsi que deux des chefs de division, don Patricio Lynch et don Pedro Lagos, embarqués sur la canonnière *Magallanes* reconnurent minutieusement le côté de la mer sur toute l'étendue des fortifications péruviennes. Le général en chef lui-même, accompagné de son état-major et d'une forte colonne des trois armes, effectua le 6 janvier 1881 une reconnaissance importante, au milieu d'une canonnade assez nourrie, qui n'atteignit pourtant aucun de ses soldats.

Ayant examiné sur toute son étendue la formidable ligne de défense des Péruviens et reconnaissant parfaitement la difficulté d'attaquer ces positions de front, le général Baquedano voulut savoir s'il serait possible d'attaquer la ville de Lima du côté de l'Est, en faisant un grand détour pour rendre les fortifications ennemies inutiles. Le colonel Barbosa fut chargé d'explorer ce côté à la tête d'une division de 2,000 hommes des trois armes. Il devait prendre la route appelée de la Cieneguilla, tomber sur la vallée de Lima par le village d'Ate, et s'approcher jusqu'au fort de San Bartolomé, situé au sud-est de la capitale.

Le colonel Barbosa quitta Pachacamac dans la soirée du 8 janvier ; il fit faire une courte halte à ses troupes à Manchay, et favorisé par la lune, il se remettait en marche dès une heure du matin, pour arriver à l'aube dans les lieux qu'il devait reconnaître.

Voici comment le chef d'état-major de l'armée chilienne raconte cette exploration dans son rapport officiel détaillé qui offre tant d'intérêt pour toute cette campagne. « Avant de descendre dans la vallée de Lima, nos forces trouvèrent le chemin obstrué par un nombre considérable de mines automatiques qui couvraient la campagne et éclataient sous les pieds des soldats pendant que des tirailleurs ennemis, retranchés

derrière une triple ligne de fossés traversant dans toute sa largeur la gorge par où tourne le chemin, faisaient feu sur les Chiliens, et que d'autres couronnaient les hauteurs des deux côtés. La cavalerie ennemie se montrait dans la vallée à l'arrière-garde de l'infanterie, et les canons du fort du sud de Lima (à proprement parler du sud-est, c'est-à-dire du mont San Bartolomé), tiraient sur nos rangs. Le colonel Barbosa commanda immédiatement l'attaque, en faisant avancer à droite et à gauche quelques compagnies de tirailleurs pour déloger les ennemis qui occupaient les hauteurs, et en lançant sur ceux qui se cachaient derrière les fossés, un peloton de grenadiers à cheval, qui les dispersa à coups de sabre en un moment, leur tuant 23 hommes dont trois officiers. L'ennemi une fois chassé de toutes ses positions et mis en fuite, le colonel Barbosa déboucha dans la vallée et remplit le but de sa mission, se retirant ensuite sans être inquiété. L'ennemi fit un certain nombre de pertes dans cette rencontre, tant morts que blessés ; de notre côté il y eut quinze blessés par les balles ou l'explosion des mines ; un seul succomba par suite de ses blessures [1]. »

Cette importante reconnaissance ayant complètement réussi, démontra que l'attaque et l'occupation de Lima étaient possibles en tant qu'opération militaire, du côté de l'est. Cette

1. Il n'existe pas, ou du moins on n'a pas publié de rapports officiels des Péruviens touchant ces combats. Pour savoir ce qui se passait dans le camp de Piérola, nous avons dû nous contenter de la correspondance de *La Estrella* de Panama, dont nous avons déjà parlé dans une note antérieure, et qui, quoique fort passionnée et inexacte dans bien des détails, contient des nouvelles qu'on ne trouve pas autre part, et une série d'articles publiés au mois de mars 1881 par *El Orden*, journal de Lima, sous le titre suivant : *Ce que j'ai vu. — Notes d'un réserviste sur les journées du* 13 *et du* 15 *janvier* 1881. Ils constituent une relation intéressante et détaillée de faits racontés sans beaucoup d'exagération et sans rodomontades. Sur la reconnaissance pratiquée par le colonel Barbosa, que les bulletins de Piérola présentaient comme une éclatante victoire des armes péruviennes, il dit simplement ce qui suit : « L'ennemi fit le 9 une forte reconnaissance jusqu'à notre extrême gauche. Le bataillon péruvien de Pachacamac fut taillé en pièces. Les bombes du fort de San Bartolomé arrêtèrent la marche de l'ennemi ; mais celui-c savait ce qu'il voulait. » Nous devons faire observer que si le colonel Barbosa ne poussa pas plus loin, ce fut uniquement par suite de ses instructions, qui ne l'autorisaient qu'à reconnaître les positions ennemies, et non pas à combattre contre ses forteresses.

partie des environs de la capitale était mal défendue. La petite division du colonel Barbosa, malgré les mines et le feu des forts, avait surmonté toutes les résistances; et si ses instructions le lui eussent permis, elle aurait pu pénétrer dans la ville. Mais l'attaque de Lima offrait de ce côté de graves inconvénients qui furent parfaitement reconnus au quartier général. La marche de toute l'armée par ces chemins ne pouvait se faire avec la même rapidité que celle de la petite division du colonel Barbosa. Ce mouvement aurait exigé quatre ou cinq jours au moins; et dans toute l'étendue de cette route, depuis les bords du Lurin jusqu'au Surco, petit affluent du Rimac, il n'y avait pas une seule goutte d'eau. L'armée chilienne aurait dû emmener aussi le parc et tous les bagages, sous peine de les voir tomber au pouvoir de l'ennemi, qui restait hors de la ville. D'autre part, cette opération séparait l'armée chilienne de l'escadre, dont la coopération lui était indispensable, et elle la renfermait à Lima sans lui laisser aucune communication avec la côte, dont elle aurait été séparée par toute l'étendue de territoire où était campée et fortifiée l'armée ennemie. Le général Baquedano rejeta donc ce plan, et il se détermina à attaquer de front les positions péruviennes. La confiance qu'il avait dans la vigueur de ses soldats et dans la fermeté de ses chefs, l'encourageait à entreprendre une affaire qu'un cœur moins courageux que le sien eût regardée comme chimérique. « Quoique ma résolution à ce sujet fût inébranlable, après avoir fait les études nécessaires, dit-il lui-même, je communiquai mon plan à tous les chefs supérieurs de l'armée, et j'eus la satisfaction d'obtenir leur approbation unanime. »

Le plan d'attaque étant arrêté, le général Baquedano, accompagné du chef d'état-major et des chefs de division, fit dans la matinée du 10 janvier une dernière reconnaissance des positions qu'il était décidé à prendre d'assaut. Là, en vue du terrain, il indiqua avec précision le chemin que chaque division devait suivre et les points qu'elle devait attaquer. De retour au camp il donna les ordres nécessaires pour que l'armée fut prête pour se mettre en marche dans la soirée du 12, afin de tomber à l'improviste sur les lignes fortifiées de l'ennemi le 13 janvier au point du jour. Ce retard de deux

jours pour effectuer l'attaque était parfaitement calculé et tendait à deux fins. Il servirait à faire tranquillement les derniers préparatifs pour l'attaque, et achèverait de désorienter l'ennemi, qui, comme les Chiliens le savaient, s'abandonnait aux illusions les plus étranges.

En effet, à cette heure suprême pour le Pérou, le gouvernement et le peuple de Lima se croyaient plus sûrs que jamais de la victoire, et ils pensaient même qu'on n'aurait pas besoin d'en venir aux mains, parce que l'armée chilienne était démoralisée et qu'elle ne songeait qu'à prendre la fuite et à se disperser misérablement. La presse de Lima racontait avec le plus grand sérieux que la troisième division de l'armée chilienne s'était soulevée à Arica, refusant de s'embarquer et de prendre part à une campagne qui devait aboutir à un immense désastre. Il avait fallu, disait-on, toute l'énergique activité du ministre de la guerre du Chili pour apaiser cette division et la décider à abandonner son campement. » Et l'on faisait circuler partout cette invention absurde, pour retremper l'ardeur et le patriotisme des défenseurs de la capitale.

On sut enfin à Lima que toute l'armée chilienne, unie et compacte, avançait résolument, qu'elle occupait Lurin et qu'elle y établissait son camp sans être inquiétée le moins du monde. Le journal *La Patria* annonça ces grands événements au public de la capitale dans les termes suivants : « Les ennemis ne sont plus qu'à deux journées de Lima ; la tentative d'invasion a commencé ; les loups avançant la gueule dilatée, paraissent sentir déjà l'odeur d'une curée prochaine. Comme l'insecte qui aperçoit le fruit qui doit le rassasier, la vipère chilienne rampe vers nous ; mais elle trouvera ici le pied puissant qui doit l'écraser, le fouet qui la châtiera, le couteau qui déchirera enfin le bandeau grossier qui couvre ses yeux... Nous ne sommes pas pris au dépourvu, rien ne nous manque, nous avons de bons gouvernants, l'enthousiasme remplit nos âmes ; en avant donc, et attendons avidement l'heure de la victoire... Que le gouvernement guide le peuple avec fermeté et sagesse... Que le peuple marche soumis, fort, et résolu à la défense de ses droits... Faites votre devoir, chefs et soldats de l'armée !... Préparez, dignes matrones de Lima, ce qu'il faut pour étancher le sang de vos époux, de vos fils, de vos frères !... Et vous,

juifs sans conscience,[1] fils bâtards du Pérou, hors du temple!... »

On publiait chaque jour à Lima des bulletins de nouvelles sur les reconnaissances faites par les avant-postes chiliens; mais loin de donner à ces opérations leur véritable importance, on les dépeignait comme attaques projetées et déjouées et, par conséquent, comme des avantages pour l'armée péruvienne. On racontait, qu'à chacune de ces légères escarmouches, l'armée chilienne avait éprouvé des pertes considérables et avait été obligée de s'enfuir précipitamment. L'opinion générale, à Lima, était que les chefs chiliens étaient découragés, qu'ils ne savaient de quel côté diriger l'attaque et qu'ils commençaient à se croire perdus. Le 4 janvier, un des navires de l'escadre chilienne bombarda le port d'Ancon, situé au nord de Lima; il coula une chaloupe péruvienne, endommagea quelques habitations et fit subir des pertes aux troupes de la garnison. Cette attaque contribua à égarer l'opinion à Lima. Bon nombre de gens crurent que les Chiliens, convaincus de leur impossibilité de rien faire par le sud, songeaient sans doute à changer leur plan d'opération et qu'ils allaient effectuer leur débarquement plus au nord.

La reconnaissance pratiquée le 9 janvier par le colonel Barbosa, fut l'objet de préoccupations encore plus sérieuses. On resta persuadé à Lima qu'elle avait été une attaque en règle effectuée par une grande division chilienne; et quoique les chefs péruviens, qui défendaient la ville du côté de l'est, n'ignorassent pas que cette division avait taillé en pièces les forces qui avaient voulu l'arrêter, les bulletins publièrent la nouvelle que les envahisseurs avaient éprouvé une grande défaite, qu'ils avaient perdu 1400 hommes, et que cette division avait été complètement désorganisée. Ces nouvelles furent communiquées à l'étranger et publiées comme une grande victoire du Pérou, dans les journaux que le gouvernement de ce pays subventionnait à Guayaquil et à Panama[2].

1. Cette qualification s'adresse aux capitalistes de la ville.

2. *La Nacion* de Guayaquil, journal à la solde du Pérou, publia sur ces petits combats les détails suivants datés de Lima, du 12 janvier.

« *Bataille du Puente de Verrugas.* — Une forte division chilienne se détacha du gros de l'armée dans la direction du chemin de fer de la Oroya.

« Le mouvement de cette division fut aperçu par les Péruviens, qui

Les Péruviens passèrent les journées du 11 et du 12 janvier dans la plus complète tranquillité, ils ne virent aucune reconnaissance chilienne, et ils en vinrent même à croire que les Chiliens renonçaient à tout projet d'attaque. Un journal de Lima publia les lignes suivantes :

« L'enthousiasme qui règne dans les rangs de l'armée active aussi bien que dans ceux des citoyens qui forment la réserve, est plus que satisfaisant, c'est un motif de légitime orgueil pour le patriotisme.

« Nous avons décrété la victoire et nous vaincrons, parce que le succès ne peut abandonner ceux qui sont résolus à ne pas céder, même au prix de leur vie, un seul pouce de terrain à l'envahisseur dont le découragement croît à chaque instant.

« Le Chili se repent de l'aventure dans laquelle il s'est engagé. Dans sa justice, Dieu a permis que la fatuité aveuglât nos adversaires, au point de les amener aux portes de Lima.

« Le châtiment de leurs iniquités et de leur vandalisme les attend ici.

« Ils tremblent lâchement derrière leurs tranchées de Lurin, et s'ils ne se rembarquent pas pour retourner au Chili ou pour se consacrer exclusivement aux faciles entreprises de maraude, c'est par crainte de la raillerie universelle.

« Qu'ils viennent donc bientôt se briser contre les baïonnettes de ceux qui défendent l'intégrité et l'honneur de l'Amérique républicaine. »

lancèrent à sa poursuite un certain nombre de bataillons sous les ordres du colonel Negron. Ceux-ci atteignirent les Chiliens près de Puente de Verrugas, où eut lieu un choc terrible dans lequel 1,400 Chiliens furent mis hors de combat. Le succès le plus complet couronna la bravoure des troupes péruviennes pendant l'affaire de Puente de Verrugas. »

« *Bataille de San Bartolomé.* — La canonnade du 9 a occasionné une bataille sérieuse. Une division chilienne composée de 4,000 hommes, a attaqué un avant-poste péruvien qui comptait 150 hommes; après un combat d'une heure et demie, et lorsque les Péruviens allaient se retirer, Piérola, le chef suprême, apparut à la tête d'une division. Il prit position sur les hauteurs environnantes et sur le mont San Bartolomé, et remporta une victoire complète après une lutte longue et acharnée. Le bataillon Piura est un des corps qui se sont le plus distingués dans cette journée. Les Chiliens prirent néanmoins le temps de dépouiller un de leurs chefs, qui resta sur le champ de bataille. »

Et *La Estrella* de Panama publiait, à la date du 22 janvier, les nou-

Les défenseurs de Lima étaient de plus en plus persuadés que les Chiliens se retiraient convaincus que leur situation était devenue insoutenable. « Le 12 janvier, dit une des relations péruviennes que nous avons citée plus haut, la plus grande tranquillité régna dans le camp; il n'y eut pas de fausse alarme; au contraire, on reçut la nouvelle que l'ennemi, après plusieurs allées et venues, se retirait vers l'intérieur. Plusieurs allaient jusqu'à assurer qu'il s'était rembarqué. » Il paraît inconcevable que les deux armées étant à une faible distance, et le généralissime péruvien se trouvant sur son propre territoire, on n'eût pas trouvé moyen de s'assurer de la véritable position de l'ennemi, et qu'on en vînt à croire qu'il se repliait et se rembarquait au moment même où il préparait une attaque audacieuse et définitive. Les chefs péruviens faisaient preuve à cette occasion, de la même incapacité qu'ils avaient montrée dans toute la campagne. Habitués à la désorganisation et aux désordres des luttes civiles, ils ne pouvaient comprendre encore qu'ils avaient affaire à un ennemi sérieux lequel avait prouvé partout qu'il savait faire la guerre.

Cependant, au camp chilien, on prenait tranquillement et d'une manière réfléchie toutes les dispositions nécessaires pour

velles suivantes qu'on lui avait transmises de Lima depuis dix jours à peu près.

« Le dimanche 9 de ce mois, une partie de l'armée chilienne avança, et elle fut battue avec de grandes pertes. D'autres combats favorables à l'armée péruvienne ont eu lieu. Le nombre des Chiliens qui ont été battus dépasse 7,000 hommes; tout cela augmente l'enthousiasme et la confiance de l'armée péruvienne, et jette l'abattement dans les rangs ennemis.

« Malgré la terreur qui s'est emparée des Chiliens et malgré leur indécision, née de ce sentiment, l'heure des grandes solutions est proche. Ainsi le veulent le patriotisme et l'honneur des Péruviens; ainsi l'a déjà décidé l'énergie indomptable du chef suprême.

« Il suffit de citer un seul fait à l'appui de cette terreur. Le général chilien Villagran est parti à Santiago pour démontrer qu'il est impossible que l'armée actuelle du Chili puisse, non plus déjà prendre Lima, non pas même remporter quelques faibles avantages, mais encore sauver son honneur militaire dans une bataille. » Un citoyen neutre, récemment arrivé à Lima, écrit à un négociant de Panama : « Les Chiliens sont perdus sans retour. Il faudrait pour prendre Lima une armée de 80,000 hommes des meilleures troupes européennes. »

Quoique cela paraisse incroyable, nous devons dire que ces fausses nouvelles étaient les mêmes que Piérola faisait circuler à Lima et dans le camp pour « retremper le patriotisme » de ses soldats.

l'assaut des fortifications ennemies. L'état-major calculait le nombre des troupes disponibles pour l'attaque. Elles formaient un total de 23, 129 combattants effectifs [1], répartis en trois divisions. On en détacha un corps de réserve de trois mille soldats d'infanterie. Le 12 janvier, à midi, lorsque tous les corps de l'armée étaient approvisionnés et prêts à marcher au premier ordre, le général Baquedano annonça le départ dans la proclamation suivante adressée à ses officiers et aux soldats :

« Vos longues fatigues touchent à leur terme. Pendant près de deux années d'une guerre acharnée plutôt contre le désert que contre les hommes, vous avez su vous résigner à attendre patiemment l'heure des combats, soumis à la discipline rigoureuse des camps et à toutes leurs privations. Pendant les exercices journaliers et les pénibles marches à travers des sables brûlés par le soleil, où la soif vous torturait, vous vous êtes endurcis pour la luttte et vous avez appris à vaincre.

« C'est pour cela que vous avez pu parcourir, l'arme au bras, presque tout l'immense territoire de cette république, qui ne cherchait même pas à mettre obstacle à votre marche. Et lorsque vous avez trouvé des armées préparées à la résistance derrière des fossés et des tranchées, logées sur des hauteurs inaccessibles, ou protégées par des mines perfides, vous avez marché à l'assaut, fermes, imperturbables et résolus, comme des vainqueurs !

« Maintenant le Pérou se trouve réduit à sa capitale, où il donne depuis bien des mois le triste spectacle de l'agonie d'un peuple. Et comme il a refusé d'accepter à l'heure opportune

1. Nous avons dit plus haut que l'armée d'expédition qui était partie d'Arica se composait de près de 26,500 hommes. 800 d'entre eux à peu près étaient restés à Pisco. En déduisant les malades et le détachement chargé de la garde des dépôts de vivres et de munitions, qu'il fallut laisser à Lurin, les forces destinées à l'attaque des fortifications péruviennes se composaient de 23,129 officiers et soldats.

Mille Chinois qui avaient recouvré leur liberté, et qui étaient disposés à accompagner et à servir leurs libérateurs, suivaient aussi l'armée chilienne. Ils furent en effet d'une grande utilité pour recueillir et transporter les blessés, distribuer des vivres et des munitions, donner des indications sur le terrain, et pour parer aux mille nécessités du service du campement. A Lurin, où il y avait un temple chinois, ils célébrèrent, d'après leurs rites, une fête religieuse pour implorer la protection du ciel en faveur des Chiliens.

sa condition de vaincu, nous venons le chercher dans ses derniers retranchements pour lui donner le coup de grâce, et pour anéantir, en l'humiliant pour toujours, le germe de cette orgueilleuse envie qui a été l'unique passion d'un peuple toujours vaincu par la valeur et la générosité du Chili.

« Eh bien ! qu'il en soit fait comme il a voulu ; si ses défaites successives, sur mer et sur terre, partout où ses soldats et ses marins se sont rencontrés avec les nôtres, ne l'ont pas suffisamment instruit, qu'il accepte son sort et qu'il reçoive le suprême et dernier châtiment.

« Vainqueurs de Pisagua, de San Francisco et de Tarapaca, d'Angeles, de Tacna et d'Arica, en avant !

« L'ennemi qui vous attend est le même que les enfants du Chili ont appris à vaincre en 1839 et que vous, héritiers de leurs grandes traditions, vous avez aussi vaincu dans tant de glorieuses journées.

« En avant ! Allons remplir la mission sacrée que nous a confiée la patrie ! Ici, derrière ces tranchées, faible obstacle pour nos bras armés de baïonnettes, vous trouverez le triomphe et le repos ; et là-bas sur le sol aimé du Chili vos foyers vous attendent ; vous y vivrez perpétuellement protégés par votre gloire et par l'amour et le respect de vos concitoyens.

« Demain, au point du jour, vous tomberez sur l'ennemi ; et en plantant sur ses tranchées le beau drapeau tricolore chilien, vous trouverez à vos côtés votre général en chef, fier d'envoyer à la patrie absente le salut du triomphe en répétant avec vous : — Vive le Chili !

« MANUEL BAQUEDANO. »

A quatre heures et demie du soir, toute l'armée chilienne, comme mue par un seul ressort, était rangée par divisions sur les bords du Lurin, et prête à partir. Une demi-heure plus tard, la première division se mettait en marche, et les autres la suivaient bientôt par ordre numérique, en prenant des routes séparées, mais parallèles. La cavalerie ne devait néanmoins partir qu'au milieu de la nuit, afin d'éviter que les nuages de poussière que soulèvent les chevaux, n'indiquassent à l'ennemi l'approche de l'attaque. Après plus de cinq heures d'une marche favorisée par la lune, alors dans son plein, toute

l'armée occupa régulièrement les positions qui lui avaient été désignées d'avance sur le penchant de certaines collines appelées La Tablada, qui s'élèvent au sud-est des retranchements ennemis, à une distance de quatre kilomètres. Les troupes prirent quelques heures de repos en cet endroit, sans être inquiétées le moins du monde. L'armée péruvienne, dans la persuasion que les Chiliens ne pensaient qu'à se retirer et à regagner leurs navires, n'avaient pas d'explorateurs, ni de sentinelles avancées, et elle passa la nuit sans se douter que l'ennemi se trouvait presque à portée de fusil de ses positions.

Dans la seconde moitié de la nuit, le ciel fut complètement obscurci par l'épais brouillard qui s'élève chaque matin sur la côte du Pérou. A trois heures et demie, toute l'armée chilienne se remettait en marche pour prendre ses positions d'attaque. La première division, commandée par le capitaine de vaisseau don Patricio Lynch, et composée d'un peu plus de sept mille hommes, se dirigea sur la droite de l'ennemi. La seconde division, sous les ordres du général don Émilio Sotomayor, et qui comptait six mille hommes, devait attaquer le centre des positions péruviennes. La troisième division, commandée par le colonel don Pedro Lagos et composée d'un peu plus de cinq mille hommes, devait se placer en face de l'aile gauche des ennemis pour empêcher les forces qui la formaient de secourir le centre des Péruviens. La réserve, appuyée par de l'artillerie de campagne, resta sous la main de l'état-major général pour accourir où il serait nécessaire.

L'obscurité de la matinée, qui facilitait d'abord ce mouvement, ne tarda pas à devenir un obstacle. La seconde division dut faire une marche plus longue et elle se mit en retard. Un servant d'ambulance, égaré par l'obscurité, tomba entre les mains d'un piquet de soldats péruviens postés près de leurs lignes fortifiées, et cet accident imprévu leur fit comprendre que l'ennemi n'était pas loin. On fit immédiatement les signaux d'alarme dans les tranchées, et les Péruviens ouvrirent un feu bien nourri de mousqueterie et d'artillerie.

La première division avançait cependant en bon ordre, ses tirailleurs déployés en avant, et sans s'occuper des feux de l'ennemi. Lorsqu'elle se trouva à une distance de près de quatre cents mètres de la ligne des retranchements péruviens

et qu'elle commença à gravir les hauteurs que ces ouvrages couronnaient, le commandant Lynch ordonna d'ouvrir la fusillade, tout en marchant à l'attaque des tranchées. Les premières lueurs de l'aurore commençaient à éclairer le champ de bataille, lorsque les Chiliens atteignirent les fossés et les redoutes de l'ennemi. Rien ne pouvait arrêter leur ardeur : ils franchissaient les fossés, escaladaient les redoutes, et croisant la bayonnette contre les défenseurs de ces ouvrages, ils les renversaient et se rendaient maîtres des positions que l'on regardait comme imprenables. L'escadre chilienne tirait aussi sur les retranchements du flanc droit des Péruviens, et l'artillerie de terre, dirigeant ses feux de manière à ne pas atteindre les assaillants, contribuait à jeter le désordre parmi les ennemis. Mais ceux-ci occupaient encore d'autres hauteurs et d'autres parapets, et ils continuaient à opposer une résistance opiniâtre. Du centre de la ligne péruvienne qui n'avait pas encore été attaqué, commençaient à arriver des renforts qui donnaient à la résistance une nouvelle vigueur. Un moment, la première division put se croire sérieusement compromise à cause de la supériorité numérique de l'ennemi ; mais ni le commandant Lynch, ni ses soldats n'hésitèrent un seul instant et ils soutinrent le combat avec la même ardeur qu'ils avaient mise à monter à l'assaut.

Voulant empêcher l'ennemi de se reformer sur ce point en réparant ses pertes, le général Baquedano fait avancer immédiatement la réserve. Le lieutenant-colonel don Aristides Martinez, qui la commandait, la lance au pas de charge, arrive sur le théâtre du combat, et rejoint au moment opportun la première division. Franchissant alors les fossés et les tranchées, Lynch et Martinez enlèvent les positions où la résistance avait été le plus opiniâtre, et achèvent en deux heures de disperser l'ennemi dans cette partie de sa ligne de fortifications.

A peu près au moment où la réserve commençait à appuyer l'aile gauche (six heures du matin), la seconde division s'engageait à son tour. Elle avait été retardée par les difficultés de la route, mais chefs et soldats brûlaient de réparer ce retard forcé en attaquant avec vigueur les ouvrages qu'ils étaient chargés d'enlever. La première brigade de cette division,

commandée par le colonel don José Francisco Gana, et protégée par les feux de l'artillerie, placée derrière elle, s'élança résolûment en colonne, par régiments déployés, sur les fortes positions du centre de l'ennemi. Cette colonne atteignit, sans tirer un coup de fusil, les hauteurs occupées par les Péruviens ; ouvrant alors le feu, elle pénètre avec une vigueur irrésistible, dans les lignes ennemies, et par un mouvement audacieux et bien exécuté, en passant sur les mines et les bombes automatiques dont le sol est parsemé, elle enveloppe les bataillons péruviens de l'aile gauche, et les détruit complètement. La seconde brigade de cette même division, sous les ordres du colonel Barbosa, arrive aussi à temps pour achever de disperser les troupes qui défendaient ces formidables positions.

La troisième division avait parfaitement exécuté les ordres qu'elle avait reçus de menacer la gauche des Péruviens pour les empêcher de secourir le centre au moment du combat. Les tirailleurs de cette division, dirigés par le colonel don Martiniano Urriola, avaient soutenu le feu de ce côté, inquiétant l'ennemi et l'obligeant à ne pas sortir de ses tranchées.

Lorsqu'à sept heures et demie du matin le général en chef vit que le centre de l'armée ennemie était enfoncé, il donna l'ordre au commandant général de la cavalerie, le colonel don Emeterio Letelier, de se mettre à la poursuite des fugitifs à la tête de deux régiments, et de les empêcher de se reformer. Cette charge fut décisive. Malgré les obstacles du terrain, la cavalerie chilienne tomba comme la foudre sur les bataillons débandés qui se retiraient vers la seconde ligne de défense et elle les sabra sans relâche jusqu'à leur complète dispersion, laissant le terrain jonché de cadavres. L'ennemi avait semé cette partie de ses positions de bombes automatiques dont l'explosion fit éprouver aux soldats chiliens des pertes considérables. Mais ces accidents n'eurent d'autre résultat que d'exalter leur ardeur et les exciter à continuer avec plus d'acharnement la poursuite des fuyards.

A neuf heures du matin la bataille était terminée. Les Chiliens occupaient toute la ligne des retranchements péruviens dont le centre était formé par les maisons de la propriété de San Juan qui donna son nom à cette journée. A l'extrême

droite cependant, une division ennemie tenait encore; c'était celle qui sous les ordres du colonel Iglesias, ministre de la guerre de Piérola, défendait Chorrillos et le morro Solar, montagne escarpée qui s'élève au sud de ce village. Les soldats chiliens épuisés de fatigue après ce pénible combat qui suivait une nuit de marche pendant laquelle ils n'avaient pu faire qu'une halte de deux ou trois heures, avaient besoin de quelques instants de repos; néanmoins il fallait les conduire de nouveau au combat pour compléter la victoire de ce jour.

Le dictateur Piérola avait passé la nuit à Chorrillos. En entendant de grand matin les premiers coups de feu, il s'était rendu à San Juan où il était arrivé à temps pour assister à distance à la perte de toutes ses positions. Alors il se replia de nouveau sur Chorrillos avec des bandes de fugitifs pour préparer la résistance des puissantes fortifications voisines de cette ville.

Au sud du village de Chorrillos s'étend une chaîne de hauteurs escarpées, au sol sablonneux et mouvant, dont le point culminant est le Morro Solar, d'une élévation de 270 mètres. Ces hauteurs étaient défendues par cinq redoutes pourvues de mitrailleuses et de grosse artillerie, et protégées du côté de l'est par un large fossé de près de deux kilomètres de long. Ces positions étaient défendues par la division du colonel Iglesias, composée de 5,000 hommes qui n'avaient pas encore pris part au combat. Un grand nombre de fugitifs qui n'avaient pu se replier sur la capitale, s'étaient ralliés en cet endroit.

Le commandant Lynch, avec une partie de la première division, se rapprocha de ces positions pour les reconnaître, du côté où elles n'avaient pu être explorées d'avance et, malgré l'immense supériorité numérique de l'ennemi, il s'y soutint tout en demandant au quartier général les renforts qu'il jugeait indispensables pour s'en emparer. La division péruvienne faisait de suprêmes efforts pour résister. La grosse artillerie dont elle disposait et les mitrailleuses décimaient par leurs feux plongeants les troupes de Lynch et ralentissaient cette charge audacieuse.

Les renforts ne tardèrent pas à arriver. Tous les bataillons de la première division se concentrèrent d'abord et, bientôt après, ceux de la réserve avec son commandant Martinez se

massèrent à leur tour. Le colonel don Pedro Lagos, chef de la troisième division, accourut avec une de ses brigades dont le commandant immédiat était le colonel don Francisco Barcelo. Cette brigade comménça à gravir la montagne pour appuyer les premières forces engagées. Une autre brigade de la seconde division, commandée par le colonel Gana, commençait résolûment l'attaque de la petite ville de Chorillos. L'escadre chilienne ne pouvait plus diriger ses coups contre les hauteurs, de crainte de blesser les soldats qui les escaladaient, mais elle plaça quelques mitrailleuses sur des embarcations d'un faible tirant d'eau qui purent se rapprocher de terre et seconder les assaillants autant que possible.

Le combat devint alors plus acharné que jamais. L'escalade de ces crêtes élevées, sur un terrain sablonneux et mouvant et sous le feu destructeur de l'ennemi, offrait des difficultés presque insurmontables. Néanmoins les soldats chiliens animés par les chefs et les officiers et soutenus par l'artillerie de montagne qui avait été convenablement placée sur le flanc des collines, gravissaient ces pentes escarpées en laissant derrière eux des monceaux de morts et de blessés; mais lorsqu'ils eurent atteint la cime des montagnes, ils tombèrent sur l'ennemi avec un élan irrésistible et, le ramenant de position en position, de tranchée en tranchée, ils le refoulèrent vers les hauteurs du nord les plus proches de Chorrillos. Ce point était dominé par l'artillerie de campagne de l'armée de terre, qui parfaitement installée dans la plaine, entretenait un feu meurtrier et habilement dirigé. Enveloppés de trois côtés par l'infanterie, les derniers restes de la division péruvienne, le colonel Iglesias en tête, se défendaient encore, mais, quelques minutes avant midi, ils furent obligés de se rendre.

Cependant la lutte continuait avec le même acharnement du côté de Chorrillos. Cette petite ville de quatre mille habitants, est située au bord de la mer, et sert de résidence d'été aux familles riches de Lima ; les rues en sont étroites et plus ou moins tortueuses, mais les maisons sont pour la plupart de somptueux édifices, construits avec solidité et élégance et meublés avec luxe. Le dictateur Piérola avait fait une place forte de cette ville de plaisance et y avait appuyé l'extrême droite de sa ligne de retranchements. Il y avait

établi des dépôts de provisions de bouche et de munitions ; il en avait fait, finalement, le réduit de la résistance dernière et la plus acharnée, changeant les maisons de la ville en autant de forteresses. Les fenêtres, les balcons, les belvédères étaient couverts de fusiliers dont les balles devaient accueillir les Chiliens aussitôt qu'ils déboucheraient dans les rues. Le sol était parsemé de bombes automatiques recouvertes de terre destinées à faire explosion sous les pas de l'ennemi.

Lorsqu'il eut pris toutes ses dispositions, et qu'il vit que les Chiliens se dirigeaient résolûment sur la ville, Piérola descendit sur la plage avec son état-major et il se dirigea vers le nord, à travers les roches escarpées de la côte, pour rallier la réserve restée sur la seconde ligne de défense. En partant il avait recommandé à ses lieutenants de se soutenir solidement dans cette position, leur annonçant qu'il reviendrait bientôt avec les renforts qu'il allait chercher.

L'attaque de la ville de Chorrillos fut peut-être l'épisode le plus sanglant et le plus meurtrier des combats de ce jour. Dès que les colonnes chiliennes débouchèrent dans les rues, elles furent reçues par une grêle de balles qui tombaient de partout, des terrasses, des fenêtres et des balcons. Il fallait prendre chaque maison d'assaut et en charger les défenseurs à la baïonnette. Dans quelques-unes d'entre elles il y avait des bombes automatiques qui éclataient, lorsqu'on voulait forcer les portes ; dans d'autres les escaliers avaient été détruits ou coupés, et ceux qui voulaient les escalader essuyaient le feu continu de ceux qui étaient en haut. L'artillerie chilienne tira alors sur ces édifices, et en déterminant l'incendie, les bombes favorisèrent l'action des assaillants. Le combat se prolongea ainsi durant cinq heures ; mais les Chiliens avançaient toujours, enveloppant l'ennemi de toutes parts et laissant des monceaux de cadavres dans les maisons qui avaient servi de tranchées aux défenseurs. L'incendie, que personne n'essayait d'arrêter ou d'éteindre, prenait aussi de grandes proportions, et consumait les édifices en même temps que les soldats qui les défendaient.

A deux heures du soir les Chiliens n'avaient plus d'ennemis à combattre. La ville, tant dans les rues qu'à l'intérieur des maisons, était jonchée de cadavres et de décombres, au milieu

desquels les bombes explosibles des Péruviens éclataient de temps en temps. L'incendie poursuivait son œuvre de destruction, et ceux qui auraient tenté de l'arrêter couraient le risque d'être atteints par les éclats des bombes. De leur côté, les soldats chiliens, rendus furieux par ce genre de résistance, ne voulaient rien faire pour couper le feu, et ils semblaient même désirer qu'il achevât son œuvre. Chorrillos brûla toute la soirée et toute la nuit. La lueur rougeâtre de l'incendie éclaira jusqu'au lendemain matin ce tableau de mort, d'horreur et de désolation. Trois maisons seulement de l'intérieur de la ville échappèrent aux flammes.

Que se passait-il pendant ce temps dans la seconde ligne des fortifications péruviennes, c'est-à-dire à six kilomètres du champ de bataille, où était campée l'armée de réserve du Pérou? A défaut de documents officiels, nous allons le raconter à l'aide du récit d'un adjudant péruvien, qui a rapporté tout ce qu'il a vu avec une sincérité manifeste. Nous transcrivons fidèlement sa relation, en supprimant seulement quelques détails ou incidents sans importance.

« C'était le 13 janvier, dit-il, le jour commençait à peine lorsque le galop allongé des chevaux, le pas précipité des allants et venants, les charrettes qui s'éloignaient et les cris nous réveillèrent brusquement.

« Une rumeur sourde bourdonnait à nos oreilles, quelquefois interrompue par un bruit plus prononcé : « la bataille a commencé ! » criâmes-nous tous. En une minute nous étions habillés. Il était cinq heures et demie du matin. Nous parcourûmes les quatre redoutes. Tous faisaient leurs préparatifs pour la marche ; les cartouchières étaient pleines, les officiers avaient le revolver à la ceinture et quelques caissons de munitions s'ébranlaient. On n'entendait que les cris de vive le Pérou ! vive le commandant général ! à Surco ! criaient les officiers, et mille voix frénétiques répétaient ces cris. Nous attendions l'ordre de nous mettre en marche. Mais l'ordre n'arrivait pas et il était sept heures et demie du matin. Le feu du côté de San Juan devenait de plus en plus violent.

« Sur la gauche de notre ligne, surtout deux batteries échangeaient un feu des plus nourris. Une des deux dut pourtant céder ; c'était maintenant à droite que le combat chauffait.

« Tout à coup, devant nous, à peu près à une lieue, nous voyons s'élever un épais nuage de fumée noire. San Juan était la proie des flammes ! On ne se bat plus qu'à Chorrillos, pensâmes-nous tous en même temps. En effet, les corps de Dávila, de Cáceres et une partie de celui de Suarez avaient lâché pied. Iglesias, abandonné, défendait héroïquement les positions de Chorrillos.

« Le premier fugitif que nous rencontrâmes dans le village de Miraflores fut un simple soldat. « Tout va bien » nous répondit-il d'une voix défaillante, lorsque nous lui demandâmes des nouvelles du combat. Trois ou quatre blessés arrivèrent ensuite. Nous ne tardâmes pas à connaître la triste réalité. Le chemin était couvert de fugitifs qui se sauvaient dans le plus affreux désordre ; quelques blessés se traînaient, d'autres imploraient du secours ; les uns conservaient leurs armes, d'autres étaient désarmés, couverts de sang et les vêtements déchirés, c'était un spectacle navrant.

« Une longue file de gens arrivait par la chaussée du chemin de fer ; des groupes de soldats traversaient les prairies en courant. On les appelait, mais ils n'écoutaient pas ; ils craignaient non pas les menaces, mais les balles. Ce n'était pas l'attitude d'une armée victorieuse. Un profond découragement s'empara de nous. Plusieurs compagnies des bataillons se déployèrent en tirailleurs et de petits détachements de cavalerie s'échelonnèrent pour barrer le chemin de Lima aux fugitifs.

« Mais à mesure que le temps s'écoulait, le tableau de cette multitude qui fuyait épouvantée de toutes parts, devenait plus douloureux ; la cavalerie arrivait par bandes ; les mulets chargés de caisses de munitions, les canons et les mitrailleuses démontés ; des chevaux sans cavalier et courant ventre à terre ; des artilleurs, des colonels, des chefs de tout grade inondaient les avenues du chemin de fer, et y produisaient une confusion épouvantable. Ce n'était pas une division débandée, comme nous l'avions entendu dire ; c'était toute une armée en fuite. Quelques bataillons au complet entrèrent dans notre ligne, et presque toute une division resta formée à gauche de la voie ferrée.

« Il pouvait être dix heures du matin lorsque Piérola arriva avec un état-major fort réduit, dans lequel on remarquait les

géneraux Buendia et Segura et le colonel Suarez. Il passa à cheval au milieu des bataillons qui l'acclamaient frénétiquement. Il leur ordonna de défiler vers les redoutes et de se retrancher derrière les murs intermédiaires élevés entre chacune d'elles. Ces renforts augmentèrent considérablement notre ligne. Plus de cinq mille fugitifs avaient déjà été ralliés avant midi, soit par la cavalerie, soit par les bataillons de la réserve; d'autres s'étaient présentés volontairement. On en voyait néanmoins beaucoup qui s'échappaient. On tirait sur eux, mais ils se dérobaient dans les tranchées et puis se remettaient à fuir.

« Piérola traversait la chaussée du chemin de fer lorsqu'un soldat — nous supposons qu'il était ivre — s'avança vers lui et éclata en imprécations contre les chefs. « Pas de désordre ! » se contenta de répondre Piérola. Et il s'éloigna précipitamment. »

Au milieu de cette effrayante cohue, chacun se disputait sur les causes de la défaite; ceux-ci en accusaient tel chef, ceux-là tel autre, quelques-uns en rejetaient la faute sur les soldats; mais bien peu se résignaient à croire que la bataille fût totalement perdue. On en vint à raconter que les positions de San Juan avaient été reprises par les Péruviens, et tout le monde ajoutait foi à ces absurdités.

« Ceux qui répandaient de bonne foi ces nouvelles, ne savaient pas, dit le même témoin, que les Chiliens venaient de planter leur drapeau sur le Morro de Chorrillos. Et pourtant, celui qui l'eût dit aurait passé pour un visionnaire. Comment pouvait-on croire que notre ligne, si bien préparée d'avance, eût pu être facilement rompue, et que notre armée, qui occupait de si bonnes positions eût été enveloppée et taillée en pièces? Ne pouvant plus nier l'évidence du résultat, quelques-uns s'écriaient : « Il y a eu de la négligence. » « C'est une surprise. »

Piérola et ses aides de camp s'efforcèrent de rallier les fugitifs et de les ranger dans les tranchées et les redoutes de la seconde ligne. Ils réunirent à grand peine un corps de deux mille hommes, qui partit un peu après midi pour Chorrillos dans un train de wagons blindés, d'où les soldats tiraient des coups de canon et de fusil. C'étaient les renforts que Piérola

avait promis aux défenseurs de cette place ; mais pendant qu'ils s'y rendaient, ils virent de loin que l'armée chilienne était victorieuse sur toute la ligne, et ils se hâtèrent de regagner leurs retranchements. Ce fut alors seulement que s'évanouirent tout à fait les illusions de victoire qu'on nourrissait encore, même à la vue d'un si grand désastre, dans le camp de la réserve péruvienne.

Tel fut le résultat de la bataille de Chorrillos, ou pour mieux dire, de la série de batailles qui se livrèrent le 13 janvier. Après huit heures de combat l'armée chilienne avait enlevé de vive force des positions que l'ennemi regardait comme imprenables. L'explosion des mines et des bombes, tout en faisant éprouver des pertes aux Chiliens, ne donna pas le résultat qu'on en espérait. L'assaut de cette ligne de fossés et de retranchements, défendus par plus de cent canons et de 20,000 hommes, occasionna aux Chiliens des pertes considérables, 797 morts et 2,512 blessés. Parmi les premiers se trouvaient des chefs d'un grand mérite, les lieutenants-colonels don Baldomero Dublé Almeida, don Belisario Zañartu, don Tomas Yavar et don Cárlos Silva Renard, tués en combattant vaillamment à la tête de leurs soldats, et le lieutenant-colonel d'état-major don Roberto Souper, qui avait fait la campagne depuis le commencement, se conduisant partout en héros, et qui fut grièvement blessé dès les premiers moments de la bataille, lorsqu'il montait à l'assaut d'une des tranchées péruviennes.

Les pertes de l'armée péruvienne furent incalculables. Ses morts s'élevaient à plus de cinq mille hommes, tombés pour la plupart au morro Solar et à Chorrillos ; ses blessés, ceux du moins qui restèrent sur le champ de bataille, n'étaient guère moins nombreux. On lui avait fait près de deux mille prisonniers, parmi lesquels se trouvaient onze colonels, huit lieutenants-colonels et un nombre considérable d'officiers. La dispersion des troupes fut si complète, que, de toute l'armée de 22,000 hommes, on ne parvint à rallier, sur la seconde ligne de défense, que cinq ou six mille ; encore étaient-ils tellement effrayés, que l'on eut grand'peine, comme nous l'avons déjà vu, à les retenir derrière les ouvrages qui la constituaient. Le matériel de guerre perdu dans la bataille était vraiment

énorme. La relation d'un officier péruvien dont nous avons reproduit une partie plus haut, dit que l'armée perdit ce jour-là près de 120 mitrailleuses ou canons de tout calibre.

Si vers la fin de la bataille, c'est-à-dire à deux heures du soir, il eut été possible de faire marcher une partie de l'armée chilienne sur la seconde ligne fortifiée des Péruviens, la campagne aurait été finie ce jour-là sans grande difficulté. Le désordre qui régnait dans cette ligne n'aurait pas permis d'opposer une résistance sérieuse. Tel avait été le plan du général Baquedano, mais, malgré l'énergie déployée par l'état-major, et pour des raisons imprévues, on fut obligé d'y renoncer. L'attaque n'ayant pu être commencée le matin par toutes les divisions à la fois, quelques forces péruviennes étaient parvenues à se replier sur Chorrillos, où elles opposèrent une résistance qui se prolongea jusqu'au soir. D'ailleurs, les soldats chiliens, qui n'avaient pris que quelques instants de repos la nuit précédente, et qui s'étaient battus pendant huit heures consécutives, en gravissant des montagnes et en attaquant des redoutes, étaient épuisés et ne pouvaient plus faire un pas. Il fallut leur donner le temps de réparer leurs forces avant de les mener à de nouveaux combats et à de nouveaux assauts. Ce délai momentané allait laisser encore quelques heures de vie aux derniers débris de la puissance militaire du Pérou.

CHAPITRE X

BATAILLE DE MIRAFLORES ; OCCUPATION DE LIMA ; DU 14 AU 17 JANVIER 1881.

Situation de Lima le jour des batailles de San Juan et de Chorrillos. — Espérances de paix dans la population. — Les bulletins de la dictature cherchent à tromper les habitants de Lima sur le résultat des batailles. — Les vainqueurs envoient à Piérola un parlementaire qui n'est pas reçu. — L'état-major chilien se prépare à livrer une nouvelle bataille. — Négociations amiables du corps diplomatique de Lima. — Le général Baquedano accorde un armistice qui devait durer toute la journée (15 janvier) afin que l'ennemi prît une résolution. — Plan perfide de Piérola. — Il engage la bataille en violant l'armistice. — Désordre produit par cette attaque dans l'armée chilienne. — La division du colonel Lagos, appuyée par les canons de l'escadre, résiste avec fermeté à l'armée péruvienne. — Arrivée d'autres divisions chiliennes. — Victoire décisive de Miraflores. — Confusion et désordres dans Lima. — Fuite de Piérola. — Le maire de Lima décrète la reddition de la ville sans conditions. — Pendant la nuit du 16 janvier, la populace se livre au pillage et incendie quelques quartiers de la capitale. — Les mêmes excès se renouvellent au Callao. — Incendie des vaisseaux péruviens par la populace. — Une division chilienne occupe Lima et rétablit l'ordre et la tranquillité. — Une autre division occupe le Callao. — Beaucoup de familles qui avaient abandonné la ville reviennent à Lima. — Dispersion complète et définitive de l'armée péruvienne. — L'ordre reste assuré à Lima et au Callao. — Résultat général de la campagne de Lima.

La capitale du Pérou passait en ce moment des heures d'angoisse et d'amertume. Presque toutes les familles aisées, comme nous l'avons déjà dit, avaient abandonné la ville pour aller à l'étranger, pour se réfugier à l'intérieur du pays ou à bord des navires neutres qui se trouvaient au Callao ou à Ancon ; mais il en restait cependant beaucoup qui devaient assister au spectacle le plus navrant qu'il soit possible de concevoir.

Dans la matinée du 13, vers les huit heures, les blessés de la bataille, ainsi que quelques groupes de fugitifs qui n'avaient pu être retenus dans la seconde ligne des retranchements péruviens, commencèrent à arriver à Lima. Ces derniers, soldats et officiers, annonçaient la déroute de leur armée au moment où le fracas presque continuel de l'artillerie témoignait que la bataille n'était pas encore terminée. Des centaines de personnes cherchaient asile dans les légations étrangères qui se trouvèrent ainsi encombrées, ou sortaient en toute hâte de la ville pour se réfugier dans les bourgs et dans les villages voisins. Lorsqu'on eut la nouvelle certaine de la défaite, « l'excitation devint immense à Lima, dit la correspondance que nous avons citée dans le chapitre précédent ; mais, bien que la populace voulût lapider les Chiliennes, il n'y eut pas de désordre. Une cependant mourut par suite d'un attentat de ce genre. » Ces Chiliennes étaient de malheureuses femmes depuis longtemps domiciliées à Lima, et dont quelques-unes étaient mariées à des Péruviens.

La populace ne voyait dans la défaite que le résultat de la trahison, et elle en accusait les individus affiliés au parti opposé à Piérola. D'après la correspondance à laquelle nous avons fait allusion, les autorités locales partagèrent cette opinion, et elles firent arrêter plusieurs individus. A cet effet, on fit des recherches dans la légation française où, disait-on, l'un deux s'était réfugié. Le général Gonzalez de la Cotera, ancien ministre du président Prado, pendant les premiers mois de la guerre, accusé sans raison ni justice d'avoir voulu renverser le gouvernement de la Dictature au milieu du trouble produit par la défaite, dut s'enfuir au Callao et se réfugier à bord d'un navire de guerre anglais. A part ces quelques incidents, la tranquillité publique ne fut pas sérieusement troublée, mais il ne fut pas dès lors difficile de prévoir que des épreuves plus amères et plus douloureuses attendaient la capitale.

Bien des gens étaient d'avis qu'il fallait prévenir ces extrémités. La défaite de l'armée péruvienne qui défendait les lignes fortifiées de San Juan et de Chorrillos, défaite que personne n'avait prévue, avait fait comprendre que le moment était venu de traiter et de se soumettre à la loi du vainqueur.

On croyait que toute tentative de résistance serait une folie qui donnerait inévitablement au Pérou la honte d'une seconde défaite, dont les conséquences seraient les plus funestes pour la ville de Lima. « Les femmes, qui auparavant voulaient la guerre à outrance, dit la correspondance déjà citée, perdirent tout à coup leur assurance et changèrent de langage, sans doute à cause de la conduite observée dans le camp par les déserteurs. Presque tous les étrangers partageaient leur nouvelle manière de penser, et leur désir de faire la paix à tout prix. »

Ceux qui opinaient ainsi, furent bientôt douloureusement désabusés. Le soir du 13 janvier et dans la matinée du 14, on publiait à Lima des bulletins dans lesquels contre le vu et le su de tout le monde, on essayait de présenter le terrible désastre, comme une bataille indécise dans laquelle le chef suprême du Pérou avait déployé le plus sublime héroïsme. Les Chiliens, disait-on, n'ont pas pris d'assaut les lignes fortifiées de San Juan et de Chorrillos. Piérola, ajoutait-on, obéissant à des vues stratégiques avait ordonné à ses troupes de se replier sur les lignes de Miraflores. D'après ce qui se racontait à Lima, les défenseurs du Morro Solar et de Chorrillos, qui tous avaient été tués ou pris, avaient enfoncé à la baïonnette les lignes chiliennes, et s'y étaient ouvert un sanglant passage [1]. Dans quelques-uns de ces bulletins, les pertes

1. Comme une preuve de ces audacieux mensonges, au moyen desquels on prétendait tromper la population de Lima qui connaissait en ce moment l'affreuse déroute de l'armée péruvienne, nous donnons ici la copie d'un de ces bulletins :

« Lima, jeudi 13 janvier. — Nous avons quitté le camp pour quelques instants dans le but de satisfaire autant que possible la juste anxiété de Lima, en publiant ce présent numéro. Aujourd'hui, à quatre heures et demie du matin, de nombreuses divisions de l'armée chilienne composées des trois armes ont attaqué nos positions de San Juan par un feu bien nourri d'artillerie. — Le combat a duré jusqu'à 10 heures 30 minutes du matin. — A ce moment S. E. le chef suprême a fait replier nos forces sur les fortifications de Miraflores. Cet ordre exécuté, une partie seulement de nos troupes est restée sur le plateau de Chorrillos. — S. E. accompagnée de son secrétaire, le capitaine de vaisseau Don Aurelio Garcia i Garcia, de ses aides de camp, de plusieurs généraux, chefs et officiers, dont nous ne mentionnons pas ici les noms pour ne pas blesser ceux que nous pourrions oublier, S. E., disons-nous, voulut voir par lui-même, comment s'exécutait l'ordre qu'il avait donné et resta quelque temps sous les feux de l'ennemi. — Il fut en danger d'être fait

des Chiliens étaient supérieures à celles des Péruviens. Ces derniers avaient fait un nombre considérable de prisonniers à l'ennemi, et lui avaient pris une grande quantité d'armes. Ces bulletins se terminaient comme toujours, en annonçant une victoire prochaine et définitive sur les Chiliens qu'ils présentaient comme affaiblis et démoralisés au-delà de toute expression. « Déjà notre perfide ennemi porte ses pas vers nous,

prisonnier, car, au moment où il se dirigeait vers le quartier général, un bataillon chilien fit feu sur lui, et lorsqu'il voulut prendre la direction opposée, il y trouva encore d'autres ennemis. — Heureusement son sang-froid le sauva; il eut deux adjudants blessés; un éclat d'obus avait frappé son cheval, ainsi que celui de son fils, le sous-lieutenant Nicolas de Piérola.

Les bataillons Cajamarca, Guardia-peruana, et Ayacucho se sont battus depuis le Morro Salto del Fraile, luttant ainsi toute la journée, contre l'armée chilienne entière.

Ils ont jonché des cadavres de l'ennemi la jetée de Chorrillos.

Vers 5 heures, se voyant complètement cernés, ils firent une charge à la baïonnette, et s'ouvrant un chemin à travers toute l'armée ennemie, ils arrivèrent jusqu'à Miraflores. Ils étaient décimés, il est vrai, mais non sans avoir causé les plus affreux ravages dans les rangs chiliens.

Hurrah pour ces braves !

La patrie a à déplorer la perte d'un grand nombre d'existences précieuses.

Il ne nous est cependant pas possible de donner le compte exact des morts et des blessés.

Nos armées attendent tranquillement l'ennemi derrière les retranchements fortifiés qui s'étendent depuis Miraflores jusqu'à Vasquez.

Notre chef suprême, aussi intrépide qu'intelligent est à notre tête, et il nous conduira à la victoire.

Signé : ERNESTO F. CASANAVE.

Ces fausses nouvelles, au moyen desquelles on prétendait tromper le peuple sur le résultat des batailles de San Juan et de Chorrillos, n'étaient pas, comme on pourrait le croire, l'œuvre exclusive des journalistes de Lima. Dans l'après-midi du 14 janvier, le sous-secrétaire du ministre de la guerre, don Francisco J. Secada, communiquait du palais du Gouvernement au préfet du Callao, a dépêche suivante :

« Monsieur le Préfet : Notre ligne de Miraflores à Vasquez est toujours dans le même état ; notre seconde ligne est intacte. L'ennemi est impuissant à l'attaquer, à preuve qu'il a sollicité une suspension d'armes. Ses pertes sont plus grandes que les nôtres. Son parc d'artillerie a sauté. On sait positivement que le nombre de ses morts dépasse 9,000 hommes. » Signé : SECADA.

Comme nous l'avons dit plus haut, les batailles de San Juan et de Chorrillos ne coûtaient aux Chiliens que 797 morts et 2,512 blessés. Le parc d'artillerie était intact, et de plus, augmenté de 100 canons enlevés à l'ennemi. — Le Gouvernement de la Dictature péruvienne le savait parfaitement lorsqu'il donnait ces fausses nouvelles pour « retremper le patriotisme. »

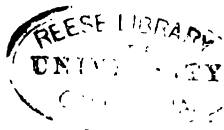
disait un de ces bulletins ; longtemps nous avons attendu ce moment, et notre énergie doit se retremper à l'approche de l'heure de la vengeance. »

L'armée chilienne, malgré des pertes douloureuses, et la multitude de blessés qui encombrait ses ambulances, se trouvait, dans la matinée du 14, en état de livrer immédiatement une nouvelle bataille. On savait parfaitement dans le camp chilien que les troupes qui défendaient la seconde ligne des fortifications péruviennes étaient en général bien inférieures en nombre et en qualité à celles qui avaient été mises en déroute le jour précédent ; et quoique les détachements d'éclaireurs qui étaient allés reconnaître ces positions, les eussent décrites comme étant très favorables pour résister à une nouvelle attaque, on avait cependant la certitude que les défenseurs n'étaient pas en état d'opposer une résistance sérieuse. Toutes les nouvelles qui arrivaient au quartier général chilien, démontraient que la défaite des Péruviens avait été complète et faisaient présumer que dans leur propre camp on voulait la paix.

« Désireux d'aplanir le chemin des négociations et d'éviter des retards qui pouvaient être très dangereux, les vainqueurs envoyèrent, dans la matinée du 14, le secrétaire du ministre de la guerre, don Isidoro Errázuriz, en compagnie du colonel Iglesias, ex-ministre de la guerre de Piérola, fait prisonnier la veille, avec la mission de déclarer au chef suprême du Pérou que l'armée chilienne rendait hommage à la vaillante résistance qu'on lui avait opposée pendant la bataille, et de l'inviter à envoyer au camp des vainqueurs des personnes autorisées à négocier la paix. Le parlementaire chilien devait en même temps attirer l'attention du dictateur péruvien sur le danger auquel la continuation des hostilités aux portes de Lima, allait exposer cette grande ville que les Péruviens et les Chiliens se trouvaient également intéressés à préserver d'un sort semblable à celui qui avait frappé Chorrillos.

« Le colonel Iglesias devait préparer et faciliter l'entrevue du secrétaire du ministre chilien avec le président du Pérou.

« L'entrevue n'eut cependant pas lieu. Le dictateur péruvien, à cette heure de la matinée, visitait la ligne de Miraflores,



seconde et formidable position de l'armée péruvienne inconnue encore aux Chiliens; il déclara qu'il ne recevrait pas le parlementaire, tant qu'il ne se présenterait pas avec les pouvoirs nécessaires pour négocier. Et comme on lui avait transmis, par l'organe de l'un de ses principaux chefs, le message dont était porteur l'émissaire chilien, il répondit qu'il désirait la paix, et que le ministre ou toute autre personne autorisée à traiter par le gouvernement chilien pouvait se présenter au camp péruvien ou bien ouvrir les négociations par le moyen d'une note.

« Cette réponse qui révélait une complète ignorance de la situation militaire, ou bien un entêtement puéril, détruisait d'un seul coup toute espérance de paix et préparait de nouvelles tragédies et de nouveaux désastres. Exposé à une terrible défaite, ayant sa capitale en danger et sous l'influence de la terreur, le chef suprême du Pérou ne pouvait employer ce langage hautain sans manquer à son pays, sans manquer à sa dignité de chef de la nation et sans manquer à la vérité des faits [1]. »

Après l'insuccès de cette tentative de négociations, il ne restait plus aux Chiliens qu'à se préparer à une nouvelle bataille. En effet, le même jour, on poussa la reconnaissance des lignes ennemies, et l'état-major prit toutes les dispositions nécessaires pour exécuter son attaque le lendemain. Le plan adopté se réduisait à menacer l'ennemi de face avec la première division de l'armée appuyée par l'artillerie, tandis que la troisième qui avait très peu souffert dans la bataille du 13 l'assaillirait résolument par le flanc gauche, en même temps que les canons de l'escadre l'attaqueraient par la droite. Le général Baquedano, et son chef d'état-major, général Maturana, prirent toutes les dispositions nécessaires, d'accord avec le contre-amiral Riberos, chef de l'escadre. Le colonel Velasquez, commandant général de l'artillerie, alla se placer avec ses canons en face de la ligne ennemie, dans des positions du

1. Ce fragment a été tiré d'une relation publiée à Lima en cinq langues différentes peu de jours après sous le titre de « *La Campagne de l'armée chilienne à Lima*. Quoique très abrégée, elle contient cependant un résumé très clair et très bien fait des opérations de la campagne.

reste peu favorables ; « car il était impossible d'en trouver de bonnes dans un terrain plat, coupé à chaque instant par des bouquets d'arbres et des murs de terre. » L'attaque devait avoir lieu définitivement le lendemain à midi.

Les troupes chiliennes restèrent pendant cette nuit-là campées à San-Juan et au nord de Chorrillos. Une partie de la troisième division avança jusqu'aux environs de Barranco, village de 150 à 200 habitants, situé à moitié chemin de Chorrillos à Miraflores. C'est une station balnéaire fréquentée dans la belle saison par quelques familles de Lima, mais alors elle était complètement déserte. On savait que ce village était parsemé de mines et de bombes automatiques, de telle sorte que l'accès en était fort dangereux pour les soldats, qui sans être prévenus auraient voulu y pénétrer, et que le péril serait plus grand encore dans le cas probable d'un nouveau combat. Dans l'impossibilité où ils se trouvaient de désarmer ces mines, les soldats chiliens s'avançant avec toutes les précautions possibles, mirent le feu aux maisons un peu avant le point du jour, et l'incendie eut bientôt dévoré ce petit village que le dictateur péruvien avait transformé en machine infernale.

Il y avait cependant des raisons de croire qu'une seconde bataille n'aurait pas lieu. Il est vrai que Piérola n'avait pas reçu le parlementaire envoyé par les Chiliens ; il ne s'était pas cependant refusé à traiter ; bien au contraire, il avait déclaré qu'il était disposé à entendre des propositions de paix. Mais la journée entière s'était passée sans que le dictateur se décidât à montrer qu'il comprenait sa véritable situation.

Vers le milieu de la nuit, un émissaire porteur de plis cachetés pour le général Baquedano se présenta au camp chilien ; il était envoyé par le ministre plénipotentiaire de la République de Salvador, doyen du corps diplomatique de Lima. Ces plis disaient que les ministres de France, d'Angleterre et lui, étaient chargés par leurs collègues de passer au quartier général pour traiter un sujet pressant et d'une haute importance, et qu'en conséquence, ils demandaient qu'on leur indiquât l'heure à laquelle ils pourraient se présenter au camp chilien pour remplir leur mission. La nuit étant déjà fort avancée, le général Baquedano répondit que la conférence pourrait avoir lieu le lendemain matin à 7 heures.

Comme on le voit, c'étaient les ministres diplomatiques qui obéissant, selon toute apparence, à leurs propres inspirations, proposaient ces conférences. Cette démarche, toutefois, n'était pas entièrement spontanée et la chose s'était passée tout autrement qu'on le pensait, ainsi que nous allons le raconter d'après les premières révélations qui ont été faites sur ces événements.

Dans le camp péruvien de Miraflores on avait passé l'après-midi du 13 janvier et toute la journée du 14 en préparatifs militaires ; on répartissait dans les corps de la réserve les troupes échappées à la déroute; on plaçait de nouvelles pièces d'artillerie dans les redoutes; en un mot, on prenait toutes les mesures propres à la résistance. On savait que le dictateur avait refusé de recevoir le parlementaire chilien, mais, dans les petits comités d'officiers, on ne parlait que de la nécessité de capituler. « Ce qui est certain, écrivait un officier de la réserve péruvienne dans la relation déjà citée par nous au chapitre précédent, c'est que tout le monde désirait qu'on arrivât le plus promptement possible à une solution pacifique, et pensait que nous devions nous soumettre au sort imposé aux vaincus, qu'il y avait déjà assez de sang répandu, et que c'était une folie de sacrifier de si précieuses existences.

« Telles étaient plus ou moins les réflexions qui se faisaient dans chaque groupe, lorsque la nouvelle se répandit qu'un conseil d'officiers supérieurs allait se réunir cette après-midi même, afin de décider si l'on pouvait ou non résister avec des chances de succès. Ce qui surtout excitait la curiosité, c'était de connaître le jugement que chacun des chefs qui avaient pris part aux batailles, allait émettre sur notre situation actuelle. Nous nous promîmes de faire tout notre possible pour assister à cette séance, ou du moins pour ne rien perdre de ce qu'il y serait dit.

« En effet, les généraux Montero, Buendia et Segura ne tardèrent pas à arriver et à se réunir; ils furent suivis des colonels Dávila, Montero, Cáceres, Suarez, Iglesias, Noriega, Figari, Pereira, Derteano, Correa y Santiago, La Fuente, Echeñique et de beaucoup d'autres dont les noms nous échappent. Le

conseil fut tenu dans une maison du bourg de Miraflores, dans laquelle se trouvait logé le dictateur. On forma un grand cercle dans le salon. On fit évacuer les corridors et fermer hermétiquement les portes; mais de notre cachette nous pouvions entendre distinctement la voix de S. Ex.

« Il commença par exposer aux assistants qu'il les avait réunis, non pour connaître leur opinion personnelle sur la situation, ni pour savoir s'ils étaient prêts à sacrifier leur vie s'il était nécessaire, de cela il n'en doutait pas instant, mais pour qu'ils lui fissent connaître l'esprit qui animait les troupes et si elles étaient en état de faire une résistance sérieuse; il ajoutait que le général chilien exigeait comme condition préalable pour entrer en négociations la remise immédiate de la ligne de Miraflores avec toutes ses redoutes et ses défenses, mais que lui, il repoussait une proposition si humiliante. Trois ou quatre des chefs affirmèrent que la troupe était très fatiguée et incapable de soutenir dix minutes de combat. »

Un colonel, entre autres, exposa d'une manière très énergique que tout essai de résistance ne ferait que frapper d'une honte nouvelle les armes péruviennes, et donner aux vainqueurs une facile victoire. Le témoin qui a fait ces importantes révélations ne put connaître le résultat final de la délibération. Le conseil de guerre se termina à sept heures du soir. A ce moment quelques membres du corps diplomatique de Lima étaient arrivés à Miraflores. Ils dînèrent avec le dictateur et restèrent à conférer avec lui sur la situation de la capitale. Il est indubitable que Piérola accepta leur offre généreuse à la condition que l'ennemi ne sût pas qu'il avait sollicité leur médiation. Même au milieu de cet affreux désastre, le dictateur péruvien voulait conserver les apparences de cette dignité hautaine qui avait caractérisé sa malheureuse administration. Quoique les détails de cette conférence ne soient pas connus, on sait cependant que ce fût de là que partit, pendant cette même nuit, la note adressée au général Baquedano par le doyen du corps diplomatique de Lima.

Le lendemain matin (5 janvier), précisément à l'heure convenue, un train spécial portant le drapeau blanc arriva au campement chilien situé dans les environs de Chorillos. Ce

train conduisait les ministres plénipotentiaires de la République du Salvador, de France et d'Angleterre. Le général Baquedano les reçut en conférence particulière; il était accompagné du ministre de la Guerre don José Francisco Vergara, du secrétaire général de l'armée don Eulojio Altamirano, de don Joaquin Godoi et de don Maximo R. Lira, secrétaires particuliers du général en chef.

La conférence, d'abord, roula sur des points tout à fait étrangers au véritable but qu'on s'était proposé. Les diplomates étrangers avaient la louable intention d'empêcher une plus grande effusion de sang et de sauver le Pérou d'une nouvelle et inutile déroute; mais ils voulaient également éviter toute démarche qui pût blesser l'amour-propre national des vaincus. Ils commencèrent par exposer que le motif qui les amenait était d'obtenir des garanties pour les nombreux et importants intérêts que les étrangers possédaient à Lima, ainsi que pour leurs personnes. Le général Baquedano répondit qu'il était disposé à respecter les personnes et les intérêts des neutres, autant que les besoins des opérations militaires et l'exercice légitime des droits de la guerre le lui permettraient. Si le gouvernement du Pérou, dit le général chilien, s'obstine à faire de la capitale un centre de résistance, je suis autorisé et résolu à l'attaquer sans accorder le moindre délai.

Mais tel n'était pas le véritable but de la conférence. Lorsqu'on eut traité ce sujet, les plénipotentiaires étrangers exposèrent qu'il leur serait peut-être facile d'amener le gouvernement péruvien à entrer en négociations. Avant de faire une démarche en ce sens, ils désiraient savoir quelles étaient les conditions qu'exigeait le Chili, afin de les communiquer au dictateur. Ils ajoutèrent que, pour rendre utiles et pratiques ces négociations, il serait bon de stipuler un armistice, et qu'en tout cas, on pourrait négocier sous la médiation de la diplomatie étrangère. Mais les Chiliens ne pouvaient et ne devaient traiter qu'en vainqueurs. Le général Baquedano répondit immédiatement avec la droiture et la franchise dont il avait fait preuve pendant toute la campagne, sans chercher de détours ni dissimuler ses intentions. Il déclara que toute médiation du corps diplomatique de Lima était inac-

ceptable dans les circonstances présentes, et qu'il ne pourrait, en aucun cas, entrer en négociations avec l'ennemi, si on ne lui livrait immédiatement, et sans conditions, la place du Callao. Il ajouta qu'il n'accordait de suspension d'armes que jusqu'à deux heures de l'après-midi, temps qui lui paraissait suffisant pour que le dictateur du Pérou décidât s'il acceptait ou non les conditions qu'il venait d'indiquer. Sur les instances des diplomates étrangers, le délai accordé fut prolongé jusqu'à minuit. Il s'engageait à ne pas ouvrir le feu avant ce moment, mais cette simple suspension d'hostilités n'obligeait pas les armées belligérantes à rester immobiles dans les positions qu'elles occupaient. Loin de là, le général Baquedano déclara que chacune d'elles pourrait effectuer les mouvements qu'elle jugerait convenables. Les trois ministres diplomatiques retournèrent à Miraflores à dix heures du matin, après avoir promis de transmettre à Piérola les conditions exigées par le général chilien pour entrer en négociations.

Pendant ce temps-là, le dictateur péruvien continuait à prendre toutes les mesures nécessaires pour fortifier sa ligne de défense. Aux troupes qui formaient la réserve, on avait joint, comme nous l'avons dit, les cinq ou six mille hommes qui avaient échappé à la défaite du 13. De plus, Piérola, ce matin-là même, fit sortir du Callao environ 2,000 hommes de la garnison, et, malgré le découragement qui s'était emparé de quelques-uns des chefs qui étaient sous ses ordres, il paraissait disposé à livrer une seconde bataille. A part une courte fusillade entre les postes avancés, provoquée par les troupes péruviennes pendant la conférence que nous avons racontée plus haut, il n'y eut aucun acte d'hostilité, et, de part et d'autre, on croyait généralement que les négociations commencées amèneraient un arrangement pacifique.

Lorsque les ministres étrangers arrivèrent au campement de Miraflores, ils trouvèrent Piérola en compagnie des amiraux Sterling et du Petit-Thouars, commandants des stations navales d'Angleterre et de France, qui paraissaient également intéressés à ce qu'on ne livrât pas une seconde bataille. Lorsque Piérola connut la réponse du général chilien aux propositions des diplomates, il s'abstint de répondre de son côté d'une manière catégorique et continua de dicter ses

ordres militaires : « Ce qu'il y a de positif, dit l'officier péruvien qui a rappelé ces faits, c'est que si Piérola s'était laissé guider par les conseils et les avis que chacun émettait devant lui sans la moindre réticence, la paix se serait faite ce jour-là même. » Deux heures plus tard, Piérola allait déjeuner en compagnie de ces hauts fonctionnaires étrangers.

Le général Baquedano était persuadé que ses propositions seraient acceptées par le gouvernement péruvien. Il ne pouvait pas supposer que ce dernier voulût exposer sa réserve au danger imminent d'un second désastre, en engageant un nouveau combat contre l'armée victorieuse, déjà reposée de ses fatigues de l'avant-veille, et en outre renforcée d'un petit contingent de troupes fraîches [1]. Toutefois, voulant se tenir prêt à tout événement, quelques instants après sa conférence avec les diplomates étrangers, il s'avança avec le chef d'état-major, afin de reconnaître les positions ennemies et d étudier le terrain sur lequel il devrait étendre la ligne de bataille de l'armée chilienne [2].

1. Le 14 janvier, les troupes d'infanterie et de cavalerie que le général Baquedano avait laissées à Pisco, arrivèrent par mer au camp chilien, au nombre de 800 hommes. Ce détachement, menacé au commencement de janvier par les *guerrillas* que le préfet Zamudio avait réunies à Humay, dans l'intérieur de la vallée de Pisco, les avait poursuivies, taillées en pièces et mises en déroute, leur ôtant ainsi toute envie de se rallier. Peu de jours après, il reçut l'ordre de se diriger sur le Nord pour se joindre à l'armée qui marchait sur Lima; mais il n'arriva pas assez tôt pour prendre part à la bataille du 13.

2. Bien que nous ayons déjà fait dans le chapitre VIII de ce livre une description sommaire des positions de Miraflores, que le lecteur comprendra mieux en ayant sous les yeux les cartes qui accompagnent ce récit, nous voulons reproduire ici le rapport officiel du chef d'état-major chilien don Marcos 2º Maturana, qui contient une description très claire de ces positions. Voici ce que dit ce rapport :

« L'armée péruvienne se trouvait fortement établie dans son camp retranché de Miraflores, appuyant sa droite à la mer et s'étendant à gauche de 5 à 6 kilomètres environ du côté de Monterrico Chico où elle avait des positions armées de canons de gros calibre. Toute la ligne formait un cordon non interrompu de tranchées faites avec des murs en terre qui servent de clôture à la campagne ; ces tranchées crénelées dans toute leur étendue afin que l'infanterie pût tirer sans être vue, étaient fortement soutenues par de formidables redoutes garnies d'artillerie et d'infanterie, et disposées de distance en distance, de droite à gauche, à 1,000 mètres environ l'une de l'autre. Ces retranchements étaient de plus, défendus par de larges et profonds fossés qui empêchaient l'accès des tranchées, sans parler des mines automatiques qui,

Il ordonna ensuite à ses divisions de se préparer à occuper leurs nouvelles positions ; mais comme, en vertu de l'armistice accordé à l'ennemi, les hostilités ne pouvaient être reprises qu'après minuit, il remit ce mouvement à plus tard, espérant sans doute cacher aux Péruviens la position définitive qu'occuperait l'armée chilienne. 4,500 hommes de la troisième division furent les seules troupes qui s'avancèrent ; elles allèrent se placer en ligne de bataille en face de la droite des Péruviens. L'artillerie de campagne était placée un peu en arrière.

De l'endroit où se trouvait le général Baquedano, on distinguait parfaitement un grand mouvement de troupes dans le camp péruvien. Il arrivait de Lima des trains chargés des soldats qui composaient la garnison du Callao ; ces soldats allaient occuper les bastions et les redoutes pour former une ligne de bataille profonde et solide. A une heure, l'armée péruvienne était parfaitement préparée au combat. De Lima, on télégraphiait dans ce moment-là au préfet du Callao ce qui suit : « On annonce, du chemin de fer de Miraflores, que le combat commencera dans quelques instants. L'armée n'attend que l'ordre d'ouvrir le feu. Il y a un grand enthousiasme. — Velasco. » Piérola avait voulu rétablir l'équilibre entre ses forces et celles de l'ennemi, en attaquant ce dernier par surprise, pendant un armistice, bien persuadé qu'il serait facile de détruire séparément les divisions de l'armée chilienne qui se trouvaient disséminées.

Le général Baquedano observait avec calme tous les mouvements de l'ennemi. Son âme honnête et loyale ne pouvait se figurer que ses adversaires pussent commettre la félonie de violer un armistice. Quelques-uns des chefs qui l'accompagnaient ne cessaient de lui représenter que ces préparatifs pouvaient couvrir quelque dangereuse machination ; mais i leur répondait de manière à dissiper leurs soupçons et à leur

ici comme à Chorrillos, couvraient le front, les flancs et les derrières de la position. Enfin, ce camp retranché était encore soutenu par la batterie de côte de Miraflores située un peu en avant de la ville du côté de la mer, et par celles des collines de Monterrico, Valdivieso, San Bartolomé et San Cristóbal, toutes armées de gros canons à longue portée dont les feux dominaient la campagne dans toute son étendue. »

communiquer sa propre confiance. « Les Péruviens, disait-il aux uns, prennent leurs positions pour la bataille de demain. Nous les leur enlèverons. » — « Il est possible, disait-il à d'autres, que l'ennemi veuille faire parade de ses forces pour nous arracher des conditions plus favorables dans la capitulation à laquelle il devra se résoudre d'un moment à l'autre. » Et, plein de cette confiance loyale que méritait si peu l'ennemi qu'il avait devant lui, il continuait à donner les ordres nécessaires pour régler la marche des autres divisions de son armée, afin de les tenir prêtes pour le lendemain.

Il était un peu plus de deux heures de l'après-midi. Le général se trouvait à la droite de la ligne formée par la troisième division, lorsque tout à coup, sans que rien n'annonçât l'approche de la lutte, il tomba sur cette ligne une pluie de balles et de boulets lancés des redoutes de l'armée péruvienne. Croyant à un malentendu réparable encore, le général Baquedano et les autres chefs qui l'entouraient donnèrent l'ordre de ne pas répondre aux feux de l'ennemi; ils arrêtèrent même quelques compagnies qui avaient déjà commencé à tirer.

Au bout de quelques instants, il n'y eut plus de doute sur la vérité de la situation. Les troupes péruviennes qui venaient d'arriver du Callao engageaient un combat en règle qui s'étendait à la ligne entière. C'était une vraie bataille qui commençait pour les Chiliens dans les conditions les plus défavorables et les plus terribles, une bataille de 4,500 hommes à peine, contre une armée de 15,000 soldats retranchés derrière de solides redoutes [1].

1. Quelques jours après la bataille, Piérola essaya de justifier sa conduite en soutenant, dans une note qu'il adressa au corps diplomatique de Lima que c'étaient les Chiliens qui avaient commencé la bataille. Pour rejeter une telle affirmation qui ne repose que sur ce témoignage intéressé, nous nous sommes faits les réflexions suivantes qui influeront sans doute sur l'opinion du lecteur.

1° A une heure de l'après-midi, c'est-à-dire une heure avant l'attaque, la ligne de bataille des Péruviens était formée et n'attendait que l'ordre de commencer le feu, comme on l'a vu par la dépêche adressée au préfet du Callao, et dont nous avons fait mention plus haut.

2° Le général Baquedano, surtout après son triomphe du 13, avait tant de confiance dans la supériorité de ses troupes, qu'il croyait non sans raison, que les restes de l'armée du Pérou, étaient incapables de présenter une nouvelle bataille, et il s'attendait à ce que ces derniers se rendissent sans combat. Il n'est donc pas admissible que dans ces

En effet, il y eut un moment où les troupes qui formaient cette division durent se croire perdues sans retour par suite de cette attaque aussi inégale qu'imprévue. Mais le colonel don Pedro Lagos, qui commandait cette division, conserva au moment du danger le même courage et le même sang-froid qu'il avait montrés pendant toute la campagne. Dès le premier instant, malgré le feu nourri que supportaient ses soldats, il forma régulièrement sa ligne de bataille et organisa la résistance, disposé à se maintenir en cet endroit, coûte que coûte, sans reculer d'un seul pas, jusqu'à l'arrivée des autres divisions de l'armée chilienne. Le combat s'engagea donc résolûment, et il eut d'abord pour effet de contenir l'ennemi dans ses retranchements.

La nouvelle de l'armistice avait été communiquée à l'escadre, et son chef, le contre-amiral Riberos était descendu à terre, bien sûr que ce jour-là les canons de ses navires n'auraient rien à faire. Mais aussitôt qu'il sut que l'armistice avait

conditions il eût voulu violer l'armistice que lui-même avait accordé à l'ennemi.

3° En supposant même que son intention fût de violer ledit armistice, il eût choisi un moment plus favorable dans lequel il aurait eu sous la main toute son armée et non le moment où il ne pouvait disposer que de 4,000 hommes environ, c'est-à-dire le seul moment où l'ennemi pouvait ressaisir la victoire, comme en effet il fut sur le point de la remporter, grâce à la surprise d'une pareille attaque.

Il est bon d'ajouter que l'affirmation de Piérola attribuant aux Chiliens la violation de l'armistice ne se trouve que dans sa note au corps diplomatique, datée de Canta, du 20 janvier. Les relations péruviennes publiées jusqu'à ce jour, ne reproduisent pas cette affirmation. Il y a plus. On a publié deux lettres de Piérola dans lesquelles il raconte les batailles qui se livrèrent dans les environs de Lima, et d'autres documents où il fait mention de ces événements, et, dans aucune de ces pièces, il ne reproche aux Chiliens la violation de l'armistice. Qu'il nous soit permis de reproduire ici un fragment de lettre écrite par Piérola le 21 janvier et publiée par la « *Estrella de Panama.* » Voici ce qu'on y lit :

« Après avoir réuni de notre côté tous les éléments possibles qui me permettaient de compter sur un triomphe assuré, une bonne partie de nos troupes fut cernée sur les collines de Villa et de San Juan, positions fort bien choisies, et le 13 nous avons été battus avec des pertes énormes. Échappé miraculeusement, j'avais réussi à rallier dans les lignes de Miraflores les restes de nos troupes dispersées. Avec elles, et la réserve de Lima, en même temps que nous fermions le passage aux troupes chiliennes détachées par la Rinconada, nous avons livré le 15 entre Miraflores et la Calera une seconde bataille qui a duré depuis deux heures jusqu'à six heures du soir.

été violé par les Péruviens, il retourna à bord en toute hâte et ordonna que l'artillerie navale canonnât sans relâche le flanc droit des agresseurs. Grâce à ce secours efficace, la bataille put s'équilibrer quelque peu et se soutenir pendant plus d'une heure.

En même temps le général Baquedano et son chef d'état-major général Maturana, donnaient tous les ordres nécessaires pour faire avancer les autres divisions de l'armée au secours des forces engagées dans le combat. Déjà l'ennemi sortait de ses tranchées par la gauche de sa ligne de bataille dans l'intention d'envelopper le flanc droit de la division chilienne. Quelques bataillons de cette division, commandés par le colonel don Martiniano Urriola, firent des prodiges de valeur pour repousser cette attaque, et un régiment de cavalerie, accouru sur le théâtre du combat, appuya cette résistance héroïque jusqu'à l'arrivée des renforts que l'on attendait. Enfin parut le corps de la réserve commandé par le lieutenant-colonel don Arístides Martinez; il était suivi de quelques bataillons de la première division qui, sous les ordres du commandant don Patricio Lynch, arrivaient de Chorrillos au pas de charge. La défense de la ligne chilienne devint alors plus solide et plus efficace. Un régiment de cavalerie, commandé par le lieutenant-colonel don Manuel Búlnes, refoula les colonnes péruviennes qui menaçaient le flanc droit des Chiliens.

Mais il ne suffisait pas de repousser la perfide attaque de l'armée péruvienne, il fallait aussi lui donner le même jour le coup mortel et définitif. Le colonel Lagos rallie quelques-uns de ses bataillons et les lance résolûment à l'assaut des fortifications ennemies. Jusqu'alors c'était l'extrême droite de la ligne péruvienne qui avait le plus souffert dans la lutte. Battue de face par la division chilienne, et de flanc par les feux de l'escadre, cette aile paraissait ébranlée. La charge impétueuse ordonnée par le colonel Lagos, et exécutée résolûment par les commandants Barceló et Fuenzalida, obligea l'ennemi à évacuer la première ligne de ses positions; mais, derrière celle-ci, se trouvait une autre ligne d'ouvrages plus formidables encore et qui opposa une résistance beaucoup plus tenace. A un signal de Lagos, l'escadre suspend ses feux afin de ne pas atteindre les soldats chiliens qui marchaient à l'assaut de ce

côté; l'infanterie s'élance à la baïonnette, renverse tous les obstacles qu'elle rencontre sur son passage et balaie les forces péruviennes qui commençaient à se démoraliser. Une fois ces importantes positions occupées, les bataillons de Lagos avancent jusqu'au bourg de Miraflores qui avait été le quartier général de l'ennemi; ils refoulent tout ce qui cherche à leur résister. Craignant avec raison que ce village ne devînt un point de ralliement pour les fuyards pendant les péripéties de la lutte et qu'il ne fût vers le soir le théâtre d'une résistance analogue à celle de Chorillos, ils y mirent le feu en plusieurs endroits. Puis, sans se donner un moment de repos après tant de fatigues, ils se mettent résolûment en marche pour attaquer par le flanc droit le centre de l'ennemi.

Il était quatre heures et demie de l'après-midi, et l'aspect de la bataille avait complètement changé. Lagos, cependant, allait se trouver dans cette seconde attaque, en face de troupes qui avaient moins souffert, et qui, grâce à leur nombre, auraient pu envelopper la division épuisée qui les attaquait. Mais les corps de la réserve et ceux qui formaient la première division chilienne, voyant que le moment décisif de la journée s'approchait, s'élancent de front à l'attaque des positions du centre ennemi et l'abordent avec la vigueur que savaient leur imprimer les commandants Martinez et Lynch. Avant d'arriver aux tranchés des Péruviens, ces colonnes avaient à traverser un terrain parsemé de mines et de bombes automatiques.

Beaucoup de ces engins, en effet, éclatent sous leurs pieds; mais rien ne les arrête; ils escaladent les parapets; leurs balles et leurs baïonnettes triomphent en quelques instants de toutes les résistances, et les voilà maîtres de cette partie de la ligne. Les troupes ennemies, attaquées de flanc par la division de Lagos, et de front par les corps de Lynch et de Martinez, ne purent résister longtemps, et elles durent abandonner leurs parapets et leurs redoutes, laissant entre les mains de l'ennemi soixante-dix canons de tous calibres et un nombre considérable de fusils. Deux régiments de cavalerie chilienne achevèrent la dispersion de l'ennemi en le poursuivant aussi loin que le leur permettaient les murs de clôture des propriétés voisines. A six heures du soir, tout le champ de bataille était au pouvoir des Chiliens.

Dans cette journée, le dictateur Piérola fit preuve de la même incapacité militaire que celle qu'il avait montrée à Chorillos. Au commencement du combat, il sortit en toute hâte du bourg de Miraflores, et laissant aux chefs qui étaient sous ses ordres le soin de soutenir le combat à la droite, il alla se placer à la gauche de sa ligne de défense où il ne courait aucun danger. Les subalternes l'ont accusé plus tard d'être resté en cet endroit, troublé, la tête perdue, hors d'état de donner aucun ordre. En effet, les attaques essayées par les bataillons péruviens de cette aile pour envelopper l'armée chilienne furent faibles, décousues et mal dirigées, elles laissèrent le temps aux divisions Lynch et Martinez d'entrer en ligne, ce qui décida la victoire.

Les corps péruviens qui avaient soutenu le combat se composaient en majeure partie des troupes de ligne arrivées le matin du Callao, et des 5 ou 6,000 hommes échappés aux désastres de San-Juan et de Chorrillos. On avait enrôlé dans ces corps un grand nombre de jeunes gens qui, étrangers jusqu'alors au service militaire, déployèrent une grande valeur au milieu du danger. Les corps de la réserve de Lima, dont on avait fait tant de bruit depuis six mois, formaient l'extrême gauche des positions péruviennes sous les ordres du colonel Echeñique. Deux mille hommes seulement de cette réserve prirent part au combat et se battirent avec le même courage que l'armée de ligne. Le dictateur Piérola avait cru remarquer ce jour-là que ces corps avaient plutôt le désir de retourner à Lima que de prendre part au combat ; il s'abstint de les engager et s'en servit pour garnir cette extrémité de sa ligne en les tenant à une distance considérable du théâtre de la lutte. Le dictateur lui-même a assumé la responsabilité de cette détermination, en justifiant ainsi la conduite des chefs qui commandaient ces forces et que l'on accusait à Lima de lâcheté et presque de trahison. Ces corps cependant auraient tardé longtemps à arriver sur le lieu du combat, et n'eussent probablement servi qu'à hâter la dispersion de l'armée démoralisée et ébranlée par la vigoureuse attaque des divisions chiliennes, à chaque instant renforcées par des troupes qui arrivaient de San-Juan et de Chorrillos. Ainsi donc, la plus grande partie de la réserve se replia sur Lima sans avoir brûlé une seule cartouche.

La bataille était sur le point de se terminer, et le jour était sur son déclin, lorsque le chemin de fer amena de Lima un train composé de wagons blindés. Ce convoi conduisait des troupes fraîches avec des canons et des mitrailleuses.

Ce renfort arriva à une courte distance du bourg de Miraflores; mais le colonel Lagos qui se trouvait sur ce point, prit immédiatement ses dispositions pour repousser cette attaque suprême et désespérée. Il dirigea contre la tête du train le feu de plusieurs de ses canons. En même temps il ordonna à quelques compagnies d'infanterie de courir sur les flancs de ce convoi pour empêcher les assaillants de descendre de leurs wagons. En présence de cette résistance, le train de wagons blindés rétrograda immédiatement sur Lima, comme il l'avait fait au combat de Chorrillos. De telle sorte que cette fameuse machine de guerre sur laquelle on avait fondé tant d'espérances, ne servit à rien pendant toute la campagne.

La victoire de Miraflores coûtait à l'armée chilienne des pertes cruelles : 499 morts et 1,625 blessés, presque tous appartenant à la troisième et à la première division qui avaient pris la part la plus active à la bataille. Parmi les morts se trouvaient quelques officiers de distinction, le colonel don Juan Martinez qui avait fait avec beaucoup d'éclat toute la campagne à la tête du régiment mobilisé Atacama, ainsi que le commandant Marchant, qui tombèrent en luttant vaillamment à la tête de leurs soldats. Mais ces pertes, si douloureuses qu'elles fussent, étaient largement compensées par le résultat de la journée. L'armée chilienne attaquée par surprise et pendant un armistice avait plus que jamais prouvé sa discipline et sa solidité et elle changea en une victoire des plus brillantes une bataille qui, selon toutes apparences, devait être une déroute désastreuse. On peut même ajouter que jamais victoire ne fut plus décisive. L'armée en déroute, comme nous allons le voir, disparut complètement pour ne plus se reformer. Elle laissait sur le champ de bataille plus de 2,000 hommes, tant morts que blessés [1], un nombre considérable de prisonniers,

1. Nous ne connaissons pas la circonstance qui, dans les jours qui suivirent cette bataille, donna lieu au bruit qu'un bataillon de volontaires italiens servait dans l'armée péruvienne, et que ce corps avait été passé au fil de l'épée par les soldats chiliens, d'après les uns, pendant

une grande partie de ses fusils et toute son artillerie. Les fugitifs qui échappèrent au désastre, bien que formant la plus grande partie de l'armée, et bien que protégés contre la poursuite des vainqueurs par l'obscurité de la nuit et les murs de clôture des propriétés, se retiraient bien convaincus qu'il n'était pas possible d'opposer une nouvelle résistance à l'armée victorieuse.

A Lima, on attendait avec la plus grande anxiété des nouvelles de la bataille engagée aux portes de la ville. Les bulletins qui se distribuaient à chaque instant, annonçaient les péripéties du combat ou plutôt d'un combat imaginaire dans lequel les Chiliens perdaient du terrain et allaient éprouver la plus affreuse défaite. A trois heures de l'après-midi, on publiait comme dépêche arrivée de Miraflores les mots suivants : « Le général Baquedano prisonnier. — Tout va magnifiquement. » Deux heures plus tard, sous la signature du secrétaire de Piérola, on annonçait les progrès de la victoire imaginaire dans les termes suivants : « Le bataillon de marine a enfoncé la ligne ennemie. Il a franchi victorieusement le ravin de Barranco, après quoi il s'est replié sur ses positions. — Nous triomphons. — L'ennemi a été trois fois repoussé. La troisième fois dans un désordre complet et sans retour. La réserve a été magnifique. » Lorsque le bruit du combat eut cessé, bien des gens qui avaient ajouté foi à ces bulletins, sortirent de la capitale pour saluer les vainqueurs et jouir de la satisfaction du triomphe. Quelques instants plus tard, ils revenaient au milieu du désordre causé par les fugitifs, et couraient se réfugier dans les légations étrangères, dans les couvents et autres endroits qu on croyait devoir être respectés par le vainqueur. Les troupes échappées au désastre ne cherchaient leur salut que dans la fuite; elles n'obéissaient plus à personne et il n'y

le combat, d'après les autres après la victoire. Cette nouvelle fut publiée dans un des journaux du Chili, et transmise par le télégraphe à Buenos-Ayres où les Italiens sont très nombreux. Indignés du massacre de leurs compatriotes, ils firent un meeting pour protester contre la barbarie supposée des Chiliens. Le ministre du Pérou profita de cette occasion pour prononcer un discours dans lequel il exhalait contre les Chiliens les plus violentes insultes. Bientôt on apprit qu'il n'avait jamais existé de corps de volontaires italiens et que, par conséquent, le carnage dont on parlait n'était qu'une pure invention exploitée par les agents du Pérou pour gagner des sympathies à leur cause.

avait aucun pouvoir humain capable de ranimer leur courage et de les rallier pour une nouvelle résistance.

Vers les sept heures du soir, Piérola arrivait à son tour à Lima. Il abandonnait le champ de bataille tout hors de lui, au milieu d'un groupe désordonné de fugitifs qui ne reconnaissaient pas leurs chefs et n'obéissaient à la voix de personne. Quand même le chef suprême du Pérou eût été doué de tous les talents militaires qui lui faisaient complètement défaut, on aurait dû renoncer à prolonger la résistance. Lui-même a raconté dans le document que nous avons cité plus haut, l'impossibilité dans laquelle il se trouva de pouvoir organiser la défense de la capitale. « J'avais préparé de longue main, dit-il, une troisième ligne de défense appuyée sur San-Cristóbal, San-Bartolomé, Pino et la place du Callao. Mais ce projet ne pouvait être réalisable qu'autant que, dans le cas tout à fait imprévu d'un échec grave, il resterait des deux premières lignes de Chorrillos et de Miraflores des forces suffisantes à opposer aux restes de l'armée victorieuse, soit que cette dernière se décidât à attaquer le Callao, soit qu'elle préférât établir son artillerie dans la plaine, afin de bombarder la capitale. Mais la qualité et l'état de nos troupes rendaient ce plan évidemment impraticable... La douloureuse expérience des batailles du 13 et du 15 qui n'auraient pas été perdues dans aucun autre pays du monde, l'état des forces qui restaient dans la soirée du 15, ne permettaient pas de penser à une nouvelle résistance ». Pour être entièrement exact, Piérola aurait dû ajouter que si, lui, ou tout autre chef, avait voulu défendre Lima, il n'aurait trouvé ni soldats ni officiers pour lui obéir, tant étaient grands le désordre et le découragement qui régnaient dans la ville. Piérola raconte aussi dans cette lettre que, cette même nuit, il prit différentes mesures pour désarmer ses troupes, détruire les vaisseaux qui se trouvaient au Callao ainsi que les fortifications de cette place et celles de Lima, et transporter les armes à l'intérieur. La vérité est que le dictateur ne resta que quatre heures dans la capitale; le désordre et la confusion étaient tels autour de lui qu'il ne put réunir sa correspondance ni les archives publiques remplies de documents secrets très compromettants ; il dut abandonner ces pièces qui tombèrent aux mains des vainqueurs. A onze heures du soir, il sortait de la

capitale accompagné d'environ deux cents personnes, presque toutes employés civils et militaires, et il se dirigeait à cheval vers Canta pour chercher un refuge dans la montagne. Derrière lui, Lima et le Callao restaient abandonnés à l'ennemi et, ce qui est pire encore, à une populace effrénée dont les mauvaises passions, excitées par la presse de la dictature, allaient donner au Pérou des jours de larmes et de honte.

Pendant cette même nuit, et à la même heure, le général Baquedano envoyait à Lima un émissaire avec des plis cachetés pour le doyen du corps diplomatique. Il lui annonçait que la rupture de l'armistice par l'armée péruvienne le libérait de tout engagement contracté en faveur de la capitale et lui rendait toute sa liberté d'action pour la traiter rigoureusement, et qu'il allait commencer par la bombarder jusqu'à ce qu'elle se rendît sans conditions. Mais, avant que ce message arrivât à sa destination, le corps diplomatique résidant à Lima demandait au général chilien une nouvelle conférence afin de traiter du sort de la capitale. Le général Baquedano accédant à cette demande, consentit à ce que l'entrevue eût lieu le 16 janvier à midi au quartier général de l'armée chilienne, situé dans les environs de Chorrillos.

Un peu après l'heure qui avait été fixée, les ministres plénipotentiaires de France et d'Angleterre, les amiraux de ces deux nations, le chef de la station navale italienne et le maire de Lima, don Rufino Torrico, arrivèrent au campement chilien.

Le général Baquedano, de son côté, était accompagné du ministre de la guerre, don José Francisco Vergara, et du secrétaire général de l'armée, don Eulojio Altamirano.

La conférence, conduite avec toute la dignité possible, sans reproches ni récriminations d'aucune espèce, aboutit en peu de temps à une solution définitive.

Le maire Torrico, commença par exposer que la ville de Lima n'était pas en état de se défendre, que ses habitants étaient convaincus de l'inutilité de la moindre résistance, et qu'il venait en leur nom traiter de sa reddition au général victorieux. Il demandait seulement un délai de vingt-quatre heures pour effectuer le désarmement des derniers débris de l'armée péruvienne. Le général Baquedano accorda ce délai en décla-

rant qu'il prendrait possession de la ville sans aucune condition, mais qu'il aurait soin de faire observer l'ordre par les troupes qui l'occuperaient. Cette stipulation fut consignée dans le procès-verbal qui fut dressé le même jour [1]. Le maire Torrico, s'offrit en outre, pour interposer son influence personnelle auprès des autorités militaires du Callao afin d'empêcher une résistance qui ne pourrait avoir d'autre résultat qu'une inutile effusion de sang.

Mais, malheureusement, la reddition de ces deux villes ne put s'effectuer sans que des désordres plus terribles que les combats n'eussent ensanglanté leurs rues. Après la défaite, quelques corps de l'armée péruvienne avaient déposé les armes; mais d'autres s'étaient dispersés avec leurs fusils dans Lima et dans les environs en commettant de tous côtés des actes de pillage. Dans la capitale comme au Callao, les soldats se plaignaient de leurs chefs, les accusant de lâcheté; ils répétaient partout que, dans cette guerre désastreuse, le pauvre peuple seul s'était montré résolu à tout sacrifier pour la patrie. Les personnes aisées, disait-on, s'étaient dérobées au service militaire, avaient fui lâchement et avaient refusé d'employer leurs trésors au profit de la défense nationale. Tel était le résultat naturel de la propagande insensée que les journalistes de la dictature péruvienne avaient faite contre les

1. Voici la teneur de l'acte dans lequel fut stipulée la capitulation sans conditions de Lima :

« Quartier général chilien de Chorrillos. — Le 16 janvier 1881, à deux heures de l'après-midi, se sont présentés don Rufino Torrico, adjoint au maire de Lima; S. Ex. M. de Vorges, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France; S. Ex. M. Spencer Saint-John, ministre résident de S. M. B.; M. Stirling, amiral anglais, M. Du Petit Thouars, amiral français et M. Sabrano, commandant des forces navales italiennes.

M. Torrico exposa que le peuple de Lima, convaincu de l'inutilité de la résistance de la place, l'avait député pour s'entendre avec le général en chef de l'armée chilienne relativement à la reddition de la capitale.

Le général Baquedano fit observer que cette reddition devait être faite sans conditions, dans le délai de 24 heures, demandé par M. Torrico pour désarmer les forces qui restaient encore organisées. Il ajouta que la ville serait occupée par des troupes choisies pour conserver l'ordre. — Signé : *Manuel Baquedano*. — *N. Torrico*. — *E. de Vorges*. — *J. F. Vergara*. — *B. du Petit Thouars*. — *Spencer Saint-John*. — *E. Altamirano*. — *J. Sabrano*. — *J. H. Stirling*. — *M. R. Lira*, secrétaire. »

gens riches qui, comme nous l'avons dit plus haut, n'appartenaient pas au parti de Piérola.

« Le 16 janvier, à la tombée de la nuit, il fut facile de prévoir la tempête qui allait se déchaîner sur Lima. Des groupes à l'aspect sinistre commençaient à parcourir les rues en menaçant les passants et en rappelant à tout le monde les sacrifices qu'ils avaient faits pour le Pérou.

« Enhardis plus tard par les boissons que leur versaient leurs chefs, et surtout par l'assurance de n'être pas réprimés puisque les autorités avaient fui, laissant la ville abandonnée à ses propres efforts, ces misérables méconnurent toutes les bornes pendant toute la nuit du 16 au 17.

« Sous prétexte qu'ils avaient faim, ils se ruèrent sur les magasins de comestibles des Chinois désarmés; les portes furent forcées à coups de carabine ou brisées à coups de hache; puis les maisons furent saccagées et enfin incendiées.

« De là, ils passèrent aux grands et riches magasins où étaient entassés les bijoux, les étoffes et autres objets d'art de manufacture chinoise; et, après les avoir tous saccagés ils y mirent le feu, comme ils avaient fait des premiers.

« Il n'est resté du grand commerce de cette nation à Lima que des traces fumantes et ensanglantées, car au vol et à l'incendie s'ajouta nécessairement l'assassinat des malheureux qui essayèrent de sauver leurs propriétés. On calcule que trois cents Chinois, pour le moins, furent massacrés dans les rues de la ville et dans les propriétés voisines.

« Un des plus riches commerçants chinois, voyant brûler ses magasins, fit apposer les scellés sur ses livres de commerce dans la légation anglaise, et il prouve aujourd'hui qu'il a éprouvé une perte de 140,000 livres sterling.

Les rues de Bodegones, Melchormalo, Palacio, Polvos Azules, Zavala, Capon, Albaquitas, Hoyos, et presque toutes celles qui sont en aval du pont, furent toutes le théâtre de ces scènes d'horreur et de désolation.

« Dans cette dernière partie de la ville, non seulement les magasins chinois furent assaillis et pillés, mais ceux de quelques italiens eurent le même sort. Dans l'un de ces derniers, on trouva le cadavre de son propriétaire à la porte même du

magasin. Telles furent les scènes d'horreur sur lesquelles se leva le soleil du 17 janvier.

« La rue de Palacio se trouvait jonchée de cadavres, ainsi que celle de Polvos Azules et toutes les autres qui avaient été envahies ; mais c'étaient surtout les rues de Hoyos et de Albaquitas et en aval du pont où la populace avait détruit ce qu'elle ne pouvait pas emporter, que le crime se montra sous toutes ses faces.

« Aux premières heures du jour, les pompes arrivèrent sur les lieux incendiés dans le but d'éteindre le feu ; mais ces nouveaux communards s'opposaient de vive force à ce que les pompes pussent fonctionner.

« Le feu qu'ils dirigeaient sur le corps des pompiers était si nourri que ceux-ci durent abandonner la place pour sauver leur vie ; ces émeutiers essayèrent alors d'incendier les pompes, et ils purent arriver à brûler quelques voitures.

« Un pompier fut blessé par une balle de carabine. — Les colonies étrangères qui constituent la garde urbaine de pompiers et de gardiens neutres de propriétés, à la vue de tant de crimes dont les auteurs essayaient de continuer leur tâche infâme, prirent dans la matinée du 17, une attitude énergique. Ils demandèrent des armes et des munitions que le maire don Rufino Torrico se chargea de leur procurer, et ils formèrent immédiatement quelques patrouilles, qui se dirigèrent vers les endroits envahis, dispersèrent les groupes qui stationnaient dans les rues, et parvinrent à contenir cette bacchanale sanglante que la fatigue et l'ivresse commençaient à faire diminuer.

« Les colonies française, nord-américaine, anglaise, espagnole, suisse, équatorienne et colombienne se distinguèrent dans ce service en travaillant depuis cinq heures du matin, spécialement dans l'endroit le plus dangereux, la rue de Hoyos ; car c'était là que la populace s'était concentrée, parce que c'était le point le plus éloigné du centre de la ville, et aussi parce qu'il s'y trouvait beaucoup d'établissements asiatiques.

« On évalue à environ un million de *sols* (piastre de 5 francs), la valeur des édifices détruits et à plus de cinq millions les marchandises volées ; en effet, du seul magasin du chinois

Kin-Ton, il avait disparu pour plus de deux millions de bijoux et autres valeurs [1]. »

A la même heure, il se passait au Callao des scènes semblables et peut-être plus déplorables. Après le départ pour Miraflores des troupes qui formaient la garnison de ce port, le Callao n'avait pour ainsi dire plus de soldats pour sa défense, et c'est à peine s'il en était revenu quelques-uns après la défaite. Mais la populace, dévorée par les mêmes haines que celles qui avaient poussé les émeutiers de Lima, était prête à commettre les mêmes crimes. Dans la soirée du 16 janvier, des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants, « armés jusqu'aux dents, » suivant les expressions d'un journal anglais de Lima, parcouraient les rues aux cris de « vive le Pérou ! » forçant avec des haches ou avec leurs fusils les portes des boutiques et des magasins, qu'ils saccageaient entièrement. Au milieu de ce désordre, on entendait le bruit de l'explosion des mines au moyen desquelles on prétendait faire sauter les forts et les batteries. La populace mit le feu aux vaisseaux péruviens qui étaient à l'intérieur du bassin et l'incendie qui dura toute la nuit, éclaira ce spectacle d'horreur [2]. Quelques marins qui appartenaient à ces navires, s'emparèrent des petites embarcations et voulurent sortir du port ; mais arrêtés par les navires chiliens qui faisaient le blocus, ils se rendirent, préférant sans aucun doute la captivité au sort qui pouvait les attendre sur terre. En effet, la populace mutine ne reculait devant aucun crime, et, après avoir saccagé les magasins et les épiceries, elle en était venue à assassiner leurs propriétaires, chinois ou italiens pour la plupart. Les rues et les places les plus commerçantes de la ville, furent le théâtre de ces attentats qui continuèrent toute la nuit et tout le jour suivant sans

1. Nous extrayons ce récit de la publication imprimée sous le titre de : *La Campagne de l'armée chilienne à Lima,* citée déjà plus haut. Nous ne connaissons pas de description plus complète des troubles qui ensanglantèrent la capitale du Pérou.

2. Piérola a raconté dans la lettre que nous avons citée plus haut, qu'avant de partir de Lima, pendant la nuit du 15 janvier, il donna l'ordre de brûler les vaisseaux de guerre qui restaient au Pérou, dans le cas où il serait impossible de les faire sortir du port. Nous croyons, comme nous l'avons déjà dit, que ce fait est complètement faux, et que les navires furent brûlés par la populace du Callao, sans aucun ordre.

que personne pût les réprimer. Beaucoup d'étrangers étaient parvenus à fuir de la ville pour sauver leurs personnes; d'autres s'étaient habilement cachés; mais lorsqu'ils virent que le désordre prenait de plus grandes proportions, que les morts se comptaient par centaines, et que les assassins excités par l'ivresse se préparaient à commettre de nouveaux crimes, ils se réunirent et formèrent une troupe de garde urbaine dans le but de protéger la vie et la propriété; « poste dangereux à la vérité, dit le journal précédemment cité, et qui coûta la vie à un certain nombre d'infortunés; mais ce corps produisit l'effet qu'on désirait; il réprima les vols et les assassinats qui continuaient encore à se commettre pendant la nuit du 17 [1]. Quoique jusqu'ici on n'ait pas raconté les détails de ces troubles, on sait cependant que ceux du Callao furent plus sanglants et plus désastreux que ceux de Lima.

Le général Baquedano eut connaissance de ce qui se passait dans cette dernière ville, le 17 janvier, par une note du maire Torrico. » En arrivant dans cette capitale, disait ce fonctionnaire, j'ai trouvé une grande partie des troupes dissoutes; un grand nombre de soldats dispersés conservaient leurs armes qu'il n'a pas été possible de recueillir. La garde urbaine n'était pas encore organisée, et jusqu'à présent même, elle n'est ni organisée ni armée; il en résulta que pendant la nuit, les soldats démoralisés et armés ont attaqué les propriétés et même un grand nombre de citoyens, occasionnant des pertes très sensibles par les incendies et les vols qu'ils ont consommés. Dans ces conditions, je crois de mon devoir de donner connaissance de ces faits à V. Ex., afin qu'appréciant la situation, elle daigne décider ce qu'elle jugera convenable. »

Il n'était pas possible de retarder plus longtemps l'occupation de Lima. Aussitôt le général Baquedano fit organiser une division de 4,000 hommes qu'il mit sous les ordres de

1. Les désordres de Lima et du Callao, et surtout ces derniers, n'ont pas été exactement racontés dans tous leurs détails, de telle sorte qu'on ne peut même pas dire à combien s'éleva le nombre des victimes de ces troubles honteux. Le journal anglais de Lima *The South Pacific Times* dans son numéro du 26 janvier, publia un léger aperçu de ce qui s'était passé au Callao; et c'est à ce journal que nous avons emprunté les quelques renseignements que nous consignons dans cet ouvrage.

l'inspecteur général de l'armée, don Cornelio Saavedra, à qui il donna l'ordre de marcher immédiatement sur la capitale. A quatre heures du soir, le 17 janvier, la division du général Saavedra entrait en colonnes dans les rues de Lima, au milieu du plus profond silence. Des milliers de spectateurs contemplaient du haut des balcons ou de leurs fenêtres, ou à l'entrée des rues et dans les galeries, le défilé des troupes chiliennes. Beaucoup d'entre eux craignaient de n'avoir sauvé leur vie et leurs propriétés de la férocité de la populace révoltée que pour être les victimes des massacres et du pillage exécutés par une soldatesque que la presse de Lima depuis plus de vingt mois dépeignait comme indisciplinée, rapace e sanguinaire. Bon nombre d'habitants de la capitale avaient placé sur la façade de leurs maisons de grandes inscriptions qui les désignaient comme étant des propriétés neutres espérant ainsi les préserver du pillage auquel devaient se livrer les envahisseurs.

La division chilienne avançait cependant dans le plus grand ordre, et elle arriva à la place principale de la ville sans avoir poussé un seul cri de victoire. Là elle défila devant le général Saavedra, après quoi chaque corps alla tranquillement se loger dans la caserne qui lui avait été désignée. Un bataillon d'infanterie composé d'anciens agents de police de Santiago, prit à sa charge la garde de la ville, et, depuis cette même nuit, il y maintint l'ordre le plus parfait. Les révolutionnaires de la veille qui au milieu du débordement causé par le pillage et par les assassinats criaient : Guerre sans quartier aux Chiliens! avaient entièrement disparu. C'est ainsi que Lima, sous la protection des armes étrangères put jouir d'une tranquillité qu'elle ne connaissait plus depuis de longs mois.

Un des premiers soins du nouveau chef de la police fut de réunir toutes les denrées volées au milieu des désordres du 16. Ces marchandises furent mises en lieu sûr et le 19 janvier on publiait par ordre de l'autorité l'avis suivant : « Dans la « caserne occupée par le bataillon Búlnes (édifice de la Préfecture) se trouvent les objets que l'on a continué à recueillir et qui proviennent des vols commis avant que l'armée chilienne prît possession de cette capitale. Les personnes inté-

ressées peuvent adresser leurs réclamations au commandant du corps don José Etcheverria. » Le peuple de Lima put dès lors comprendre que les soldats chiliens n'étaient pas ces bandits dont leur avait parlé la presse péruvienne.

Le Callao avait également besoin de la protection des soldats chiliens pour recouvrer la tranquillité perdue. Le 18 janvier, la première division de l'armée victorieuse y fit son entrée, et le colonel Lynch prit le commandement de la ville sans trouver la moindre résistance. Les habitants qui, les jours précédents, s'étaient enfuis pour échapper au poignard de la populace révoltée, rentrèrent dans leur domicile, et contribuèrent au rétablissement de l'ordre. Le colonel Lynch, en même temps qu'il rendait la confiance aux personnes honnêtes, fit arrêter les malfaiteurs les plus compromis dans les assassinats qui avaient ensanglanté cette ville; il y établit des agents de police et assura définitivement la tranquillité dans la population.

Les environs de Lima étaient remplis de gens qui avaient abandonné leurs maisons les jours précédents et qui ne voulaient plus y retourner même après l'occupation chilienne, tant ils craignaient d'être outragés et maltraités par ces troupes qu'on leur avait dépeintes comme animées des plus mauvaises passions.

Le bourg d'Ancon servait d'asile à plus de mille personnes, femmes et enfants pour la plupart, qui vivaient entassées dans d'étroites habitations ou sur les grèves de la plage. Les vaisseaux de guerre neutres mouillés dans le port, leur fournissaient quelques aliments, et ils avaient envoyé des détachements pour servir de sauvegarde à ces malheureuses familles contre la populace de Lima et du Callao qu'on craignait de voir arriver. Le ministre de la guerre, don José Francisco Vergara, arriva dans ce port le 19 janvier, y laissa une petite garnison de soldats chiliens, et fit démontrer aux fugitifs qu'ils pouvaient retourner à la ville où ils continueraient à vivre dans la plus complète tranquillité. Le même jour ces personnes commencèrent à retourner à Lima où elles trouvèrent l'ordre rétabli, les commerçants ouvraient leurs magasins et leurs boutiques comme dans les temps de la paix la plus parfaite.

Pendant ce temps-là, la nombreuse armée péruvienne qui

s'était organisée pour la défense de Lima avait complètement disparu. Le 18 janvier, il n'aurait pu se réunir cent hommes armés sur aucun point des environs. Les réservistes étaient retournés à leurs occupations ordinaires, et les soldats de l'armée active s'étaient dispersés sans retour. Beaucoup d'entre eux avaient repris le chemin des provinces d'où la guerre les avait fait sortir, et les nouvelles qui arrivaient à Lima faisaient connaître les vols et les crimes qu'ils commettaient sur leur passage. Il restait aussi beaucoup d'armes dans les mains des particuliers, et s'il est vrai qu'elles ne pouvaient servir de base à une résistance devenue impossible, elles pouvaient cependant être la cause de quelques désordres. Le général Saavedra à Lima, et le colonel Lynch au Callao ordonnèrent que dans le délai de deux jours on remît ces armes aux autorités chiliennes. En même temps ils menaçaient de la peine de mort tous les individus qui, dans leurs districts respectifs, commettraient des actes de déprédation ou de violence.

A Lima et au Callao, il se trouvait un grand nombre d'officiers et de soldats qui avaient servi dans l'armée du Pérou, et qui avaient pris part à la dernière campagne. Les autorités chiliennes laissèrent partir librement à l'étranger les quelques individus qui sollicitèrent cette permission. — Les autres devaient jouir d'une entière liberté après avoir signé à la préfecture la promesse « de ne plus jamais prendre les armes contre le Chili pendant la guerre actuelle. » Tout le monde croyait alors qu'il n'était plus possible d'organiser sur un point quelconque du Pérou, la moindre tentative de résistance. On comprendra donc facilement que le registre ouvert à la préfecture ait été couvert en peu de temps de la signature de cinq généraux, de quatre-vingt-quatorze colonels, de soixante-cinq lieutenants-colonels, de près de cinq cents officiers et d'un nombre presque incalculable de soldats. Le gouvernement chilien, de son côté, rendit la liberté à tous les prisonniers qui consentaient à faire une semblable déclaration et même à ceux qui désiraient retourner au Pérou pour résider dans les villes ou dans les provinces occupées par l'armée chilienne.

En même temps, les ingénieurs chiliens furent chargés de désarmer les mines de dynamite et de recueillir les bombes

automatiques qui se trouvaient enterrées près des fortifications sans avoir éclaté pendant les batailles. Ces machines de guerre étaient un grand danger pour les passants. Ainsi un de ces engins avait causé la mort d'un médecin péruvien qui allait à Chorrillos. Au Callao, une torpille placée dans la mer à peu de distance de la plage, tua plusieurs individus qui se baignaient en cet endroit. Après quelques jours de travail, toute cause d'inquiétude avait complètement disparu de ce côté.

Ces mesures contribuèrent à rétablir la confiance à Lima et au Callao. Lorsque le blocus de cette dernière ville eut été levé et que la douane fut ouverte et administrée par des employés chiliens, le commerce paralysé depuis neuf mois pendant la guerre, commença à renaître malgré la crise horrible que traversait le pays depuis de longues années et que la guerre avait augmentée.

Tel fut le résultat de cette campagne dirigée avec tant de prudence et exécutée avec autant de promptitude que de décision. Un mois après le débarquement des Chiliens à Curayaco, les armées péruviennes qui défendaient Lima et le Callao avaient été détruites et complètement dispersées et, sous la domination des vainqueurs, l'ordre et la paix régnaient dans la population. Le général Baquedano, dans son rapport officiel, après avoir fait l'histoire claire et succincte de toute la campagne sans vanité et sans la moindre forfanterie, résume dans les termes suivants les difficultés vaincues et les avantages remportés :

« Il n'est pas facile d'apprécier encore les efforts et le courage que l'armée placée sous mes ordres a dû déployer pour consommer cette œuvre. Dans l'espace de plus de six mois de préparatifs, le gouvernement du Pérou, puissamment secondé par la nation tout entière, avait accumulé autour de sa capitale et pour sa propre défense tous les éléments nécessaires pour une résistance tenace, désespérée et suprême. Il avait réuni une armée nombreuse, il l'avait pourvue d'armes choisies, et lui avait inculqué avec la discipline le sentiment des grands devoirs que la patrie impose à ses fils quand elle est soumise à l'épreuve du malheur. Lima s'était vue entourée d'un double cordon de forts; on avait profité des défenses naturelles du sol et de toutes les inventions de l'art de la

guerre. Toutes les hauteurs s'étaient couvertes d'artillerie canons et soldats étaient abrités derrière de solides parapets. Dans les passages que les hauteurs laissaient entre elles, on avait creusé des fossés et construit des retranchements. Dans tous les chemins, dans tous les passages praticables, [dans tous les endroits voisins des réservoirs d'eau, dans toutes les positions qui pouvaient être utiles à l'ennemi, on avait semé des mines automatiques qui, nulle part, ne permettaient à qui que ce fût de•poser le pied avec sécurité. En un mot, après avoir entouré Lima de fortifications formidables, le gouvernement péruvien avait réussi à inspirer à son armée la confiance dans la victoire et à doubler ainsi son énergie.

« Mais il suffit de connaître les éléments dont disposait le Pérou pour sa défense, pour se rendre compte de la grandeur du résultat obtenu. Il faut en outre considérer que les positions de Chorrillos et les redoutes de Miraflores ont été emportées par une armée inférieure en nombre à celle de l'ennemi, après des marches pénibles et deux batailles successives, sans avoir de troupes fraîches à opposer dans le second combat.

« Le succès a été complet. De la grande armée du Pérou, il n'est pas resté après Miraflores plus de 3,000 hommes organisés, et ces derniers se sont dispersés après avoir préalablement remis leurs armes. Par conséquent, cette armée a disparu après avoir perdu plus de 12,000 hommes.

« Elle a laissé en notre pouvoir un immense matériel de guerre. Nous nous sommes emparés de deux cent vingt-deux canons, à savoir : au Callao, 57 dont le calibre varie de mille livres à deux cent cinquante ; sur les deux champs de bataille, 41 depuis le calibre de six cents livres jusqu'à celui de trente-deux ; enfin cent vingt-quatre pièces de campagne ou de montagne parmi lesquelles se trouvaient dix-neuf mitrailleuses. Nous avons aussi recueilli jusqu'à ce jour plus de quinze mille fusils de différents systèmes ; plus de quatre millions de cartouches et une grande quantité de poudre et de dynamite.

J'ajouterai à cela que la puissance navale du Pérou a disparu d'une façon si complète qu'il ne lui reste plus sur mer la plus petite felouque. »

Ces quelques lignes résument toute l'histoire de la campagne que nous venons de raconter.

CHAPITRE IX

CONCLUSION.

Promotions gouvernementales décrétées par Piérola à Canta. — Il continue à fuir de l'autre côté des Andes. — Son entrée solennelle à Jauja. — Le bourg de Concepcion le proclame général. — État social et isolement des populations de l'intérieur du Pérou. — L'amiral Montero dans les départements du Nord. — Il se voit obligé de s'enfuir à Trujillo. — Piérola propose d'entamer des négociations de paix avec le Chili. — Les représentants du Chili à Lima refusent de traiter avec lui. — Création d'un gouvernement provisoire à Lima. — Piérola refuse de le reconnaître. — Il convoque lui-même un congrès. — Installation du gouvernement provisoire. — L'armée d'Aréquipa méconnaît ce gouvernement. — Le préfet de ce département déclare le gouvernement de Lima et ceux qui reconnaissent son autorité traîtres à la patrie. — Anarchie et désordre au Pérou. — Piérola est forcé d'abandonner Jauja et de s'enfuir devant une division chilienne. — La Bolivie. — Attitude du Chili. — Conclusion.

La bataille de Miraflores avait mis fin à la puissance militaire du Pérou. On ne pouvait raisonnablement espérer qu'il fût possible d'organiser un simulacre de résistance devant l'armée victorieuse, et en effet, tout faisait croire que la paix se signerait à bref délai. Néanmoins la désorganisation du Pérou, l'ambition de ses chefs, l'absence presque générale de véritable patriotisme ont reculé le terme de cette situation anormale et ruineuse.

Nous avons dit dans le chapitre précédent que dans la nuit du 15 janvier, quatre heures après la défaite et la dispersion totale de son armée, le dictateur Piérola s'enfuyait de Lima et se dirigeait vers les montagnes. Dans l'espoir que les débris de son armée le rejoindraient à Canta, il se mit, dès le

lendemain de la défaite, à lancer mille décrets, dont le but était plutôt de laisser entre ses mains le commandement suprême que de prolonger la résistance. Il déclara que la capitale du Pérou et le siège du gouvernement serait l'endroit où il se trouverait lui-même. Il nomma le capitaine de vaisseau don Aurelio Garcia i García, secrétaire général de la dictature et il le chargea de tous les portefeuilles. Il donna au colonel don Juan Martin Echeñique le titre de chef supérieur et politique de tous les départements du centre, et il envoya le contre-amiral don Lisardo Montero au nord avec un caractère analogue. Les autres dispositions décrétées à Canta avaient pour but d'imposer dans toutes ces localités des contributions pour subvenir aux frais de la dictature. Il adressa aussi au corps diplomatique de Lima, et aux autorités ecclésiastiques et judiciaires des notes dans lesquelles il leur annonçait le maintien de son gouvernement.

Quoique le village de Canta [1] soit situé dans les anfractuosités de la montagne et entouré de rochers qui auraient rendu fort pénible la marche des troupes qui eussent essayé de poursuivre les fugitifs, Piérola ne se crut pas en sûreté en cet endroit. Il se remettait en marche le 22 janvier, et traversant la chaine principale des Andes, il s'enfonçait dans le département de Junin, et s'installait pour plusieurs jours dans la ville de Tarma, d'où il décréta de nouvelles contributions. C'est aussi de là qu'il nomma, le 27 janvier, le colonel don José Agustin Bedoya préfet de Lima, nomination dérisoire qui n'avait d'autre but que de cacher les désastres de la dernière campagne aux populations de l'autre côté de la Cordillière. Enfin, le 31 janvier, il se dirigea de Tarma sur la petite ville de Jauja, où il fut reçu en vainqueur par le clergé de la province.

Piérola trouva à Jauja une petite imprimerie dont il profita pour faire publier un journal où paraissaient les décrets qu'il rédigeait tous les jours. Le premier numéro de ce journal contient la description de l'entrée triomphale du dictateur,

1. Canta est la capitale de la province du même nom, une des six qui forment le département de Lima. La population de cette province est de 16,653 habitants, presque tous indiens.

racontée dans les termes suivants : « Beaucoup de personnes allèrent à cheval au-devant de lui à deux lieues de distance sur le chemin où le peuple avec de la musique, des bravos et des fleurs, se précipitait à sa rencontre. La ville s'était pavoisée, et les environs, les places, les rues et les balcons étaient littéralement couverts de monde, le dictateur avançait sous une véritable pluie de fleurs. Sur la grande place, le clergé de la province, ayant en tête l'illustrissime archevêque de Berito, revêtu des ornements de cérémonie, attendait sous le portique de l'église principale S. E. le chef suprême, le secrétaire général don Aurelio Garcia i García, le chef militaire des départements du centre, le colonel don Juan Martin Echeñique, et les autres personnes de sa suite. Lorsqu'ils furent arrivés, Mgr Valle prononça une allocution simple et éloquente que nous regrettons de ne pouvoir reproduire, mais qui révélait le plaisir causé à tous et spécialement au clergé par la présence de Son Éminence et par sa belle conduite avant et après les dernières batailles. »

Quelques jours après, Piérola recevait une autre ovation d'un caractère analogue dans un bourg voisin d'à peu près mille habitants, Concepcion. Les habitants rassemblés pour délibérer sur la situation du pays, le 14 février, déclarèrent nuls tous les actes exécutés par le général de l'armée chilienne, et traîtres à la patrie tous les péruviens qui se soumettraient à son autorité; ils conférèrent le grade de général « au colonel don Nicolas de Piérola, pour sa belle conduite pendant les batailles de Chorrillos et de Miraflores, lui accordant en outre un vote spécial de confiance. »

On ne comprend bien l'enthousiasme avec lequel, après les épouvantables défaites de janvier, Piérola était reçu dans les provinces de l'autre côté des Andes, que lorsqu'on connaît l'état social de ces populations. Des indiens simples et ignorants, qui ne comprennent même pas la langue espagnole, forment la grande majorité des habitants, et vivent dans cette région comme ils y vivaient il y a deux siècles, complètement étrangers au mouvement politique et aux événements qui se déroulent dans les provinces de la côte, avec laquelle ils n'ont jusqu'à présent que de rares communications. Ces peuples, gouvernés d'une manière absolue par le maire et le

curé, comme aux meilleurs temps de la colonie, paraissaient être faits tout exprès pour donner les apparences de l'éclat et du prestige au pouvoir de Piérola, qui à son titre de chef suprême avait ajouté celui de protecteur de la race indigène. En outre, la topographie de ces provinces, les montagnes escarpées qui les traversent en tous sens rendent les communications fort difficiles, et à plus forte raison les mouvements de troupes, de sorte que Piérola pouvait être plus ou moins sûr, qu'on ne viendrait pas l'y attaquer. Afin de conserver intact son pouvoir en ces lieux, le dictateur prit ensuite quelques mesures opportunes pour les isoler des provinces de la côte et, pour empêcher qu'on n'y reçut des journaux ou des lettres de Lima qui diraient la vérité touchant les grands désastres du Pérou.

Mais en même temps il lui était impossible d'entreprendre quoi que ce soit dans les provinces situées à l'ouest des Andes. Le colonel Bedoya, nommé préfet de Lima, se garda bien de se rapprocher de la ville où il devait établir son gouvernement. Le colonel Echeñique, nommé chef civil et militaire des provinces du centre, resta de l'autre côté des Andes, et les bandes qui se montrèrent dans les montagnes du département de Lima furent battues et dispersées par un corps de cavalerie chilienne.

Le contre-amiral Montero avait seul gagné le territoire dont l'administration lui avait été confiée. Il partit de Canta le 20 janvier et traversa les montagnes en compagnie d'un petit nombre d'officiers et de soldats. Il arriva jusqu'au département de la Libertad, recueillit les quelques fonds qu'il trouva dans les caisses de l'État et imposa des contributions de guerre à Trujillo et à plusieurs autres villes. Quoiqu'il eût l'intention de s'établir dans cette région et d'y organiser quelques corps de troupes, il ne parvint pas à réaliser ce projet, et il dut prendre la fuite en toute hâte quelques jours plus tard. Une petite division chilienne était partie du Callao sous les ordres du commandant don Arístides Martinez. Comme elle avait débarqué au port de Chimbote sans rencontrer de résistance sérieuse, Montero et les siens ne purent faire autre chose que de s'enfuir à l'intérieur en emportant l'argent recueilli et en emmenant les détenus des prisons pour organiser

des bandes de l'autre côté des montagnes. Ces départements se soumirent aux autorités chiliennes, qui y rétablirent la paix et la tranquillité en réprimant la populace, laquelle avait commencé à se livrer aux mêmes excès et aux mêmes déprédations qu'à Lima et au Callao.

Cependant Piérola ne pouvait guère s'aveugler sur sa vraie situation. L'argent produit par les contributions imposées aux peuples de l'intérieur était loin de suffire pour organiser la moindre résistance. Les quêtes faites par les curés de cette région n'étaient guère plus considérables. Dans la ville de Huánuco, capitale du département de Junin, les habitants commençaient à comprendre et à manifester que les projets militaires du dictateur étaient tout simplement une folie qui allait imposer le sacrifice le plus stérile à ces pauvres populations. Dans cette situation, Piérola se décida à entamer des négociations de paix. Le ministre diplomatique de la Grande-Bretagne fut chargé par lui de demander aux autorités chiliennes si elles consentiraient à recevoir le docteur don Manuel Irigoyen comme plénipotentiaire du dictateur. Le plan de celui-ci était de demander la paix sous les auspices et la médiation du corps diplomatique étranger, en renouant les négociations commencées à Miraflores et interrompues par Piérola lui-même par la violation de l'armistice et par une bataille aussi acharnée qu'inutile. Les représentants du Chili répondirent négativement à cette proposition.

Piérola s'imagina que ce refus n'avait d'autre portée que d'indiquer l'intention du Chili de négocier la paix sans l'intervention des représentants étrangers. Dans son désir de conserver le pouvoir, il ne désespéra pas d'arriver à s'entendre avec l'ennemi pour ouvrir les négociations. Le 5 février, il nomma des « plénipotentiaires pour les négociations de paix qui doivent mettre fin à la guerre où la République se trouve engagée avec le Chili. » C'étaient trois jurisconsultes péruviens résidant à Lima. L'un d'eux ayant refusé d'accepter cette charge, Piérola, par un décret du 18 février, se contenta de nommer les deux autres.

Le gouvernement chilien était alors représenté à Lima par le ministre de la guerre don José F. Vergara, et par le secrétaire général de l'armée, don Eulogio Altamirano. Le

22 février, ces fonctionnaires déclarèrent fort nettement aux représentants de Piérola que le gouvernement chilien était résolu à ne pas entrer en négociations avec lui. Les raisons de ce refus péremptoire étaient de deux ordres différents. D'un côté, Piérola avait montré, dans toutes les tentatives de pourparlers diplomatiques, une telle arrogance et une telle duplicité, qu'il était impossible de négocier avec un pareil homme. Après avoir violé l'armistice de Miraflores, il avait adressé au corps diplomatique de Lima une circulaire reproduisant toutes les insultes contre le Chili et son gouvernement que la presse péruvienne avait publiées chaque jour depuis le commencement de la guerre.

D'un autre côté, le Chili voulait conclure une paix solide et durable, et il désirait s'entendre dans ce but avec un pouvoir qui fût la représentation légitime du pays, et non pas avec une dictature née d'une émeute de caserne et discréditée par les dernières défaites.

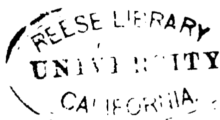
En effet, l'opinion publique de Lima, ou, pour parler plus exactement, l'opinion des classes aisées et instruites de la capitale, s'était montrée fort opposée au maintien de la dictature. Le même jour, 22 février, cent quatorze des habitants les plus riches et les plus honorables de la ville avaient tenu une réunion où l'on avait décidé la formation d'un gouvernement provisoire, lequel serait soumis à l'approbation des provinces. Ce gouvernement devait être unipersonnel, et, bien que revêtu de la somme des pouvoirs publics que les circonstances paraissaient exiger, il était tenu de mettre fin au régime dictatorial, de rétablir le système constitutionnel et de convoquer un congrès qui, en même temps qu'il sanctionnerait le nouvel ordre de choses, prendrait les décisions convenables au sujet de la paix extérieure. L'assemblée désigna par 104 voix, comme président provisoire du Pérou, le docteur don Francisco García Calderon, jurisconsulte distingué, qui devait à sa fortune et à son caractère une haute position sociale. Son premier acte devait être de négocier une trêve qui se prolongerait jusqu'à la réunion du congrès.

Piérola reçut en même temps, à Jauja, la nouvelle de deux faits qui minaient son pouvoir : la formation d'un gouvernement provisoire à Lima et le refus des représentants du

Chili. Le patriotisme lui imposait le devoir sacré de se résigner au sort que lui faisaient les événements, soit en se démettant d'une manière absolue et définitive du pouvoir dont il était investi, soit en déclarant qu'il se soumettrait aux décisions du congrès national dont l'initiative des habitants de Lima préparait la réunion. Mais l'une et l'autre résolution exigeaient de sa part un acte de désintéressement, et, se voyant impuissant à reconquérir la plénitude de son ancienne autorité, il préféra devenir un obstacle à toute pensée de reconstituer le Pérou et de le retirer de l'abîme où l'avaient poussé les administrations précédentes, et où il avait achevé lui-même de le précipiter.

Cette détermination une fois arrêtée, il publia, le 1er mars, une série de notes et de décrets qui révèlent le dépit et la rage dont il était animé. Dans les uns, il protestait énergiquement contre la conduite des représentants du Chili, qui refusaient de le reconnaître comme chef suprême de Pérou; dans les autres, il ordonnait aux chefs politiques et militaires soumis à son autorité, de refuser toute obéissance au gouvernement provisoire qui venait de se former à Lima. Par un décret portant la même date, il convoquait une assemblée de députés provinciaux, laquelle devait se réunir, le 6 juin suivant, à l'endroit qu'il désignerait. Peu de temps après, il choisit pour cet objet la ville de Huánuco.

Pendant ce temps-là, l'idée de créer un gouvernement provisoire trouvait chaque jour de nouveaux adhérents à Lima et au Callao. Le 12 mars, les membres de ce gouvernement s'installèrent au bourg de Magdalena qui n'était pas occupé par les troupes chiliennes. Au milieu d'une cérémonie des plus simples, Garcia Calderon prêta le serment d'usage, puis il rappela, dans une courte allocution, les désastres soufferts par le Pérou, et la gravité des circonstances que traversait le pays. Il ajouta que ce lamentable spectacle ne devait pas décourager les vrais patriotes, puisqu'il était temps encore de conjurer la tourmente, en cherchant dans la paix et dans le travail le remède de cette triste situation. Puis García Calderon organisa son ministère, et il commença ses travaux administratifs avec la ferme résolution de sauver le Pérou d'une ruine complète.



Le premier acte du nouveau gouvernement devait justifier la confiance et l'estime des habitants de Lima. Le commandant chilien avait imposé à cette ville, pour subvenir aux frais de l'occupation, une contribution de guerre extraordinaire, s'élevant à un million de piastres. Cet impôt devait être payé par les habitants; mais le Président provisoire offrit d'en effectuer le payement aux frais de l'État. Il demandait seulement qu'on lui accordât un délai pour se procurer cette somme au moyen d'un emprunt intérieur.

Pour annoncer son installation aux provinces, le gouvernement provisoire adressa aux préfets, à la date du 18 mars, une circulaire dont nous voulons reproduire les passages suivants, afin de faire connaître ses vues.

« Le gouvernement provisoire sait qu'il entre dans la voie qui conduit au sacrifice, et il n'hésite pas à la suivre, parce qu'il considère que le prix des labeurs et des dangers personnels de ses membres, peut être le salut du Pérou.

« Après les désastres imprévus et immérités de Chorrillos et de Miraflores, sans ressources d'aucune espèce, la guerre serait une criminelle folie; elle épuiserait les forces qui restent encore à la République, sans résultat positif pour l'honneur de son drapeau ni pour la sauvegarde de ses intérêts bien entendus.

« La paix, quelque douloureuse qu'elle puisse être, s'impose aujourd'hui comme une impérieuse exigence de la triste situation où le Pérou se voit réduit, moins par la victoire de ses ennemis que par les coupables erreurs de ses gouvernants. Il nous faut l'accepter avec la fermeté convenable, afin de chercher sous son égide le moyen de rétablir notre antique prospérité, en relevant le Pérou de son état de prostration. L'exemple nous en a été récemment donné par une grande nation de l'Europe, qui aujourd'hui, après dix ans d'un patient et noble labeur, voit son nom estimé et respecté même de ses adversaires.

« La seule condition qui puisse rendre réalisable une œuvre si glorieuse, c'est que la famille péruvienne oublie le passé et ne pense qu'à l'avenir, qu'elle profite sagement de la rude épreuve à laquelle la Providence a voulu soumettre la République.

« La mission du gouvernement est donc une mission de paix, d'ordre et de fraternité.

« Pour une tâche si patriotique, il sollicite le concours de tous les hommes de bonne volonté. Il ne demande à personne quel a été son drapeau, mais il réclame le dévouement de tous pour assurer l'avenir du Pérou qui peut être prospère encore si ses fils le veulent fermement. »

Le gouvernement provisoire fut reconnu dans quelques départements, mais il rencontra dans plusieurs autres la résistance la plus obstinée. Les partisans de Piérola et les préfets qu'il avait nommés dans les provinces ne pouvaient se résigner à le voir dépouillé du pouvoir suprême. Le chef politique et militaire du Sud, don Pedro A. del Solar, fut le plus ardent de tous ceux qui se prononcèrent contre la formation d'un nouveau gouvernement.

Nous savons que ce fonctionnaire avait sous ses ordres à Aréquipa, un corps de cinq à six mille hommes. Pendant la campagne de Lima il avait caressé l'idée de diriger une attaque contre Tacna, qu'il croyait mal défendue par les Chiliens. Il dut pourtant se convaincre que son corps d'armée n'était point à la hauteur d'une pareille entreprise, et que ses soldats étaient fort peu disposés à la tenter. Son espoir et celui des siens n'eurent dès lors d'autre objet que les triomphes que Piérola allait obtenir dans les environs de Lima. La presse d'Aréquipa parlait de ces victoires avec l'assurance la plus entière [1]. Dès les premiers jours de janvier, elle commença à publier les nouvelles les plus fantastiques sur les opérations de la campagne. On racontait que dans un engagement partiel les Chiliens avaient subi une affreuse déroute, et que les vaisseaux de leur escadre étaient occupés à transporter à Valparaiso des centaines de blessés. C'était le même système de fausses nouvelles que celui qu'on avait inventé à Lima pour « retremper le patriotisme. »

On apprit enfin les défaites décisives de l'armée péruvienne

1. Le 5 janvier 1881, il y eut à Aréquipa une fête militaire avec des salves d'artillerie pour célébrer l'anniversaire de la naissance de Piérola, qui, suivant les journaux de cette ville, était appelé à donner de grands jours de gloire au Pérou.

à Chorrillos et à Miraflores. Le chef politique et militaire des départements du sud fit démentir solennellement ces nouvelles. Un journal d'Aréquipa déclarait le 22 janvier que la défaite des armées péruviennes était une fable invraisemblable, inventée par les Chiliens. Quand il fallut se rendre à l'évidence des faits, le même journal fit une description fantaisiste de ces batailles. Il racontait que les chefs des stations navales étrangères étaient intervenus dans le combat pour tenir les Chiliens en respect, qu'ils s'étaient même emparés des navires de ces derniers pour les empêcher de continuer à détruire brutalement les ports du Pérou. Le peuple d'Aréquipa ajoutait foi à tous ces ridicules récits, et il comptait avec une confiance aveugle sur la protection armée de la France et de l'Angleterre.

Toutefois, l'attitude d'Aréquipa fut simplement expectante. Quant au chef politique et militaire, il publia les plus insolentes proclamations, où il annonçait de nouveau qu'il allait ouvrir « la tombe des Chiliens » ; mais il ne mit pas un soldat en mouvement et ne tenta aucune entreprise contre les ennemis qui occupaient Tacna. Ses troupes se montraient si peu disposées à entrer en campagne que la désertion des officiers et des soldats augmentait dans des proportions alarmantes. Les autorités de la province, toutes dévouées à Piérola, paraissaient disposées à le suivre, soit qu'il se décidât à continuer la guerre, soit qu'il résolût de faire la paix. Ce qui lui importait avant tout, c'était que Piérola conservât le pouvoir. D'ailleurs, on espérait fermement à Aréquipa que le gouvernement chilien ne voudrait perdre ni son temps ni son argent dans une expédition absolument stérile contre ces provinces. Au Chili, en effet, on croyait avec raison, qu'aussitôt qu'une division de l'armée victorieuse se mettrait en marche sur Aréquipa, les troupes péruviennes occupant cette ville se replieraient sur la montagne, en évitant un combat qu'elles étaient incapables de soutenir. Il suffisait comme mesure d'hostilité que quelques navires chiliens tinssent bloqués les ports de cette région. Lorsqu'on apprit à Aréquipa la formation du gouvernement provisoire de Lima, les partisans de Piérola ne purent contenir leur colère. Le 19 mars, les troupes casernées dans cette ville furent passées en revue. Le chef politique et militaire leur

adressa une harangue fougueuse, où il tonnait contre « les ambitieux, les hommes corrompus qui prétendaient s'arroger la direction du pays. » « Nous avons à la tête du gouvernement l'illustre citoyen don Nicolas de Piérola, dont vous connaissez bien le caractère ferme et résolu. Les prodiges qu'enfante le patriotisme, il les a faits, et il continuera à les opérer; c'est lui qui nous conduira à la victoire. »

Comme plan de campagne contre les Chiliens, il proposait de passer de l'autre côté des Andes, où les Péruviens seraient invincibles. Le même jour, les chefs militaires signèrent un acte dans lequel ils déclaraient qu'ils se refusaient à reconnaître le gouvernement de Lima, et qu'ils n'acceptaient comme chef légitime du pouvoir exécutif que « Monsieur le docteur don Nicolas de Piérola. » Cette déclaration fut signée par vingt-sept colonels ou lieutenants-colonels auxquels obéissaient les six mille hommes qui formaient l'armée du Sud.

Ces déclarations étaient l'œuvre exclusive du chef politique et militaire des départements du Sud, et des troupes placées sous ses ordres. Quand il fut question d'obtenir des habitants d'Aréquipa un acte à l'appui de cette résolution, on ne put réunir que les signatures de quelques individus plus ou moins insignifiants, et qui ne jouissaient d'aucune considération. Les notables de la ville ne désiraient en aucune façon la prolongation insensée de la résistance au Chili, qui ne ferait que creuser davantage l'abîme où le Pérou s'était précipité; ils voulaient bien moins encore susciter une guerre civile qui rendrait impossible la réparation de tant de maux. Toutefois, asservis comme ils l'étaient par le régime militaire, ils étaient impuissants à faire prévaloir l'influence de leurs opinions. Ainsi donc, le préfet Solar put, quelques jours après, lancer un décret, portant les dispositions suivantes :

« Art. 1er. Sont déclarés traîtres à la patrie les membres du gouvernement provisoire formé dans la capitale de la République, ainsi que les Péruviens qui lui obéiront ou qui lui prêteront leur appui direct ou indirect.

« Art. 2. Les autorités de la République arrêteront les individus désignés par l'article précédent, et, quels que soient leur condition et leur rang dans la hiérarchie, ils seront tra-

duits devant un conseil de guerre et condamnés à mort, conformément à l'article 8 du statut [1]. »

Ainsi, après les horribles désastres de la patrie, quand toutes les volontés devraient se réunir pour la sauver de la ruine où l'ont entraînée ses mauvais gouvernements, le Pérou présente le spectacle le plus anormal qu'il soit possible d'imaginer. L'ordre et la tranquillité n'existent que dans les provinces occupées par les troupes chiliennes, et qui se trouvent pourtant sous le régime de la loi martiale. Les effets de cette loi ne se sont fait sentir que pour réprimer les vols et les incendies commis par une populace effrénée. A son ombre, la propriété et la vie des habitants de ces provinces ont trouvé de sérieuses garanties. Le commerce commence à se relever, et la majorité des habitants accepte cette situation comme quelque chose de bien préférable au despotisme militaire dont ils ont été victimes l'année précédente. Mais ce régime provisoire, tout en assurant le présent, ne donne aucune garantie pour l'avenir. Loin de là, tout le monde comprend que le jour où les troupes chiliennes évacueront les villes de Lima et du Callao, une multitude effrénée se livrera de nouveau aux mêmes excès, aux mêmes atrocités que ceux qui ont signalé le lendemain des dernières batailles.

De son asile de Jauja, Piérola imposait de lourdes contributions aux provinces de l'intérieur et y maintenait le régime dictatorial. Il réussit même à armer tant bien que mal des bandes de partisans, avec l'aide desquels il prétendait étendre sa domination jusque sur les localités des montagnes du département de Lima. Canta devint la base d'opérations de ces guerillas. De là, ils descendaient dans les vallées voisines

1. Peu après la publication de ce décret, la presse annonçait qu'un détachement de cavalerie de l'armée d'Aréquipa, commandé par un officier d'origine cubaine, avait pénétré dans le département limitrophe d'Ayacucho, et avait surpris à Lucanas plusieurs fonctionnaires nommés par le Gouvernement de Lima, et qui étaient en route pour prendre possession de leurs emplois, et qu'il avait fusillé sur place sept d'entre eux. Cette nouvelle a été donnée par les journaux, mais nous n'en garantissons pas l'authenticité. Nous savons seulement que le préfet Solar a emprisonné à Aréquipa quelques personnes importantes de la ville, et même plusieurs chefs militaires qui ne se montraient point partisans assez dévoués de Piérola.

des montagnes et exerçaient les plus violentes déprédations sur divers villages, habités en majeure partie par des Indiens. La nature même de ces âpres montagnes favorisait ces incursions.

Le colonel don Pedro Lagos, qui commandait accidentellement l'armée chilienne de Lima, lança, dans les premiers jours d'avril, quelques colonnes de cavalerie contre ces guerillas. Ceux-ci, qui occupaient la crête des hauteurs, se défendaient en faisant rouler sur les Chiliens des quantités de pierres; puis ils prenaient la fuite pour aller se poster sur d'autres hauteurs, d'où ils étaient bientôt délogés. La cavalerie réussit enfin à les disperser.

Toutefois, tant que Piérola resterait de l'autre côté des montagnes, occupant les villes de Huánuco, Jauja, Tarma et Cerro de Pasco, ces bandes armées pouvaient se réorganiser. Le colonel Lagos forma une division de deux mille hommes, qu'il plaça sous les ordres du commandant don A. Letelier, et la dirigea sur les points en question. Cette petite division n'eut guère à surmonter d'autres difficultés que celles des marches. Elle s'empara successivement de ces différentes villes et s'établit enfin à Cerro de Pasco, la plus importante de toutes, après avoir laissé des garnisons dans les autres. Piérola et les quelques hommes qui le suivaient s'étaient hâtés de fuir vers le sud, sans oser faire la moindre résistance. Un certain colonel Aduvire, qui se donnait le titre de préfet de Junin, s'était enfui avec quelques soldats dans la direction opposée, abandonnant la ville de Huánuco, capitale du département, que les Chiliens occupèrent sans coup férir.

Ainsi, au commencement de mai, tout ce vaste territoire était occupé par les vainqueurs. Quelques faibles détachements chiliens avaient poursuivi à une certaine distance les derniers restes des bandes que Piérola était parvenu à réunir dans le département de Junin. Il paraît que dans plusieurs de ces localités on n'avait pas la moindre nouvelle des événements de Lima et des effroyables défaites subies par les armées péruviennes. Pour ces pauvres gens, de race indigène pour la plupart, Piérola était encore le chef reconnu de toute la nation, et Lima restait soumise à son autorité dictatoriale.

Dans les vallées de Pisco et de Cañete, et sur d'autres points d'où avaient fui les anciennes autorités péruviennes, le désordre et l'anarchie étaient arrivés à leur comble. La presse a raconté les crimes commis dans ces localités, les vols, les incendies, les massacres de malheureux asiatiques, avec des détails et sous des couleurs qui les rendent presque incroyables. Les chefs chiliens qui commandent à Lima se sont vus obligés d'envoyer des troupes pour rétablir la tranquillité et donner quelques garanties d'ordre aux populations paisibles et honnêtes qui subissaient les conséquences de ce débordement des mauvaises passions d'une populace effrénée. Mais cet ébranlement social finira par ruiner le Pérou, si le patriotisme ne parvient pas à dominer l'anarchie qui tend à tout dissoudre.

La situation de la Bolivie n'est guère plus favorable. De constantes velléités de rébellion ont fait vivre son gouvernement au milieu d'inquiétudes continuelles. Le manque de ressources ne lui a pas permis de porter secours au Pérou dans la crise où ce dernier pays s'est vu plongé par suite de l'alliance de 1873. A La Paz comme à Aréquipa, la presse bolivienne a commencé par nier les victoires remportées par les Chiliens aux environs de Lima. Quand il n'a plus été possible de résister à l'évidence des faits, les journaux de la Bolivie ont défié les Chiliens de traverser toutes les montagnes pour les attaquer. Tel a été le sujet d'une proclamation du président Campero. Il y menace les Chiliens, non de la bravoure des soldats de la Bolivie, mais des précipices de la Cordillière et de l'insalubrité du climat. Ce n'est pas que l'expédition d'une division chilienne contre ce pays dût offrir de sérieuses difficultés. On savait que son approche suffirait pour mettre en fuite tout le gouvernement bolivien avec les quelques soldats qui lui restent. Mais le gouvernement du Chili n'a point voulu s'engager dans une entreprise qui lui imposerait des sacrifices d'argent, et dont il ne retirerait d'ailleurs aucun avantage effectif ni même aucune gloire militaire, puisque ses soldats ne trouveraient personne à combattre.

Toutefois, en Bolivie même, il s'est trouvé des citoyens que se sont rendu un compte exact de la situation de leur pays. Dans la presse et dans les conseils du gouvernement se

sont fait entendre des voix prudentes qui ont représenté la folie qu'il y aurait à prolonger une situation impossible, au nom d'une guerre que l'on ne peut soutenir, et qui ruine inutilement le pays. De son côté, le gouvernement, se voyant dans l'impossibilité de rien faire pour secourir le Pérou dans la dernière campagne, a cru remplir ses devoirs d'allié fidèle en se soumettant aux désirs du gouvernement péruvien pour conserver les apparences d'une alliance dissoute de fait par la défaite de Tacna. C'est ainsi que, usant des pouvoirs extraordinaires dont il est revêtu, il a exilé les individus qui, au nom des plus grands intérêts de la patrie, conseillaient la paix et en démontraient la nécessité. Le vice-président de la République a été du nombre de ces bannis.

Pendant ce temps, le Chili est en pleine et paisible possession non seulement des territoires dont il doit rester définitivement maître, mais aussi des provinces les plus riches et les plus peuplées du Pérou. Tandis que ses troupes y maintiennent la tranquillité et la paix, il perçoit les contributions sous l'administration d'employés chiliens, et exploite en propriétaire les ressources naturelles du pays, qui faisaient la richesse de son gouvernement. La victoire lui a permis d'anéantir la puissance militaire du Pérou, et de rester en possession de presque toutes ses provinces, qu'il occupe sans crainte de s'y voir inquiété. Et même, comme il n'avait plus besoin de toutes les forces qu'il entretenait au Pérou, il a pu réduire son armée et son escadre. Deux mois après les victoires de Chorrillos et de Miraflores, le général Baquedano rentrait au Chili avec plus de six mille hommes de son armée; et après avoir joui des ovations que méritaient leurs triomphes, ces braves soldats ont déposé leurs armes pour se livrer de nouveau aux tranquilles occupations de la paix.

Quel sera le dénouement de la situation actuelle? Il n'est pas difficile de le prédire. L'armée chilienne occupera Lima tant que l'on conservera l'espoir d'y laisser établi un gouvernement solide, capable de signer une paix définitive et d'assurer la stabilité du Pérou. Mais le jour où le gouvernement du Chili aura acquis la conviction que l'anarchie est incurable dans ce malheureux pays, et que le patriotisme, usé par soixante ans de corruption et de désordre, en a complètement

disparu, il rappellera ses troupes dans les territoires qu'il doit garder à titre d'indemnité de guerre, bien sûr que personne ne lui en disputera la jouissance, et il laissera le reste du Pérou livré à sa destinée. Et cette destinée, par malheur, est bien sombre.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

TROISIÈME PARTIE

LA CAMPAGNE DE LIMA

CHAPITRE PREMIER

Les républiques belligérantes après les batailles de Tacna et d'Arica *Juin* 1880.

CHAPITRE II

Le projet de confédération péru-bolivienne, Juin 1880.

CHAPITRE III

Blocus du Callao; combats devant cette place depuis Avril jusqu'à Septembre 1880.

CHAPITRE IV

Opérations et préparatifs militaires sur terre, de Juillet à Septembre 1880.

CHAPITRE V

L'expédition Lynch, Septembre et Octobre 1880.

CHAPITRE VI

Les négociations d'Arica, Octobre 1880.

CHAPITRE VII

Marche de l'expédition chilienne sur Lima, Novembre et Décembre 1880.

CHAPITRE VIII

Les préparatifs de défense à Lima et au Callao, Novembre et Décembre 1880.

CHAPITRE IX

San Juan et Chorillos, 13 *Janvier* 1881.

CHAPITRE X

Bataille de Miraflores. Occupation de Lima, du 14 *au* 17 *Janvier* 1881.

CHAPITRE XI

Conclusion.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES



Sceaux. — Imp. Charaire et fils.



